CIHEAM

Centre
International
de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes

International
Centre for
Advanced
Mediterranean Agronomic Studies

Thèse / *Thesis*

requise pour
l'obtention du Titre

submitted
for the Degree of

Master of Science

Diagnostic du capital social communautaire : étude de cas de trois communautés rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz, Guatemala

Ileana Grandelis

Série "Master of Science n° 82
2007

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Diagnostic du capital social communautaire : étude de cas de trois communautés rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz, Guatemala

Ileana Grandelis

Série "Master of Science n° 82
2007

Grandelis I. – « Diagnostic du capital social communautaire : étude de cas de trois communes rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz »

Diagnostic du capital social communautaire : étude de cas de trois communautés rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz, Guatemala

Série Thèses et Masters

Ce Master est le numéro 82 de la collection Thèses et Masters de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.

Cette collection réunit les thèses *Master of Science* du CIHEAM-IAMM ayant obtenu la mention « Publication », ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et ses enseignants chercheurs.

La thèse *Master of Science* du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes :

Diagnostic du Capital Social Communautaire : Etude de cas de trois communautés rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz, Guatemala

a été soutenue par Ileana Grandelis le 27 juin 2006 devant le jury suivant :

M. J.-P.Tonneau, Directeur Adjoint UMR Tetis/Chef UR Siter, CIRAD TERA Montpellier..... Président
M. J.-P. Chassany, Maître de conférence,ENSA-INRA Montpellier ..... Membre
M. C. Llena, Institut Universitaire Technique, Université Montpellier II..... Membre
M. M. Garrabé, Professeur Université Montpellier I..... Membre
M. O. Bessaoud, Enseignant-chercheur CIHEAM/IAM Montpellier ..... Membre

Le travail de recherche a été encadré par MM. Michel Garrabé et Omar Bessaoud.

Le texte a été mis en forme par le Bureau des Publications de l'Institut de Montpellier.

CIHEAM-IAMM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Directeur : Vincent Dollé

3191, route de Mende – BP 5056
34093 Montpellier cedex 05
Tél. : 04 67 04 60 00
Fax :04 67 54 25 27
http://www.iamm.fr

L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Ces opinions n'engagent que leur auteur.

ISBN : 2-85352-349-7. ISSN : 0989-473X

Numéros à commander au
CIHEAM-IAMM
Bureau des Publications
e-mail : tigoulet @iamm.fr

Prix 50€
©CIHEAM, 2007

Fiche bibliographique
Grandelis (Ileana) - Diagnostic du Capital Social Communautaire : étude de cas de trois communautés rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz, Guatemala – Montpellier : CIHEAM-IAMM, 2007 - 157p. (thèse *Master of Science*, IAMM, 2006, Série Thèses & Masters n° 82)

Diagnostic du Capital Social Communautaire : étude de cas de trois communautés rurales dans la zone de production de café de Alta Verapaz, Guatemala

Résumé : Depuis longtemps, il est accepté dans le domaine de la sociologie et des sciences politiques que les relations sociales, les normes et les valeurs sous-tendant la structure sociale jouent un rôle déterminant dans le développement. Cependant, c'est seulement à partir des années 1990 que le concept de *capital social* (CS) s'est affirmé comme concept représentatif de tout cet ensemble de convictions, en intégrant les théories du développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté. Mais au delà de ceci, le CS voudrait bien s'affirmer comme concept économique, en s'accolant aux autres formes de capital. L'idée intuitive du CS peut-elle se transformer en une notion opérationnelle ? Peut-on mesurer le CS d'un groupe social ? La finalité de ce travail était d'apporter des éléments de réponse à ses questions au moyen d'une étude de terrain dans des communautés rurales du département de Alta Verapaz, Guatemala. Effectivement ? on a conclu que le CS est une composante essentielle des stratégies de développement et qu'il s'agit d'un actif nécessaire pour les communautés rurales, encore que pas suffisant. L'absence de diagnostics du CS au niveau communautaire représente à notre avis une grave lacune des stratégies de développement existantes dans la zone. Dans le but de chercher à identifier des instruments de quantification de l'actif « CS communautaire », on propose ici un modèle de diagnostic, en même temps qu'une stratégie de renforcement de cet actif.

Mots-clés : Capital Social ; Développement rural ; Communautés rurales ; Gouvernance de la communauté ; Diagnostic ; Amérique Latine et Caraïbes ; Guatemala .

A tool to measure the community's assets of Social Capital: the case of three rural communities of a coffee zone, department of Alta Verapaz, Guatemala.

Abstract*: It is already a widespread assumption among sociologists and political scientists that social relations, norms and values that undermine the social structure play a determinant role in development. However, only since the 90's the concept of Social Capital affirm itself like the representative concept of these convictions as a whole, and begins to integrate development theories and poverty-fighting strategies. In addition to that, Social Capital would like to become an economic concept, just like the other forms of capital. Can the intuitive idea of Social Capital convert itself in an operative notion? Are we able to measure it? The aim of this work was to answer to these questions through an empirical study in some rural communities of the department of Alta Verapaz, Guatemala. Successfully our conclusion is that Social Capital really is an essential component of a development strategy and a necessary active for rural communities, even if not a sufficient one. Thus, the absence of a diagnosis of the community's assets of Social Capital represents a serious lack for local development strategies. In order to progress in Community Social Capital quantification, we propose a measurement tool and, at the same time, an implementation strategy for this active.*

Keys words: *Social Capital; Rural Development; Rural Communities; Community Governance; Diagnostic; Latin America and Caribbean; Guatemala.*

Remerciements

Je tiens à adresser mes sincères remerciements à toutes les personnes qui m'ont permis de réaliser cette étude, et notamment :

- à Michel Garrabé et Omar Bessaoud, pour leur encadrement, les jugements très pertinents sur mon document, autant sur le fond que sur la forme et surtout pour l'intérêt scientifique qu'ils ont toujours accordé à mon travail ;

- aux enseignants de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier qui tout au long de l'année passée ont cultivé et développé en moi le sens du développement rural et ont fortement enrichi ma formation ;
- aux membres du jury de ma thèse, pour me faire l'honneur d'assister à ma soutenance ;
- à Ruben Dario Pacay Choco, coordinateur de l'Unité pour les Petits Producteurs de l'Association Nationale du Café -ANACAFE, au Guatemala, qui a été mon maître de stage, pour sa grande disponibilité à écouter et discuter mes idées. Avec lui, je tiens à adresser mes remerciements à toute l'équipe de l'Unité pour le Petits Producteurs et notamment à Neyda de Lara, Gregorio Arias Gonzalez, et Luis Orosco qui se sont mis à mon entière disposition toujours dans la bonne humeur ;
- à Francisco Anzueto Rodríguez et Bayron Yury Medina Fernandez, du Département de Développement et Environnement d'ANACAFE, pour leur soutien et leur passion pour la recherche ;
- aux techniciens du bureau régional d'ANACAFE à Cobán pour m'avoir accompagnée et introduite à chaque fois dans les communautés et pour leur appui inconditionnel dans les questions logistiques, et notamment à mon ami Fernando Arturo Juarez García ;
- aux techniciens de CARE-Guatemala que j'ai connus sur le terrain d'étude et qui m'ont impliquée dans un projet fascinant, spécialement Armida Tejeda et Miguel Ramiro Caal Chocooj .

Je remercie tout particulièrement Michel Jaquet du CIRAD pour les informations et les documents concernant la culture du café, pour l'encouragement et pour les contacts qu'il m'a donnés au Guatemala.

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à Fabio Maria Santucci, professeur associé au Département de Sciences Economiques et Estimatives de l'Université de Perugia, pour avoir stimulé mes recherches en mettant à ma disposition ses propres documents de travail.

Mes plus sincères et intenses remerciements s'adressent également à Jonathan A.Fox, professeur associé de Sciences Sociales à l'Université de California, Santa Cruz, auquel je me suis adressée sans le connaître, après avoir lu une de ses contributions, et qui m'a donné des commentaires précieux.

Je tiens tout particulièremenrt à exprimer mes vifs remerciements à tous les habitants de Quixal, Tanchi et Ichab, ainsi qu'aux associés des coopératives, pour le temps précieux qu'ils m'ont consacré, pour leur ouverture au dialogue et pour l'hospitalité exceptionnelle qu'ils m'ont offerte. Notamment, Doña Candelaria de Tanchi et sa famille pour m'avoir logée chez eux, Jorge Chub Putul de la coopérative Comón Calebal et José Luis Bin Tiul de la coopérative Flor de Café pour leur disponibilité à m'expliquer, Berta de la coopérative Corazón de los Mayas pour avoir partagé 7 jours entiers avec moi, Nicolas de Quixal et Waldemar de Tanchi pour les heures de bavardage et Marcelino Luc Coq pour avoir été mon guide sympathique par les sentiers d'Ichab.

Mes remerciements vont aussi à mes amis Mario et Letizia de la communauté de Quixal pour leurs visites matinales et leur amitié.

Je souhaite également remercier l'équipe de l'IAMB de Bari, pour l'appui et l'intérêt qu'ils m'ont témoignés et tous mes amis en France, en Italie et au Guatemala, ainsi que ma famille et mon copain, pour m'avoir soutenue dans les moments les plus difficiles.

Merci enfin à José et à Paula pour avoir accepté de lire et de corriger mon document : sans leur appui, j'aurais été beaucoup plus difficile à lire.

Que tous ceux qui m'ont assistée dans la réalisation de ce travail puissent trouver ici l'expression de ma gratitude.

Una sangre

La punta de oeste carga
Gente de cualquier nación
De China hasta Puerto Rico
Cargamos el mismo patrón

Pisando la tierra firme
Se suelta la bestia al cañón
Que mana ese fuego eterno
Que busca revolución

Somos una sangre,
Una sangre somos
Polvo de la tierra
Sentada a la mesa
De nuestra illusión

Somos una sangre,
Sólamente sangre
Con el alma en la boca
Y la sangre caliente
En el corazón

El hijo duerme tranquilo
Su sueño cuidado está

Su madre le dio este mundo
Porque ella no pudo volar

Bailamos todos al ritmo
Al ritmo de humanidad
Que sangre del polvo al polvo
De tierra se vuelve mar

Lila Downs

Sommaire

Sommaire **1**

Liste des figures **3**

Introduction **5**

Chapitre I : Cadre théorique **7**
I- Le Capital Social 7
1. Définition. 7
2. Histoire du concept. 8
3. Articulation du concept. 15
4. Peut-on vraiment parler de Capital ? Comment se forme-t-il ? 16
5. Capital social, humain, naturel, économique. 18
6. Les composantes du Capital Social 19
7. Le Capital Social communautaire. 22
II- Mesure du Capital Social 24

Chapitre II: Contexte général : le Guatemala **27**
I- Description du pays 27
1. Eléments géographiques. 28
2. Démographie. 29
3. Développement humain et pauvreté. 29
4. Economie. 31
5. Enjeux sociopolitiques. 33

Chapitre III: La décentralisation au Guatemala. **34**
I- Le processus de décentralisation 34
1. Le gouvernement municipal. 37
2. D'où viennent les recettes municipales ? 39
3. Santé et éducation. 41
4. Les fonds sociaux. 41
II- Evaluation 42
III- Décentralisation et Capital Social 47

Chapitre IV: Contexte spécifique : la zone d'étude **51**
I- Le département de Alta Verapaz et les 3 communautés de San Pedro Carchá 51
1. Les acteurs institutionnels. 54
2. Les autres acteurs. 55

Chapitre V: Constats, Problématique, Hypothèses **57**
I- Constats : le contexte d'une dynamique d'exclusion 57
II- L'approche par le Capital Social 58
III- Questions de départ 60
IV- Hypothèses 60

Chapitre VI: Méthodologie **62**
I- Notre méthodologie 62
1. Variables. 64
2. Indicateurs. 65
3. Un indice du Capital Social. 92
II- Méthode de recherche 93

1. Utilisation et discussion du SCAT. 95
2. Echantillon de l'enquête de terrain. 99
3. Phasage 101
4. Traitement des données. 102

Chapitre VII : Analyse des résultats. 104
I- Les trois études de cas 104
1. Première étude de cas : la communauté de Quixal. 107
2. Deuxième étude de cas : la communauté de Tanchi 113
3. Troisième étude de cas : la communauté de Ichab. 119
4. Considérations générales sur le Capital Social. 123
II- Application du diagnostic aux trois études de cas : résultats quantitatifs 128
1. Discussion des résultats quantitatifs. 129

Chapitre VIII : Bilan et perspectives 131
I- Le Capital Social et la lutte contre la pauvreté 131
II- Les stratégies possibles pour le renforcement du CS dans la zone d'étude 137
III- Le point sur les hypothèses de recherche 147

Bibliographie 150

Liste des figures

Tableaux

1. Les principales contributions de la *Social Capital Initiative* (BM) 13
2. Les principales approches au concept de Capital Social 14
3. Les composantes du Capital Social 22
4. Incidence de la pauvreté 30
5. Le système des Conseils 36
6. Les recettes municipales 39
7. Les avances de la décentralisation 43
8. Indicateurs de CS communautaire en relation avec la municipalité 48
9. Principales cultures de San Pedro Carchà 53
10. Variables du CSCO 64
11. Variables du CS de la coopérative de café et d'autres organisations communautaires additionnelles 64
12. Variables du CS des organisations officielles de leadership communautaire 64
13. Indicateurs du CSCO 65
14. Indicateurs du CS de la coopérative de café et d'autres organisations communautaires additionnelles 67
15. Indicateurs du CS des organisations officielles de leadership communautaire 68
16. Questions pour mesurer le CSCO 71
17. Questions pour mesurer le CS de la coopérative de café et d'autres organisations communautaires additionnelles 82
18. Questions pour mesurer le CS des organisations officielles de leadership communautaire 87
19. CS communautaire des femmes 91
20. CS communautaire des jeunes 91
21. Indice du CSCO 93
22. Entretiens/enquêtes formels réalisés 101
23. Phasage des activités dans chaque communauté 102
24. Entretiens/questionnaires réalisés à Quixal 108
25. Organisations et groupes communautaires de Quixal 109
26. Organisations externes présentes à Quixal 110
27. Projets communautaires à Quixal 110
28. Entretiens/questionnaires réalisés à Tanchi 115
29. Organisations et groupes communautaires de Tanchi 115
30. Organisations externes présentes à Tanchi 116
31. Projets communautaires à Tanchi… 116
32. Entretiens/questionnaires réalisés à Ichab 119
33. Organisations et groupes communautaires de Ichab 120
34. Organisations externes présentes à Ichab 120
35. Projetscommunautaires à Ichab 121
36. Principes du coopérativisme 125
37. Mesure du CSCO 128
38. Mesure du CS des femmes et des jeunes 128
39. La relation entre CS et développement dans la pratique 138

Figures

1. Relations entre capital social civil et gouvernemental 15
2. Incidence de la pauvreté par région 30
3. Incidence de la pauvreté 30
4. Cadre conceptuel : niveaux et types de CS 97
5. La stratégie de CARE 145

Cartes

1. Carte du Guatemala 27
2. Alta Verapaz.....51

Introduction

Il semble aujourd'hui évident que le développement économique d'un pays est inséré dans son organisation sociale, de façon qu'affronter ses inégalités structurelles ne requière pas seulement des changements économiques, mais aussi une transformation de la société. Cela signifie que les relations économiques ne proviennent pas d'un modèle propre, mais qu'elles sont ***embedded*** (Granovetter, 1985), c'est-à-dire encastrées, dans le tissu social et culturel, ce qui nous permet d'établir des connexions entre les phénomènes économiques et les socioculturels. C'est à cette étape du raisonnement que, dans les années 1990, le concept de capital social (CS) apparaît dans les différents secteurs disciplinaires comme une approximation pour tout l'ensemble des connexions socioculturelles d'un groupe social, en nous permettant d'analyser les forces sociales qui interagissent avec les processus de développement.

« Souvent, les sociologues ont eu tendance à sur-socialiser les actions individuelles. En revanche, l'économie les a plutôt sous-socialisées. Le travail sur le CS de Bourdieu, Coleman et Putnam, entre autres, parait fournir des éléments conceptuels et analytiques nouveaux pour balancer cette situation. En effet, leur travail contribue significativement à dépasser les limitations des modèles économiques classiques au moyen de leur intégration avec des facteurs non-marchands. » (Pantoja, 2000)

L'engouement pour le concept de CS explose à la fin des années 1990, après les travaux de Putnam sur la dangereuse baisse du CS aux Etats-Unis depuis la moitié des années 1960. Il définit le CS comme une notion relative aux caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance, qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel. Il ne s'agit probablement pas d'une idée révolutionnaire, mais elle génère une incroyable masse de travaux en vraiment peu d'années.

Les détracteurs, d'autre part, sont presque aussi nombreux que les tenants de la théorie. S'agit-il vraiment d'un concept nouveau ? Ou bien sa force vient-elle plutôt du fait que l'idée est facile, voire triviale ? (Ponthieux, 2003)

L'effort de mesure récent a-t-il du sens, c'est-à-dire a-t-on un concept à mesurer, ou l'urgence est-elle plutôt motivée par l'espoir de trouver dans la quantification le noyau sur lequel la théorie ne converge pas ? Le CS est-il une révélation ou plutôt un artefact conceptuel ?

La diatribe conceptuelle acquiert une urgence additionnelle à cause de la relation immédiate qui s'établit entre le CS et les stratégies de développement adoptées dans les pays en développement. Le CS peut-il fournir une nouvelle approche qui permette de dépasser les interventions traditionnelles, souvent imposées, nocives et pas du tout appropriées par les acteurs locaux ? Représente-t-il le moyen pour rapprocher la coopération au développement des acteurs locaux et de leurs choix ?

Depuis déjà une dizaine d'années la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPAL), comme en réalité toutes les grandes organisations d'aide au développement (BM, OCDE, UE, etc.), a développé une ligne de travail prometteuse qui met en relation les programmes de lutte contre la pauvreté avec ceux centrés sur le CS. Ainsi, ces études ont essayé d'explorer les formes dans lesquelles l'approche par le CS peut contribuer à l'amélioration du dessin, de l'exécution et de l'évaluation des programmes de lutte contre la pauvreté.

Le présent travail s'insère dans cette problématique et assume le défi d'un terrain d'épreuve difficile : les communautés rurales d'une des zones les plus pauvres du Guatemala. Bien qu'il soit désormais politiquement stabilisé, le pays présente des conditions de développement encore extrêmement déficitaires. Les indicateurs sociaux sont préoccupants et le taux de croissance est insuffisant à lutter contre la pauvreté endémique. Le coefficient de Gini (0.57) est un de plus hauts du monde : le pourcentage le plus haut de la population représente 54% de la consommation totale, tandis que le plus bas seulement 5%. Le nombre moyen d'années d'école est à peine de 4,3 et encore que le pays ait fait des progrès en termes de diffusion de l'éducation primaire, le taux d'analphabétisme reste autour de 30%. Les

taux de malnutrition des enfants et la mortalité infantile et maternelle sont parmi les plus hauts d'Amérique Latine. Plus de 50% de la population est au-dessous de la ligne de la pauvreté et les pourcentages augmentent si l'on se réfère aux populations indigènes ou rurales.

Quel rôle joue ou pourrait jouer le CS dans ces conditions dramatiques ? Et une fois démontrée la pertinence de cet actif en termes de contribution à la lutte contre la pauvreté, comment peut-on le mesurer ? Quelles composantes est-on obligé d'inclure dans un indice du CS pour qu'il puisse nous donner une information utile ? Est-il possible de définir une stratégie de renforcement de cet actif, ou Putnam a-t-il raison quand il parle des entraves à l'accumulation de CS dues à la *path dependance* (dépendance du sentier) propre à chaque territoire ?

Les questions sont nombreuses et la matière fascinante. Loin de vouloir considérer le CS comme la panacée qui résout tous les maux d'une société, on essayera dans ce travail de montrer la richesse de l'approche par le CS et de fournir un outil diagnostic de cet actif au niveau communautaire, un niveau qu'on considère vraiment basique dans n'importe quelle stratégie de développement au Guatemala.

Pour arriver à formuler l'outil en question, on se dotera tout d'abord des outils conceptuels nécessaires en essayant de clarifier les raisons pour lesquelles on considère la théorie du CS comme une théorie prometteuse (chapitre I). On décrira en détail le contexte dans lequel on observera la validité de la conceptualisation et les possibilités de mesure, soit au niveau général du pays (chapitre II et III) soit au niveau spécifique du terrain d'étude, c'est-à-dire dans les trois communautés rurales de Alta Verapaz, un département du Nord du Guatemala caractérisé par des conditions de pauvreté extrême (chapitre IV). Dans le chapitre VI, on clarifiera la méthodologie de recherche adoptée afin de vérifier nos hypothèses (chapitre V).

Dans une deuxième partie, on appliquera l'outil ainsi modélisé au contexte spécifique, dans le but de chercher à mesurer quantitativement le CS des trois communautés choisies (chapitre VII) et de vérifier la coïncidence entre l'analyse qualitative et le résultat de la quantification. Dans le dernier chapitre (VIII), on fournira un bilan de l'approche par le CS appliquée aux trois communautés ainsi que quelques perspectives pour les interventions de développement destinées au renforcement de cet actif.

Chapitre I
Cadre théorique

I- Le Capital Social

De façon intuitive, l'idée de base que l'on se fait du capital social (CS) veut que la famille, les amis et les connaissances soient un actif important sur lequel on peut compter en cas de besoin ou dans toutes les situations où intervient une dimension sociale, voire d'échelle, pour la maximisation de son utilité (économique, sociale, sociétale). Il est désormais accepté que les communautés riches en réseaux sociaux et en associations soient mieux placées pour affronter la pauvreté et la vulnérabilité, parce qu'elles peuvent mieux cordonner leurs actions pour atteindre des buts communs et que les individus moins isolés aient plus de possibilités de réussite, c'est-à-dire que la valeur privée comme publique du CS est désormais reconnue. La crise du paradigme individualiste, qui a longtemps fondé le triomphe capitaliste, en fait même actuellement un lieu commun.

La preuve empirique la plus évidente à l'appui de la thèse du CS provient d'études micro auprès de ménages et de communautés qui décrivent la nature et l'étendue de la participation des citoyens à la communauté et les échanges entre voisins, en concluant que les gens les mieux branchés sont plus susceptibles d'être bien logés, en bonne santé, plus assidus au travail, plus efficaces et plus heureux. Des études empiriques très probantes par rapport au thème ont été développées par exemple dans le cadre des districts industriels du Nord de l'Italie, où l'on s'est rendu compte que des *clusters* de petites entreprises pouvaient bien se défendre sur un marché concurrentiel dominé par les économies d'échelle. En se rappelant la conception des districts de Marshall, dont les avantages dépendent surtout des économies externes, Putnam (1993) a mis en évidence la façon dont ces économies sont liées aux règles de réciprocité et de sens civique qui facilitent la diffusion des innovations dans les districts. Le CS faciliterait ainsi la création des districts car il facilite le développement des connaissances tacites en favorisant la circulation des informations et la confiance à l'intérieur des entreprises et parmi les entreprises elles-mêmes.

Or, si le fait que les relations sociales, ainsi que les normes et les valeurs sous-tendant la structure sociale jouent un rôle déterminant dans le développement, est accepté depuis longtemps dans le domaine de la sociologie et des sciences politiques, c'est seulement dans les 10 dernières années que le concept de CS s'est affirmé comme concept représentatif de tout cet ensemble de convictions. On pourrait dire (Callois, 2004) que l'utilité du concept réside dans le fait qu'il considère en bloc les facteurs sociaux d'un territoire, qui en réalité englobent des types de relations et des aspects différents. Malgré les polémiques qui entourent encore le paradigme du CS, on reconnaît donc au concept au moins une utilité fonctionnelle.

Mais au-delà de ceci, le CS voudrait bien s'affirmer comme concept économique, en se rapprochant d'autres formes de capital. Pourtant à ce niveau, la question se fait épineuse et délicate. Est-ce que l'idée intuitive du CS peut se transformer en une notion opérationnelle ? Est-ce vraiment un nouveau concept ou plutôt la bonne idée de « *bon sens* » tombée au bon moment, comme suggère un auteur ? (Ponthieux, 2003). Toute l'actualité du débat sur le CS en découle : la nécessité de le mesurer, de mieux l'identifier pour s'y confronter, de comprendre ses relations de cause-effet avec le développement et, le cas échéant, d'investir dans ce CS.

1. Définition

On entend par capital social (CS) **la configuration des interactions et des normes de réciprocité partagées qui caractérise un groupe social (au niveau micro-méso-économique) et ses relations avec**

l'extérieur (au niveau macro), et qui favorise son action collective, en générant des externalités durables qui affectent la situation économique et le développement.

Cette définition considère donc le CS comme un actif, possédé par un groupe et dont on souligne le caractère relationnel. Cela n'implique pas seulement la nature sociale de cette forme de capital qui requiert plus d'une personne pour se constituer, mais aussi le fait qu'il réponde nécessairement à un processus de construction historique.

L'ampleur de la réflexion permet à la fois de considérer **les aspects institutionnels** du CS, en termes de règles du jeu, mais aussi **les aspects organisationnels,** en termes d'acteurs concrets qui interviennent pour les appliquer.

On remarque aussi que l'on considère ici le CS comme ressource collective, en refusant donc la position de Portes qui critique l'élargissement du concept jusqu'à le considérer non seulement un attribut des individus et des familles, mais aussi des communautés, des villes et même des pays (Portes, 1998). On sera même davantage intéressé à cette dernière forme, dans le cadre d'une approche en termes de développement durable qui considère les communautés comme les unités de base.

2. Histoire du concept

En tant qu'interrogation sur le lien social, la problématique du CS s'inscrit dans la tradition sociologique. On peut donc considérer les travaux de penseurs comme Tocqueville, Weber et Durkheim, qui poursuivent une profonde interrogation sur la façon dont les démocraties articulent la société civile et la société politique, comme des anticipations des théories du CS.

Mais c'est à partir des années 1960 aux Etats-Unis, puis en Europe dans les années 1980 que ces théories proprement dites se développent.

La sociologie des réseaux représente probablement un des courants les plus anciens parmi les théories du CS. L'hypothèse centrale de cette approche est que le réseau des relations dans lequel chaque individu est inséré contribue significativement à la réussite de son projet ainsi que Granovetter l'a mis en évidence dans le cas de la recherche d'emploi. Pour R.S. Burt, le CS explique l'avantage dont disposent les gens qui sont mieux reliés les uns aux autres pour poursuivre leurs fins. De fait, ces personnes, mieux connectées, disposent de meilleures informations sur les biens, les prix, les acteurs du marché etc. Il ne s'agit donc pas de choisir entre l'alternative de l'individualisme méthodologique des individus atomisés et celle holiste où chaque comportement est expliqué par rapport au groupe, voire à la classe sociale d'appartenance. La sociologie des réseaux cherche plutôt à se situer au milieu, en considérant des acteurs autonomes, stratèges qui poursuivent leur rationalité économique, mais qui, du fait qu'ils ont un rôle dans la société, arbitrent aussi parmi plusieurs cercles sociaux. (Burt, 2000)[1].

D'une façon générale, on peut inclure toute réflexion sur le CS à l'intérieur de la critique au paradigme de la '*mainstream economics*', voire de l'économie néoclassique. La théorie de l'économie néoclassique considère que dans un cadre de concurrence pure et parfaite, le marché est un mode d'organisation optimal qui, comme une main invisible, garantie le chef-d'œuvre de la pleine harmonie entre les stratégies individuelles de maximisation de son propre intérêt. Ce paradigme commence à entrer en crise à partir des années 1970 quand les échecs et les imperfections du marché révèlent que sa solidité sur le plan théorique était empiriquement très fragile (présence des monopoles et oligopoles, biens publics, externalités…). On s'est rendu compte depuis longtemps que l'on n'agissait pas sur des marchés parfaits, que l'information

1 Burt R.S. (2000), *The network structure of social capital*, in R.I. Sutton & B.M. Shaw (Eds), *Research in Organizational Behavior* (22), CT: JAI Press. Cité par Ponthieux, S., 2003. Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, p.39

ne l'était pas non plus et que ceci engendrait des coûts de marché (coûts pour repérer l'information, coûts de négociation et de conclusion de contrats dans un cadre d'asymétrie informative et d'opportunisme). On fait ici référence surtout aux auteurs de la NEI, Nouvelle Economie Institutionnelle qui, guidés par R. Coase et sa théorie de coûts de transaction, arrivent à expliquer la présence de la firme et donc de la hiérarchie (autrement irrationnelle) comme coordination administrative qui souvent s'impose où elle permet d'économiser ces coûts.

On pourrait bien inclure la théorie du CS à l'intérieur de cette nouvelle réflexion sur les régulations alternatives au marché, ou mieux, complémentaires qui se rendent nécessaires dans une optique de rationalité limitée et d'information imparfaite. En effet, lorsque la théorie des coûts de transaction oppose clairement deux structures, voire marché et hiérarchie, elle néglige l'existence de systèmes organisationnels hybrides, comme les réseaux. Ici donc, l'enjeu de la théorie du CS : poursuivre la réflexion sur la dimension collective de l'action comme façon à réduire les coûts de transaction, en améliorant la gestion de l'information.

Pourtant le paradigme du CS paraît bien avoir une portée plus vaste, en permettant d'inclure les relations sociales, les organisations, les institutions dans toute réflexion sur le développement.

Parmi les premiers auteurs qui se sont occupés de détailler et structurer le concept, on retrouve P. Bourdieu, qui a contribué énormément à la définition du CS, «notion qui s'est imposée comme le seul moyen de désigner le principe d'effets sociaux qui ne se laissent pas réduire à l'ensemble des propriétés individuelles possédées par des agents déterminés». (Bourdieu, 1980)

Le monde social pour Bourdieu est une histoire accumulée, non réductible à une série discontinue d'équilibres instantanés entre des acteurs traités comme particules interchangeables. Il faut donc re-introduire la notion de capital, avec son accumulation et ses effets, pour expliquer les structures du monde social et le principe qui est à la base de ses régularités. En effet, la structure de la distribution des différents types de capital dans un moment donné représente la structure immanente du monde social et donc ses contraintes, qui déterminent les chances de succès.

Il faudra donc réintroduire le capital dans toutes ses formes et pas seulement dans la forme reconnue par la théorie économique. Pour Bourdieu, le capital peut prendre dans trois aspects : *capital économique*, immédiatement et directement convertible en monnaie et institutionnalisable en droits de propriété ; *capital culturel*, convertible dans certaines conditions en capital économique et institutionnalisable en diplômes et qualifications et *capital social*, constitué des obligations sociales et convertible, dans certaines conditions, en capital économique et institutionnalisable en titres de noblesse (qui certifient l'appartenance au groupe).

Dans son article « Capital social : notes provisoires », publié en 1980 dans les Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Bourdieu définit le CS comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles». (Bourdieu, 1980)

Le volume de CS possédé par un acteur déterminé dépend donc de la taille du réseau de liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume de capital possédé par ceux avec qui l'acteur en question est connecté dans son réseau.

Néanmoins, on souligne que n'importe quelle considération de Bourdieu part d'une conception sceptique de l'action altruiste. Les acteurs agissent en effet par rapport à des intérêts spécifiques et individuels. Même le CS est donc pris surtout comme **un bien individuel**. On poursuit l'appartenance et la participation parce que ceci procure des profits (matériels ou symboliques), dans une optique donc de maximisation de l'utilité personnelle dans le cadre d'une réalité presque hobbesienne de lutte.

Par conséquent, l'existence d'un réseau de liaisons n'est pas une donnée naturelle, mais le « produit d'un travail d'instauration et d'entretien, c'est-à-dire des stratégies d'investissement social consciemment ou inconsciemment orientées vers l'institution ou la reproduction de relations sociales ». (ibid.)

Le CS pour Bourdieu a un effet multiplicateur sur l'influence des autres formes de capital. De plus, il est possible de convertir une forme de capital dans une autre. Par exemple lorsqu'un parent ou un ami nous demande de l'argent et que l'on consent à l'aider, il transforme son capital social en capital économique. De même, si cet ami ou parent, en échange, nous permet d'accéder à un contrat dans son entreprise, on transforme notre capital social en capital humain. La convertibilité parmi les formes de capital est à la base des stratégies orientées vers la reproduction du capital et la position des acteurs dans l'espace social en essayant d'effectuer les conversions les moins coûteuses en termes de pertes inhérentes au même processus de conversion.

Bourdieu souligne aussi le risque en termes de concurrence à l'intérieur du groupe pour l'appropriation du CS produit par la concentration que le même groupe permet. Pour la contrôler, les groupes doivent régler parmi leurs membres la distribution du droit à s'instituer en délégué du groupe, voire à engager le CS de tous. En effet, les groupes délèguent leur CS à tous les membres mais à des niveaux très inégaux, tout le capital collectif pouvant être individualisé dans un agent singulier qui le concentre.

Une caractéristique déterminante du CS est enfin qu'il est basé sur l'interconnaissance et l'inter-reconnaissance. Ceci donne au CS un aspect ***symbolique***. "Le capital symbolique n'est que du capital, dans n'importe quelle forme, alors qu'il est perçu et reconnu par un agent". Il assume inévitablement une fonction idéologique parce qu'il internalise les différentes formes de distinction et de classification, en cachant souvent la manière arbitraire dont le capital est distribué. D'ailleurs, chaque forme de capital (économique, social, culturel) n'a pas de sens ou d'efficacité sociale qu'à travers un processus de translation symbolique. C'est pour cette raison que le pouvoir symbolique, c'est-à-dire le pouvoir d'influencer les catégories et les distinctions avec lesquelles on perçoit le monde, est très important et il faut faire attention aux autorités qui le concentrent, par exemple l'Etat. D'ailleurs, ceci explique la pertinence de l'école et d'autres institutions de socialisation. De cette façon, Bourdieu lève sa critique sur les conséquences négatives de la globalisation et de l'idéologie néolibérale qui s'oppose à celle du *welfare state*, tout en s'appuyant sur une justification étique de l'inégalité en termes de *compétence*.

Très intéressante, en rapport avec la théorie du CS de Bourdieu, est la position de R. Putnam, politologue comparatiste américain qui est considéré comme un des piliers de la théorie elle-même. L'analyse de Putnam est motivée par une inquiétude concernant le déclin de toutes les formes de participation civique aux Etats-Unis[2].

Dans son étude sur le système italien, Putnam s'interroge aussi sur les pré-conditions du développement d'institutions fortes et représentatives et d'une économie prospère. Pour y répondre, il analyse la réforme gouvernementale de 1976-77 en Italie qui a institué de nouveaux organismes de gouvernement local. Le résultat principal de son étude est que cette réforme a bien réussi au Nord parce qu'elle était soutenue par une forte "*civic community*" (mesurée en termes de participation dans les clubs de sport et culture, de vote, de lecture de quotidiens), ce qui explique aussi les meilleures performances économiques du Nord.

Putnam redéfinit les dimensions individuelles et collectives, privées et publiques du CS, qui "se rapporte aux relations entre individus, aux réseaux sociaux et aux normes de réciprocité et de confiance qui en émergent". (Putnam, 1995) Il abandonne donc une vision strictement individuelle et utilitariste des relations et appréhende le capital social avant tout comme une ressource collective qui produit de la confiance et de la réciprocité, ce qui rend les échanges quotidiens moins problématiques et l'action

2 Dans son article "*Bowling alone: American Declining Social Capital*" (1995) il l'attribue à plusieurs causes parmi lesquelles la hausse du nombre des femmes qui travaillent ce qui a réduit le temps disponible pour construire du CS dans la famille, la mobilité sociale, les changements démographiques (augmentation des divorces, diminution du nombre des enfants par famille, la réduction des revenus réels), et encore les changements techniques responsables de la privatisation et de l'individualisation du divertissement (p. e. la télévision).

publique plus efficiente. Putnam différencie aussi les liens ouverts (*bridging*, qui font le pont) des liens fermés (*bonding,* qui unissent des égaux), en rejoignant ici Granovetter qui avait déjà souligné la force des *liens faibles*. C'est-à-dire que les liens entre personnes qui appartiennent à des cercles différents sont plus utiles que les liens forts qui me relient à mes proches. Les liens forts sont bons pour se ressourcer, se réconforter, mais les liens faibles sont bons pour avancer, pour évoluer (ibid.).

Toutefois, on retient avec Putnam une vision étroite et horizontale du CS qui n'en considère que les effets positifs en termes de productivité et de bien-être.

Parfois, Putnam paraît réduire la société civile aux associations culturelles et sportives, ne considérant pas les conflits entre ces mêmes associations et leurs différents intérêts, ni les conflits entre la société civile et l'Etat. Il néglige le rôle de la politique, de sorte que sa théorie peut être considérée en ligne avec la tradition américaine du « *pacific functionalism* » des années 1960, fondée sur le rôle intégratif des associations. Il néglige aussi la dimension verticale des associations et les relations de pouvoir à l'intérieur des associations comme vers l'extérieur.

Il exclut en effet les conflits et les associations conflictuelles, tout en ignorant leur rôle dans la naissance d'une société fondée sur le consensus et l'engagement parmi les intérêts.

Ses arguments sont considérés parfois comme étant trop simplistes : le CS apparaît comme un concept formidable, qui facilite la vie et qui, au moyen du mécanisme de la réciprocité généralisée qui découle des réseaux d'engagement civique, permet le développement de la confiance et de ses bénéfices dans tous les domaines imaginables (criminalité, santé, efficacité institutionnelle, développement économique) (Putnam, 1995). Son déclin, par contre, expliquerait tout malaise social, mais sans de vraies hypothèses théoriques sur les relations entre le CS et ses effets (Durlauf, 2002).

Les critiques concernent surtout l'ambiguïté et la circularité du concept (Portes et Landolt, 1996), son manque de rigueur ainsi que son caractère implicitement positif (Portes, 1998 ; Darlauf, 2002).

Un brouillard conceptuel risque de mélanger ce que le CS fait, de ce qu'il est, et la conclusion tautologique paraît être que le CS résulte du CS et crée du CS ! (Ponthieux, 2003).

En étendant le concept de CS pour y introduire une composante verticale, J. Coleman[3], sociologue de l'éducation proche de l'Ecole de Chicago, soutient une interprétation plus large ou – *méso*. Il considère aussi les relations verticales à l'intérieur d'une organisation donnée ainsi que les relations entre organisations, souvent hiérarchiques et avec une distribution inégale du pouvoir.

Il s'inscrit explicitement dans le courant du choix rationnel et de l'individualisme méthodologique, qu'il essaye d'introduire dans la sociologie et dans l'action collective. En effet, Coleman cherche de lier l'action individuelle, des groupes et de la collectivité en les basant sur le même principe, soit le principe de choix rationnel qu'il essaye d'appliquer aussi à la structure de la société et aux choix collectifs.

Dans ce cadre, le CS produit de la confiance qui facilite les transactions sur le marché et, de façon plus générale, la capacité des gens à travailler ensemble, parce qu'il réduit les coûts de transaction. C'est donc un facteur favorable à l'action collective, bien que Coleman ait explicitement conceptualisé le CS comme un actif pour les personnes.

Toutefois, on ne découvre pas, avec Coleman, les mécanismes par lesquels le CS est créé. Il est plutôt vu comme inhérent aux structures sociales. Il en découle que sa création n'est, la plupart du temps, pas intentionnelle et que sa nature de bien individuel ou public reste obscure. On pourrait dire que Coleman n'est pas vraiment intéressé à définir la nature exacte du CS, mais plutôt les aspects de l'organisation sociale qui représentent des ressources pour les acteurs.

3 Coleman utilise les données d'une étude sur les étudiants des écoles secondaires, pour démontrer comment le CS est utilisé dans la création du capital humain, en illustrant son effet sur la famille et la communauté par rapport au développement éducatif des jeunes.

Le quatrième promoteur du concept est F. Fukuyama, intéressé surtout par les aspects de *confiance*. Dans *Trust : the social values and the creation of prosperity* (1995)[4] il affirme que le débat économique a oublié le rôle essentiel de la culture, c'est-à-dire des coutumes, des normes et des habitudes d'une société. Pourtant, la capacité d'une nation à développer des institutions performantes dépend, à son avis, de l'aptitude à la confiance de sa population, et donc de la culture elle-même. La confiance est à son tour la vertu qui permet de créer du CS, défini comme « *un actif qui naît de la prédominance de la confiance dans une société ou dans certaines parties de celle-ci. Il peut s'incarner dans la famille, le groupe social le plus petit et le plus fondamental, aussi bien que dans le plus grand de tous, la nation, comme dans tous les autres corps intermédiaires. Le capital social diffère des autres formes de capital humain en ce qu'il est habituellement créé et transmis par des mécanismes culturels comme la religion, la tradition ou les habitudes historiques.*» (ibid). Sans confiance, donc, on n'aura pas de CS, et le potentiel de performance économique d'une société sera inférieur. Sur cette base, Fukuyama partage le monde en *high-trust societies* (Japon, Allemagne) et *low-trust societies* (Italie, Chine, Pays Bas, les Etats-Unis depuis les années 1960). La limite de cette dernière approche reste toujours l'obscurité du concept de CS et le manque d'une explication précise des liens qui existeraient entre la confiance et l'activité productive.

L'engouement pour le concept de CS a bientôt captivé les institutions internationales, surtout la Banque Mondiale (BM)[5], puis l'OCDE, qui, à partir du début des années 1990, ont promu des nombreuses études et des initiatives sur le CS, bien qu'avec toutes les limites d'un « social » finalement intégré dans la réflexion, mais malheureusement souvent pensé comme un des nombreux facteurs qui facilitent l'efficacité du marché. (Ponthieux, 2003)

La BM a choisi l'approche la plus englobante possible puisque son approche repose sur un cadre d'analyse macroéconomique, en incluant l'environnement sociopolitique qui façonne la structure sociale et permet aux normes de se développer, c'est-à-dire le régime politique, les lois, le système de justice et les libertés civiles et politiques.

Dans son ouvrage *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, D. North affirme que l'évolution des sociétés est déterminée par le changement institutionnel. « Historiquement, l'évolution des institutions a créé une ambiance hospitalière pour les solutions coopératives aux échanges complexes » (North, 1990).

Le risque est, encore une fois, de compter avec un CS qui est dans tout et qui sert à tout, c'est-à-dire avec une vision trop large et trop vague du concept. Pour mieux le cerner, la Banque Mondiale a lancé en 1996 un intéressant projet de recherche autour du CS, la *SCI*, Social Capital Initiative, qui a mobilisé un grand échange entre chercheurs et professionnels. Il y avait trois objectifs initiaux : évaluer l'impact du CS sur les projets de développement ; démontrer que l'aide peut contribuer à la formation de CS ; contribuer au développement d'indicateurs pour suivre l'évolution du CS et mesurer son impact[6].

En réalité, l'attention s'est bientôt centrée sur le rôle des institutions, en tant que telles, mais il est vrai aussi que la réflexion sur le CS a aidé à repenser les interventions néolibérales classiques de la Banque Mondiale des années 1980 pour tenir compte des contextes, des acteurs locaux et de leurs possibilités, ainsi que de la priorité de la réduction de la pauvreté. On cite à la suite les contributions les plus importantes dans le cadre de l'initiative de la Banque Mondiale.

4 Fukuyama F. (1995), Trust : *the social values and the creation of prosperity*, New York: The Free Press. Cité par Ponthieux, S. (2003) Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales., p. 47.

5 L'intérêt de la Banque Mondiale pour le sujet peut être vu comme la remise en cause du modèle d'intervention dans les pays en développement, utilisé jusqu'aux années 1980 (privatiser, déréguler, réduire le déficits publics, ouvrir les frontières) et qui se traduisait en plans d'ajustements structurel douloureux et très contestés, dont les conséquences sociales ont été parfois trop destructives.

6 Ponthieux, S., 2003. Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales. 129 p

Tableau 1 : Les principales contributions de la *Social Capital Initiative* (Banque Mondiale)		
Auteur	Contribution	Contenu
C. **Grootaert** (1998)	*Social Capital: the missing link ?*	La contribution part du constat que des pays ayant des dotations comparables en capital naturel, capital physique et humain réalisent des performances économiques très différentes. La conclusion est que les différentes dotations de capital social font la différence. C'est effectivement le CS qui permet l'accès aux ressources et au pouvoir.
P. **Collier** (1998)	*Social Capital and Poverty*	Il faut définir le CS. Il est le sous-ensemble des interactions sociales qui sont durables ou dont les effets sont durables. Il est social parce qu'il s'agit des relations non marchandes entre les agents. Néanmoins, ces interactions peuvent avoir des externalités économiques. Enfin, c'est du capital parce qu'il peut s'accumuler, dès lors que les relations peuvent créer des *patterns* durables. Quant à l'effet du CS sur la pauvreté, le coût de formation du CS est substantiellement une dépense de temps, la ressource dont les pauvres sont les plus riches.
R. **Rose** (1999)	*What does Social Capital add to individual welfare ? An empirical analysis of Russia.*	Le CS a-t-il une signification opérationnelle ? Est-ce une ressource qui contribue à la production de biens et services ? Le résultat de cette étude sur le CS en Russie montre que, dans certaines conditions, le CS peut accroître le bien-être individuel. Mais il faut faire attention à considérer le CS toujours comme une partie du *portfolio* des ressources des individus.
E. **Pantoja** (2000)	*Exploring the concept of social capital and its relevance for community based development: the case of coal mining areas in Orissa, India.*	On peut évaluer le CS seulement si l'on considère le fait qu'il a plusieurs dimensions et peut-être aussi des effets négatifs. En Inde, par exemple, il fait partie de la structure des contraintes créées par les religions et les castes. En bref, la société civile et son CS ont une grande importance pour le développement d'une communauté, mais toujours dans le contexte des institutions de gouvernement et, plus en général, de la société d'un pays.
T. **Van Bastelaer** (2000)	*Does Social Capital facilitate the Poor's access to credit ?*	Analyse de la littérature microéconomique. Les liens interpersonnels ont une importance énorme pour assurer le remboursement du crédit, surtout dans le cas où il y a une relation étroite entre le fournisseur et le bénéficiaire. La confiance entre les deux joue donc un rôle fondamental, souvent sous-estimé dans la littérature.
C., **Grootaert**, T., **Van**. **Bastelaer** (2001)	*Understanding and measuring Social Capital.*	Synthèse des résultats et des recommandations de la SCI.

Tableau 2 : Les principales approches au concept de Capital Social. Woolcock, M., Narayan, D. (2000).					
Approche	Accent sur	Quel Capital Social ?	Caractéristiques	Auteurs	Limites
1. Vision communautaire	Organisations locales : clubs, associations, groupes civiques.	Le CS s'identifie avec la quantité et densité de ces groupes dans une communauté déterminée. Apologie de la communauté et de la société civile.	Le CS est nécessairement une bonne chose. Il est une ressource fondamentale pour les pauvres. Le CS est une variable indépendante.	Putnam, Dordik	Omission des désavantages du CS : CS pervers, fermetures, clientélisme, mafias, inégalités à l'intérieur d'une même communauté.
2. Vision des réseaux	Organisations horizontales et verticales	Le CS se génère soit dans les relations à l'intérieur des organisations, soit dans les relations des organisations entre elles : on doit considérer soit les organisations verticales, soit les horizontales.	Le CS n'est pas nécessairement une bonne chose. Cela dépend de l'équilibre entre les liens intercommunautaires et intracommunautaires. Les deux sont indispensables afin qu'une communauté puisse réussir. Le CS est une variable indépendante.	Burr, Fafchamps y Minten, Granovetter, Massey, Massey et Espinosa, Portes, Sensenbrenner.	Omission de la considération des institutions et des relations entre la société et l'Etat.
3. Vision institutionnelle	Contexte politique, légal et institutionnel	La capacité des groupes sociaux à se mobiliser dépend de la qualité des institutions formelles avec lesquelles ils fonctionnent. Le CS équivaut à la qualité des institutions politiques, économiques et légales d'une société.	Le CS est une variable dépendante.	Skocpol ; Knack et Keefer.	Omission de la composante micro.
4. Vision synergique	Etat, Entreprises, Communautés	Une évaluation du CS doit considérer toutes ses dimensions (micro, méso, macro) et les synergies entre l'Etat et la société civile. La combinaison idéale varie par rapport au temps et aux conditions. Le défi est celui de passer d'une situation où le CS communautaire remplace des institutions formelles débiles, hostiles ou indifférentes à une situation où les deux champs sont complémentaires.	Le CS est une variable médiatrice.	Evans, Woolcock, Narayan	

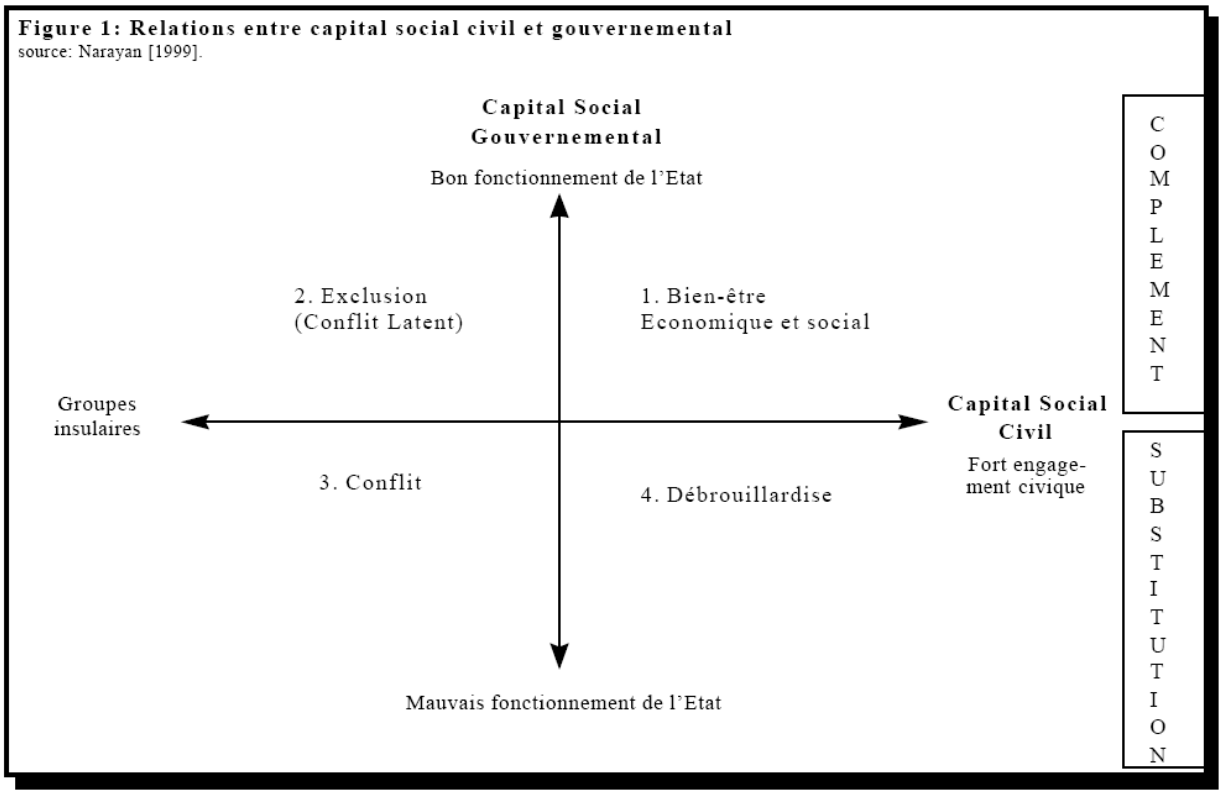
3. Articulation du concept

En résumant, on retient trois définitions de base du CS, suivant qu'il concerne seulement les relations intragroupes ou aussi les relations intergroupes et l'environnement social et politique :

1. Le premier concept est à la fois le plus répandu et certainement aussi le plus étroit. Il fait référence à un ensemble de **relations horizontales** (intragroupe) entre les individus d'un même groupe. Généralement y sont associées les relations familiales et amicales (ménage, famille, ethnie, etc.) ainsi que les réseaux sociaux (groupes d'individus, organisations, etc., qui ont des activités et des buts communs);
2. Une vision plus large peut être introduite en retenant les **relations verticales** entre les agents. Par relations verticales, on peut entendre l'existence de passerelles entre les groupes ou encore des liens que tissent les organisations entre elles afin de résoudre des «problèmes complexes». On peut citer l'exemple de la coopération entre ONG ;
3. Enfin, la dernière vision du CS est la plus englobante puisqu'elle repose sur un cadre d'analyse macro-économique qui fait intervenir **l'environnement social et politique et donc l'Etat.**

Une approche très intéressante dans ce sens est celle proposée par P. Collier (1998) qui fait la différence entre CS civil (société civile) et CS gouvernemental (Etat). Cette décomposition ne nie pas les relations entre les deux catégories de CS ; en effet, d'après Collier : «Le capital social civil et le capital social gouvernemental peuvent être substituts et compléments l'un de l'autre». Cette caractéristique a été relevée par plusieurs auteurs, mais c'est **Narayan** qui fournit l'explication la plus complète en établissant que le phénomène de complémentarité entre les deux joue lorsque le gouvernement «fonctionne» relativement bien. (Narayan, 1999)[7]

Figure 1: Relations entre capital social civil et gouvernemental
source: Narayan [1999].



7 Narayan, D.1999. *Bonds and bridges: social capital and poverty, Reasearch paper*, *The World Bank*, Washington.Cité par Sirven, N. (2000) Capital social et développement : quelques éléments d'analyse [en ligne]. Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV – France, p. 4.

Dans notre travail, on adoptera une **approche synergique au concept de CS** (Woolcok, M, Narayan, D., 2000) qui essaye d'intégrer les approches plus classiques et partielles, notamment l'approche communautaire et celle des réseaux, qui se limitent à considérer le CS au niveau micro et méso et l'approche institutionnelle qui considère le CS une variable dépendante du cadre légal, institutionnel et politique en perdant de vue ainsi sa composante micro.

La vision synergique, par contre, essaye de remarquer l'importance du rôle de l'Etat comme dernier fournisseur des biens publics et comme l'acteur le plus adéquat pour faciliter des alliances durables au-delà des clivages sociaux, religieux et ethniques. En même temps elle considère l'impact des relations de l'Etat avec la société et, plus en général, elle soutient la nécessité d'une synergie vertueuse entre communautés locales, Etat et acteurs privés pour concevoir des stratégies de développement durable et participatif.

L'adoption d'une perspective de telle sorte implique notamment :

- la prise en compte du contexte sociopolitique et légal au niveau national et départemental, donc du cadre macro, bien que toujours en termes de relations avec le groupe déterminé dont on évalue le CS ;
- l'inclusion parmi les composantes du CS de relations et activités de type ***linking,*** qui relient les mêmes communautés locales au niveau *macro,* donc aux acteurs externes, publics ou pas.

Le CS est considéré ici comme une **variable médiatrice** entre les représentants de l'Etat, la société civile et le secteur entrepreneur.

4. Peut-on vraiment parler de Capital ? Comment se forme-t-il ?

En général, le capital est une ressource dans laquelle on peut investir, qu'il est possible d'accumuler et que l'on peut utiliser pour engendrer un flux d'avantages dans le futur.

D'après Coleman (1990), il s'agit de capital parce que, comme le capital humain ou physique, le CS est créé par une transformation[8] et facilite l'activité productive. Par contre, il est social parce que son accumulation dépend de l'action de plusieurs personnes. Si les éléments culturels comme les visions communes, la mémoire, la religion, plus les éléments de voisinage et d'amitié peuvent être considérés comme des précurseurs du CS (Durston, 2002), il nécessite quand même un investissement initial et un entretien comme toute forme de capital.

En effet, en tant que ***stock***, le CS possède de nombreux points en commun avec les autres formes de capital. **Il est avant tout possible de l'accumuler.** C'est le cas notamment, d'un point de vue structurel, lorsque la taille d'un réseau augmente, soit lorsque de nouveaux membres intègrent le groupe de base, soit lorsque des passerelles sont mises en place avec d'autres groupes. Une accumulation de CS sous l'angle culturel est aussi possible si la confiance augmente entre les individus d'un groupe.

Une autre caractéristique que le CS partage avec le capital humain en particulier, réside dans le fait **qu'il peut être simultanément un bien de consommation et d'investissement**, c'est-à-dire qu'il ne se déprécie pas avec l'usage; au contraire il grandit.

En revanche, il se déprécie avec la non-utilisation. En même temps, il est **destructible** : certains types de réseaux, certaines discriminations et fermetures, certains sentiments racistes et méfiants, certains événements contribuent effectivement à la destruction du CS.

Une quatrième caractéristique est relevée par Bourdieu. Selon lui, le CS est ***convertible*** en d'autres formes de capital, comme substitut ou complément d'autres ressources, c'est-à-dire que, par exemple, un agent dont le capital humain est insuffisant, peut se faire «pistonner» pour accéder à un emploi au salaire élevé. Dans ce cas, le CS substitue bien le capital humain. D'un autre côté, le CS peut être

8 "*Social Capital, in turn, is created when the relations among persons change in ways that facilitate actions*" (Coleman, 1990)

complémentaire du capital économique, par exemple lorsque des amis participent à la construction de notre maison.

Une différence intéressante par rapport aux autres formes de capital réside d'ailleurs dans le fait que pour créer et activer du CS il faut au moins deux personnes, c'est-à-dire que cette forme de capital aurait des caractéristiques propres aux *biens publics*, y compris le risque de sous-production à cause de l'internalisation limitée des externalités positives propre à ce type des biens.

Néanmoins, pour parler vraiment du CS comme d'une forme de capital, bien qu'immatériel, il faut que l'analyse des ***flux*** révèle aussi un impact (positif) du CS sur la situation économique.

Suivant Collier, les effets du CS sont notamment ceux de recueillir l'information sur un agent (Va), diffuser l'information concernant l'environnement des agents (Vk) et agir collectivement (Vc) (Collier, 1998).

- **Connaissance du comportement des agents (Va)**

  La première externalité est relative à la connaissance du comportement des agents. On peut dire que, de par l'information sur le comportement des agents qu'elle véhicule, l'externalité *Va* fonctionne comme un vecteur de révélation des préférences, en nous rapprochant d'un cadre d'information pure et parfaite. En d'autres termes, *Va* permet de diminuer le risque lié à une information fausse ou insuffisante, comme le risque d'opportunisme et donc de réduire les coûts.
- **Connaissance de l'environnement des agents (Vk)**

  Le CS permet de diffuser une information relative à l'environnement des agents (comme la technologie ou le marché) de manière plus rapide et moins coûteuse que si les agents devaient se la procurer sur le marché. Ainsi, cette externalité permet de se rapprocher encore une fois d'un cadre d'information pure et parfaite, ce qui assure aux acteurs économiques des prises de décision plus efficientes car plus proches de la réalité.
- **Action collective (Vc)**

  La troisième et dernière externalité retenue par Collier est l'action collective : « action commune ayant pour but d'atteindre des fins partagés (par exemple l'accès au capital financier) qui seraient inaccessibles de manière individuelle ». On y retrouve le principe des économies d'échelle et du contrôle du *free-riding*, ce qui induit un gain d'efficience.

Pour ce qui concerne enfin l'accumulation de CS, Glaeser considère une fonction individuelle d'investissement, suivant les modèles économiques d'investissement dans le capital humain et le capital économique. Les individus sont plus enclins à investir dans le CS lorsqu'ils s'établissent pour une longue période de temps dans une collectivité et lorsqu'ils ont des hauts revenus. L'investissement varie avec l'âge, car les gens constituent des stocks de CS qu'ils laissent ensuite s'épuiser, donc l'investissement se réduit avec la vieillesse. Ils investissent davantage lorsqu'ils occupent des postes à caractère social, comme ceux de médecin, de religieux ou de policier. La propriété augmente également l'investissement dans le CS, ainsi que le niveau d'éducation et l'homogénéité linguistique et ethnique de la collectivité à cause surtout des difficultés de coordination qui découlent de l'hétérogénéité. Notamment le nombre d'années de scolarité est, à son avis, l'élément le plus important parmi les diverses variables déterminant le CS. (Glaeser, 2001)

Pourtant, le débat sur l'utilisation du terme *capital* venant de la théorie économique reste ouvert. Quelques auteurs souhaiteraient abandonner le terme car certains aspects du capital manquent : le «

sacrifice délibéré dans le présent en prévoyant des bénéfices futurs » (Arrow, 2000)[9] ou de la difficulté d'en mesurer les flux d'investissement passés (Solow, 1999)[10].

On rappelle à ce propos une dernière perspective : en critiquant le concept même de CS, on préfère celui de ***Community Governance***. (Bowles et Gintis, 2000) Le terme *capital* nous rappelle quelque chose que les individus **possèdent**, alors que le CS représente surtout des relations entre les gens, ou de quelque chose que les gens **font**. Par contre, le terme *Community Governance* pourrait mieux capturer les aspects de bonne gouvernance qui en réalité expliquent la popularité du concept de CS.

On pourrait dire la même chose pour l'actuel concept de «***empowerment***» (Narayan, 2002) qui parfois se substitue à celui du CS. Par *empowerment,* on entend le pouvoir que les individus ont sur leurs conditions de vie. Donner ce pouvoir à ceux qui en sont privés, favorisant la capacité des organisations des pauvres et agissant aussi directement sur l'engagement civique, seraient les clés du développement.

5. Capital social, humain, naturel, économique

Dès lors que le développement est vu comme un processus d'accumulation matérielle et immatérielle, on comprend bien l'importance des inter-relations entre les différentes formes de capital pour garantir une croissance équilibrée.

Pour ce qui concerne le rapport entre capital social et **capital humain**[11]**,** on peut parler d'une relation biunivoque. Dans *Social capital in the creation of human capital*, l'article de référence de Coleman, on souligne surtout l'importance du rôle du CS de la famille dans l'éducation des enfants (Coleman, 1988). En même temps, on peut parler d'une relation inverse répandue parmi les tenants du paradigme du CS pour laquelle les plus hauts niveaux d'éducation augmentent l'investissement en CS (Glaeser, 2001), d'où l'affirmation que le domaine où les gouvernements ont davantage de possibilités de générer du CS est l'éducation. Le mécanisme de transmission n'est pas toujours explicité mais il se fonde sur l'argument que l'école transmet des bons standards de comportement, aide les jeunes à socialiser et enfin les habilite à s'engager dans la société et dans le bénévolat.

La relation entre les deux concepts de capital social et capital humain est intéressante aussi en termes de parallélisme. Il y a une quarantaine d'années, la notion de capital humain a été abordée par T. Schultz et G. Becker. Pour la première fois, il s'affirmait que les connaissances et les compétences humaines constituaient une forme de capital et que leur acquisition était un investissement avec un potentiel énorme. Au cours des décennies suivantes, la notion de capital humain s'est révélée très utile à l'élaboration des politiques publiques d'éducation et formation. Toutefois, les mesures des stocks de capital humain demeurent limitées et l'accent est généralement mis sur les titres de compétences en tant que variable substitutive. Néanmoins, l'introduction de cette notion s'est révélée très utile et elle est désormais universellement acceptée. L'analogie avec l'apparition du concept de CS a été immédiate.

9 Arrow K.J.,1999. *Observations on social capital*, in P. Dasgupta & I. Serageldin (Eds) *Social capital : a multifaceted perspective*, World Bank., pp 3-5.Cité par Ponthieux, S., 2003. Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, p.76.

10 Solow R.,1999. *Notes on social capital and economic performance*, in Dasgupta & Serageldin (eds) op.cit., pp 6-10. .Cité par Ponthieux, S., 2003. Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, p.75.

11 Le capital humain peut être défini comme l'ensemble des aptitudes/capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir faire, etc. c'est-à-dire le capital de compétence (Glaeser, 2001). Dans les applications pratiques on tend à le réduire en deux composantes principales : le capital intellectuel et le capital santé.

Pour ce qui concerne la relation entre CS et **capital naturel**[12], l'importance de la gouvernance comme processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions pour gérer des ressources limitées dans une perspective de durabilité, plus ou moins forte, se révèle incontournable.

Relativement aux relations entre CS et **capital économique,** on ne trouve pas encore un modèle formalisé et complet représentant le lien entre structure sociale et accumulation de capital économique et donc non plus des hypothèses à tester. On trouve plutôt des modèles partiels, qui considèrent une partie du rôle des relations sociales sur l'économie et qui restent encore assez théoriques. On pense ici aux études de Knack et Keefer (1997) sur le lien entre croissance et plusieurs indicateurs de CS dans une quarantaine de pays où ils démontrent qu'une augmentation d'un degré d'écart-type dans l'évaluation du niveau de confiance d'une nation augmente sa croissance économique de plus d'un demi degré. De toute façon, ces travaux empiriques tellement agrégés soulèvent encore beaucoup de critiques, surtout en termes de faiblesse méthodologique. La principale réserve est en effet l'endogénéité du concept, qui pourrait bien dépendre d'une relation réciproque entre performance économique et CS, mais aussi de la présence d'un autre phénomène non mesuré (les institutions ?) qui pourrait causer la relation positive identifiée.

Enfin, le rôle joué par le CS dans l'accès au **capital financier** est d'un grand intérêt, par exemple dans le cadre du micro-crédit.

6. Les composantes du Capital Social

On fera tout d'abord une différenciation entre CS ***structurel*** et ***cognitif*** (UPHOFF, 1999)[13].

Le premier fait référence aux diverses formes d'organisations sociales, plus ou moins formelles et institutionnalisées, c'est-à-dire tout d'abord aux manifestations les plus «visibles» (groupes, organisations, réseaux, relations sociales quotidiennes), mais on y inclut aussi la cohésion sociale, la conflictualité, la connexion aux services et aux sources d'information.

On distingue entre un CS plus institutionnalisé et formel, comme un syndicat structuré, une coopérative, et un CS plutôt informel, comme la réunion d'un groupe de personnes dans un bar tous les jeudis soirs. Il ne faut pas trop négliger les aspects informels des rapports sociaux, surtout dans des réalités, comme celles des pays en développement, où l'informel, économique ou pas, joue un rôle prépondérant.

Pour ce qui concerne le CS cognitif, il découle des processus mentaux et des idées qui en résultent telles que : les normes, les valeurs, les croyances, etc. On y inclut par exemple la confiance interpersonnelle ou le sentiment d'unité sociale, mais aussi les *institutions* comme 'règles du jeu', c'est-à-dire par exemple l'effectivité du processus de décentralisation et en général l'ouverture du système légal et politique aux groupes objets d'analyse.

Ces deux catégories de CS peuvent être interdépendantes et se renforcer mutuellement quand les aspects structurels découlent des comportements cognitifs et forment un cadre dans lequel ces comportements cognitifs vont se perpétuer. On remarque donc ici l'importance du CS cognitif et le fait qu'il soit nécessaire. La seule interaction sociale (structurelle) ne suffit pas à garantir la coopération, parce qu'elle est influencée aussi bien par les gains du jeu, comme par plusieurs aspects de la psychologie des agents. Une analyse correcte du CS doit nécessairement prendre en compte les deux aspects.

12 Le capital naturel peut être défini comme l'ensemble des actifs naturels, considérés comme biens publics, fournissant des flux de services économiques ou écologiques dans le temps.

13 Uphoff N. (1999), *Understanding social capital : learning from the analysis and experience of participation*, in Dasgupta & Serageldin (eds) op.cit., pp 215-249. Cité par Ponthieux, S. (2003) Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, p.76.

Finalement, on va considérer ce que l'on peut voir comme une externalité du CS, c'est-à-dire ***l'action collective*** (Vc), en y incluant la participation civile et politique. On se réfère ici à la capacité d'un groupe à planifier et à intervenir activement dans la promotion de son propre développement, en présentant des demandes, en proposant et gérant des projets, en exprimant et revendiquant ses propres besoins. Ici aussi, on pourra distinguer les trois niveaux d'action (*bonding, bridging, linking*) en relation avec le contexte de l'action menée et son ampleur (par exemple la participation aux activités de la communauté ou la présentation d'une demande au gouvernement national, etc.). En tant qu'*output* du CS d'un groupe défini, l'action collective est un indicateur immédiat de la dotation actuelle de CS, mais elle se confirme comme une des déterminantes les plus efficaces aussi dans une perspective diachronique.

Une classification très intéressante est, à notre avis, celle qui identifie les principaux niveaux du CS (Woolcock, M., Narayan, D., 2000), en distinguant entre :

- CS groupal ou *bonding ;*
- CS communautaire ou *bridging* (interne ou externe) ;
- CS d'échelle ou *linking*.

On parle de CS groupal lorsqu'on considère les relations horizontales et intragroupes. Généralement y sont associées les relations familiales et amicales (ménage, famille étendue, ethnie, voisins) ainsi que les organisations qui relient des gens avec des caractéristiques semblables, à l'intérieur de la communauté. Des exemples d'organisations ***bonding*** sont les groupes religieux, les coopératives, les groupes de crédit, les ONG locales, les organisations commerciales, les organisations professionnelles.

Il s'agit de liens forts, première ressource des pauvres contre le risque, mais aussi souvent fermeture et limite par rapport à l'accumulation de CS communautaire.
Les risques sont toujours liés à l'idée de fermeture engendrée(Callois, 2004) par le CS de type *bonding* en termes de:

- **Limitation des gains potentiels de l'échange :** le risque du fonctionnement en réseaux peut être celui d'aboutir à des relations trop homogènes, de négliger les nouvelles opportunités, de s'enfermer dans des routines et des activités traditionnelles.
- **Incitations insuffisantes** : le risque ici est lié au fait que la logique d'entraide pourrait décourager les entrepreneurs à se lancer dans des projets dont ils devraient partager les bénéfices, induisant donc un nivellement vers le bas. Ou encore on peut imaginer le cas de la ridiculisation des individus qui font des efforts pour travailler/étudier plus que la moyenne.
- **Collusion et discrimination** : chaque groupe se définit par un processus de discrimination (*insiders/outsiders*) qui reste insidieux pour l'ensemble de la société, parce qu'il empêche par exemple le succès d'un groupe similaire.

Quand on parle de CS de type ***bridging***, «qui fait le pont», on parle des relations sociales de type méso, intergroupes, soit au niveau communautaire (internes), quand elles relient les gens de différentes catégories socio-économiques, familles, religion, groupes ethniques etc., soit avec l'extérieur, quand les liens se donnent entre groupes similaires, mais qui appartiennent à différentes communautés.

Ce niveau de CS est indispensable pour une véritable ***community governance***. Effectivement, c'est ici que le CS devient vraiment collectif. Il ne réside pas seulement dans l'ensemble des réseaux interpersonnels duaux, mais dans les structures qui constituent l'institutionnalisation de la coopération communautaire, c'est-à-dire dans le système propre à chaque communauté, dans ses structures de sanction et gestion. Le **CS *bridging* externe** assume lui aussi un rôle déterminant parce qu'il permet au groupe d'entrer en contact avec des organisations distantes mais similaires, avec tous les avantages en termes d'échange de pratiques et de possibilités de former des associations de deuxième niveau.

Dans ce cas, le risque est que les organisations *bridging* sont souvent dominées par des groupes privilégiés, qui normalement sont les non-pauvres, mâles, non-indigènes, etc.

Néanmoins, elles restent un actif essentiel. En effet, si c'est vrai que (Granovetter,1973)[14] les liens forts, intragroupe, donnent aux familles et aux communautés un fort sentiment d'identité, ainsi qu'un but commun et un grand nombre de services et bien publics, c'est vrai aussi que si on ne peut pas compter en plus sur un certain niveau de liens intercommunautaires, comme ceux qui traversent les différences religieuses, ethniques, de classe, genre et statut économique, les liens horizontaux peuvent déterminer des fermetures sectaires. On pourrait bien dire que les réseaux *bonding* jouent en défense, alors que le *bridging* joue en attaque.

Cela nous mène à soutenir la nécessité aussi bien des liens forts et intracommunautaires que des liens faibles et intercommunautaires pour parvenir à une dynamique vertueuse de développement. D'ailleurs, la meilleure combinaison des deux formes de CS en question varie en relation avec le temps et le contexte socio-économique.

Des exemples de *bridging organisations* pourraient être les associations parents/professeurs, les comités pour l'eau ou les déchets, les associations de quartier, les groupes culturels, les groupes des femmes ou de jeunes qui ont une nature communautaire. Mais aussi les associations et les coopératives entre plusieurs communautés qu'on appellera organisations de deuxième niveau, comme les fédérations régionales des coopératives.

Enfin, on voudrait bien remarquer l'importance du troisième niveau de CS considéré, le ***linking***.

On s'est rendu compte depuis longtemps que le fait d'avoir une grande solidarité au niveau communautaire ainsi qu'un grand nombre de groupes sociaux de type *bonding* n'est pas non plus une condition suffisante au développement économique. C'est le cas de beaucoup de pays latino-américains où les groupes indigènes qui ont beaucoup de liens de solidarité à l'intérieur de leurs communautés, restent des exclus parce qu'ils n'ont pas les ressources ni le pouvoir nécessaire pour changer les règles du jeu. C'est ici que l'on entre dans le troisième niveau de CS.

On considère ici les relations plus ou moins formalisées qui permettent à un groupe/communauté d'aller au delà du niveau communautaire et d'entrer en relation avec le contexte sociopolitique plus large (programmes et institutions publics, organisations internationales, politiciens, entreprises, etc.). Il s'agit notamment de relations asymétriques où il y a une partie qui possède une quantité majeure de CS et de contrôle. Les risques de clientélisme sont évidents, mais c'est clair aussi que ces relations peuvent donner du pouvoir et créer des synergies en permettant l'accès aux ressources économiques et politiques, qui sont faibles parmi les pauvres. On se réfère ici, par exemple, aux relations des communautés avec les représentants des organisations externes comme les banques, les tribunaux, les donneurs et les ONG internationales, les entreprises, mais aussi aux relations entre communautés, organisations et programmes publics. D'autres actions *linking* seront, dans le même sens, le fait de contacter des représentants du gouvernement, participer à une campagne électorale ou d'information, contacter les politiciens locaux, notifier quelque chose aux autorités judiciaires, voter aux élections, présenter une demande pour un fond public, etc.

- 14 Dans *The strength of weak ties* (1973), Granovetter distingue deux sortes de relations : les relations profondes et soutenues que l'on a par exemple avec des amis proches (les liens forts), et les relations plus détendues que l'on a avec des connaissances (les « liens faibles »). Son idée principale est que les liens faibles ont la capacité d'agir comme des ponts entre divers réseaux de liens forts ; leur force est alors de faire circuler dans des réseaux de liens forts de l'information nouvelle, ou des innovations, inaccessibles autrement puisque la plupart des réseaux, articulés autour de liens forts, tendent à être constitués de personnes aux caractéristiques proches: les liens faibles sont des ponts entre les réseaux.

Ce niveau, qui permet à la communauté de s'ouvrir et d'intervenir sur les règles du jeu, devient un pilier nécessaire dans une optique de développement soutenable entendu de plus en plus comme décentralisé et autogéré. C'est pourquoi il s'agit souvent d'un niveau oublié par les nouveaux enthousiastes du concept de CS : il sous-entend tout conflit propre à chaque processus de démocratisation réelle.

Néanmoins, il représente une condition *sine qua non* du développement. On reconnaît ici l'importance des institutions, au niveau national comme local, et leur influence sur l'organisation communautaire, bien que l'on ne parlera pas d'une dépendance des organisations communautaires par rapport aux institutions, comme dirait la théorie néo-institutionnelle de North, pour laquelle la capacité des groupes à se mobiliser dépend de la qualité des institutions formelles du pays (North, 1990), mais plutôt d'une relation réciproque.

On remarque qu'on peut parler du passage du CS étroit (*bonding*) au CS plus ample (*bridging et linking*) en termes **d'accumulation de CS** ; c'est-à-dire que dans la constitution de relations sociales entre les organisations de base, et entre ces organisations et l'extérieur, le CS augmente tout en accumulant ressources économiques, politiques et sociales. Cela implique des modifications non seulement du point de vue quantitatif (en termes de quantité de ressources, contacts, etc.), mais aussi qualitatif (modalité de gestion, type de relations), soit à l'intérieur des organisations de base qui deviennent plus complexes et spécialisées, soit envers l'extérieur dans un cadre de relations plus amples et formelles avec l'Etat. Lorsque le CS simple permet seulement la reproduction de l'organisation sociale de base, toujours déstabilisée par un contexte changeant, le CS de type ample pourrait permettre d'accéder à plus d'opportunités et de ressources et donc à l'accumulation de cet actif.

Les éléments qu'on retient comme des composantes essentielles du concept, sont explicités dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Les composantes du Capital Social.		
• CS structurel (accumulation)	Formel/ Informel *Bonding/Bridging/Linking* Par Age/Genre/Ethnie	- Groupes/Organisations présentes - Réseaux (formels, informels) - Liens entre les organisations aux différents niveaux (à l'intérieur du groupe et avec l'extérieur) - Démocratie interne aux organisations - Caractéristiques des relations sociales quotidiennes - Connexion aux sources d'information - Connexion aux services
(dépréciation)		- Exclusion sociale - Conflit/violence - Leadership autoritaire
• CS cognitif (accumulation)	*Bonding/Bridging/Linkin*g	- Confiance interpersonnelle - Confiance envers le secteur public - Solidarité humaine/financière - Sentiment d'unité sociale - Effectivité du processus de décentralisation
(dépréciation)		- Sentiment d'exclusion sociale - Sentiment d'insécurité/Peur - Racisme/Renfermement
C. Action collective/participation (accumulation)	*Bonding/Bridging/Linking*	- Actions collectives (*bridging*/*linking*) - Participation communautaire - Participation politique *linking* - Projets existants
(dépréciation)		- Participation obligatoire

7. Le Capital Social communautaire

« La récente conscience du caractère participatif du développement réclame à grande voix l'importance de la gouvernance exercée par la communauté. Loin de représenter un archaïsme paroissial dans notre

monde mondialisé, elle permet de résoudre des échecs du marché comme de l'Etat, notamment la production insuffisante de biens publics locaux, comme les équipements de quartier, l'absence d'assurances ou d'autres mécanismes de partage du risque, l'exclusion des pauvres du crédit, l'inefficacité et le coût élevé du monitoring sur le lieu de travail. Elle doit donc être inclue dans la *bonne gouvernance*. » (Bowles et Gintis, 2000).

L'hypothèse est ici que la communauté possède des informations cruciales sur les comportements, les besoins et les capacités de ses membres que les gouvernements et le marché n'ont pas, et qu'elle résout les problèmes d'opportunisme des agents en les punissant directement pour ses actions antisociales.

Or les risques intrinsèques à la ***community governance*** sont les réserves classiques au CS de type *bonding* en termes de fermeture, homogénéité, incitations insuffisantes, etc. La cause principale est le même processus de *discrimination* à la base d'une communauté, qui peut se fonder sur des aspects injustes (ethniques, religieux ou de genre) et donc donner lieu à des fermetures dangereuses.

Pourtant la solution n'est pas de renoncer à la *community governance*. Il faudrait plutôt la contrôler à travers une politique sociale adéquate, qui devrait notamment garantir tout d'abord un système de droits de propriété tel que les membres de la communauté sont propriétaires des fruits de leur succès/échecs (et donc des actifs/capital/moyens de production), puis un environnement légal et gouvernemental favorable à la gouvernance effective de la communauté et enfin la réduction des inégalités et des hiérarchies à l'intérieur de la communauté elle-même. Des bonnes institutions devront donc garantir la complémentarité entre marché, Etat et communauté, ce qui se révèle de plus en plus comme l'unique façon de garantir la gouvernance idéale.

On parle de CS proprement communautaire quand on dépasse le niveau individuel et groupal pour aborder un CS de type *bridging*, c'est-à-dire des organisations, qui dépassent les clivages ethniques, religieux et font des pont entre les groupes. Ce CS ne réside pas seulement dans l'ensemble des relations interpersonnelles des agents, bien qu'il se fonde sur elles, mais plutôt dans le système socioculturel propre à chaque communauté, dans ses structures de gestion et sanction, dans l'*institutionnalisation sociale de l'ensemble* (Durston, 2002).

Il garantit plusieurs fonctions parmi lesquelles se trouvent le contrôle social, la coopération, la solution de conflits, la mobilisation et gestions des actifs de la communauté, la légitimation des leaders, la constitution des structures de travail en équipe etc.

La relation entre CS individuel/groupal et communautaire n'a pas encore été vraiment clarifiée, mais c'est évident que les deux formes ne sont pas antithétiques et que le premier est un précurseur du deuxième bien que le CS communautaire soit aussi une ressource fondamentale pour l'accumulation du CS individuel. Les différents niveaux finissent inévitablement par se rétro-alimenter, bien que parfois ils puissent entrer en contradiction, comme on a déjà remarqué par rapport au CS *bonding*. L'existence du CS au niveau *micro* ne garantit donc pas l'apparition du CS au niveau *méso*.

Bien que la grande partie du débat théorique autour du concept de CS se soit développée en relation à des contextes urbains, les **communautés rurales** présentent des traits particuliers. On pourrait dire que les communautés rurales ont une position favorisée par rapport à l'accumulation de CS, à cause évidemment de la stabilité des relations interpersonnelles et de parenté à l'intérieur d'un territoire défini qui reste souvent le même pendant toute la vie, ainsi comme de l'identité ethnique. Néanmoins, c'est vrai aussi que la présence de factions internes en compétition pour des ressources faibles, en plus de formes de clientélisme municipal et provincial, ainsi comme les caractéristiques de l'espace géographique (distance entre voisins et isolement des communautés) peuvent représenter des freins.

De plus, le *downside* du CS dans ces réalités est souvent considéré comme tellement fort qu'il empêche l'accumulation de CS au niveau communautaire. On pense par exemple à la rivalité entre factions et en général à l'opposition interne qui caractérise la reproduction de la communauté comme système socio-

économique en Amérique Latine. On pense aussi à toute fermeture implicite dans des fortes relations *bonding* (Portes et Landolt, 1996).

En réalité, certaines critiques ont déjà été remises en cause. Par exemple, les premières études anthropologiques soutenaient que les dépenses dans les fêtes constituent des mécanismes de nivellement de la richesse, en exigeant des contributions majeures des gens les plus riches. Ce type d'obligations sociales empêcherait donc l'accumulation de capital. Or les théories les plus récentes soulignent que ces dépenses constituent en réalité des investissements en prestige et en réciprocité qui rapportent souvent des bénéfices économiques.

L'objectif des normes communautaires ne serait pas vraiment de nivellement vers le bas, mais plutôt d'inciter à investir en CS, pour la production de biens publics qui bénéficient ensuite à la collectivité entière.

En somme, dans le milieu rural se combinent des éléments propices et des éléments nocifs à l'accumulation de CS et le solde net est toujours très contextuel dans le temps et dans l'espace. La balance suggère quand même d'approfondir le thème.

II- Mesure du Capital Social

Un des débats les plus actuels sur le CS concerne la possibilité de le mesurer et de trouver des indicateurs pertinents. A la différence du capital humain où les années d'éducation et d'expérience professionnelle sont utilisées depuis longtemps comme indicateurs proxy du capital humain, il n'y a pas encore un consensus sur les indicateurs du CS.

La pertinence de la ***contextualisation*** joue dans ce cas un rôle important. Par exemple, en suivant les conclusions de l'initiative sur le CS de la BM[15], une mesure des adhérents aux associations est un bon indicateur en Indonésie, Kenya et dans les Andes, mais pas du tout en Inde et Russie, où les réseaux informels sont moins importants.

Parfois la théorie du CS se croise avec celle de l'économie néo-institutionnelle, lors d'une approche très large au CS (celle de la Banque Mondial, notamment), qui ern plus du CS horizontal et vertical englobe l'environnement sociopolitique qui façonne la structure sociale et permet aux normes de se développer, c'est-à-dire le régime politique, les lois, le système de justice et les libertés civiles et politiques. Il est donc facile d'imaginer le risque de chevauchement entre les deux domaines et entre les indicateurs eux-mêmes du CS qui sont parfois plus exactement des indicateurs de la qualité des institutions et de la gouvernance. En général, on reconnaît que la *multidimensionnalité* du concept ou, pour les détracteurs, la faiblesse de la conceptualisation qui ne permet pas encore de distinguer entre sources et conséquences du CS, ni d'éclairer sa nature exacte, complique énormément le défi de mesure, qui est devenu parfois une frénésie pour trouver ce que la conceptualisation elle-même ne trouvait pas. (Ponthieux, 2003)

Or, pour fournir des recommandations concrètes qui permettent d'utiliser l'investissement en CS dans le cadre des politiques pour le développement, l'utilisation des mesures précises du concept est nécessaire. Arriver à une mesure unique sera probablement impossible : il s'agit d'un concept multidimensionnel, qui considère différents niveaux et unités d'analyse et surtout implique un fort caractère contextuel.

Plusieurs ont essayé de trouver des indicateurs de CS : Coleman (1988), par rapport au CS familial, dans ses études sur la contribution du CS au Capital Humain, Paxton (2002) dans son étude sur les relations entre CS et démocratie, Knack et Keefer (1997) relativement aux liens entre CS et résultats économiques.

En général, ils utilisent trois typologies d'indicateurs pour mesurer le CS :

15 Social Capital Initiative Program, Banque Mondiale, 1996

- **L'adhésion aux associations locales et aux réseaux** : ceci implique la considération des associations et de leurs membres, ainsi que plusieurs aspects de l'adhésion (par exemple la mixité) et du fonctionnement (démocratie décisionnelle). Le choix des associations à inclure dépend par contre du contexte (syndicats agraires, associations de crédit, associations des familles/professeurs, etc.). Dans les pays en développement, les mesures qui captent les transactions informelles auront davantage d'importance, comme la participation aux festivals communautaires, aux événements sportifs etc.
- **Indicateurs de confiance et adhérence aux normes, voire CS cognitif :** il implique de demander aux acteurs leur perception de la réalité. L'existence de normes permet de réduire les coûts de transaction et d'information, ainsi que de commercer sans contrats et stimule la citoyenneté responsable et la gestion collective des ressources.
- **Indicateurs d'action collective**. Il s'agit d'indicateurs de type output qui nous donnent une mesure de l'effectivité de la cohésion communautaire et de sa capacité à mener des actions collectives et des projets de développement.

Différentes études ont essayé d'identifier d'une façon plus systématique un ensemble des mesures du CS, après un grand effort de généralisation à partir de multiples études de cas. L'évidence paraît confirmer que le CS est mieux mesuré quand on utilise une variété d'instruments qualitatifs et quantitatifs, car il ne peut pas être strictement confiné dans le paradigme économique.

A cet égard, on considère indispensable de faire référence à :

- l'analyse de **Putnam**, présentée dans *Bowling Alone (2000)*[16]*,* qui essaye de mesurer le CS aux Etats-Unis et d'en démontrer les effets bénéfiques sur l'éducation et le bien-être des enfants, en même temps que sur la sécurité et la productivité, la prospérité économique, la santé, le bonheur et la démocratie, à l'aide de 14 indicateurs ad *hoc* ;
- le **Questionnaire Intégré sur le CS** réalisé par Grootaert C., Narayan D. Nyhan Jones V., et Woolcock M. (BM, 2003) et testé en Albanie et au Nigeria, dans le but d'introduire un outil quantitatif de mesure du CS au niveau des ménages. Il considère six dimensions du concept, notamment groupes et réseaux, confiance et solidarité, action collective et coopération, information et communication, cohésion sociale et inclusion, habilitation et action politique ;
- le **SCAT** (Social Capital Assessment Tool) (Krishna et Shrader, 1999) qui intègre instruments qualitatifs et quantitatifs pour analyser le CS au niveau micro et méso. Il considère en effet trois unités d'analyse, c'est-à-dire les ménages, la communauté et les organisations et se compose d'une enquête au niveau des ménages, un questionnaire et un guide d'entretien au niveau communautaire et un guide d'entretien pour les organisations.

Les questions à débattre autour du concept de CS restent évidemment nombreuses. Inévitablement, l'ampleur des éléments concernés détermine la puissance heuristique du concept comme sa faiblesse. Parmi les autres, deux directions de recherche se révèlent particulièrement prometteuses, une théorique et une plutôt pratique.

Il faudra d'abord essayer de définir le concept et donc ses indicateurs sans tomber dans un élargissement excessif de la notion, qui risque de perdre sa spécificité, en incluant une partie de ce qu'on désigne souvent sous le terme de *gouvernance*, voire la solidité des institutions et la confiance qu'elles inspirent aux citoyens. Le CS risque alors de devenir une notion attrape-tout, susceptible d'englober tous les aspects de la vie sociale, du fonctionnement des institutions au développement culturel. Il faudrait plutôt retenir les seuls aspects gouvernementaux de la notion qui ne sont pas descriptifs de l'environnement (le cadre sociopolitique du pays, le cadre légal et institutionnel), mais qui sont déjà insérés dans les fonctions d'action collective des acteurs concernés.

16 Putnam R. (2000), *Bowling alone: the collapse and revival of American community*, Simon & Schuster. Cité par Ponthieux, S. (2003) Que faire du Social Capital ? INSEE, N°F0306. Série Documents de Travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, p 37.

La confrontation avec la puissance heuristique du concept de *Community Governance* comme avec celui *d'empowerment* (habilitation) paraît à notre avis vraiment captivante.

La question plutôt pratique qu'il faudra se poser concerne la pertinence ou pas d'investir dans le CS. La solution découle évidemment d'une meilleure connaissance empirique des formes de CS et de l'identification de ses effets. De plus, il faudra préciser la meilleure façon d'induire une accumulation de CS et même voir si ceci a du sens. Bien sûr, l'intérêt d'organismes tels que la Banque Mondiale et l'OCDE pour le concept, semble confirmer un accord sur le fait que le CS puisse être considéré comme une composante de la richesse des nations. Dans cette époque d'économie de la connaissance, où l'information devient une ressource clé (quatrième facteur de production) et les territoires des espaces consciemment *inventés* par les acteurs, le CS constitue l'élément fondateur de chaque dynamique virtuose.

Pourtant, une meilleure identification des relations de cause-effet entre CS et développement reste nécessaire. Si, pour les tenants les plus enthousiastes de la théorie, la causalité va clairement des relations sociales à la gouvernance, puis de là à la croissance, leurs arguments restent néanmoins très contestés.

Chapitre II
Contexte général : le Guatemala

I- Description du pays

Carte 1 : le Guatemala.

Le Guatemala est un pays très riche en ressources naturelles et en biodiversité, ainsi qu'en termes de traditions et cultures indigènes. Les anciennes ruines mayas s'assoient au long d'imposants volcans et la forêt luxuriante prend les couleurs d'orchidées merveilleuses. Le pays compense donc sa petite superficie (1/5e de la France, 1/3 de l'Italie) par l'extrême variété de son climat et de ses paysages. Hauts plateaux, jungle impénétrable et vallées désertiques s'enchevêtrent, alors que le relief escarpé rend les communications difficiles. Seule la route Panaméricaine, qui traverse le pays d'ouest en est, est bien entretenue.

Après une longue guerre civile, des Accords de Paix[17] ont été signés en 1996 et le pays essaye aujourd'hui de récupérer son identité, mais le défi est démesuré : les indicateurs de développement sont parmi les plus bas d'Amérique, l'économie agricole est largement à la merci des prix mondiaux des matières premières et les bénéfices des accords multilatéraux sont incertains.

Corruption et insécurité menacent cette fragile démocratie, bien que l'actuel président Oscar Berger, de la Grande Alliance Nationale (GANA, centre-droite) ait promis stabilité économique, sécurité et lutte contre la corruption afin d'attirer les investissements nationaux et étrangers. Il a l'appui d'une grande partie des chefs d'entreprise et des représentants des organisations patronales, bien représentées dans son gouvernement. Cette année, le 10 mars 2005, le Guatemala a enfin ratifié un traité de libre-échange avec les Etats-Unis (DR-CAFTA) qui devrait stimuler la croissance et l'emploi, bien que les manifestations de protestation aient été nombreuses et les doutes légitimes.

1. Eléments géographiques

Ce petit pays sillonné de montagnes se situe en Amérique Centrale, à la limite du Mexique au nord et à l'ouest, du Salvador et de l'Honduras au sud est et du Belize au nord ouest. Il est divisé en 8 régions, 22 départements et 331 municipalités.

Le Guatemala est bordé par la Mer des Caraïbes au nord ouest et par l'Océan Pacifique au sud. On y trouve deux saisons par an, la saison des pluies (hiver), de mai à octobre et la saison sèche (été).

Le pays occupe une superficie de 108.889 km2, dont 17% de terres cultivées, 24% de terres inexploitées et 26% de forêt (INE, 2002)[18]. Le paysage prédominant est montagneux et boisé. Une chaîne de volcans s'élève sur les terres hautes du sud, dont trois sont encore actifs.

Le pays est menacé par des tremblements de terre occasionnels, mais très violents, alors que la côte caraïbe est extrêmement touchée par les ouragans et tempêtes tropicales, comme l'ouragan Mitch, qui a dévasté le pays en 1998 ou le tristement récent ouragan Stan[19] qui a fouetté le Guatemala au début du mois d'octobre 2005.

La région est irriguée par plusieurs fleuves qui débouchent dans le Pacifique et dans la mer des Caraïbes. Au nord ouest, près de la frontière avec le Belize et le Mexique, le plateau du Petén s'étend sur 36 300 km². Il s'agit d'une zone de végétation épaisse, sauvage et pratiquement inaccessible, qui couvre près d'un tiers du territoire guatémaltèque bien qu'elle soit pratiquement inhabitée (40 000 habitants).

Quant aux ressources naturelles, le pays est très riche en termes de flore et faune, mais aussi de ressources minières (pétrole, nickel, plomb, zinc, cuivre, tungstène) et de bois prisé.

17 Les Accords de Paix ont été signés entre le Gouvernement et L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) en 1996. Ils ont conclus 36 conflits armé internes, en établissant en même temps une agenda de développement comme base d'une paix ferme et durable. Dans les Accords, plusieurs obligations et objectifs de développement économique et social ont été établis.

18 L'INE est l'Institut National de Statistique du Guatemala.

19 En total, 3,5 millions de personnes ont été affectées par le STAN, directement ou pas ; presque 700 personnes sont décédés, 850 ont disparus et pendant la crise, il y avait 42 941 personnes logées dans les auberges. Les pertes totales ont été évaluées à 837 millions d'euros. Source : *Effectos en Guatemala de las lluvias torrenciales y la tormenta tropical Stan*, octobre 2005, Cepal, Segeplan.

2. Démographie

Le Guatemala est le pays le plus peuplé d'Amérique Centrale, avec une population de 12 Millions 390 habitants, qui, si l'on en croit les projections CEPAL (2004)[20], sera plus que doublée en 2040. Le taux de croissance s'est maintenu autour de 2,6% pendant la période 1997-2003 (BM, 2004) et, selon les prévisions, il restera le même au moins jusqu'au 2010. Clairement au-dessus de la moyenne sub-continentale, il est de 1,4%.

Il s'agit d'une population plus jeune, si on pense que le groupe de 0-14 ans constitue 44,1%[21], alors que la moyenne pour l'Amérique Latine est de 31,9 %L'espérance de vie à la naissance s'est améliorée dans les 15 dernières années, pour arriver à 68,9 ans dans la période 2000-2005. Elle reste inférieure à la moyenne latino-américaine qui se situe à 71,9 pour la même période (CEPAL, 2004). Il s'agit d'une population en majorité rurale (environ 54%), alors que la moyenne latino-américaine est de moins de 30%. Une autre caractéristique particulière par rapport au reste du continent est le poids de la population indigène, autour de 43% (ENCOVI-2000).

La société guatémaltèque apparaît donc effectivement divisée en deux groupes : d'une part, les indigènes d'origine maya qui vivent principalement dans les hautes terres peu fertiles, et dont on compte jusqu'à 23 groupes linguistiques, d'autre part les *ladinos*, descendants des espagnols, qui habitent surtout les villes. Les quatre groupes indigènes les plus importants sont le Quiché, le Kaqchiquel, le Mam et le Q'ueqchi'.

A - Développement humain et pauvreté

Le Guatemala est un pays extrêmement pauvre. Selon la Carte de la Pauvreté 2002[22], 56% de la population est pauvre et presque 16% est extrêmement pauvre[23], autour d'un million huit cents mille personnes. Les régions les plus affectées sont le *Norte* (Alta et Baja Verapaz) et le *Noroeste* (Heuetenango et Quiché), véritables ceintures de pauvreté : 84% et 82% de pauvreté respectivement.

Les conditions de pauvreté sont donc visiblement plus dramatiques dans la population indigène, qui représente 43% de la population nationale, mais 56% des pauvres et 70% des pauvres extrêmes. En outre, la ENCOVI 2000 révèle des profondes différences entre les groupes indigènes : les Mam et les Q'ueqchi' paraissent être les plus démunis. On peut faire la même réflexion en concerne la population rurale : la brèche entre le développement humain de la population rurale (avec un indice de 0,610 en 2003) et la population urbaine (indice de 0.747) est évident et il a même augmenté entre 2000 et 2003, bien que l'indice se soit amélioré pour les deux groupes pendant cette période (PNUD, 2004).

En ce qui concerne la pauvreté extrême, Alta Verapaz est le département avec l'incidence majeure (41%), suivi par Quiché (33%), Hueuhetenango (30%), Jalapa (30%) et Sololà (29%), toutes valeurs très au-dessus du niveau national. Les départements les moins pauvres sont Guatemala, Sacatepéquez et Zacapa, soit en termes de pauvreté générale soit en termes de pauvreté extrême[24]…

---

20 La CEPAL est la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes des Nations Unies.

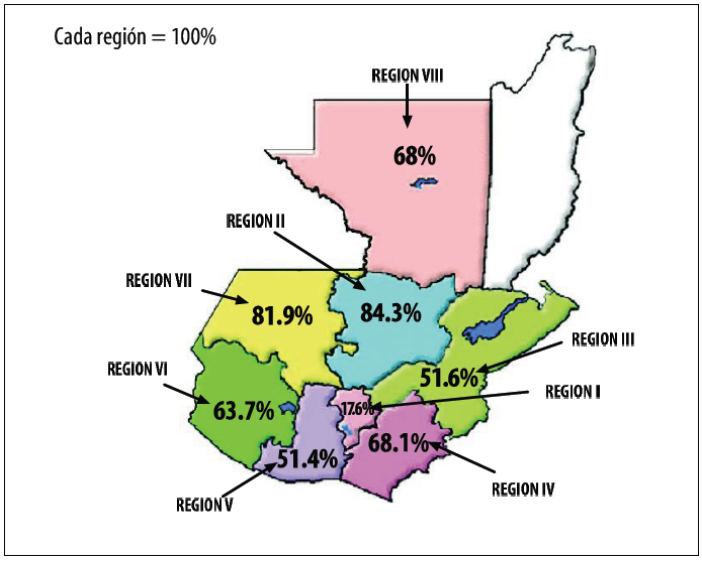
21 Le groupe de gens de 15-34 ans représente 33,1 % et celui de 35-49 11,8 %.

22 En 2004 la SEGPLAN, l'INE et l'Université R. Landívar ont élaboré le Plan de la Pauvreté 2002, en combinant l'information provenant de l'Enquête nationale sur les conditions de vie (2000) et le recensement National de Population et Logement de 2002. Il s'agit notamment d'une représentation géographique des conditions de vie des habitants du pays. La ligne de pauvreté est fixée à Q4,138 par personne par an (Q360 par mois), celle de la pauvreté extrême à Q1,911.

23 Il faut néanmoins souligner que selon la CEPAL les pourcentages sont un peu plus élevés. 60 % de la population vivrait au-dessous du seuil de pauvreté, pourcentage qui arrivé jusqu'à 68% en zone rurale, alors que le pourcentage des gens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté extrême touche 30,9%, 37,6% en zone rurale (CEPAL, 2004).La différence concerne donc surtout le seuil de pauvreté extrême.

24 La répartition des départements par région est la suivante : la Région *Metropolitana* (Guatemala) ; la Région *Norte* (Alta et Baja Verapaz) ; la Région *Nororiente* (El progreso, Izabal, Zacapa et Chiquimula) ; la Région *Suroriente* (Sata Rosa, Jalapa et Jutiapa) ; la Région *Central*

Figure 2 : Incidence de la pauvreté par région.

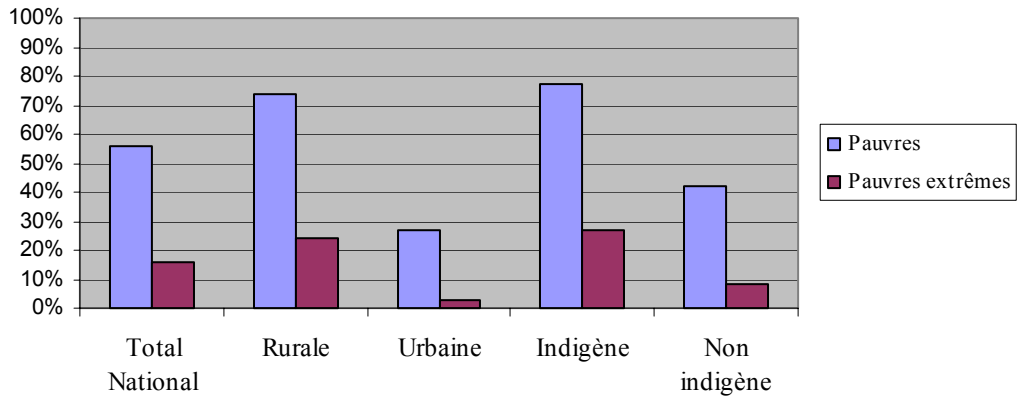


Source : INE. MECOVI. *Encuesta Nacional Sobre Condiciones de Vida*, Encovi-2000.

Tableau 4 : Incidence de la pauvreté					
	Total National	Rurale	Urbaine	Indigène	Non indigène
Pauvres	56%	74%	27%	77%	42%
Pauvres extrêmes	16%	24%	3%	27%	8%

Source : INE. MECOVI. *Encuesta Nacional Sobre Condiciones de Vida*, Encovi-2000.

Figure 3: Incidence de la pauvreté



Source : Elaboration personnelle à partir des données INE. MECOVI. *Encuesta Nacional Sobre Condiciones de Vida*, Encovi-2000.

Pour ce qui se réfère à la sévérité de la pauvreté, qui considère les différences parmi les pauvres, la pauvreté est beaucoup plus profonde dans les zones rurales et indigènes. Les indices les plus élevés se trouvent toujours dans les départements de Alta Verapaz, Quiché et Huehuetenango (26,2 ; 22,6 et 20,6, respectivement). La Carte de la Pauvreté nous propose aussi un indice d'inégalité (indice de Theil) qui

(Sacatepéquez, Chimaltenango et Escuintla) ; la Région *Suroccidente* Sololà, Totonicapán, Quetzaltenango ; Suchitepéquez, Retalhuleu et San Marcos) ; la Région Noroccidente (Huehuetenango et Quiché) ; Petén.

situe la région *Norte* (32.4), la *Suroriente* (30.2) et la Métropolitaine (29) aux premiers rangs. On remarque que la région *Norte* est aussi la plus précaire en termes de niveaux de pauvreté et sévérité de la pauvreté. En revanche la région Métropolitaine, qui se situe au troisième rang en termes d'inégalité, présente les plus petits pourcentages de pauvreté et de sévérité.

En outre, le pays est un des plus **inégalitaires** au monde, avec 2% de la population qui accapare 58% des biens. Les indices de Gini par rapport à la consommation et au revenu sont respectivement de 48 et 57 % (Encovi-2000).

La population **analphabète** de plus de 7 ans se situe autour de 29% (40% si on considère la population de plus de 15 ans), mais avec une forte différenciation par genre étant donné que ce niveau arrive à 35% pour les femmes, dans le cadre d'un contexte sub-continental où le pourcentage moyen d'analphabètes est de 16,6%. Bien qu'à partir de 1996 la couverture de l'éducation primaire ait augmenté considérablement, elle reste très basse par rapport aux standards internationaux.

Les indicateurs de **santé** sont très préoccupants. Le taux de mortalité infantile dans les dernières 5 années était de 38,6%, alors que la moyenne d'Amérique Latine est de 28% et le niveau de dénutrition des enfants est parmi les plus hauts au monde, avec 44% des enfants au-dessous de 5 ans qui souffrent une croissance déficiente.

L'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD en 2003 accusait 0,672, en classant le pays 121^{e} sur 177.

B - Economie[25]

L'austérité de la politique fiscale et monétaire, les taux d'intérêt et l'augmentation du prix du pétrole avaient freiné la croissance entre 2001 et 2004, mais la situation a tout l'air de s'améliorer. Le taux de variation du PIB (à prix constants) en 2004 a progressé par rapport à 2003 (2,1%), en atteignant 2,7%, alors que les estimations pour 2005 calculent un taux de variation de 3,2% et les prévisions pour 2006 sont encore meilleures, autour de 4,4. Le PIB (à prix courants) en 2004 était de 28 562 millions de dollars, et les estimations pour 2005 donnent un PIB de 32 161 millions, qui devrait encore augmenter en 2006 (Banco de Guatemala). Le revenu per capita est autour de 2000$, qui place le pays au 133 ^{e} rang parmi tous les pays du monde.

La dette extérieure, qui s'élève à presque 4000 millions de dollars (Banco de Guatemala), affaiblie l'économie en créant une forte dépendance des capitaux à court terme. La dette publique interne est d'environ 5,5% du PIB, l'externe s'élève à 12,7 % en grevant lourdement sur le budget. Néanmoins, la nouvelle administration (janvier 2004) du président Oscar Berger, appuyée par des groupes industriels importantes, a généré des expectatives de croissance.

En 2003, 37,2 % de la population était occupées dans l'agriculture, 22 dans l'industrie, 48,8 dans les services (CEPAL, 2004). D'ailleurs, l'agriculture reste la principale source de revenu pour 87% des pauvres. La pression de plusieurs organisations internationales envers un modèle agricole orienté vers l'exportation contribue à la concentration des terres et encourage les grands producteurs à profiter des terres fertiles et d'une main-d'oeuvre à très bon marché. Le résultat est un type d'agriculture duale, avec d'un côté les produits d'exportation des grandes exploitations de la côte, de l'autre les minifundia des petits producteurs consacrés aux cultures vivrières du système maïs-haricots.

Les productions dominantes sont celles de canne à sucre, maïs, bananes, café vert, cardamome, coton et viande de poule indigène. Les exportations agricoles (1220 millions de dollars) concernent essentiellement le café vert (21,5%), le sucre (18,6 %), les bananes (17,8 %). Elles constituent presque **50%** des exportations totales, alors que cette valeur était encore égale à **71%** en 1990 et alors que la

[25] Les sources principales des données économiques sont CEPAL, 2004 et BM, 2005.

moyenne latino-américaine est de 16,8 (CEPAL, 2004). Très importantes sont enfin les exportations non traditionnelles, apparues plus récemment, comme les caoutchoucs, les orchidées, le bois, les roses, les fraises, les mûres.

En revanche, les importations concernent surtout les productions alimentaires (12,3% des importations agricoles en 2002), notamment le blé (10,1%) et le maïs (9%). En 2004, la balance agricole était positive, égal à 563 millions de dollars (FAOSTAT, 2005).

Le **café** a longtemps été le principal produit d'exportation de l'économie agricole et un élément de structuration de la société et de l'organisation politique, mais il est en train de perdre partiellement son importance économique. Cette perte d'importance est due essentiellement à l'augmentation d'autres ressources comme les transferts en dollars envoyés des Etats-Unis et le tourisme.

Cependant, la culture du café a une importance sociale énorme, puisqu'il constitue un peu moins de 30% du travail rural et que environ 4% du PIB et 17% de la population économiquement active en dépendent.

En outre, la culture du café est importante pour l'environnement et la conservation des ressources, s'agissant d'un système agro-sylvestre durable, qui protège le sol de l'érosion et maintient les niveaux de matière organique.

La crise de la caféiculture[26] qui a fait perdre au café presque 50 pour cent de sa valeur au cours des quatre dernières années a clairement affecté l'économie du pays. Les causes se trouvent notamment dans la libéralisation du marché et l'augmentation considérable de l'offre (Vietnam, Brésil).

Du point de vue économique, avec une perte de 23 dollars par quintal de café vert, la crise a mis en danger même la durabilité de l'activité productive pour beaucoup d'exploitants. Du point de vue social, on estime qu'en 2003 un tiers du travail généré par la récolte a été perdu, puis du point de vue agro-écologique la crise a impliqué un moindre soin dans le maintien des plantations, qui aura des effets négatifs dans les prochaines années. La stratégie proposée par l'Association Nationale du Café (ANACAFE) au Guatemala est surtout liée à l'amélioration qualitative et à la promotion de niches (cafés gourmets), ainsi qu'à des stratégies de diversification. En effet, au Guatemala, on cultive des cafés très prisés, grâce à la combinaison de sols volcaniques, climat tropicale et altitude optimale (+1360 m). Quarante-cinq pour cent du café exporté est de type SHB (*strictly hard bean*).

Cette année, heureusement, le marché du café à tout l'air d'être en train de s'améliorer. A partir du 21 décembre 2005, la valeur du café a commencé à croître à la Bourse de NY, et aujourd'hui le prix par quintal est autour de 107 $; ceci est dû a une réduction substantielle de l'offre (causée aussi par les ouragans qui ont affecté l'Amérique Centrale) et à l'augmentation de la demande, dans les pays consommateurs autant que dans les producteurs.

Le Guatemala a aussi une petite industrie minière de cuivre, fer, zinc et d'autres métaux, ainsi que la plus grande industrie manufacturière d'Amérique Centrale, bien qu'elle représente seulement 15% de son PIB (traitement des textiles, nourriture, papier, produits pharmaceutiques et caoutchouc).

26 Les gouvernements des pays producteurs de café ont accepté un plan visant à réduire l'offre en améliorant la qualité du café échangé sur les marchés internationaux. Oxfam demande l'adoption d'un plan d'urgence pour le café qui aura besoin du rassemblement et du soutien des principaux acteurs de l'industrie du café, afin que les torréfacteurs paient un prix décent aux exploitants agricoles (supérieur à leurs coûts de production), afin que ceux-ci puissent envoyer leurs enfants à l'école, payer leurs médicaments et acheter une quantité de nourriture suffisante. Les prix payés aux exploitants augmentent grâce à la réduction de l'offre et des stocks de café sur le marché par le biais des mesures suivantes: • Les torréfacteurs achèteront seulement le café conforme aux normes de qualité de base, proposées par l'Organisation internationale du café (OIC). • La destruction d'au moins cinq millions de sacs de café, financée par les gouvernements des pays riches et les torréfacteurs. En outre Oxfam demande la création d'un fonds visant à aider les exploitants pauvres à se tourner vers d'autres moyens de subsistance et à sortir de leur dépendance à l'égard du café et que les torréfacteurs augmentent la part du café du Commerce équitable (OXFAM, 2002).

Le secteur accumule plus de 5 ans de stagnation, à cause de la faiblesse des investissements et de la compétitivité.

En revanche, le commerce, le tourisme et les services financiers ont crû au même rythme que le PIB. La balance commerciale du pays est négative, avec un déficit d'environ 4870 millions de dollars en 2004 (Banco de Guatemala).

Pour conclure, on est obligé de mentionner l'importance des transferts des émigrés pour l'économie du pays. Leur valeur est autour de 80% de la valeur totale des exportations.

C - Enjeux sociopolitiques

La stabilité politique commencée en 1996, avec la signature des accords de paix, a créé évidemment un espace plus propice à l'amélioration des perspectives de développement. Une importance croissante a été assignée à la décentralisation et à la participation civile.Il existe quelques programmes d'un intérêt cetain comme le Système Intégral d'Attention Sanitaire (SIAS) et le Programme National d'Autogestion pour le Développement Educatif (PRONADE), ainsi que l'approbation en 2002 de la Loi de Décentralisation, du Nouveau Code Municipal et de la Loi des Conseils de Développement Urbain et Rural.

Et pourtant les conséquences d'un conflit qui a fait plus de 100 000 morts, 40 000 disparus et environ 1 million de réfugiés seront lents à disparaître. La diffusion endémique d'armes à feu et les taux de violence sont parmi les plus hauts d'Amérique. Plus de 3500 morts violentes sont enregistrées chaque année dans le pays (avec la capitale en tête) et l'insécurité publique est devenue un véritable problème pour la cohabitation sociale au Guatemala. Les défenseurs des Droits de l'Homme, les journalistes et les officiers de tribunaux sont toujours les principales cibles de crimes violents et de menaces. Les causes sont diversifiées : la culture autoritaire, la pauvreté et l'inégalité s'ajoutent au pouvoir croissant du crime organisé et de l'inefficacité de l'Etat pour atteindre sa mission d'ordre et justice.

Pour se faire une idée de la situation dans le pays, voici les Conseils aux voyageurs du Ministère d'Affaires Etrangères français du 7 mars 2006 : « Les conditions de sécurité se sont sensiblement dégradées au cours des derniers mois et elles ne s'améliorent pas. Aux risques d'agression à main armée, il convient d'ajouter le risque d'assassinat touchant des étrangers, jusqu'à ce jour relativement épargnés. Des bandes organisées et armées sévissent dans les zones touristiques sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans la région du Lac Atitlan ainsi que près des frontières. L'Ambassade de France au Guatemala recommande donc la plus grande prudence lors de déplacement dans le pays surtout dans les bus où les vols et agressions sont en augmentation »[27].

Le président Berger s'est engagé à donner un nouveau souffle aux mesures sociales prévues dans les accords de paix et souvent restées lettre morte. Mais les problèmes de faiblesse de ressources, la nécessité d'une réforme fiscale et plus généralement la légitimation de l'Etat lui-même, après des décennies d'autoritarisme, de corruption, de blanchiment d'argent et de détournement de fonds, sont encore à résoudre. Bien que les dépenses sociales aient augmenté considérablement, elles restent insuffisantes pour atteindre les objectifs établis dans les Accords de Paix : on souligne le fait incroyable que quoique le pourcentage des pauvres n'ait pas significativement varié ces dernières années, le pourcentage de pauvreté extrême a augmenté significativement, spécialement dans les zones rurales (NU, 2003).

27 http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/pays_12191/guatemala_12254/indpar exemplehtml

Chapitre III
La décentralisation au Guatemala

I- Le processus de décentralisation

La décentralisation est une des principales stratégies de démocratisation, quand elle signifie une distribution du pouvoir de l'Etat, à travers le transfert de compétences et ressources financières du gouvernement central aux gouvernements autonomes locaux. Les autorités locales, élues par les administrés, ont ainsi le pouvoir de décision dans la gestion administrative locale. Cela différencie la décentralisation de la déconcentration, où les compétences et les fonctions sont transférées à un organe subordonné au gouvernement central, sans lui donner le pouvoir de décision. Bien sûr, ce processus requiert l'existence de certaines conditions basiques, qui vont au-delà de l'existence du cadre légal adéquat. Tout d'abord, la volonté politique réelle des autorités du pouvoir exécutif doit être présente ; deuxièmement, les municipalités doivent avoir la capacité suffisante d'assumer et exécuter efficacement les fonctions qu'on leur transfère ; troisièmement une société civile organisée doit exister, avec un pouvoir d'initiative et une incidence sur la gestion publique. Il y a un rapport symbiotique entre la participation et la décentralisation. Les administrations infranationales étant plus près des administrés, elles sont censées pouvoir mieux répondre aux besoins locaux et pouvoir adapter efficacement les dépenses publiques. Mais cela n'est possible que s'il existe un flux d'informations entre les citoyens et les administrations locales.

Selon **la Loi Générale de Décentralisation (Dec. 14-2002, Guatemala)** la décentralisation de l'Organisme Exécutif a comme objet, parmi d'autres, d'améliorer l'efficience et l'efficacité de l'administration publique, déterminer les compétences et ressources qui doivent être transférées aux municipalités, universaliser la couverture et améliorer la qualité des services publics, faciliter la participation et le contrôle social, renforcer la capacité de gestion de l'administration publique locale et assurer que les municipalités aient les ressources matérielles, techniques et financières pour accomplir les fonctions qu'on leur assigne.

Il est incontestable donc que l'Etat guatémaltèque a effectué un choix clair en faveur de la décentralisation, en reconnaissant l'échec de l'Etat centralisé et le fait que l'investissement public privilégie la région métropolitaine et centrale, en nuisant aux autres régions, spécialement celles à prédominance indigène, où on trouve les indicateurs les plus élevés de pauvreté, mortalité infantile et maternelle, dénutrition chronique, etc.[28]

La question est maintenant plutôt de voir si ce choix sera vraiment rendu opérationnel, c'est-à-dire si on trouve dans le pays les trois conditions citées pour qu'une politique de décentralisation soit substantielle : volonté politique, capacités et participation civile.

Dans ce but, on propose tout d'abord un cadre synthétique du processus de décentralisation au Guatemala.

La Constitution Politique de la République, promulguée en 1985, incorpora pour la première fois dans l'histoire du pays deux mandats relatifs à la décentralisation :

a) Une des obligations fondamentales de l'Etat est celle de promouvoir de façon systématique la décentralisation économique administrative pour garantir le développement municipal adéquat du pays (Art. 119, incise b) ;
b) L'administration sera décentralisée (Art. 224).

28 Politique nationale de décentralisation, lancée le 23 mai 2005.

De leur côté, les entités locales (Art. 134) auront des obligations importantes, en termes de coordination avec la politique générale de l'Etat et notamment avec son organe de planification, c'est-à-dire le Secrétariat de Planification et Programmation de la Présidence de la République -**SEGEPLAN**.

La Constitution (Art.224) impose aussi la régionalisation du pays, qui a été avancée successivement en 1987 par la Loi Préliminaire de Régionalisation, qui a établi 8 régions, chacune composée de plusieurs départements. Les Régions ne constituent pas un autre niveau administratif, ce qui serait de trop dans un pays de cette dimension. Elles représentent plutôt une façon d'intégrer des espaces qui ont des caractéristiques communes (culturelles, naturelles, etc.), afin de formuler des politiques qui vont au-delà du département.

Une autre figure qui apparaît pour la première fois dans la Constitution est celle des Conseils de Développement Urbain et Rural (*Consejos de Desarrollo Urbano y Rural*), véritables instances de planification décentralisée et participative du développement.

Le thème de la décentralisation et de la participation apparaît aussi dans tous les **Accords signés au cours des négociations de paix** entre les représentants du Gouvernement du Guatemala et l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).

Ces accords représentent une sorte de plan de développement pour le pays. La décentralisation et la déconcentration des fonctions, des responsabilités et des ressources concentrées dans le gouvernement central y sont considérées comme des composantes essentielles du processus de modernisation de l'Etat qui permettra d'avoir une administration publique plus agile et efficace. La décentralisation doit assurer le transfert du pouvoir de décision et des ressources adéquates au niveau le plus approprié pour atteindre efficacement les demandes du développement économique et promouvoir une étroite interaction entre les organes de l'Etat et la population. La décentralisation est donc vue comme un moyen pour garantir l'efficacité de l'Etat, qui à son tour est un moyen pour atteindre les demandes de développement économique et social. Au Guatemala, le développement ne peut pas faire abstraction de la nécessité d'une répartition plus équitable de la richesse, étant les inégalités encore énormes.

Dans l'Accord sur les Aspects Socio-économiques et la Situation Agraire, signé le 6 mai 1996, dans le paragraphe I.5, on trouve un des plus importants supports à la décentralisation, quand on lit que la participation sociale doit être promue, dans le cadre de l'autonomie municipale. Dans ce but, un programme de formation municipale doit être réalisé, mettant l'accent sur l'aménagement du territoire, le cadastre, la planification municipale, l'administration financière, la gestion des projets et la formation des organismes locaux.

Les cinq gouvernements démocratiques qui ont suivi la Constitution de 1985 ont tous inclu la question de la décentralisation parmi leurs politiques, mais chacun en la définissant de façon différente et en agissant plutôt en termes de déconcentration et surtout sans définir auparavant les compétences et responsabilités qui correspondent à chaque niveau.

Finalement, en **2002,** le Congrès de la République, pendant l'administration de A. Portillo du Frente Republicano Guatemalteco -FRG- a restructuré le cadre légal de la décentralisation, auquel on fera référence ici : il s'agit de **la Loi des Conseils de Développement Urbain et Rural, la Loi de Décentralisation et le Code Municipal.**

La Loi des Conseils de Développement Urbain et Rural (Dec. No. 11-2002, en vigueur à partir du 15 avril 2002), contient les normes relatives au **Système des Conseils** qu'on définit comme le principal moyen pour permettre la participation de la population indigène maya, xinca, garífuna, comme celle de la non indigène, à l'administration publique, dans le but d'atteindre la planification démocratique du développement. L'objectif du système est celui d'organiser et cordonner l'administration publique au moyen de la formulation de politiques de développement, plans et programmes de budget et de la promotion de la coordination interinstitutionnelle, publique et privée.
Ses principes généraux sont :

- le respect des cultures et des populations qui cohabitent au Guatemala et la promotion de l'harmonie dans les relations interculturelles ;
- l'optimisation de l'efficacité et de l'efficience à tous les niveaux de l'administration publique ;
- l'assignation, à chaque niveau de l'administration, des fonctions que chaque niveau puisse réaliser le mieux et la promotion de la participation civile, sans aucune discrimination ;
- la conservation de l'équilibre environnemental et le développement humain, en se basant sur les visions du monde maya, xinca et garífuna;
- l'équité de genre.

Les Conseils se composent des représentants du secteur public et privé du niveau territorial correspondant. Ses fonctions principales, à part celles assignées initialement par la Constitution, se réfèrent à promouvoir la participation de la population dans l'identification et la solution de ses problèmes, à évaluer l'exécution des plans et programmes de développement en proposant des mesures correctives, à établir les besoins financiers et à administrer les ressources correspondantes. Le système des Conseils est structuré selon les niveaux territoriaux. Cinq niveaux ont été prévus : le national, le régional, le départemental, le municipal et le communautaire.

.

Tableau 5 : Le système des Conseils.
Conseil National de Développement Urbain et Rural (CONADE)
Conseil Régional de Développement Urbain et Rural (COREDE)
Conseil Départemental de Développement Urbain et Rural (CODEDE)
Conseil Municipal de Développement Urbain et Rural (COMUDE)
Conseil Communautaire de Développement Urbain et Rural (COCODE)

La première législation relative au système des Conseils date de 1987, mais elle fut durement attaquée au début par l'opposition politique. En 1988, la Cour de Constitutionnalité déclara les Conseils locaux inconstitutionnels, n'étant pas formés à travers la représentation populaire et constituant une attaque contre l'autonomie municipale. Le reste du système ne marchait pas non plus, surtout à cause du manque de volonté politique à tout niveau.

Seulement en 1994, après la création du Fond de Solidarité pour le Développement Local, les coordinateurs régionaux, les gouverneurs et les maires commencent à s'intéresser au fonctionnement des Conseils. Mais ils n'ont pas longtemps fonctionné d'une façon correcte comme instances de discussion et autorisation des projets présentés par les municipalités, en se basant sur des véritables critères de priorité, utilité, population bénéficiaire etc. Au contraire, ils se limitaient à recevoir les demandes et à les approuver ou à les rejeter, en utilisant souvent des critères politiques.

En 1997 fut créé le **Secrétariat de Coordination Exécutive de la Présidence (SCEP),** la dépendance gouvernementale rectrice de la décentralisation qui coordonne tout le système des Conseils aux différents niveaux. Par exemple, un projet quelconque qui provient d'un COCODE doit être approuvé par le COMUDE et, successivement, par le niveau départemental, puis le régional. Ce dernier analyse et approuve éventuellement la proposition d'investissement régional et la transfère à la SCEP, qui définit le budget d'investissement et présente la proposition à SEGEPLAN. Enfin, la proposition est approuvée par le Congrès de la République.

Mais c'est avec la nouvelle législation de 2002, que l'on crée vraiment la possibilité de réaliser des progrès en termes de décentralisation et de participation sociale. Le système des Conseils de développement locaux est réactivé et des nouveaux mécanismes et procédures de participation sont introduits.

De plus, le processus institutionnalisé pour la reconnaissance des formes d'organisations (autorités et communautés) des populations indigènes se concrétise, en même temps que les procédures pour être consultées, conformément aux obligations des Accords de Paix et de la Convention 169 sur les

populations indigènes et tribales de l'Organisation International du Travail (OIT), ont été ratifiés par le Guatemala en 1996 et possèdent donc force de loi.

Dans notre perspective proprement communautaire, on va se focaliser sur deux niveaux de Conseils, c'est-à-dire le COMUDE et le COCODE. **Le Conseil Municipal de Développement (COMUDE)** est composé du maire de la municipalité, d'autres figures d'appui décidées par le même Conseil (conseillers), jusqu'à 20 représentants des Conseils Communautaires de Développement et représentants des entités publiques et de la société civile locale. **Le Conseil Communautaire de Développement (COCODE)** se compose du maire auxiliaire qui le préside et de 12 représentants élus par l'assemblée générale de la communauté. Pour faciliter le fonctionnement des conseils communautaires, les municipalités qui ont beaucoup de communautés (plus de 20 Conseils Communautaires) pourront créer un Conseil communautaire de développement de deuxième niveau.

1. Le gouvernement municipal

En ce qui concerne le gouvernement municipal, dans la Constitution, on trouve un chapitre entier sur le sujet. L'article 257 établit que 10% des recettes de l'Etat doivent être virées aux municipalités qui devront en utiliser 90% pour les dépenses d'investissement et pourront utiliser les 10% restant pour ses dépenses de fonctionnement. Il s'agit d'une mesure de décentralisation très importante qui a permis aux recettes totales des municipalités d'augmenter énormément. Bien sûr, les virements enlèvent de l'autonomie, mais on doit quand même en souligner l'importance, surtout pour des municipalités très pauvres ou qui ont une très faible capacité de perception.

L'organisation et les fonctions du gouvernement municipal sont établies dans le **Code Municipal**, (Dec. No. 12-2002, en vigueur à partir de juillet 2002).

Il affirme que la municipalité est l'unité basique de l'organisation administrative et territoriale de l'Etat et la plus proche des citoyens. Selon l'Article 2 du Code Municipal, la municipalité doit chercher le bien commun de tous ses habitants, dans un cadre de multiethnicité, pluriculturalisme et multilinguisme. La municipalité est autonome, c'est-à-dire qu'elle élit ses autorités et gouverne et administre ses intérêts à travers elles, obtient et dispose de ses ressources patrimoniales, fournit les services publics locaux, s'occupe de l'aménagement territorial de sa juridiction, ainsi que de son développement économique et émet ordonnances et règlements.

Clairement, la municipalité cordonne ses politiques avec les politiques générales de l'Etat, dont elle a l'obligation d'accomplir les buts et devoirs. Mais elle a aussi des **fins propres** qui sont :

- exercer et défendre l'autonomie municipale ;
- impulser de façon permanente le développement intégral de ses habitants ;
- veiller à son intégrité territoriale et renforcer son patrimoine économique, culturel et naturel ;
- promouvoir de façon permanente et systématique, la participation effective, volontaire et organisée des habitants sur les sujets municipaux.

Les principales **compétences** propres de la municipalité, son champ d'action naturel, sont :

- l'approvisionnement domiciliaire d'eau potable ;
- les égouts ;
- l'éclairage public ;
- la ramassage et le traitement final des ordures solides ;
- les marchés ;
- les chemins ruraux et les rues publiques urbaines ;
- le transport de passagers ;
- les licences de construction de travaux publics et privés ;
- les parcs et les jardins.

A part ses propres compétences, l'Etat peut déléguer des compétences à la municipalité, en lui transférant aussi les ressources nécessaires et tout en respectant son acceptation et son pouvoir d'auto-organisation des services.

L'autorité la plus importante de la municipalité est le Conseil Municipal qui est formé par le Maire, qui le préside, et les Conseillers Municipaux, qui sont tous élus. Le Conseil réalise au moins une séance publique par semaine, et doit avoir au moins neuf commissions obligatoires (Art.36 du Code Municipal) : Education et culture ; Santé ; Services et infrastructure ; Promotion économique et tourisme ; Décentralisation et participation citoyenne ; Finances ; Probité ; Droits de l'Homme et paix ; Famille et femme.

Un des bureaux obligatoires dans la municipalité est le Bureau Municipal de Planification (**Oficina Municipal de Planificación, OMP)**[29]. Déjà la Loi des Conseils prévoyait la présence d'une Unité technique (UT) dans chaque niveau de Conseil pour l'assister dans l'élaboration et l'exécution des politiques, plans, programmes et projets de développement. Maintenant le Code Municipal enrichit cette unité, en imposant la création d'un véritable Bureau de planification, qui coordonne l'élaboration des diagnostics, plans, programmes et projets de développement local. Ce bureau doit aussi recueillir et ordonner toute l'information statistique de la municipalité et est responsable pour produire l'information précise et de qualité requise pour la formulation et la gestion des politiques publiques municipales.

Le fonctionnement correct d'un bureau de cette sorte devrait permettre de compter sur l'appui technique nécessaire pour travailler avec une vision intégrale de long terme, en passant d'une municipalité qui est seulement prestataire de services, à une municipalité qui est promotrice de développement local.

De plus, avant 2006, toutes les municipalités devaient créer une unité d'Administration Financière Intégrée Municipale (Art. 97, 98, Code Municipal) à laquelle correspondent l'élaboration, la programmation et l'évaluation de l'exécution du budget, administrer les recettes et les paiements, tenir la comptabilité et contrôler la dette municipale.

Un aspect très innovateur introduit par le Code Municipal de 2002 est la procédure de consultation de citoyens lorsqu'il s'agit des questions importantes. La consultation peut être aussi demandée par initiative populaire et si au moins 20% des ayants droit participe, le résultat est acquis. Enfin, quand il s'agit d'affaires qui concernent les communautés indigènes ou ses autorités, le Conseil devra aussi les consulter.

Le Conseil Municipal doit aussi reconnaître les Maires Auxiliaires (*alcaldías auxiliares*), comme entités représentatives des communautés. Le Maire de la municipalité nommera l'auxiliaire sur la base de sa désignation ou élection faite par la communauté. Il sera le véritable représentant de la municipalité dans la communauté et il garantira la communication entre les deux niveaux.

On remarque aussi que la Loi Générale de Décentralisation (2002) prévoit la possibilité de décentraliser le pouvoir de décision et les compétences aussi aux communautés, bien qu'en comptant avec la participation des municipalités.

Pour mieux réaliser ses activités, deux municipalités ou plus, peuvent aussi s'associer et former une ***mancomunidad*** (= alliance entre plusieurs municipalités).

On se rappelle, enfin, que selon la Loi des Conseils de Développement Urbain et Rural, dans chaque municipalité doit se constituer un Conseil Municipal de Développement (COMUDE), présidé par le maire et composé par des Conseillers désignés par le Conseil Municipal, par les représentants des Conseils Communautaires de Développement (COCODE) et des institutions publiques et privées qui travaillent dans la municipalité. Le COMUDE représente donc la principale instance de participation et de communication entre les autorités municipales et la société civile. Ses propositions ne sont pas

29 Art. 95 du Code Municipal.

obligatoires, mais à cause du fait que sa conformation coïncide en partie avec celle du Conseil Municipal, la communication entre les deux instances est évidente.

En ce qui concerne **les finances municipales,** on doit tout d'abord préciser que l'approbation, ainsi que le contrôle de l'exécution et l'évaluation du **budget** municipal est une compétence du Conseil Municipal. Son élaboration, programmation et évaluation de l'exécution est une tâche d'un bureau qui doit exister (à partir de 2006) dans chaque municipalité : *l'Administration Financière Intégrée Municipale.*

Etant donné que le budget est l'expression financière des décisions politique prises par le Conseil Municipal, il représente donc un important instrument d'administration, mais aussi de planification.

L'Article 131 du Code Municipal établit que la municipalité doit disposer et administrer équitablement son budget annuel parmi les communautés rurales et urbaines, indigènes et non indigènes, tout en considérant la densité de la population, les besoins de base insatisfaits, les indicateurs de santé et d'éducation, la situation de l'environnement et sa disponibilité des ressources financières.

Encore plus intéressant est l'Article 132 du Code Municipal, sur la participation des organisations communautaires dans la formulation du budget municipal. On y lit que le maire, en composant le budget, **peut** intégrer les engagements pris dans le cadre du Conseil Municipal de Développement, ainsi que les recommandations de l'OMP. De plus, il établira les mécanismes qui assurent aux organisations communautaires l'opportunité de communiquer et de discuter avec la municipalité les projets que celles-ci voudraient inclure dans le budget. Le Conseil informera les organisations communautaires sur les critères et limitations techniques, financières et politiques qui ont déterminé l'inclusion ou l'exclusion des projets dans le budget.

Enfin, pour permettre **l'audit social,** le Conseil Municipal portera, tous les trois mois, l'information sur l'état des recettes et dépenses du budget au Conseil de Développement Municipal. La même information doit être à disposition des communautés à travers les maires communautaires (ou maires auxiliaires) et la population en général.

2. D'où viennent les recettes municipales ?

Les sources des recettes municipales sont nombreuses (Art.100 Code Municipal) :

Tableau 6 : Les recettes municipales		
1. **Recettes propres ou de perception locale**	**Recettes tributaires**	Il s'agit des impôts que l'Etat attribue à la municipalité. Par exemple impôt sur les activités commerciales, sur la télévision câblée, l'IUSI (impôt unique sur les immeubles)[30].
	Recettes non tributaires	Il s'agit des paiements établis par la municipalité en échange d'un service : par exemple taxations administratives ou pour un service, amendes etc.
2. **Virements du gouvernement**	**Assignation constitutionnelle** (dont les 90% doit être utilisé pour des dépenses d'investissement en projets d'éducation, santé, infrastructure et services publics)	L'Art.257 de la Constitution : oblige à virer aux municipalités **10%** du budget de l'Etat[31].

30 On remarque que la perception de l'IUSI est limitée aux municipalités qui montrent qu'elles possédent les exigences nécessaires à sa perception autonome. Dans ce cas, 100% de la perception reste à la municipalité, qui doit en investir 70% en services basiques et travaux d'infrastructure d'intérêt collectif. Elle peut en destiner jusqu'à 30% aux dépenses de fonctionnement. En 2004, 178 municipalités percevaient l'IUSI.

31 Pour ce qui se réfère à l'assignation constitutionnelle, sa distribution n'est pas aléatoire, mais répond à 5 critères spécifiques qui sont : 25% par rapport à la population totale de chaque municipalité, 25% en parts égales parmi les 331 municipalités ; 25% proportionnellement au revenu per capita de chaque municipalité (récompense la perception locales) ; 10% inversement proportionnel au revenu per capita (récompense les

	IVA-PAZ (dont 75% doit être utilisé pour dépenses d'investissement en projets d'éducation, santé, infrastructure et services publics)	La Loi de l'IVA, Art. 10, Dec.66-2002 établit que **1,5** % de l'IVA doit être distribué parmi les municipalités.
	Impôt sur la circulation des véhicules (dont 97,5 doit être utilisé pour dépenses d'investissement en projets de maintenance, amélioration, construction de chemins, routes, ponts etc.)	
	Impôt sur les dérivés du pétrole	
	IUSI	Pour les municipalités qui ne la perçoivent pas de façon autonome.
3. Crédit	**Prêts (**de l'Institut de Promotion Municipale -INFOM- ou de la banque privée nationale)	On ne peut pas financer avec les prêts les dépenses de fonctionnement, mais seulement les investissements.
4. Le processus de décentralisation	**Transferts des ressources relatives au transfert de compétences**	Selon la Loi Générale de Décentralisation, chaque municipalité peut solliciter son incorporation au processus de décentralisation. Dans le cas où sa demande est acceptée, l'Organisme Exécutif lui transférera non seulement la compétence, mais aussi les ressources techniques et financières nécessaires.
5. Les fonds sociaux	**FIS ; FONAPAZ ; FODIGUA ; FOGUAMA**	Les fonds sociaux exigent que les projets soient produits d'un processus de planification participative réalisé dans le cadre des Conseils de Développement.
6. Donations de la Coopération Internationale	**ACDI, AECI, ASDI, BID, BM, GTZ, JICA, KfW ; PNUD, NU, UE, USAID.**	
7. Donations du secteur privé		

On pourrait dire qu'au Guatemala les mesures fiscales ont été parmi les plus importantes mesures de décentralisation, notamment le transfert du 10% constitutionnel, de l'IVA-PAZ et la possibilité de toucher directement l'Impôt Unique Sur les Immeubles (IUSI).

Or, si on regarde le faible taux de perception de cet impôt on se rend bien compte de la nécessité de deux éléments fondamentaux en tout processus de décentralisation, c'est-à-dire la préparation adéquate de l'entité qui reçoit la responsabilité et sa légitimité. Bien sûr, dans les dix dernières années, un grand effort a été fait, et en 2004 plus de la moitié des municipalités ont perçu l'IUSI (178 sur 331), alors qu'en 1995 seules 11 l'avaient perçu. Néanmoins, la perception totale propre des municipalités reste encore trop faible, tout en limitant l'autonomie financière[32].

Une grande avance en termes de déconcentration des dépenses publiques a été aussi la création du **Système Intégré d'Administration Financière (SIAF)**, qui a permis aux différents ministères d'administrer directement les ressources qui lui sont assignées par le budget d'Etat et aux citoyens d'obtenir de l'information sur la façon de destiner et dépenser les ressources aux différents niveaux (audit social)[33]. L'objectif principal était de renforcer l'efficacité, la responsabilité et la transparence des

municipalités les plus pauvres) ; 15% proportionnellement au nombre de communautés. Les mêmes règles s'appliquent à la distribution des autres virements du gouvernement.

32 En 1999, les recettes propres correspondaient en moyenne à 27% du total selon Funcede, 2001, cité par *Por una política efectiva de descentralización, Propuesta de Fortalecimiento Institucional de las municipalidades como motores de la descentralización, Centro de Investigaciones Economicas Nacionales* (CIEN), Guatemala, 2003.

33 Il s'agit du projet du Système Intégré d'Administration Financière et Audit Gouvernemental (SIAF-SAG), avec l'appui financier de la Banque Mondiale. Le SIAF est à charge du Ministère de Finances Publiques, lorsque le SAG est à charge de l'Organisme pour l'Inspection des Comptes.

fonctions d'administration financière et le contrôle du secteur public, concernant les aspects relatifs aux recettes et dépenses publiques, la programmation du budget, la gestion de la dette, l'agilité et la transparence de paiements.

Maintenant, le grand défi est l'intégration au système des entités décentralisées, soit des entreprises publiques, soit des municipalités, afin de rendre encore plus transparente la gestion étatique. Finalement, pour améliorer l'audit social, le portail de transparence municipale, **http://siafmuni.minfin.gob.gt,** a été créé, ce qui permet de consulter l'exécution du budget de n'importe quelle municipalité du pays à travers les rapports consolidés mensuellement.

3. Santé et éducation

Deux exemples récents de programmes dont on a transféré les fonctions au niveau local sont le SIAS[34] (le Système Intégré d'Attention en Santé) et le Programme National d'Autogestion pour le Développement Educatif (PRONADE).[35] Il s'agit de programmes ayant remporté un certain succès, quant à l'augmentation de la couverture de la santé et de l'éducation, à l'amélioration des services, à la garantie de la participation des bénéficiaires (par exemple les parents). Néanmoins, du moment où le Ministère correspondant maintient le contrôle sur le processus d'exécution, on ne peut pas les considérer comme des processus de décentralisation au sens étroit. Il s'agit plutôt d'une concession ou délégation, lorsque les activités du SIAS et du PRONADE sont exécutées par des organisations communautaires, ONG, églises, coopératives et, dans le cas du SIAS, également par les municipalités[36].

4. Les fonds sociaux

Il faut également tenir compte des Fonds Sociaux. A partir de la création du Fond National pour la Paix (FONAPAZ) en 1992, de nombreux fonds sont apparus au Guatemala ; ils ont permis d'investir les ressources publiques rapidement, raison pour laquelle ils sont devenus des substituts des ministères dans l'exécution des ouvrages publiques. C'est pour cela qu'aujourd'hui une grande partie de l'investissement social se fait au moyen des fonds, qui ont beaucoup augmenté leur poids dans le budget, autour de 9% (Ministère de Finances). Ils utilisent souvent des mécanismes de consultation des communautés pour la réalisation des projets, mais on sait très peu de chose sur les résultats de ces consultations.
Les fonds peuvent être autonomes ou dépendre d'un secrétariat ou d'un ministère.

Les trois fonds les plus importants dans le pays sont le **FIS, le FSDC et le FONAPAZ**, mais on trouve aussi les FONACON, FODIGUA, FONAGRO, FONATIERRA, PRONADE, FOGUAVI.

A travers le SIAF, le budget est formulé par résultats, de façon déconcentrée pour chacun des Ministères et des Secrétariats et successivement consolidé dans le Budget Général des Recettes et Dépenses de l'Etat. La base de données est centralisée et se trouve dans les ordinateurs du Ministère de Finances, mais tous peuvent y accéder par Internet. A la page http://transparencia.minfin.gob.gt, on peut trouver l'exécution de la gestion de l'administration publique à partir de 1998, en accédant à l'exécution du budget et à l'information sur la dette publique. Le projet a donné aussi son appui au Secrétariat de Planification et Programmation de la Présidence (SEGEPLAN) et au Ministère de Finances Publiques dans l'organisation du nouveau Système National d'Investissement Public (SNIP), instrument nécessaire pour évaluer les options d'investissements les plus rentables du point de vue économique et social.

34 Le SIAS a été très efficace dans le développement des services de santé, il est présent dans les 22 départements et la couverture de vaccination atteint par exemple des niveaux supérieurs à 90%. La couverture relativement à la première visite a atteint 3,5 millions de gens en 2001.

35 En 1998 le PRONADE a fourni ses services à plus de 175.000 enfants dans 20 départements du pays et 2.841 communautés. La priorité est donnée aux trois premiers niveaux de l'école primaire, ainsi qu'aux communautés rurales qui n'ont pas reçu de visite du Ministère de l'Education.

36 Dans le cas du PRONADE, les exécuteurs principaux sont les Comités (COEDUCA) formés par les pères de famille, qui reçoivent l'appui des Institutions des Services Educatifs (ISE), qui signent un contrat avec le Ministère d'Education et sont responsables du transfert des ressources aux COEDUCA, de la formation, de la surveillance. Les ISE dépendent donc directement du Ministère.

- Le FIS (Fond d'Investissement Social), par exemple, est indépendant. Il n'accepte que les projets qui incluent un apport communautaire, en moyenne 12%. Quatre-vingts pour cent des projets se travaillent avec les communautés, 5% avec les municipalités et 5% avec les organisations et les autres entités.

- Le FONAPAZ (Fond National pour la Paix) appartient au secrétariat de l'Exécutif, est le plus vieux et fonctionne comme un intermédiaire financier, en fournissant les ressources afin que les communautés et les autres institutions exécutent les projets sélectionnés. Dans ce cas, les communautés et les municipalités doivent aussi apporter des ressources (argent, biens ou travail), mais cela n'est pas fondamental.

- Le FSDC (Fond Social pour le Développement Communautaire) est aussi déconcentré, et pas décentralisé. Le dernier mot par rapport aux projets est aux gouverneurs départementaux, les coordinateurs régionaux et le Secrétariat de Coordination Exécutive de la Présidence (SCEP).

En conformité avec la nouvelle Loi des Conseils de Développement Urbain et Rural (2002), les ressources des fonds sociaux seront assignées en se basant sur les politiques, les plans et les programmes priorisés par le Système des Conseils de Développement, avec l'appui technique du Système National d'Investissement Public (SNIP), ce qui devrait obliger les fonds à se concerter avec les Conseils et les municipalités.

Il s'agit d'une affirmation d'importance énorme si l'on considère que le fonctionnement des fonds a été longtemps critiqué, à cause des influences politiques dans la définition des projets et au manque d'intégration des initiatives dans une planification nationale claire et participative.

II - Evaluation

En voulant maintenant essayer d'évaluer l'application des choix du législateur relativement à la décentralisation,et l'institutionnalisation du système des Conseils et des pratiques décentralisées, on peut sûrement dire que beaucoup a été fait dans ce sens, mais que l'objectif n'est pas encore atteint.

Dans son rapport exécutif de sa deuxième année de gouvernement, l'actuelle administration Berger a résumé de cette manière les avances de la décentralisation :

Tableau 7 : Les avances de la décentralisation.	
Qu'est-ce qu'elle nous offre ?	• Renforcer les Conseils Régionaux, Départementaux et Municipaux de Développement ; • Déconcentrer fonctions et ressources matérielles, humaines, financières ; • Décentraliser les services sociaux et les mécanismes d'administration financière et de fiscalisation.
Situation en janvier 2004	• Non-application de la Loi de Décentralisation, pour ce qui se réfère à l'élaboration de la Politique Nationale de Décentralisation.
Résultats 2004	• Fonctionnement du Sous-Secrétariat pour la Décentralisation dans la SCEP ; • Socialisation et divulgation de la Politique Nationale de Décentralisation.
Résultats 2005	• Lancement officiel de la Politique Nationale de Décentralisation (PND) ; • Réactivation d'un Réseau d'Institutions pour la Formation Municipal (Renicam), comme une base pour la formulation du Plan National de Formation Municipal (Planacam), prévu dans la PND ; • Amélioration de la participation sociale, à travers le renforcement des Conseils de Développement et les *Gabinetes Moviles*[37] ; • Renforcements des municipalités et des instances représentatives, comme l'Anam, l'Agai et l' Asnugom ; • Démarrage du processus de transfert de compétences et ressources au niveau local.
Actions futures (2006-2007)	• Renforcement de la SCEP ; • Mise en marche du Conseil National de Développement Urbain et Rural et de l'ensemble du système des Conseils ; • Réforme du cadre légal pour ce qui se réfère à la gestion municipale et territoriale et divulgation des lois et des politiques qui le concernent ; • Suivi de la décentralisation et de la déconcentration dans toutes les dépendances de l'Etat ; • Création de programmes orientés à combattre la pauvreté et à promouvoir l'égalité ethnique et de genre dans toutes les politiques de décentralisation ; • Renforcer l'institutionnalisation des *mancomunidades* des municipalités.

En mai 2005, l'Etat a donc lancé la politique de décentralisation de l'organisme Exécutif, tout en reconnaissant le fait qu'elle est le moyen le plus idoine pour la réduction de la pauvreté et des inégalités,

37 Les *gabinetes moviles* sont une initiative du gouvernement actuel finalisée pour rapprocher ce même Gouvernement des entités locales et de leurs besoins. Il s'agit de rencontres des fonctionnaires du Gouvernement central avec les députés, les gouverneurs, les maires, les conseils de développement, les leaders communautaires et la population.

comme pour la consolidation d'une société démocratique et juste. En lisant attentivement le document en question, on se rend bien compte que la décentralisation est encore un objectif de long terme.

On peut lire dans ce rapport que le Gouvernement promouvra le transfert des fonctions, des ressources et de la prise de décisions vers les gouvernements municipaux, tout en gardant ses fonctions normatives et de régulation; il continuera à être responsable de la gestion de la politique de développement, de la réforme et gestion de l'administration publique, de l'établissement des normes de qualité pour la prestation des services publics. Dans le cadre de la décentralisation, le gouvernement avancera aussi dans la déconcentration de l'administration en faveur du niveau départemental.

Les principes régissant la Politique Nationale de Décentralisation seront :

- L'autonomie des municipalités ;
- L'efficacité dans la prestation de services publics ;
- La solidarité sociale ;
- Le respect de la réalité multi-ethnique, pluriculturelle et multi-langue du pays ;
- L'équité économique, sociale et de genre dans la prestation des services ;
- La réduction et l'éradication de l'exclusion sociale, de la discrimination et de la pauvreté ;
- La participation des citoyens ;
- La non-discrimination ;
- La subsidiarité.

Parallèlement, les **valeurs fondatrices** de la politique seront : le développement intégral de tous les Guatémaltèques, l'équité, l'intégration sociale, la justice, la confiance et l'harmonie nationale.

L'objectif général de la politique est l'élévation du niveau de vie de tous les Guatémaltèques. Quant aux **objectifs spécifiques** :

- La déconcentration des compétences envers les départements et la décentralisation des compétences envers les municipalités ;
- La modernisation de l'administration publique ;
- L'amélioration de la capacité de gestion des gouvernements municipaux, surtout en modernisant les finances municipales et la gestion des ressources humaines ;
- Le renforcement des capacités de la société civile en termes de planification, surtout des femmes et des jeunes organisés ;
- La promotion du développement économique local et rural intégral, dans une perspective de genre, interculturelle et environnementale.

Sur la base de ces cinq objectifs spécifiques, le Gouvernement définit **ses lignes d'action** :

1 Transfert de compétences

1.1 Elaboration d'une cartographie de la distribution actuelle des compétences parmi les différentes institutions et niveaux de gouvernement. Déterminer de façon concertée les compétences et les attributions à déconcentrer et décentraliser, en donnant la priorité aux secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité citoyenne, des infrastructures et de l'environnement. Par exemple, à court terme, l'Etat promouvra envers les municipalités la décentralisation de l'administration des structures éducatives, la première visite de santé, la gestion environnementale. Evaluation des capacités techniques, politiques et financières des municipalités pour assumer les nouvelles compétences. Etablir les modalités de financement des compétences décentralisées.

2 Modernisation de l'administration publique

2.1 Diagnostique des entités du Gouvernement. Formation des fonctionnaires. Harmonisation des lois relatives au processus de décentralisation, spécialement la Loi de Contrats de l'Etat, la Loi Organique du Budget et ses règlements, la Loi de l'Organisme Exécutif, et la législation relative à la participation sociale. Modernisation du Service Civil et création de la Carrière Administrative.

3 Amélioration de la capacité de gestion des gouvernements municipaux

3.1 Modernisation des finances municipales à travers : l'approbation du Code Tributaire Municipal pour renforcer les recettes propres des municipalités, en promouvant le plus possible leur incorporation à l'IUSI; l'appui à l'installation de l'Administration Financière Intégrée Municipale dans toutes les municipalités ; l'intégration de toutes les municipalités au SIAF SAG pour rendre transparentes leur finances; la correction de la formule employée pour l'assignation constitutionnelle afin d'éliminer les distorsions qu'elle provoque.

4 Modernisation de la gestion des ressources humaines des municipalités

4.1 Emission d'une nouvelle Loi de Service Municipal, pour établir une vraie carrière administrative municipale. Promotion de la restructuration des structures et mécanismes de gestion de la municipalité. Promotion du programme national de formation et renforcement municipal, tout en consolidant le Réseau National des Institutions de Formation Municipale (RENICAM). Moderniser les Fonds Sociaux afin qu'ils assignent ses ressources sur la base des politiques, des plans et des programmes priorisés dans les Conseils de développement et en articulation avec les politiques sectorielles.

5 Renforcement des capacités de la société civile

5.1 Renforcer les Conseils de Développement à travers : les activités de formation, l'apport des ressources aux niveaux national, régional et départemental, la facilitation de formes variées d'organisation de la société civile et la conformation d'alliances stratégiques entre elles et l'administration publique. Garantir que les indigènes et les organisations de la société civile obtiennent une incidence effective dans la gestion publique, et notamment dans la planification démocratique du développement et la réalisation d'audit social sur la gestion publique.

6 Promotion du développement économique local et rural

6.1 Appui aux initiatives locales visant à établir des alliances stratégiques entre le secteur municipal et privé, national et étranger, pour promouvoir les investissements productifs. Promotion de la compétitivité économique locale et rurale. Facilitation de l'organisation des opérateurs économiques locaux. Appui aux municipalités afin qu'elles incorporent le développement économique local et rural dans leur gestion. Création d'incitations afin que les industries s'établissent dans des municipalités différentes du territoire métropolitain. Appui au développement des potentialités éco-touristiques locales.

Pour ce qui concerne la stratégie générale d'implémentation de cette politique, le gouvernement a prévu un long, un moyen et un court terme.

Dans le ***court terme,*** l'accent sera posé surtout sur les actions nécessaires pour renforcer la capacité de gestion des entités de l'Exécutif et les capacités des municipalités. On se réfère donc surtout à la définition des compétences de l'administration en relation avec le territoire, au renforcement de l'organe du gouvernement responsable de la programmation, direction et supervision de l'exécution de la décentralisation, à la formulation des politiques, des plans, des programmes et des lignes d'action relatives à la décentralisation, à la définition d'un système d'indicateurs pour évaluer le processus, à la promotion de la coopération intermunicipale et de la formation de *mancomunidades*, à la fourniture des ressources nécessaires par le Gouvernement et à la provision des services basiques aux populations les plus vulnérables.

Evidemment, la réforme du cadre légal du 2002, les exercices de planification stratégique développés par les COMUDES et les COCODES dans le cadre de la validation de la ERP (Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté)[38], les exercices de micro-planification réalisés par une quantité indéterminée de COCODES, les premières expériences de reddition de comptes dans quelques municipalités, la dotation financière provenant de l'IVA et d'autres sources représentent des progrès indéniables.
Toutefois, il faut encore beaucoup avancer afin que les Conseils constituent vraiment un espace de dialogue et concertation entre les citoyens et l'Etat. Les facteurs qui empêchent cette évolution sont nombreux. On remarque surtout :

- le fait que l'approche aux Conseils a été souvent orientée envers des projets d'infrastructure et, en conséquence, il n'a pas été un lieu de débat de politiques publiques ;
- le virement de fonds aux Conseils, comme l'IVA-PAZ, transféré par le CODEDE, a souvent miné l'autonomie des Conseils inférieurs qui se sont limités à l'administration de ce fond, sans considérer d'autres ressources ni débattre des politiques publiques ;
- on n'a pas construit légalement le système national de planification présidé par le Secrétariat de Planification et Programmation de la Présidence de la République -SEGEPLAN, dans lequel le système des Conseils doit s'intégrer pour garantir une véritable planification de double voie, c'est-à-dire du bas vers le haut, mais bien encadré dans les politiques nationales ;
- selon une étude réalisée par SEGEPLAN en 2005, l'état de l'intégration de la société civile dans les Conseils Départementaux (CODEDES) est encore incomplet, surtout en ce qui concerne les paysans et les ouvriers ;
- il n'y a pas un vrai intérêt dans le fonctionnement des Conseils aux niveaux régional et national. Le Conseil National, qui devrait être la tête de la structure de planification et devrait fonctionner en liaison avec l'Organisme Exécutif, n'a jamais fonctionné. De leur côté, les Conseils Régionaux ont été totalement inopérants, en raison du fait qu'ils ne correspondent à aucun niveau administratif et que ni le secteur public ni le privé n'ont reconnu l'importance de ce niveau pour traiter les affaires trans-départementales ;
- enfin, la base de la pyramide, c'est-à-dire les Conseils Communautaires (COCODES) et les entités qui les assistent (par exemple les OMP), n'ont pas les ressources financières suffisantes à cause du fait qu'il n'existe pas une assignation obligatoire de fonds aux municipalités expressément destinée à financer le système de planification participative. Et comme la situation financière des municipalités est souvent précaire, les réductions sur les dépenses se font souvent sur ce type de programmes qui sont facultatifs, et non obligatoires ;
- un élément fondamental pour garantir la décentralisation des décisions est enfin la déconcentration administrative, surtout au niveau départemental, afin que les maires n'aient pas à négocier leurs sujets avec les autorités centrales de la capitale.

La définition du cadre légal de la décentralisation n'est donc pas suffisante. Une véritable politique de décentralisation est nécessaire, dans laquelle toute l'administration publique se fonde et qui permette une participation citoyenne majeure. C'est aussi fondamental de redéfinir les fonctions de chaque niveau et les Lois-Cadre, comme la Loi de Contrats de l'Etat ou celle du Service Civil, parmi d'autres, qui rendent difficile la décentralisation des services demandés par la loi, comme l'éducation et la santé[39].

Dans l'actualité, 80 Conseils Municipaux de Développement se sont installés et les Conseils Départementaux ont été formés pour les renforcer, du moment qu'à partir de 2003 ils administrent des

38 En Novembre 2001 le Gouvernement approuva la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté. Néanmoins elle ne fut pas vraiment soumise à un processus participatif d'approbation, ni put compter sur les instruments nécessaires à réaliser un diagnostic exhaustif. En 2002, après l'approbation de la Loi sur les Conseils de Développement, SEGEPLAN lança un processus de formulation de Stratégies de Réduction de la Pauvreté à niveau municipal (ERPM) et départemental (ERPD), bien qu'indépendamment de la Stratégie de 2001 ! A partir des stratégies municipales et départementales la nouvelle stratégie nationale a été formulée.

39 La présente administration a aussi impulsé quelques reformes des macro-systèmes comme la Loi de l'Inspection des Comptes et la Loi de Probité. Elle a aussi créé la *Comisión Presidencial para la Reforma del Estado, la Descentralización y la Participación Ciudadana* –COPREDE-.

ressources financières (Decreto 66-2002) comme l'IVA-PAZ. Le 27 février, le président Berger a officialisé la création du Conseil National de Développement, formé par des représentants du secteur gouvernemental (parmi lesquels les coordinateurs des Conseils Régionaux), des dirigeants d'organisations de la société civile (travailleurs, coopératives, femmes, indigènes, paysans, etc.) et des représentants d'associations d'entrepreneurs, de l'université San Carlos et des universités privées.

Toutefois, les municipalités présentent encore un grave déficit en termes de :

- ressources humaines, lorsqu'on considère que les gens qui travaillent dans les municipalités n'ont pas, dans la majorité des cas, un niveau d'études universitaires ou l'expérience professionnelle suffisante ;
- ressources technologiques, lorsqu'on considère que la plupart des municipalités manquent d'ordinateurs, des logiciels nécessaires, ainsi comme de personnel qualifié ;
- ressources financières ;
- capacité de planification, vu que beaucoup de municipalités n'ont pas encore institué un Bureau Municipal de Planification/Bureau Technique Municipal (en 2003, seuls 69% en avaient un) (Fuentes & Asociados, 2003). De plus, en 2003, la majorité n'avait pas élaboré plus de 20 profils de projet ; ensuite, la capacité de réaliser des études de pre-investissement est très faible. Enfin, en 2003, seules 247 municipalités sur 331 disposaient d'un diagnostic municipal et 206 d'un enregistrement de nécessités des communautés ;
- décentralisation : bien qu'un grand nombre d'institutions, nationales et internationales, publiques et privées, soit en train de former les municipalités sur ces thèmes, beaucoup d'entre elles n'ont encore reçu aucune aide et ne se sont pas encore intégrées (ni ont l'intention de le faire) au processus de décentralisation.

En résumé, pour achever la décentralisation administrative, il sera nécessaire, tout d'abord, de définir les compétences des différents niveaux de gouvernement et de la population organisée. Il est également important de définir les compétences des fonds sociaux, en les obligeant à se coordonner avec les différentes autorités et surtout avec les municipalités.

Tout le budget doit être sujet au système d'Investissement public, car actuellement les pourcentages qui ne sont pas exécutés directement par les ministères (30% en 2003), mais par les municipalités (24%) ou par les fonds (10%) ou par d'autres programmes spécifiques, ne le sont pas (un total de 70%). En effet, on a très peu d'information sur l'investissement des municipalités comme des fonds sociaux.

Le SIAF devrait être présent dans toutes les municipalités et permettre l'accès à l'information la plus désagrégée possible.

III - Décentralisation et Capital Social

Dans le cadre de notre approche synergique au CS, l'institutionnalisation du système des Conseils au niveau municipal et communautaire devient un terme de référence obligé. Il constitue effectivement le cadre légal et politique de référence.

Cela se traduit par la nécessité de considérer le niveau de décentralisation au niveau communautaire et municipal parmi les composantes cognitives du CS de la communauté, parmi lesquelles on inclut donc les institutions en tant que règles du jeu.

Effectivement, une mesure directe et effective du CS d'une communauté doit nécessairement inclure les possibilités de participation qui lui sont offertes par le gouvernement municipal de référence, ainsi comme ses propres capacités d'organisation et autopromotion dans le cadre des Conseils Communautaires de Développement.

De cette manière :

1. la capacité de la communauté à s'intégrer au processus de décentralisation sera considérée à la fois comme CS *bridging* et *linking* ;

2. le cadre municipal et ses caractéristiques plus ou moins favorables feront par contre clairement partie des composantes *linking* du capital social.

Dans le but de calculer le CS d'une communauté relatif au niveau municipal dont la communauté fait partie, on considérera la batterie d'indicateurs suivante :

Tableau 8 : Indicateurs de CS communautaire en relation avec la municipalité					
1	Existence du Conseil Municipal de Développement (COMUDE)	La municipalité a-t-elle déjà institué un Conseil Municipal de Développement (COMUDE) ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview du directeur du Bureau Municipal de Planification, le Maire ou un autre représentant de la municipalité.	
2	Existence du Bureau Municipal de Planification (OMP)	La municipalité a-t-elle déjà institué un Bureau Municipal de Planification (OMP) ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview du directeur du Bureau Municipal de Planification, le Maire ou un autre représentant de la municipalité.	
3	Formation reçue sur la décentralisation	Est-ce que ce bureau a reçu des cours de formation au sujet de la décentralisation ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
4	Présence de personnel qualifié suffisant	Est-ce que parmi le personnel qui travaille dans ce bureau il y a des employés avec une maîtrise et une expérience professionnelle ? Pensez-vous que l'actuel personnel est suffisant ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	On donne la valeur 2 à une éventuelle réponse positive pour valoriser le Capital Humain.
5	Sectorisation des activités et spécialisation du personnel	L'organigramme de ce bureau est-il organisé par secteurs ? Et le personnel ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
6	Existence d'un enregistrement de besoins (dernière mise à jour au moins en janvier 2006).	Existe-il un enregistrement actualisé des besoins des communautés auprès de la municipalité ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
7	Nombre de profils de projets élaborés cette dernière année	Combien de profils de projets ont-ils été élaborés l'année dernière ?	0 si 0-15 ; 1 si 16-30; 2 si plus de 30.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
		Référence : *Fuentes & Asociados*, 2003. Diagnostic de la création des Bureaux Municipaux de Planification, Guatemala. Ici, on apprend que la majorité des municipalités/OMP n'ont pas élaboré plus de 25 profils.			
8	Nombre d'études de pré-investissement élaborées cette dernière année	Et combien d'études de pré-investissement ?	0 si 0-5 ; 1 si 6-20; 2 si plus de 20.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
		Référence : *Fuentes & Asociados*, 2003. Diagnostic de la création des Bureaux Municipaux de Planification, Guatemala. Ici, on apprend que la majorité des municipalités/OMP n'ont pas élaboré plus de 15-20 profils. Une étude de ce type demande effectivement un plus haut niveau de connaissance.			
9	Existence d'une	Est-ce que cette municipalité travaille	0 si non ; 1 si oui.	Interview	

	planification à long terme	sur la base d'une planification à long terme ?		des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
10	Fréquence des consultations auprès des organisations officielles des communautés organisées	Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les organisations officielles des communautés (COCODES, Comités, Maires Auxiliaires) ?	0 si jamais/rarement/ occasionnellement 2 si régulièrement	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
11	Fréquence des consultations avec les ONG	Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les ONG qui travaillent dans la zone ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
12	Fréquence des consultations avec le secteur productif	Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les représentants du secteur privé qui travaillent dans la zone (coopératives, entrepreneurs, commerçants) ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
13	Opinion sur la suffisance des ressources financières	Pensez-vous que les ressources de ce bureau sont suffisantes ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
14	Demande d'intégration au processus de décentralisation	Est-ce que cette municipalité a déjà sollicité son intégration au processus de décentralisation ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
15	Perception autonome de l'IUSI	Est-ce que cette municipalité perçoit le IUSI (Impôt Unique sur les Immeubles) de façon autonome ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
16	Niveau d'autonomie financière		0 si moins de 30% ; 1 si compris entre 30% et 60% ; 2 si plus de 60%.		L'autonomie financière est mesurée en calculant le pourcentage des recettes propres sur les recettes totales. Cette donnée est fournie pour toutes les municipalités du pays grâce au programme de Transparence du Ministère des Finances, qui a été créé avec le support de la Banque Mondiale.
		Selon l'Ing. Rubén Acevedo, consultant en organisations et méthodes dans le cadre du programme SIAF auprès du Ministère de Finances, une municipalité devrait avoir un			

		pourcentage d'autonomie autour de 70% pour être considérée vraiment autonome et capable de gérer son propre développement. Néanmoins la moyenne nationale est autour de 55%.			
17	Présence des ressources technologiques appropriées	Est-ce que la municipalité considère suffisante sa disponibilité en ressources technologiques (ordinateurs, logiciels, personnel formé) ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
18	Appui d'organisations externes (ONG, etc.)	A-t-elle cette municipalité l'appui de quelques ONG ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview des membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	

Un questionnaire a été présenté à l'OMP et au Conseil Municipal de la municipalité de référence, qui dans notre cas était San Pedro Carchá, département de Alta Verapaz. Dans le but de fournir une modélisation, on suggère d'interviewer le coordinateur de l'OMP (là où elle existe) et/ou le maire (ou un autre membre du Conseil Municipal). Uniquement comme deuxième option, on considérera le secrétaire municipal ou d'autres fonctionnaires.

Chapitre IV
Contexte spécifique : la zone d'étude

I- Le département de Alta Verapaz et les 3 communautés de San Pedro Carchá

Carte 2: Alta Verapaz.

Notre étude porte sur une zone de production de café dans le département de **Alta Verapaz**, qui fait partie de la région Norte du Guatemala. Le nom du département vient de l'histoire de la conquête espagnole. Au début, la zone fut appelée « *Tezulutlán* » (terre de guerre) par les Espagnols, à cause de la nature belliqueuse de ses habitants. Puis, grâce aux idées de Fray Bartolomé de las Casas, la conquête se conclut pacifiquement au moyen de la conversion religieuse, dans le cadre d'un processus connu comme la « véritable paix ».

Un aspect très spécifique de cette zone est l'héritage d'une immigration allemande significative qui, aidée par un grand nombre d'exonérations fiscales, ainsi que par l'abondance de la main-d'œuvre indigène, développa de grandes plantations de café.

Il s'agit d'une zone verte qui attire beaucoup d'éco-touristes et effectivement ses trésors naturels sont nombreux : les grottes de Lankin, les piscines naturelles de couleur émeraude de Semuc Champey, la Lagune de Lachuá, la réserve de la biosphère de la Sierra de las Minas sont seulement quelques exemples de ce que le département peut proposer aux visiteurs.

Son **altitude**, dans certaines zones au-dessus de 1316 m, permet la production de prisés cafés gourmets.

Le département a une étendue de 8 686 km^2 (8% du territoire national) et compte 776 246 habitants, dont 93% sont indigènes, surtout de langue q´eqchi' et poqomchi´, et 84% ruraux. Il se compose de 16 municipalités, parmi lesquelles Cobán, San Pedro Carchá, Lankin, Tactic, Tucurú. (INE, 2002)

L'altitude constitue le principal facteur de différenciation : elle détermine les conditions climatiques, les systèmes agro-sylvestres et le prix du café. La zone la plus élevée correspond à la capitale départementale, Cobán, mais la topographie reste très variée, comme le climat, qui se maintient pourtant en moyenne entre 17° et 21°. La pluviométrie moyenne est au-dessus de 2000mm annuels et le taux d'humidité s'élève jusqu'à 88%. On parle de climat semi-tropical sans saison sèche définie. La zone est en outre traversée par des chaînes montagneuses (Sierra de Chuacús, Chamá et Las Minas) qui ensemble forment une barrière naturelle contre les vents froids du nord.

La production principale dans le département est la culture de la cardamome (68% de la production agricole), suivi en importance du maïs (63.4%) et du café (10%). Si la cardamome, le café et le cacao sont les principaux produits d'exportation du département, Alta Verapaz destine aussi une bonne partie de son espace physique à la production de maïs, mais aussi de haricots noirs, de riz, de chile, de pommes de terre et de tomates, produits destinés à l'autoconsommation ou aux marchés départementaux et de la capitale. De plus, l'exploitation forestière est en train d'augmenter, parfois de façon déréglée.

L'agro-industrie concerne la transformation de café, de cardamome et, en moindre quantité, de riz. Quelques municipalités, parmi lesquelles Cobán, se dédient à l'activité minière (plomb, zinc et argent). Pour ce qui se réfère à la production artisanale, les textiles typiques de coton, la céramique, les meubles et les instruments musicaux en bois, les masques et la vannerie sont les produits les plus typiques du département.

Or, malgré les extraordinaires richesses naturelles et humaines, le département de Alta Verapaz, un des plus affectés par la guerre civile, reste un des plus pauvres du pays. Dans la carte de la pauvreté du Guatemala, réalisé en 2004[40], il se situe au deuxième rang en termes de pauvreté, avec 84% de sa population considérée comme pauvre, et au premier en termes de pauvreté extrême (41%). De plus, il s'agit d'une pauvreté sévère et avec un fort indice d'inégalité. Le taux d'analphabétisme est 48%, alors que la moyenne nationale est autour de 29%.

La population active (PEA, 10-85 ans) est d'autour de 300 000 personnes et la comparaison entre ce nombre et le nombre de travailleurs qui cotisent à l'IGSS (Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale) indique qu'à peu près 90% de la PEA est exclue de la sécurité sociale. Par rapport au nombre de cotisants, le département se situe au huitième rang parmi les 22 départements du pays.

Les services d'eau et assainissement existent dans les chefs-lieux départementaux, bien que la couverture ne soit pas totale. Ils sont très faibles dans les communautés, avec un taux de 18% et 1% respectivement. La mortalité infantile dans le département est autour de 30 pour mille. (INE, 2002)

Le département est enfin considérablement vulnérable par rapport au risque de désastres naturels, spécialement inondations, glissements de terrain, contamination d'eau et incendies, d'origine naturelle, mais aussi provoqués par l'homme et par son activité, parfois brutale, de déforestation et d'exploitation des ressources.

Nous avons particulièrement concentré notre analyse sur trois **communautés/*aldeas*[41]** de la zone sud-orientale du département, situées dans la municipalité de San Pedro Carchá. Il s'agit d'une zone des petits producteurs de café et cardamome, de langue q´eqchi' et dont la population de 148 344 habitants (INE, 2002) est presque complètement indigène (97%). La municipalité en question a une sperficie de presque 1 082 Km^2 et se trouve à une altitude de 1 350 m ; elle se compose de 35 *aldeas*, 175 *caseríos*, 72 *fincas*, 1 *hacienda* et 1 *paraje*[42]. La distance de San Pedro Carchá du chef-lieu du département, Cobán, est de presque 10 Kilomètres, alors qu'on se trouve à 227 Kilomètres de la capitale du pays.

San Pedro Carchá présente des niveaux encore plus hauts en termes de pauvreté que ceux du département (88%, 42,8%). Le taux d'analphabétisme[43] est de 48%, seuls 7% des habitations ont une installation d'assainissement, 15% ont l'eau potable et 19% sont connectées au réseau électrique.

Les principales cultures de la municipalité sont quantifiées dans le tableau suivant :

40 Il s'agit du produit d'une collaboration entre la *Secretaría de planificación y programación de la Presidencia* (SEGEPLAN), *el Istituto Nacional de Estadistica* (INE) et *la Universidad Rafael Landívar*. Les données utilisées ont été celles de l'Enquête nationale sur les conditions de vie (Encovi-2000) et le Recencement national de population et logement (INE, 2002).

41 *L'aldea* représente un village, auquel correspond approximativement une communauté.

42 *Caseríos, fincas, haciendas* et *parajes* sont des niveaux territoriaux des dimensions inférieurs à celles d'une aldea.

43 Population de 7 ans ou plus (INE, 2002).

Tableau 9 : Principales cultures de San Pedro Carchá			
Produit	Ha	Capacité productive (qq)	Destination
Mais blanc	9876	414792	Nationale
Haricot noir	187.5	1992	Locale
Haricot coloré	170	2720	Locale
Cardamome	18587	371740 (parche)[44]	Nationale
Café	7865	222314 (parche)	Nationale

Source : *Ministerio de Agricultura, Ganado y Alimentación*, 2002.

Les trois communautés qui constituent l'objet de notre analyse sont décidément rurales, situées à une distance moyenne de 15 km (entre 30' et 60' de voyage) de la municipalité de San Pedro Carchá et connectées à cette dernière au moyen de lignes privées de *pick-up*, minibus et autobus locaux, ainsi que au chef-lieu du département, Cobán, qui se trouve à 15 minutes de San Pedro.

Il s'agit de communautés très pauvres, qui ont une population moyenne de 800 habitants, entièrement indigène et essentiellement formée par des petits producteurs, qui vivent de l'agriculture, même s'ils manquent de terre et travaillent des parcelles extrêmement réduites.

Les conditions socio-économiques de ces communautés sont très critiques, notamment en termes de carence de services basiques (écoles, eau potable, électricité, hôpitaux), de conditions hygiéniques à risque, de problèmes de contamination des eaux et de déforestation, d'isolement relatif, d'analphabétisme. De plus, il s'agit d'une zone profondément touchée par une guerre civile de 36 ans, dont les Accords de paix n'ont été signés qu'en 1996.

Pour conclure, on peut parler d'une dotation de capitaux (humain, physique, financier, naturel) très faible. On remarque par contre, dans toutes les communautés visitées la présence d'une coopérative de café et souvent d'autres réalités associatives de certain intérêt, parfois insérées dans des dynamiques à niveau départemental. Ceci nous a mené à étudier plus en profondeur les types de relations sociales agissant et les réseaux sociaux présents, pour comprendre le poids du CS dans ces réalités, ses limites et l'intérêt d'un investissement dans ce sens. En tout cas, on remarque que les processus organisationnels cités concernent surtout la production et la commercialisation du café et, dernièrement, aussi la consommation/achat, avec les premiers réseaux de coopératives de consommation/achat et les premières pharmacies rurales. Par contre, la production et commercialisation de la cardamome, ainsi que celle des légumes restent parcellisées. En ce qui concerne la cardamome, cela détermine l'extrême faiblesse de la position des petits producteurs, obligés à vendre aux *coyotes* locaux, à prix ultra bas.

Du point de vue de l'organisation politique des communautés, dans le cadre du processus de décentralisation, on remarque la présence dans chacune des communautés d'un Conseil Communautaire de Développement (**COCODE**, *Consejo Comunitario de Desarrollo*) qui se compose d'une assemblée de tous les résidents de la communauté et d'un conseil de coordination, présidé par le Maire de la communauté, autrement dit **Maire Auxiliaire**. Ce Conseil a les fonctions de formuler les politiques, les plans et les projets de développement à proposer au Conseil Municipal de Développement, pourvoir à son exécution, promouvoir l'obtention de financements du Conseil Municipal, et en général promouvoir l'organisation et la participation effective de la communauté dans l'autodétermination de ses choix en termes de développement.

Ainsi, la municipalité se constituant comme le vrai centre de la politique de décentralisation, beaucoup de projets et d'organisations de la zone ont travaillé sur le renforcement de la coordination entre la communauté organisée et le niveau municipal. Pourtant, le processus reste très lent, pas seulement en termes de difficultés pour obtenir une réelle gestion participative au niveau communautaire, à cause d'anciens et nouveaux clivages groupaux et de plusieurs formes de clientélisme à l'intérieur de la

44 Le café parche est le grain de café encore muni de son enveloppe blanche.

communauté, mais aussi à cause de l'énorme difficulté de coordination démocratique et participative entre les deux niveaux. Le manque de compétence, le clientélisme et les pressions politiques empêchent la décentralisation d'être substantielle.

1. Les acteurs institutionnels

Les principaux acteurs du développement dans la zone, avec lesquels on s'est confronté dans le déroulement du travail, sont :

A - L'organisation des petits producteurs de café.

La production de café a une importance vitale pour la zone en question. Bien qu'elle souffre de limites en termes de faible structure productive, bas niveau de scolarité, bas revenus, dominance du minifundium et de la dépendance du maïs et d'autres grains pour la subsistance, on y trouve aussi quelques points de force, notamment par rapport aux caractéristiques topographiques, pluviométriques et climatologiques favorables à la production de café. Cette caféiculture paysanne, réalisée en altitude, sous l'ombrage de grands arbres, avec des variétés rustiques, permet effectivement d'obtenir un café de grande finesse.

Les organisations des petits producteurs du département constituent un groupe stable avec représentation au niveau départemental. On a pris en considération le groupe de 15 coopératives qui exportent à travers la FEDECOCAGUA, l'organisation de deuxième niveau à laquelle elles appartiennent.

Dans le département, on trouve aussi d'autres coopératives de café liées à une autre organisation de deuxième niveau, la FEDECOVERA[45], dont l'histoire est bien différente, puisque dans la majorité des cas il ne s'agit pas de petits propriétaires de terre, mais de bénéficiaires d'une répartition et dont les règles du jeu sont donc complètement différentes.

En revenant sur notre groupe réduit, le processus d'organisation intercommunautaire s'est développé autour d'une des coopératives qui le forment, c'est-à-dire la Coopérative Comón Calebal, véritable centre d'opérations pour les 14 communautés voisines. Toutes les coopératives du groupe s'occupent du *beneficiado humedo*[46] du café, en transformant le café de tous les producteurs en café *pergamino*[47] *,* et de sa commercialisation. Au total, les 15 organisations comptent environ 2000 producteurs de café.

B - Anacafé (Association Nationale du Café).

Anacafé a été fondée en 1960 par des caféiculteurs. Elle coopère avec l'Etat pour la protection de l'économie nationale quant à la production et commercialisation du café et la défense des intérêts de ses membres. Dans ce but, Anacafé offre des services techniques de recherche, expérimentation, démonstration, assistance et vulgarisation. En outre, elle soutient toutes les activités économiques directement et indirectement liées à la caféiculture, comme la diversification des cultures. Anacafé est la seule autorité qui peut donner les licences pour exporter ou importer du café au Guatemala. Tous les producteurs de café sont automatiquement inscrits à cette organisation.

Ses programmes de recherche et vulgarisation agraire ont habilité des milliers d'agriculteurs dans la culture du café et l'organisation est effectivement bien présente sur le terrain et généralement reconnue et appréciée par les petits producteurs.

---

45 La Fédération des Coopératives des Verapaces (FEDECOVERA, R.L.) est autonome et intègre 36 coopératives de premier niveau, soit une population de presque 60 000 personnes. Elle fournit ses services (assistance technique, financière, de formation, commerciale, exportation etc.) aussi à 33 groupes de petits agriculteurs organisés, avec une population estimée de 80 000 personnes, toutes indigènes q'eqchi' et pokomchi'. L'organisation concerne les production de café, cardamome, thé noir et le développement forestier durable. La Fédération a été fondée en 1976.

46 Le séchage et décorticage traditionnels ont été remplacés par une transformation par voie humide, avec un dépulpage des cerises et une phase de fermentation contrôlée qui révèlent pleinement les arômes du café.

47 La pulpe des cerises est retirée à l'aide d'un dépulpeur à bras. On obtient du café *parche* (*pergamino*), c'est-à-dire le grain de café encore muni de son enveloppe blanche.

C - la Fedecocagua (Fédération des Coopératives agricoles de Producteurs de Café du Guatemala).

La Fedecocagua, fondée en 1969 par 19 coopératives, est l'organisation de deuxième niveau qui s'occupe de l'exportation du café dans la zone, en essayant d'établir un lien entre le monde de la technologie et du marché globalisé et les petits producteurs, souvent peu formés et informés. Son objectif est l'amélioration de leur position, surtout dans la situation de grave crise internationale dans la quelle se trouvait le marché international du café dans les quatre dernières années.

Actuellement, 158 coopératives appartiennent à la Fedecocagua, situées partout dans le pays, et plus de 20 000 petits producteurs lui vendent leur café.

L'appui consiste fondamentalement en l'assistance technique, l'accès au crédit à des conditions favorables, la réalisation d'études de faisabilité et la proposition de nouveaux marchés. En outre, comme membre d'Anacafé, la Fedecocagua défend les droits de chacun de ses membres dans le cadre de l'organisation plus générale.

D - CARE

Il s'agit d'une des plus grandes organisations humanitaires privées au monde. Elle est présente au Guatemala depuis 1959 et a tissé des liens étroits avec toutes les agences des secteurs public et privé. Les projets de CARE englobent le domaine de l'eau et de l'assainissement, l'agriculture, la sylviculture, les soins de santé primaire, l'éducation et les petites activités de développement. Il s'agit souvent de projets avec une approche de genre.

Dans notre cas, CARE opère dans deux des communautés considérées (Quixal et Ichab), avec des projets de poules pondeuses, de jardins potagers et de culture de soja, administrés par des groupes de femmes ou par un certain nombre de familles individuellement. Le siège départemental de l'organisation se trouve à Cobán.

Bien que la présence de cette organisation se limite à deux des communautés considérées, on a bien voulu l'inclure parmi les acteurs de référence pour le développement de la zone, en raison de sa présence et de son poids dans le cadre politique.

2. Les autres acteurs

A part les acteurs institutionnels, il y a aussi d'autres acteurs mineurs qui interviennent dans la zone d'étude. On remarque notamment la présence de :

A - Asecsa est une ONG nationale de Services Communautaires de Santé, fondée en 1978. Sa politique générale est la promotion de l'exercice du droit à la santé, de la stratégie d'attention primaire et de la santé communautaire. Il s'agit d'un réseau de 62 programmes et organisations communautaires de santé, situés dans 16 départements du pays. Les objectifs stratégiques de l'association sont la formation sur les thèmes de santé communautaire, le renforcement des organisations communautaires de santé, l'incidence sur les politiques publiques de santé. Dans la zone d'étude, Asecsa était présente dans une seule des communautés visitées (Quixal) avec une association communautaire (une pharmacie) et un projet de laboratoire de médicaments mayas traditionnels. Il s'agit d'interventions qui ont un potentiel énorme, soit en termes de création de Capital Humain et Social au niveau communautaire, soit en termes de promotion de réseaux plus amples. L'inclusion de Asecsa parmi les acteurs mineurs est donc seulement due au fait que sa présence sur le territoire est encore très limitée.

B - Le Plan International est une ONG internationale, fondée en 1937, qui commença à travailler au Guatemala en 1978, dans les municipalités les plus affectées par le tremblement de terre de 1976, c'est-à-dire dans les régions du Nord et Nord-Est du pays. Elle est présente actuellement dans 560 communautés situées dans 6 départements. L'association s'occupe principalement de questions de

santé, éducation, habitat et adoptions à distance. Elle reconnaît que *l'empowerment* des communautés est un facteur déterminant dans les stratégies de développement.

C - « Les coyotes » **:** il s'agit des acheteurs de café et de cardamome qui viennent de la ville (San Pedro Carchá ou Cobán). Ils offrent de payer les produits au moment de l'achat et souvent des opportunités de crédit, ce qui attire les petits producteurs de la zone et souvent incite la formation de petits groupes. Cependant il ne s'agit pas de groupes stables et organisés. L'activité des coyotes est donc nocive pour le développement économique de la zone, ainsi que pour la qualité de la production, en éloignant les petits producteurs de stratégies de type coopératif, par exemple, dont les avantages sont de moyen et long terme.

D - l'Academia de Lenguas Mayas de Guatemala (ALMG) est une petite ONG guatémaltèque, créée en 1990, qui dans notre zone fournit des cours de formation en couture traditionnelle. Plus généralement, ses objectifs sont la promotion des langues mayas, la planification de programmes de développement éducatif et culturel fondés sur les résultats de recherches anthropologiques, linguistiques et historiques.

E - l'Asociación de Amigos del Desarrollo y de la Paz **(ADP)** est une petite ONG, appuyée par les Pays-Bas, qui a commencé à chercher des contacts dans la zone, bien qu'elle n'y intervienne pas encore. Parmi ses objectifs spécifiques, on remarque l'amélioration de l'incidence, de la capacité de négociation et de la participation des communautés indigènes q'eqchi' et poq'omchi' dans le département de Alta Verapaz auprès des gouvernements locaux et départementaux, la considération de la gestion durable des actifs naturels dans les projets de développement local, la promotion du dialogue entre les acteurs du développement de la zone, l'exploration d'alternatives pour l'amélioration des activités de production, transformation et commercialisation des produits locaux, la valorisation de la participation des jeunes.

Chapitre V
Constats, problématique, hypothèses

I- Constats : le contexte d'une dynamique d'exclusion

Le Guatemala est une démocratie encore fragile et pleine de contradictions. Bien que des progrès très importants aient eu lieu dans les 15 dernières années dans les domaines économique, politique et social, les défis restent quand même énormes, surtout en termes de sécurité et garantie de droits de l'homme, ainsi que de développement économique et social

En premier lieu, il s'agit d'un **contexte post-guerre encore troublant.** Comme on l'a déjà vu dans la description du pays, c'est seulement en 1996 que le Guatemala a signé les Accords de paix qui ont mis un terme à 36 ans de guerre civile. Le fait que de fortes tensions sociales se poursuivent ne nous étonnera donc pas, surtout en termes de conflits terriens et plus en général de climat de méfiance et d'insécurité généralisée qui domine les relations sociales.

La guerre civile a lourdement attaqué les formes traditionnelles d'organisation de la société, particulièrement les organisations indigènes. (CEH, 1999) L'élimination des leaders, l'infiltration d'informateurs de l'armée, l'investiture de commissaires militaires et de patrouilleurs dans les mêmes communautés et surtout la génération de haine et de ressentiments ont déstructuré les organisations communautaires ainsi que les normes et ont miné les liens de solidarité et de coopération.

Le contrôle militaire des communautés limita longtemps les activités de caractère socioculturel et l'expression des croyances les plus profondes de la population, soit les croyances mayas, soit souvent les catholiques. Les notions concernant la défense de la justice sociale prêchées par l'Eglise Catholique furent identifiées comme des idées communistes, puis comme des *guérilleras*. En revanche, une partie de la stratégie militaire consista à infiltrer dans les communautés la perspective religieuse intimiste et isolée des questions relatives aux affaires sociales. Dans ce but, la présence des églises et des sectes évangéliques fut tolérée et ensuite protégée car, en isolant la population de toute pétition sociale, celles-ci étaient considérées comme compatibles avec les objectifs militaires.

Pendant les années d'exacerbation de la violence, entre 1979 et 1984, quand le champ d'opérations de la guérilla s'étendit et commença à intégrer les zones indigènes, l'armée identifia les indigènes comme guérilleros. La conséquence fut une agression massive et indiscriminée contre les communautés, visant à affaiblir les bases sociales de l'insurrection, mais aussi à déstructurer les mécanismes d'identité et de cohésion qui facilitaient l'action collective.

Les répercussions ont été lourdes et se manifestent aujourd'hui par la prolifération de la violence quotidienne, la perte de valeurs, de normes et d'autorité.

Du point de vue économique, le conflit a eu aussi un certain impact : plus d'un million de personnes déplacées, une grande pauvreté et inégalité, un investissement très bas en développement humain, notamment dans la population rurale et indigène. Les réformes économiques des années 1990 ont libéralisé le régime commercial et financier, stimulant les exportations non traditionnelles et, de cette façon, diversifiant l'économie du pays. Néanmoins, de la réduction de la volatilité n'a pas découlé l'augmentation attendue des taux de croissance, qui depuis 1996 ont maintenu un standard de 3%, bien au-dessous de l'objectif de 6% annuel considéré comme nécessaire par les Accords de paix.

De plus, récemment, l'économie guatémaltèque a vécu une période de stagnation, due à des facteurs internes autant qu'externes. Parmi ces derniers, on rappelle la crise des prix du café et le ralentissement de l'économie nord-américaine. L'amélioration de ces deux conditions externes, a permis le commencement d'une certaine récupération à partir de 2004, et les prospectives restent positives également pour les

années à suivre. Toutefois, l'économie reste lourdement dépendante des équilibres internationaux, ainsi que très inégalitaire et peu compétitive.

Les problèmes sociaux constituent eux aussi une grave limite. Bien que la couverture de l'éducation primaire et de la santé préventive ait augmenté dans les dernières années, les indicateurs de mortalité et de morbidité au Guatemala restent les pires dans la région et la couverture éducative est aussi très limitée. Le nombre des années moyennes de scolarité est seulement de 4,3 : le pire résultat dans la sub-région centraméricaine. Cela affaiblit énormément les ressources en termes de **Capital Humain**, surtout en ce qui concerne les femmes et les indigènes.

En dernier lieu, on doit souligner la débilité de **l'Etat**, affaibli par un déficit de légitimité et rendu inefficace à cause de l'insuffisance des ressources et des capacités de gestion.

Des conséquences déstabilisantes en découlent, en termes de garantie de l'Etat de droit, d'accès à la justice, d'indépendance du pouvoir judiciaire, de garantie d'égalité. Ces manques affectent aussi l'accumulation du CS qui, surtout par rapport à ses composantes *linking* et *bridging*, est affaibli à cause de l'absence d'une action claire au niveau gouvernemental en faveur d'un développement participatif et inclusif, ainsi qu'à cause de la lenteur du processus de décentralisation.

On peut avec raison parler d'une dynamique d'exclusion préoccupante, appuyée sur une culture répandue de discrimination et de racisme. La pratique d'exclusion se manifeste dans plusieurs domaines, de l'accès au travail à l'accès à la terre et au crédit (d'où la faiblesse de l'accumulation en termes de Capital Physique et Financier), de l'accès aux services de base à la participation civile et politique.

Le CS est, lui aussi, inégalement reparti, en se concentrant dans certains groupes de la population, avec le risque d'une contribution de cet actif à la perpétuation de l'exclusion sociale.

Notre zone d'étude, étant une zone à 99% indigène, de dialecte q'ueqchi' et centrée sur l'économie du café depuis les trois dernières décades, est caractéristique avec les faiblesses les plus graves de la réalité guatémaltèque. Elle est affectée par la faiblesse de l'infrastructure sociale et productive, les bas revenus, la taille réduite des propriétés qui en plus sont mal exploitées à cause d'une forte dépendance du maïs et d'autres grains basiques pour l'autoconsommation.

II- L'approche par le Capital Social

Notre problématique tourne substantiellement autour du rôle que le CS peut jouer dans un contexte aussi complexe en termes d'amélioration du bien-être des individus et donc de développement durable.

Selon les résultats de l'analyse du GUAPA[48], le CS au Guatemala semble être concentré dans les associations à caractère religieux, celles de recréation et dans les organisations locales qui surveillent la provision de biens publics. Les plus nombreuses sont les associations à caractère religieux, de type *bonding*, avec un grand niveau de solidarité interne. Pour ce qui concerne les organisations *bridging* (surtout groupes récréatifs et de surveillance de la provision de biens publics), elles constituent au niveau

48 Le projet GUAPA (*Guatemala Poverty Assessement*) est une analyse de la pauvreté promue par la Banque Mondiale et complétée en 2002. Un aspect très innovateur est l'utilisation de méthodes soit quantitatives soit qualitatives. La principale source d'information est l'Enquête Nationale sur les Conditions de Vie (ENCOVI-2000) réalisée par l'Institut national de Statistique du Guatemala (INE) dans le cadre du programme d'Amélioration des Enquêtes et Mesure des Conditions de Vie dans l'Amérique Latine et Caribéenne (MECOVI), avec le patronage de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de la Banque Mondiale et de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et Caribéenne (CEPAL) et avec les financements des plusieurs institutions internationales. Cette étude utilise aussi les résultats de l'étude qualitative sur la pauvreté et l'exclusion (QPES) réalisée dans 10 villages ruraux d'ethnies différentes. Il s'agit d'une des premières études sur la pauvreté qui prévoit explicitement une analyse du Capital Social, de sa distribution et des ses déterminantes.

national un tiers de celles de type *bonding*. L'informel joue aussi un rôle déterminant : la participation dans les réseaux informels et dans les actions collectives dépasse largement celle dans les organisations formelles. Il s'agit surtout d'activités de type *bridging* comme la contribution aux projets d'infrastructures communautaires, les accords pour s'échanger la main-d'œuvre, les donations en monnaie ou en nature. La participation politique, exprimée en termes de participation au vote est aussi très haute, mais la pression générée par le fait que pendant la guerre civile les citoyens qui ne votaient pas étaient associés aux guérilleros, nous empêche de la considérer comme une action proprement volontaire.

Un problème qui concerne le CS, est qu'il est partagé d'une façon très **inégalitaire**. En premier lieu, il est inégalement reparti par régions. Ce sont surtout les régions les plus prospères, comme la Métropolitaine, à présenter les taux les plus hauts en termes de participation aux organisations. Par contre, la région du Nord (notre zone d'étude), la plus touchée par la guerre civile, présente des taux de participation bien plus bas. Deuxièmement, le CS paraît être plutôt concentré chez les non-pauvres, les hommes ou les ménages où le chef est un homme (bien que les femmes adhèrent davantage aux organisations religieuses), les non indigènes et, en moindre mesure, les indigènes qui parlent espagnol. Le groupe q'ueqchi', auquel appartient la population de la zone d'étude, semblerait posséder les niveaux le plus bas de CS.

En général, on observe aussi que les pauvres ont surtout du CS de type *bonding*, en moindre mesure du CS de type *bridging* et vraiment peu ou aucun CS de type *linking*, à cause notamment de l'exclusion et de la discrimination des indigènes et des pauvres par les classes dominantes et de la sanguinaire guerre civile. De plus au Guatemala, les organisations et les activités de type *bridging* sont souvent dominées par des groupes privilégiés de la population, comme les urbains, les hommes, les non-pauvres, les non indigènes, ou à l'intérieur du groupe indigène par ceux qui parlent espagnol.

Le risque avéré est celui d'une combinaison entre l'isolement des communautés du reste du pays et le fait que les organisations de type *bridging* soient dominées par des élites.

Les potentialités des organisations indigènes et leur attitude à s'organiser et à travailler ensemble restent pourtant un actif qu'il faudra valoriser. Dans les mêmes mécanismes de résistance culturelle contre l'invasion coloniale et puis contre l'armée, ainsi que dans les stratégies de survie résident ceux qu'on pourrait appeler **les précurseurs culturels du CS,** qui paraissent être enracinés dans la culture maya. Bien que la guerre ait souvent détérioré les liens forts à l'intérieur de la communauté, elle a aussi induit les membres de la communauté à travailler ensemble, surtout lorsque la communauté n'était pas dominée par un leader autoritaire. De ce fait, les communautés les plus touchées par la guerre sont fréquemment très riches en CS *bridging*.

De plus, toujours selon le rapport du GUAPA, malgré les 36 ans de guerre civile, la répression et l'exclusion sociale, les niveaux de CS au Guatemala ne semblent pas être particulièrement bas par rapport aux autres pays. Les données de la ENCOVI 2000 montrent une proportion d'individus qui participent à une organisation égale à 23% et un nombre moyen des groupes par personne égal à 1,09 qui représentent des valeurs moyennes dans le contexte régional. Dans de nombreuses communautés, l'homogénéité détermine une forte cohésion et un haut niveau de CS bonding. En particulier, les communautés indigènes, comme ce sera le cas dans notre zone d'étude, ont généralement une très forte solidarité, des normes sociales efficaces, de hauts niveaux de confiance interpersonnelle et une dotation très robuste de CS *bonding*.

Enfin, la zone d'étude paraît être davantage intéressée par une dynamique **d'intégration**, pas seulement intra-communautaire, mais aussi intercommunautaire. Comme l'on a déjà décrit dans le cadre contextuel, chacune parmi les 15 communautés qui constituent notre population de référence a constitué des organisations formelles liées à la production de café, qui constituent évidemment une importante source de CS *bonding* et *bridging*. Une de ces organisations (la Coopérative Común Calebal de Quixal) fonctionne comme centre d'opérations pour les autres 14 communautés, en générant de cette façon une remarquable accumulation de CS de type *bridging*, étant donnée sa portée proprement intercommunautaire. Enfin, les 15 organisations forment un

groupe stable qui a une représentation au niveau départemental et national dans le cadre d'Anacafé, en ouvrant en conséquence des possibilités d'analyse intéressantes en termes de CS *linking*.

3. Questions de départ

A la lumière des constats retenus et de l'approche choisie, on abordera notre analyse de terrain avec plusieurs questions de départ, toutes se situant autour du concept de CS.

Notamment on se demandera :

- Quels sont le rôle et l'importance du CS communautaire dans les communautés du département de Alta Verapaz, objet de notre étude de terrain ?
- Quelle est la proportion de CS *bonding, bridging et linking* dans cette zone ?
- Quelle est la capacité des communautés par rapport à la réalisation d'actions collectives ?

  Comment peut-on qualifier la *Community Governance* dans les communautés de la zone d'étude ?
- Dans quelle mesure et de quelle façon le *downside* du CS émerge-t-il dans la zone en question et notamment dans quelle mesure les organisations de type *bonding* engendrent-elles des fermetures et les organisations de type *bridging* sont-elles dominées par des élites ? Quelle responsabilité a la répartition du CS dans la reproduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale ?
- Quel est le rôle joué par les organisations des petits producteurs de café des communautés de la zone et spécialement quel est le rôle de la dynamique organisationnelle qui est en train de se développer autour de la coopérative Común Calebal de Quixal ?
- Quel est le rôle joué par Anacafé dans ce cadre ?
- Plus généralement quel est le rôle du CS sur la sécurité économique, sur la productivité, sur la soutenabilité du processus de développement ?
- Convient-il d'investir en cet actif ?
- Peut-on définir un outil de mesure généralisable du CS ?
- S'il convient d'investir en CS, quelle stratégie de renforcement convient-il de promouvoir ? Avec quels acteurs institutionnels ?

4. Hypothèses

Les principales hypothèses qu'on va tester sur le terrain seront donc les suivantes :

H1 : Bien que profondément blessées par 36 ans de guerre civile, les 15 communautés du département de Alta Verapaz ont su garder une certaine cohésion interne et donc un niveau pas dédaignable de CS de type *bridging* qui les a aidé à survivre et à garantir leur reproduction de manière collective. Cependant, cette accumulation de CS *bridging* risque de se voir affaiblie par un récent processus de modernisation individualiste et groupale qui tend à réduire le rôle et l'autorité de la communauté.

H2 : Par contre, les formes les plus traditionnelles de type *bonding*, qui se révèlent dominantes dans la zone, ont tendance à se resserrer, surtout dans le cadre des associations religieuses et de celles des producteurs de café. Il s'agit d'une dynamique enthousiasmante qui, pourtant, risque d'engendrer des dynamiques d'exclusion et de fermeture.

H3 : L'accumulation de CS de type *bridging/linking* au niveau du processus d'intégration autour de la coopérative Comón Calebal va dans le sens contraire et représente un cas modèle d'intégration intercommunautaire, amélioration productive et insertion dans la dynamique régionale.

H4 : Tout considéré, la faiblesse de CS de type *linking* et le fait que le CS qui fait le pont soit tout interne aux associations des producteurs de café affaiblissent la *community governance* et empêchent le déclenchement d'une véritable dynamique participative et autogérée de développement qui pourrait améliorer le bien-être de l'ensemble de la société.

H5 : La définition d'un outil de mesure du CS est possible et se révèle fondamentale dans le but de fournir un diagnostic complet des actifs communautaires.

Chapitre VI
Méthodologie

I- Notre méthodologie

Notre travail constitue substantiellement une analyse du Capital Social qui s'appuie sur un ensemble d'instruments quantitatifs et qualitatifs. L'objectif était celui de fournir aux municipalités une méthode de diagnostic du CS qui puisse être utile dans le cadre du processus de planification municipale.

Une fois le cadre théorique de référence clarifié, on passe maintenant à **l'opérationnalisation** du concept de CS dans le but d'en fournir la signification concrète qu'on lui donne et qu'on veut mesurer.

Dans le cadre théorique, on avait définit le CS comme **la configuration des interactions et des normes de réciprocité partagées qui caractérise un groupe social (au niveau micro et méso) et ses relations avec l'extérieur (au niveau macro), et qui favorise son action collective, en générant des externalités durables qui affectent la situation économique et le développement.**

Dans cette définition émerge clairement la nature multidimensionnelle du concept, tout en incluant trois niveaux (micro-méso-macro) et plusieurs dimensions (les normes, les organisations, les relations).

Or, on choisira de préciser et restreindre la valorisation à ce qu'on appelle le **Capital Social Communautaire Opérationnel (CSCO)**, choix peut-être arbitraire qu'on justifiera par la suite.

On considère qu'une analyse du CS qui se propose d'être utile doit nécessairement être opérationnalisée d'une façon très rigoureuse, afin d'éviter la chute dans le tout et rien dire. Les critiques les plus fréquentes autour du concept attaquent son ampleur excessive, qui en embrassant tous les aspects sociaux d'un territoire n'arrive pas à s'imposer comme représentation claire d'un *capital*. Ce qui en découle est que les tentatives de mesure deviennent une façon de chercher le concept, pas vraiment de le mesurer. A notre avis, par contre, l'opérationnalisation rigoureuse pourrait redonner à la mesure du CS sa fonction la plus claire.

C'est pour cela qu'on a décidé de :

a] Effectuer un choix par rapport au sujet dont on veut mesurer la dotation de CS, qui est la communauté. On parlera donc ici de **CS communautaire**, c'est-à-dire qu'on omettra de réaliser une analyse générique du CS micro-méso-macro pour se concentrer sur le niveau méso, communautaire. Cela implique l'omission d'une analyse du CS individuel, groupal, ainsi que national. L'acteur qui nous intéresse, c'est la communauté. Les individus seront considérés en tant que membres de celle-ci et le niveau macro (municipal, départemental et national) en tant que son cadre d'existence. On parlera de CS proprement communautaire quand on dépasse le niveau individuel ou groupal pour aboutir à un CS de type *bridging*, qui ne concerne pas des familles ni des groupes réduits, mais qui donne droit à en bénéficier à chaque individu de la communauté en tant que citoyen. Il ne réside donc pas dans l'ensemble des relations interpersonnelles, mais dans le système socioculturel propre à chaque communauté, dans ses structures de sanction et gestion, dans l'institutionnalisation sociale de l'ensemble (Durston, 2002) y compris, bien sûr, la prospective d'insertion de la communauté dans son territoire (*linking*).

On omettra aussi l'analyse des relations entre CS individuel/groupal et communautaire. Evidement, les deux formes ne sont pas antithétiques et finissent par se rétro-alimenter, mais l'existence de CS au niveau micro ne garantit pas l'apparition de CS au niveau méso. En voulant définir un outil de mesure rapide du CS communautaire, c'est donc celui-là directement qu'on essayera de circonscrire.

La communauté est donc valorisée comme le niveau territorial de base pour l'émersion d'un CS proprement collectif. Cette affirmation considère le rôle des communautés dans le contexte sociopolitique du Guatemala, sujet depuis longtemps à des gouvernements despotiques et

centralisés, et où, à partir de 1996, démarre un processus de décentralisation, malheureusement encore trop lent et ineffectif.
On peut conclure que chaque diagnostic du CS devrait se focaliser sur l'unité décisionnelle de base dans le contexte sociopolitique réel.
On pourrait dire que les communautés rurales ont une position favorisée par rapport à l'accumulation de CS, à cause évidemment de la stabilité des relations interpersonnelles et de parenté à l'intérieur d'un territoire qui reste souvent le même pendant toute la vie, comme l'identité ethnique. Néanmoins, c'est vrai aussi que la présence des factions internes en compétition pour des ressources faibles, les formes de clientélisme municipal et provincial, ainsi que les caractéristiques de l'espace géographique (distance entre voisins et isolement des communautés) peuvent représenter des freins. La balance nous suggère quand même d'approfondir l'avantage comparé des communautés en termes d'accumulation de CS.
Bien que le *downside* du CS, en termes de fermeture, ait été beaucoup débattu, dans la mesure où on considère le CS communautaire on parle d'un actif nécessairement positif. Effectivement, beaucoup d'études ont été déjà réalisées pour démontrer l'impossibilité de renoncer à la *Community Governance*, qui garantit le contrôle social, la coopération, la solution des conflits, la mobilisation et gestion des actifs de la communauté, la démocratisation du processus décisionnel, en possédant des informations cruciales sur les conduites, les besoins et les capacités de ses membres que ni l'Etat ni le marché possèdent. Les éléments potentiellement discriminatoires et clientélistes qui constituent le *downside* du concept seront inclus parmi les variables à retenir, en tant qu'obstacles/dépréciation du CS communautaire.

b] Valoriser le CS de type ***linking*** dans la définition adoptée du CS, soit l'ouverture de la communauté et ses relations avec l'environnement institutionnel et le contexte économique plus large, pour qu'il puisse en même temps lui donner des chances et des ressources et garantir la démocratie interne. Chaque considération du CS part donc de la conviction que la richesse en termes de CS n'est pas nécessairement un moteur de développement si elle n'inclut pas une richesse en termes de CS *linking*. Comme on le verra dans la suite, le problème sera exactement celui d'agir dans un contexte institutionnel faible qui n'arrive pas à garantir la complémentarité entre marché, société civile et Etat ni, en général, à intégrer les communautés. Le contexte, autrement dit, ne facilite pas l'accumulation de CS *linking*. Comment le garantir ? Quel type de CS *linking* encourager ?

c] Se concentrer sur le CS opérationnel (Durston, 2002), c'est-à-dire que pour éviter un élargissement excessif du concept et une inflexion vers le capital culturel, on soulignera les composantes du CS qui nous permettent d'évaluer la réalité de la cohésion d'une communauté et sa capacité de gérer son propre développement, soit l'ensemble de facteurs sociaux que, dans le contexte actuel, la communauté peut jouer pour réussir. Cela implique la seule considération des éléments de CS déjà valorisables. Pour faire un exemple, on n'inclura pas la fréquence des relations intrafamiliales ou entre amis, ou la participation aux festivités religieuses, qui bien qu'elles puissent représenter une déterminante du sentiment d'unité d'une communauté et donc du même CS (les *précurseurs*), ne nous donnent pas une information rapide sur son potentiel actuel. En revanche, on donnera préférence aux éléments structurels et aux **pratiques sociales**, qu'on considère capables de produire des changements dans la société.

Ainsi, notre définition est devenue plus précise. Bien qu'on considère les trois dimensions du CS (culturelle, structurelle, d'action collective) en suivant la littérature la plus classique, on les analysera uniquement du point de vue de la communauté et on privilégiera les structures et les pratiques sociales, en laissant de côté les éléments culturels et les précurseurs du CS.

1.Variables

L'articulation du concept qu'on veut mesurer est explicitée dans les tableaux suivants :

Tableau 10 : Variables du CSCO	
Concept	**Variable**
CS communautaire structurel	**CS de la Coopérative de café (Tableau 11)** **CS des organisations communautaires additionnelles (Tableau 11)** **CS des organisations leaders officielles (Tableau 12)** Structuration du CS communautaire existant Réseaux communautaires informels Absence de violence et conflits dans la communauté Inclusion sociale communautaire Collaboration entre les organisations locales Collaborations des organisations locales avec des organisations d'autres communautés Relations avec le gouvernement Relations avec les organisations externes (internationales ou nationales) Connexions avec l'extérieur (services, infrastructure etc.)
CS communautaire cognitif	Confiance interpersonnelle intracommunautaire Sentiment d'unité sociale Confiance envers les acteurs externes Contexte légal et politique de décentralisation
CS communautaire activé	Participation communautaire Capacité de réaliser des projets Démocratie en la prise des décisions au niveau communautaire

Tableau 11 : Variables du CS de la coopérative de café et d'autres organisation communautaires additionnelles	
Concept	**Variable**
Capital Social Interne	Représentativité Démocratie interne Intégration des catégories faibles
Capital Social Structurel	Relations avec la communauté Relations avec les organisations d'autres communautés Relations avec le gouvernement Relations avec les ONG nationales/internationales
Capital Social Activé	Capacité de réaliser des projets Capacité et culture organisationnelle

Tableau 12 : Variables du CS des organisations officielles de leadership communautaire	
Concept	**Variables**
Capital Social Interne	Démocratie interne Intégration des catégories faibles
Capital Social Structurel	Relations avec la communauté Relations avec les organisations d'autres communautés Relations avec le gouvernement Relations avec les ONG nationales/internationales
Capital Social Activé	Capacité de réaliser des projets Capacité et culture organisationnelle

On remarque que l'on considère à part le CS de la Coopérative de Café et le CS des organisations officielles de leadership communautaire (COCODES et Comités). Ce choix sous-entend l'attribution d'un poids majeur à ces deux classes d'organisations dans l'accumulation de CS communautaire. Concernant les coopératives de café, c'est la conséquence de l'importance de ce produit pour la zone d'étude, et la

tradition consolidée de cette modalité d'organisation de la production et de la commercialisation, mais aussi la valorisation de la forme coopérative en tant que telle.

Pour ce qui se réfère aux organismes de gouvernement communautaire, comme le COCODES et les Comités, leur valorisation montre l'importance du processus décentralisateur pour l'accumulation de CS, un choix d'autre part partagé par l'Etat guatémaltèque.

Pour donner une portée générale à l'outil en question, on pourrait affirmer la nécessité de valoriser à chaque fois les potentiels, en termes de CS, des organisations qui agissent effectivement en *moteurs* du processus. Elles changeront certainement par rapport au contexte, mais on sait qu'il est obligatoire d'y inclure les organisations officielles de leadership communautaire, car on ne pourrait jamais les substituer, ainsi que les organisations qui ont historiquement structuré l'institutionnalisation communautaire.

D'autre part, la valorisation de quelques individus-clé dont le poids au niveau communautaire doit être souligné, est garantie par le choix des leaders à interviewer, alors que le rôle des autres organisations et citoyens (dont l'importance pourrait bien augmenter dans le futur !) reste de toute façon présent dans les indicateurs généraux.

2. Indicateurs

Une fois le concept détaillé, on peut donc sélectionner une série d'indicateurs pour chacune de dimensions/variables considérées. Ces variables empiriques (observables) nous permettront de quantifier l'existence de notre variable latente, le CS. On a essayé à ce propos de se concentrer sur un nombre réduit d'indicateurs, reliés le plus directement possible aux pratiques sociales, afin de garantir la praticité de l'outil proposé.

Tableau 13 : Indicateurs du CSCO

Variables	Indicateurs
Structuration du CS communautaire existant	Nombre d'organisations communautaires Nombre de coopératives Nombre d'organisations de femmes Nombre d'organisations de jeunes
Réseaux communautaires informels	Présence de réseaux communautaires pour la résolution des problèmes communs Présence de réseaux communautaires pour la résolution des conflits Présence de réseaux communautaires de solidarité Présence de réseaux communautaires de solidarité économique
Absence de violence et conflit dans la communauté	Présence de différences qui provoquent des conflits Présence de violence Evolution de la violence Incidence de la criminalité (si on a les données statistiques)
Inclusion sociale communautaire	Inclusion sociale relative aux services de base Inclusion sociale relative aux activités communautaires
Collaboration entre les organisations locales	Existence d'organisations locales qui collaborent
	Existence d'organisations locales qui s'opposent Nombre de projets en commun entre les organisations locales Présence d'organisations locales qui partagent des membres et des ressources
Collaborations des organisations locales avec des organisations d'autres communautés	Existence de relations entre les organisations locales et des organisations similaires d'autres communautés Nombre de projets en commun avec des organisations similaires d'autres communautés

Relations avec le gouvernement	Existence de programmes gouvernementaux dans la communauté Cas de demandes présentées au gouvernement et refusées
Relations avec les ONG externes	Présence d'ONG nationales dans la communauté Présence d'ONG internationales dans la communauté
Connexions avec l'extérieur (services, infrastructure etc.)	Etat des connexions avec la ville Pourcentage d'analphabètes Existence d'un marché Existence d'un téléphone communautaire
Confiance interpersonnelle	Niveau de confiance interpersonnelle Niveau de confiance pour se prêter de l'argent
Sentiment d'unité sociale	Opinion sur l'unité sociale de la communauté Opinion sur la solidarité Opinion sur la participation communautaire
Confiance envers les acteurs externes	Niveau de confiance envers le gouvernement municipal Niveau de confiance envers le gouvernement national Niveau de confiance envers les partis politiques Niveau de confiance envers les ONG Opinion sur la présence/aide publique
Contexte légal et politique de décentralisation au niveau municipal.	Existence du Conseil Municipal de Développement (COMUDE) Existence du Bureau Municipal de Planification (OMP) Formation reçue sur la décentralisation Présence de personnel qualifié suffisant Sectorisation des activités et spécialisation du personnel. Existence d'un enregistrement de besoins des communautés mis à jour au moins en janvier 2006 Nombre de profils des projets élaborés cette dernière année Nombre d'études de pré-investissement élaborées cette dernière année Existence d'une planification à long terme Fréquence des consultations auprès des organisations officielles des communautés organisées Fréquence des consultations avec les ONG Fréquence des consultations avec le secteur productif Opinion sur la suffisance des ressources financières Demande d'intégration au processus de décentralisation Perception autonome de l'IUSI Niveau d'autonomie financière (recettes propre/recettes totales). Ressources technologiques appropriées Appui d'organisations externes (ONG etc.)
Participation communautaire	Niveau de participation des femmes Niveau de participation des jeunes Incidence de la possibilité d'être critiqués ou sanctionnés si on ne participe pas
Capacité de réaliser des projets	Nombre de projets communautaires acceptés ou en exécution Incidence des échecs
Démocratie dans la prise des décisions au niveau communautaire	Incidence des modalités démocratiques de prise de décision

Tableau 14 : Indicateurs du CS de la coopérative de café et d'autres organisation communautaires additionnelles	
Variables	**Indicateurs**
Représentativité	Membres de la COOP sur la population totale du village Mixité de la *membership* (revenu, formation, famille, partie, religion) Nécessité de convaincre les gens à rester dans la COOP
Démocratie interne	Réunions du Conseil de la COOP par mois Absences dans les réunions du Conseil Prise de décisions dans le Conseil Réunions de l'Assemblée par an Modalité de prise des décisions dans les assemblées Niveau de participation dans les assemblées Conduite des présents dans les assemblées Appartenance des leaders à un groupe définie de familles Présence d'exclus
Intégration des catégories faibles	Femmes dans le Conseil Genre du président Jeunes dans le Conseil
Relation avec la communauté	Pourcentage des membres de l'organisation qui sont membres aussi d'autres organisations Relation avec les familles les plus riches de la communauté Relation avec les familles les plus pauvres de la communauté Existence de conflits avec la communauté Relation de collaboration avec d'autres organisations de la communauté Projets avec d'autres organisations de la communauté
Relation avec des organisations d'autres communautés	Relations de collaboration avec des organisations d'autres communautés Information sur les plans des autres organisations
Relation avec le gouvernement	Intensité des relations avec la municipalité Présence d'un plan/programme du Gouvernement Existence d'information sur les plans du Gouvernement
Relation avec les ONG externes (nationales/internationales)	Existence d'appui par une ONG externe
Capacité de réaliser projets	Nombre de projets admis/en exécution
Capacité et culture organisationnelle	Disponibilité des anciens leaders à participer Pourcentage de membres qui ont acquis des capacités de leadership Existence de mécanismes de diffusion précédente de l'information Existence de mécanismes de diffusion des résultats Capacité de faire des rapports financiers
	Existence d'une planification

Tableau 15 : Indicateurs du CS des organisations officielles de leadership communautaire	
Variables	**Indicateurs**
Démocratie interne	Réunions du Conseil par mois Absence dans les réunions du Conseil Prise de décisions du Conseil Nombre d'assemblées générales par mois Modalité de prise de décisions dans l'assemblée générale Niveau de participation dans les assemblées Conduite des présents dans les assemblées Pertinence des leaders à un groupe défini de familles
Intégration des catégories faibles	Femmes dans le Conseil Genre du président = maire Jeunes dans le conseil
Relation avec la communauté	Pourcentage des membres de l'organisation qui sont membres aussi d'autres organisations Relation avec les familles les plus riches de la communauté Relation avec les familles les plus pauvres de la communauté Existence de conflits avec la communauté Relations de collaboration avec d'autres organisations de la communauté Projets avec d'autres organisations de la communauté
Relation avec des organisations d'autres communautés	Relations de collaboration avec des organisations d'autres communautés Information sur les plans des autres organisations
Relation avec le gouvernement	Intensité des relations avec la municipalité Présence d'un plan/programme du gouvernement Existence d'information sur les plans/activités du gouvernement
Relation avec les ONG externes (nationales/internationales)	Existence d'appui par une ONG externe
Capacité de réaliser des projets	Nombre de projets admis /en exécution
Capacité et culture organisationnelle	Disponibilité des précédents leaders à participer Pourcentage de membres qui ont acquis des capacités de leadership Existence de mécanismes de diffusion précédente de l'information Existence de mécanismes de diffusion des résultats Capacité de faire des rapports financiers Existence d'une planification

Observations :

- On remarque que pour beaucoup de variables on a décidé d'utiliser plusieurs indicateurs, dans le but de rendre la mesure la plus précise possible.
- Souvent on a utilisé des indicateurs déjà validés par des recherches antérieures sur le CS, bien qu'en les adaptant au contexte spécifique et en y ajoutant d'autres qui résultent de notre approche spécifique.
- Les **sources** des indicateurs proposés sont différenciées :
    - en ce qui concerne les données statistiques de type démographique, on a pu utiliser la base de données de l'Institut National de Statistique du Guatemala -INE, mise à jour en 2002. Les données de l'INE sont désagrégées au niveau communautaire et elles sont suffisamment fiables ;
    - en ce qui concerne les données statistiques relatives aux municipalités et à ses avances dans le processus de décentralisation, on a considéré les données du Centre

de Recherches Economiques Nationales -CIEN[49]- et de l'Institut de Promotion Municipal - INFOM ;

- en revanche, la majorité de l'information récoltée est produite par les entretiens, les questionnaires réalisés sur le terrain et l'observation directe. Il s'agit dans la plupart des cas d'information de type qualitatif qu'on a quantifié au moyen de mécanismes de codification. A ce propos, la quantification a été presque immédiate pour le questionnaire présenté aux ménages et aux individus, étant déjà pré-codé (questions fermées), et aussi pour l'observation directe parce qu'on l'a limitée à des éléments très objectifs (par exemple : présence d'un marché), alors que pour les entretiens semi-ouverts aux leaders et aux groupes la fermeture des questions a du prévoir des *scoresheets* spécifiques.

Dans la suite de ce travail, on va clarifier, par rapport à chaque indicateur, la codification utilisée, l'item correspondant (la question spécifique) et les sources/destinataires.

Mais avant, voici quelques observations sur la pondération et sur la formulation des questions :

- Dans la pondération, on a toujours donné la valeur (1) à la situation moyenne, normale. Par exemple :

  Quel niveau de participation y a-t-il dans les assemblées ?
  [0]. Moins de 50%
  [1]. Entre 50% et 75%
  [1,5].Plus de 75%

  Dans ce cas, l'observation sur le terrain nous a permis de retenir une participation dans les assemblées comprise entre 50% et 75% comme un standard de bonne santé d'une organisation. On lui a donné la valeur 1, ce qui permet une accumulation normale de CS.
  Une participation inférieure serait trop faible pour garantir une véritable accumulation, soit l'organisation n'aurait pas vraiment une base démocratique. Une participation supérieure à 75% serait exceptionnelle, et donc on la valorisera avec un 1.5.

- Les valeurs des indicateurs peuvent aller de -3 à +3. Les valeurs négatives impliquent une dépréciation, plus ou moins grave, du CS existant ou potentiel. Il s'agit par exemple de problèmes/situations qui menacent d'affaiblir la cohésion sociale. La valeur 0 implique une situation d'indifférence par rapport au CS : on ne l'augmente pas, mais peut être qu'on ne le réduit pas non plus.

- Les valeurs positives impliquent une accumulation de CS, plus ou moins importante. Le +3 indique une situation énormément favorable à l'accumulation de CS et vraiment exceptionnelle. Le +2 une situation très favorable, bien que un peu moins que la précédente. Le +1,5 indique une situation positive, légèrement supérieure à la norme.

- Par exemple, on valorisera avec +2 le fait que le président d'une organisation soit une femme, tandis qu'on valorisera avec +1,5 la présence de femmes dans le conseil d'une organisation.

- L'option « autres » n'a pas été considérée parmi les possibles réponses pour faciliter les opérations de mesure. Néanmoins, elle a été utilisée constamment dans la première *application pilote* de l'outil, pour connaître toutes les options de réponse possibles qui n'avaient pas été considérées au moment de la formulation théorique.

- De la même façon, on n'a pas prévu l'option « *je ne sais pas/je n'en suis pas sûre* » parmi les possibilités de réponse, pour éviter le risque de réponses paresseuses. Néanmoins, l'interviewer remarquera bien toutes les fois que cela survient, pour souligner les problèmes existants. Exemple :

49 CIEN, Centro de Investigaciones Económicas Nacionales. INFOM, Instituto de Fomento Municipal.

le fait que les gens n'aient aucune opinion sur l'unité sociale de la communauté pourrait signifier qu'ils n'ont pas compris la question ou qu'ils sont vraiment détachés de la vie communautaire.

- En cas d'égalité, on a décidé de faire gagner toujours le score le plus haut, en adoptant une approche positive et donc en valorisant la capacité *pro-active* des gens les plus informés, les plus solidaires, etc. sur le reste de la communauté.

- Dans certains cas, la source de l'information est l'observation directe et donc, d'une certaine façon, l'opinion de l'observateur. On a essayé de réduire le plus possible ce cas aux questions vraiment objectives (par exemple l'existence d'un marché, l'état des chemins, etc.), et de laisser plutôt la parole soit aux experts locaux, soit aux personnes directement intéressées.

- Dans les questionnaires/entretiens, on trouvera aussi des questions qui n'ont pas été proposées dans le but de la quantification, mais qui nous servent à connaître la zone d'étude (par exemple en choisissant une approche de *Rural Rapid Analysis*, on n'a pas interviewé un échantillon suffisamment large pour obtenir des données sociales statistiquement significatives, donc des questions comme « Est-ce que dans cette maison on lit les journaux ? » nous serviront seulement à connaître les habitudes, les normes etc. de la communauté).

- Le choix des destinataires des questions a été déterminé chaque fois par rapport à l'information qu'on recherchait. Dans le cas où on a posé la même question à des catégories différentes, dans le but d'obtenir un croisement, le choix de donner ou de ne pas donner le même poids aux réponses dépend de la considération du niveau potentiel d'accès à l'information de chacun par rapport à la question. En général, pour ce qui concerne les questions relatives à la communauté (par exemple niveau de violence, unité sociale, solidarité etc.), on a donné le même poids aux réponses des gens et des leaders, en raison du fait qu'il s'agit d'informations diffusées et partagées, à cause surtout des limites territoriales de l'espace communautaire.

Tableau 16 : Questions pour mesurer le CSCO					
	Indicateur	Item	Codes	Source/Destinataires	Notes
1	Nombre d'organisations communautaires	Combien d'organisations y a-t-il dans la communauté ?	0 si 0 ; 0.5 si 1-4 ; 1 si 5-8 ; 2 si plus de 8.	Observation, Leaders	On considère tous les types d'organisations formelles, mais aussi les groupes avec une certaine stabilité. Les COCODES et les Comités sont considérés comme une seule organisation.
		L'observation sur le terrain, confirmée par les techniciens locaux d'Anacafé, nous permet de considérer que le nombre moyen d'organisations dans une communauté de cette zone est de 5, tout en considérant presque constante la présence des organisations officielles de leadership, d'un groupe catholique, d'un groupe évangéliste, d'une coopérative et d'un groupe de femmes.			
2	Nombre de coopératives	Combien de coopératives y a-t-il dans la communauté ?	0 si 0 ; 1 si 1 ; 3 si plus de 1.	Observation	On considère tous les types de coopératives (de production, de commercialisation, d'achat, etc.)
		L'observation sur le terrain, confirmée par les techniciens locaux d' Anacafé, nous permet de considérer 1 comme le nombre moyen de coopératives dans une communauté de la zone, compte tenu de ses dimensions réduites. La présence de plus d'une coopérative sera considérée comme un fait exceptionnel et donc valorisée avec un score égal à 3.			
3	Nombre d'organisations de femmes	Combien d'organisations de femmes y a-t-il dans la communauté ?	0 si 0 ; 1 si 1-2 ; 2 si plus de 2.	Observation, leaders, groupes	On considère ici les groupes qui sont clairement définis par genre ou dont la majorité des membres sont des femmes. On y inclut les groupes des femmes des coopératives s'ils sont suffisamment organisés.
		L'observation sur le terrain nous permet de considérer 1-2 comme le nombre moyenne de groupes de femmes dans une communauté de la zone.			
4	Nombre d'organisations de jeunes	Combien d'organisations de jeunes y a-t-il dans la communauté ?	0 si 0 ; 1 si 1 ; 2 si plus de 1.	Observation, Leaders, Groupes	On considère ici les groupes de jeunes à l'intérieur d'une église seulement quand ils ont une participation à la vie de la communauté en dehors de questions proprement religieuses (projets, activités etc.).
		On a remarqué, après l'observation sur le terrain, la rareté des organisations des jeunes, encore plus que des femmes. En général, les groupes de jeunes s'organisent seulement dans le cadre des activités d'une église, mais avec vraiment très peu de participation active. Cela nous mène à considérer la présence d'une seule organisation juvénile comme une accumulation significative de CS.			

5	Présence de réseaux communautaires pour la résolution des problèmes communs	S'il y a un problème qui concerne toute la communauté, par exemple un problème avec l'approvisionnement d'eau, qui est-ce qui, à votre avis, se mobiliserait pour le résoudre ? (on enregistre les deux premières réponses, en additionnant les points) [0] Chacun s'occuperait du problème individuellement [0] Les voisins entre eux [1] Le gouvernement municipal [1] Les leaders officiaux de la communauté comme COCODES/maires auxiliaires [1] D'autres leaders communautaires [2] Toute la communauté de forme conjointe	0 si la valeur moyenne est 0 ; 1 si 1 ; 2 si 2 ou plus. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; interview aux groupes communautaires.	- La question est posée ici exclusivement aux ménages/individus et aux groupes communautaires, parce qu'on se propose d'évaluer la perception des gens, alors que les réseaux les plus institutionnalisés seront considérés autrement. - On note qu'on peut obtenir 2 soit en répondant « toute la communauté », soit en répondant « le gouvernement municipal » + « les leaders de la communauté ». Dans le premier cas, on valorise le CS *bridging* communautaire, dans le deuxième la bonne intégration entre *linking* et *bridging*.
6	Présence de réseaux communautaires pour la résolution des conflits	Supposons que deux personnes de la communauté ont un conflit très grave entre elles. Qui est-ce qui, à votre avis, interviendrait pour le résoudre ? (on enregistre les deux premières réponses, en additionnant les points) [0]Personne [0]Les familles [0]Les voisins [1] Les leaders officiaux de la communauté comme COCODES/maires auxiliaires [1] D'autres leaders communautaires [1]Les leaders religieux/MAYA [1]Juge/police	0 si la valeur moyenne est 0 ; 1 si 1 ou plus. En cas de parité, on faera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; interview aux groupes communautaires	On donne ici le même point à la résolution du conflit par les autorités de la communauté et par la justice officielle externe. La première est valorisée en tant que *bridging* SC, la deuxième comme *linking*.
7	Présence de réseaux communautaires de solidarité	Supposons qu'un membre du ménage a un problème, par exemple une maladie ou la mort subite de son père. Dans cette situation, à qui ou à quelle organisation aurait-il recours ? (on enregistre les deux premières réponses, en sommant les points) [0] personne/famille/voisins/amis [1] leader entrepreneurial/juge/police/parti politique/organisation à laquelle il appartient ou non/gouvernement local/national/ONG/coopérative [2] la communauté entière/leadership de la communauté	0 si la valeur moyenne est 0 ; 1 si 1; 2 si 2 ou plus. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ; Interview aux groupes communautaires	On souligne qu'on est en train de mesurer le CS *communautaire.* On pose la question aussi aux individus externes qui ont une relation avec la communauté (enseignants, prêtre…).
8	Présence de	Si votre voisin ou votre voisine souffrait une perte économique	0 si la valeur	Questionnaire aux	On souligne qu'on est en train de

	réseaux communautaires de solidarité économique	importante, par exemple la perte de la récolte, qui est-ce qui l'aiderait économiquement ? (on enregistre les deux premières réponses, en sommant les points) [0] personne/famille/voisins/amis [1] leader entrepreneurial/juge/police/parti politique/organisation à laquelle il appartient ou non/gouvernement local/national/ONG/coopérative [2] la communauté entière/leadership de la communauté	moyenne est 0 ; 1 si 1; 2 si 2 ou plus. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ; Interview aux groupes communautaires	mesurer le CS *communautaire.* On pose la question aussi aux individus externes qui ont une relation avec la communauté (enseignants, prêtre…).
9	Présence de différences qui provoquent des conflits	Est-ce que les différences entre (…) créent des problèmes sérieux parmi les gens de la communauté ? Oui=-1; Non=0 a. Ceux qui ont plus d'éducation et ceux qui en ont moins b. Ceux qui ont des richesses et des biens matériels et ceux qui n'en ont pas c. Ceux qui ont des terres et ce qui n'en ont pas d. Ceux qui ont toujours vécu ici et ceux qui viennent d'arriver e. Les membres de partis politiques différents f. Les membres des différentes églises g. Les indigènes et les non indigènes h. Les adultes et les jeunes i. Les hommes et les femmes Total (max. 0), min. -9	-2 si la valeur moyenne est plus de -3 ; -1 si de -1 à -3 ; 1 si 0 En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaires aux ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ; interview aux groupes communautaires ; interview aux leaders communautaires.	On remarque qu'on attribue le même poids à l'opinion des gens qu'aux leaders. Cela dépend des dimensions réduites de la communauté qui permettent la circulation de ce type d'information.
10	Présence de violence	A votre avis, cette communauté est-elle tranquille ou est qu'il y a de la violence ? [1] Très tranquille [0]Assez tranquille [0]Un peu violente [-1]Très violente	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne soit -1 ; 0 ou 1. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ; interview aux groupes communautaires ; interview aux leaders communautaires	On remarque qu'on attribue le même poids à l'opinion des gens qu'aux leaders. Cela dépend des dimensions réduites de la communauté qui permettent la circulation de ce type d'information.
11	Evolution de la violence	En comparaison avec il y a 5 ans, le niveau de violence de cette communauté a-t-il augmenté, diminué ou est toujours le même ? [-1] Il a beaucoup augmenté [- 0,5] Il a augmenté un peu [0] Il est toujours le même [0,5] Il a diminué un peu	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne soit -1; (-0.5) ; 0 ; 0.5 or 1. En cas de parité, on	Questionnaire aux ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ;	On remarque qu'on attribue le même poids à l'opinion des gens qu'aux leaders. Cela dépend des dimensions réduites de la communauté qui permettent la circulation de ce type

		[1] Il a beaucoup diminué	fera une approximation par excès	interview aux groupes communautaires ; interview aux leaders communautaires	d'information.
12	Pourcentage d'inclusion sociale relative aux services de base : eau potable, électricité, drainages, éducation, santé		-2 si le service n'existe pas ; -1 si plus de la moitié du village est exclue; 0 si il a peu d'exclus/moins de la moitié du village ; 1 si il n'y a pas d'exclus.	Observation, Entretiens, Conversations avec les gens et les leaders. L'information finale est la synthèse opérée par l'observateur.	Les services de base considérés ici sont : eau potable/électricité/éducation/santé. On considère chaque service individuellement, donc on répétera la notation 5 fois.
		Cela pourrait bien paraître une survalorisation dans la construction d'un indice du CS, mais on croit que l'absence de services de base représente une limitation énorme et basique en termes d'accumulation de CS, empêchant le correct développement de tout être humain.			
13	Existence de collaborations entre les organisations locales		0 si inexistantes ; 0,5 si rares ; 1 si beaucoup.	Observation, Interview aux leaders, Interview aux organisations. La conclusion est remise à l'observateur.	
14	Existence de conflits entre les organisations locales		-1 si beaucoup ; -0.5 si rare ; 0 si inexistantes.	Observation, Interview aux leaders, Interview aux organisations. La conclusion est à l'observateur.	On remarque qu'on ne considère pas l'absence de conflits entre les organisations comme nécessairement positive en termes de CS, mais plutôt comme indifférente.
15	Existence de projets en commun entre les organisations locales		0 si non ; 1 si oui.	Observation, Interview aux leaders, Interview aux organisations. La conclusion est à l'observateur.	
16	Présence d'organisations locales qui partagent des membres et des ressources		0 si rare/absente ; 1si fréquente/commune.	Observation, Interview aux leaders, Interview aux organisations. La conclusion est à l'observateur.	

17	Existence de relations entre les organisations locales et des organisations similaires d'autres communautés		0 si rare/absente ; 1si fréquente/commune.	Observation, Interview aux leaders, Interview aux organisations. La conclusion est remise à l'observateur.	
18	Existence de projets en commun entre les organisations locales et des organisations similaires d'autres communautés		0 si non ; 1 si oui.	Observation, Interview aux leaders, Interview aux organisations. La conclusion est à l'observateur.	
19	Existence de programmes gouvernementaux dans la communauté (exception faite par l'éducation et la santé)		0 si aucun ; 0,5 si 1 ; 1 si 2-3; 2 si plus de 3.	Observation, Interview aux leaders.	
		Normalement, après l'observation des communautés dans la zone et les conversations avec les techniciens de CARE et Anacafé, on remarque en moyenne la présence d'un programme gouvernemental dans chaque communauté.			
20	Cas de demandes présentées au gouvernement (ou à d'autres institutions) et refusées		-1 si oui ; 0 si no.	Conclusion sur la base des interview aux leaders officiaux ; aux leaders non officiaux ; aux leaders des organisations.	On remarque que l'absence de réfutation peut aussi signifier qu'on n'a pas du tout présenté une demande : on attribue donc 0.
21	Présence d'ONG nationales dans la communauté		0 si aucune; 1 si 1-2 ; 2 si plus de deux.	Observation, Interviews, Conversations	
		Après l'observation sur le terrain et selon les techniciens d'Anacafé et Care, le cas ordinaire est de 2 ONG nationales dans une communauté.			
22	Présence d'ONG internationales dans la communauté		0 si aucune ; 1 si une; 2 si plus d'une.	Observation, Interviews, Conversations	

		Après l'observation sur le terrain et selon les techniciens d' Anacafé et Care le cas ordinaire est d'une ONG internationale dans une communauté.			
23	Etat des connexions avec la ville		0 si mauvaises ; 1 si bonnes.	Observation, interviews, Conversation	On considère que les connexions sont bonnes s'il y a un service continuel de transport, et si la route est utilisable pendant toute l'année.
24	Pourcentage d'analphabètes		-1 si plus de 40% ; 0 si entre 30 et 40% ; 1 si moins de 30%.	Données INE 2002	Selon l'INE, on considère analphabète la population de plus de 7 ans qui ne peut pas lire et écrire un simple paragraphe en espagnol ou en une autre langue.
		Référence : pourcentage moyen national d'analphabétisme de 29% (données INE, 2002) ; pourcentage dans le département 48%, pourcentage dans la ville de San Pedro Carchà. On a décidé d'évaluer la communauté surtout par rapport au pourcentage national, bien qu'avec une certaine flexibilité.			
25	Existence d'un marché		0 si non ; 1 si oui.	Observation	
26	Existence d'un téléphone communautaire		0 si non ; 1 si oui.	Observation	
27	Niveau de confiance interpersonnelle	En général, êtes-vous d'accord ou pas avec les affirmations suivantes ? A. On peut avoir confiance dans la majorité des gens de la communauté. B. Si j'ai un problème, quelqu'un va sûrement m'aider. C. Si je perds un cochon ou une chèvre, quelqu'un va m'aider à le retrouver ou va me le rendre. 1. Totalement d'accord (1) 2. Partiellement d'accord (1) 3. Ni d'accord ni en désaccord (0) 4. Partiellement en désaccord (0) 5. Totalement en désaccord (0)	0 si la valeur moyenne est <2 ; 1 dans le cas contraire. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus	
28	Opinion sur la solidarité	La majorité des gens de la communauté est disposée à aider quand c'est nécessaire. 1. Totalement d'accord (1) 2. Partiellement d'accord (1) 3. Ni d'accord ni en désaccord (0) 4. Partiellement en désaccord (0) 5. Totalement en désaccord (0)	0 si la valeur moyenne est 0 ; 1 dans le cas contraire. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ; interview aux groupes communautaires et aux leaders.	

29	Niveau de confiance pour se prêter de l'argent	Croyez-vous que dans cette communauté les gens aient confiance pour se prêter de l'argent ? [1] la majorité [0,5] quelques-uns [0] très peu/personne	0 si la valeur moyenne est 0. 0,5 si est 0,5. 1 si est 1. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; interview aux groupes communautaires ; interview aux leaders communautaires	
30	Opinion sur l'unité sociale de la communauté	Comment classifierez-vous l'unité sociale de la communauté ? [2]Très unie [1]Assez unie [0]Quelques conflits [-1]Grande tension et conflit	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1,0, 1ou 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; questionnaire aux individus externes qui ont une relation avec la communauté ; interview aux groupes communautaires ; interview aux leaders communautaires	
31	Opinion sur la participation communautaire	Comment classifierez-vous l'esprit de participation des membres de la communauté ? [2] Très haut [1] Haut [0] Moyen [-1] Bas [-2] Très bas	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -2, -1,0, 1ou 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ; interview aux groupes communautaires ; interview aux leaders communautaires	
32	Niveau de confiance dans le gouvernement municipal	Dans quelle mesure avez-vous confiance en les fonctionnaires du gouvernement municipal ? [2] Beaucoup [1] Normal [0] Peu [-1] Très peu	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1,0, 1ou 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ;	On valorise de la même façon le niveau de confiance dans les 4 catégories qui suivent parce qu'on les considère indispensables pour toute forme soutenable de gouvernance.
33	Niveau de confiance dans le gouvernement national	Dans quelle mesure avez-vous confiance en les fonctionnaires du gouvernement national ? [2] Beaucoup [1] Normal	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1,0, 1ou 2.	Questionnaire aux ménages/individus ;	

		[0] Peu [-1] Très peu	En cas de parité, on fera une approximation par excès.		
34	Niveau de confiance dans les partis politiques	Dans quelle mesure avez-vous confiance en les différents partis politiques ? [2] Beaucoup [1] Normal [0] Peu [-1] Très peu	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1, 0 , 1ou 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ;	
35	Niveau de confiance dans les ONG	Dans quelle mesure avez-vous confiance en les ONG ? [2] Beaucoup [1] Normal [0] Peu [-1] Très peu	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1, 0 , 1ou 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus ;	
36	Opinion sur la présence/aide publique	Est-ce qu'on perçoit ici l'aide et la présence du gouvernement ? [2] Beaucoup [1] Assez [0] Peu [-1] Très peu/Pas du tout	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1, 0 , 1ou 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Interviews aux leaders; aux groupes communautaires.	
37	Existence du Conseil Municipal de Développement (COMUDE)	La municipalité a-t-elle déjà institué un Conseil Municipal de Développement (COMUDE) ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview avec le directeur du Bureau Municipal de Planification, le Maire ou un autre représentant de la municipalité.	
38	Existence du Bureau Municipal de Planification (OMP)	La municipalité a-t-elle déjà institué un Bureau Municipal de Planification (OMP) ?	0 si non ; 1 si oui.	Observation	

39	Formation reçue sur la décentralisation	Est-ce que ce bureau a reçu des cours de formation au sujet de la décentralisation ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
40	Présence de personnel qualifié suffisant	Est-ce que dans le personnel qui travaille dans ce bureau il y a des employés avec une maîtrise et une expérience professionnelle ? Considérez-vous suffisant l'actuel personnel ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	On donne la valeur 2 a une éventuelle réponse positive pour valoriser le Capital Humain.
41	Sectorisation des activités et spécialisation du personnel.	L'organigramme de ce bureau est-il organisé par secteurs ? Et le personnel ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
42	Existence d'un enregistrement de besoins (dernière mise à jour au moins en janvier 2006).	Est-ce qu'il existe un enregistrement actualisé des besoins des communautés auprès de la municipalité ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
43	Nombre de profils de projets élaborés cette dernière année	Combien de profils de projets ont été élaborés l'année dernière ?	0 si 0-15 ; 1 si 16-30; 2 si plus de 30.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
		Référence : Fuente & Asociados, 2003. Diagnostic de la création des Bureaux Municipaux de Planification, Guatemala. Ici on apprend que la majorité des municipalités/OMP n'ont élaboré plus de 25 profils.			
44	Nombre d'études de pré-investissement élaborées cette dernière année	Et combien d'études de pré-investissement ?	0 si 0-5 ; 1 si 6-20; 2 si plus de 20.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
		Référence : Fuente & Asociados, 2003. Diagnostic de la création des Bureaux Municipaux de Planification, Guatemala. Ici on apprend que la majorité des municipalités/OMP n'ont pas élaboré plus de 15-20 profils. Une étude de ce type demande effectivement un plus haut niveau de connaissance.			
45	Existence d'une planification à long terme	Est-ce que cette municipalité travaille sur la base d'une planification à long terme ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
46	Fréquence des consultations auprès des organisations officielles des	Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les organisations officielles des communautés (COCODES, Comités, Maires Auxiliaires) ?	0 si jamais/rarement/ occasionnellement 2 si régulièrement	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	

	communautés organisées				
47	Fréquence des consultations avec les ONG	Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les ONG qui travaillent dans la zone ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
48	Fréquence des consultations avec le secteur productif	Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les représentants du secteur privé qui travaillent dans la zone (coopératives, entrepreneurs, commerçants) ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
49	Opinion sur la suffisance des ressources financières	Pensez-vous que les ressources de ce bureau soient suffisantes ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
50	Demande d'intégration au processus de décentralisation	Est-ce que cette municipalité a déjà sollicité son intégration au processus de décentralisation ?	0 si non ; 2 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
51	Perception autonome de l'IUSI	Est-ce que cette municipalité perçoit le IUSI (Impôt Unique sur les Immeubles) de façon autonome ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
52	Niveau d'autonomie financière		0 si moins de 30% ; 1 si compris entre 30% et 60% ; 2 si plus de 60%.		L'autonomie financière est mesurée par le calcul du pourcentage des recettes propres sur les recettes totales. Cette donnée est fournie pour toutes les municipalités du pays grâce au programme de Transparence du Ministère de Finances, qui a été implémenté avec le support de la Banque Mondiale.
		Selon l'Ing. Rubén Acevedo, consultant en organisations et méthodes dans le cadre du programme SIAF auprès du Ministère de Finances, une municipalité devrait avoir un pourcentage d'autonomie autour de 70% pour être considérée vraiment comme autonome et capable de gérer son propre développement. Néanmoins la moyenne nationale est autour de 55%.			
53	Présence des ressources technologiques appropriées	Est-ce que la municipalité juge suffisante sa disponibilité en ressources technologiques (ordinateurs, logiciels, personnel formé) ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux membres de l'OMP et du Conseil Municipal.	
54	Appui	La municipalité a-t-elle l'appui de quelques ONG ?	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux membres	

	d'organisations externes (ONG, etc.)			de l'OMP et du Conseil Municipal.	
55	Niveau de participation des femmes	Est-ce qu'il y a une différence entre la participation des hommes et celle des femmes dans les activités communautaires ? [0]Oui, les hommes participent plus [2]Non, il n'y a aucune différence	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit 0 or 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Interviews aux leaders; aux groupes communautaires ; aux individus externes	Le contexte se caractérise par la gestion presque exclusivement masculine/adulte des affaires de la communauté. On donne valeur 2 a une éventuelle réponse contraire parce qu'on considère cet aspect comme vraiment fondamental.
56	Niveau de participation des jeunes	Quel est le niveau de participation des jeunes ? [0] De beaucoup inférieur à celui des adultes [2] Similaire ou égal à celui des adultes	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit 0 or 2. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Interviews aux leaders; aux groupes communautaires ; aux individus externes qui ont une relation avec la communauté	Le contexte se caractérise par la gestion presque exclusivement masculine/adulte des affaires de la communauté. On donne valeur 2 a une éventuelle réponse contraire parce que on considère cet aspect comme vraiment fondamental.
57	Incidence de la possibilité d'être critiqués ou sanctionnés si on ne participe pas	Quelles sont les probabilités que les personnes qui ne participent pas aux activités communautaires soient critiquées ou condamnées à une amende ? [-1] Beaucoup [0] Quelques-unes [0] Peu [1] Aucune	La valeur de l'indicateur est la valeur moyenne, soit -1, 0 or 1. En cas de parité, on fera une approximation par excès.	Questionnaire aux ménages/individus;	
58	Nombre de projets communautaires admis ou en exécution		0 se aucun ; 1 se jusqu'à 3 ; 2 se 4-10 ; 3 se plus de 10		
		Normalement, après l'observation des communautés dans la zone et les conversations avec les techniciens de CARE et Anacafé, on retient comme normale la présence de 3 projets dans chaque communauté			
59	Incidence des échecs	Cette communauté a-t-elle subi des échecs au moment de faire des améliorations ?	0 si non/rare, -1 si oui.	Interview aux leaders officiaux ; interview aux groupes communautaires. La conclusion est à l'observateur.	On remarque que l'absence d'échecs peut aussi signifier qu'on n'a pas du tout essayé : on y attribue donc 0.
60	Incidence des modalités	Supposons qu'on doit prendre une décision relative à un projet de développement pour la communauté. Croyez-vous que toute la	La valeur de l'indicateur est la	Questionnaire aux ménages/individus,	

	démocratiques de prise de décision	communauté serait impliquée ou que seuls les leaders décideraient ? [1] Toute la communauté serait impliquée	valeur moyenne, soit 0 ou 1. En cas de parité on fera une approximation par excès.	interview aux groupes communautaires	

Tableau 17 : Questions pour mesurer le CS de la Coopérative de café et d'autres organisations éventuelles

N	Indicateur	Item	Codes	Source/Destinataires	Notes
1	Membres de la COOP sur la population total du village		0 si 0-30% ; 1 si 30%-50% ; 2 si plus de 50%.	Interviews aux leaders de la coopérative	On remarque que l'existence de la coopérative en soi a déjà été valorisée auparavant, alors que maintenant on veut valoriser sa représentativité communautaire.
		Selon les techniciens d'Anacafé, on peut considérer une coopérative comme représentative de la communauté si elle inclut dans ses membres au moins le 30% de la population.			
2	Mixité de la membership (revenu, formation, famille, partie, religion)	Si vous pensez aux membres de cette organisation, la majorité : [0] Oui [1] Non a. Partagent-ils la même communauté ? b. Partagent-ils la même famille ou des relations de parenté ? c. Partagent-ils la même religion ? d. Partagent-ils le même genre ? e. Ont-ils le même âge ? g. Sont-ils principalement de la même tendance ou parti politique ? h. Ont-ils le même travail ? i. Ont-ils le même niveau de formation/éducation ? l. Ont-ils des niveaux similaires de revenu ? Max. 9, min. 0	0 si 0-3 points ; 1 si plus.	Interviews aux leaders de la coopérative; interview aux groupes de membres. La conclusion est remise à l'observateur.	On note qu'on veut valoriser ici l'hétérogénéité en tant que telle.
		Après l'observation sur le terrain, on retient de pouvoir parler d'hétérogénéité à partir d'un score d'au moins 3.			
3	Nécessité de convaincre les gens à	Est-il difficile de convaincre les gens de rester dans l'organisation ?	0 si oui ; 1 si non.	Interview aux leaders de la coopérative.	

	rester dans la COOP				
4	Réunions du Conseil de la COOP par mois	Combien de fois par mois le Conseil de cette coopérative se réunit-il ?	0 si moins de deux ; 1 si deux ou plus.	Interview aux leaders de la coopérative.	
		Selon les techniciens d'Anacafé et d'INACOP (Institut National des Coopératives), on considère comme efficace une coopérative dont les leaders se réunissent au moins deux/trois fois par mois.			
5	Absences dans les réunions du Conseil	Combien d'absents y a-t-il normalement ? [1] peu [0] beaucoup	0 si beaucoup ; 1 si peu	Interview aux leaders de la coopérative.	
6	Prise de décisions dans le Conseil	Comment prend-on une décision dans le Conseil ? [0] Le leader décide et informe après les autres membres [0,5] Le leader demande l'opinion aux autres membres et après il décide [1] Les membres du groupe décident ensemble à la majorité [1,5] Les membres du groupe décident à l'unanimité	0 ; 0,5 ; 1 ; 1,5 selon la réponse.	Interview aux leaders de la coopérative.	
7	Fréquence des réunions de l'assemblée	Quelle est la fréquence des réunions de l'Assemblée ? [0] Moins que chaque mois [1] Chaque mois ou plus	0 si moins que chaque mois ; 1 si chaque mois ou plus.	Interview aux leaders de la coopérative.	
		En accord avec les techniciens d'Anacafé et d'INACOP (Institut National des Coopératives), on considère comme efficace une coopérative dont l'assemblée des membres se réunit au moins chaque mois.			
8	Modalité de prise des décisions dans les assemblées	Comment prend-on une décision dans l'Assemblée ? [0] Le leader décide et informe après les autres membres [0,5] Le leader demande l'opinion aux autres membres et après il décide [1] Les membres du groupe décident ensemble à la majorité [1,5] Les membres du groupe décident à l'unanimité	0 ; 0,5 ; 1 ; 1,5 selon la réponse.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
9	Niveau de participation dans les assemblées	Quel est le niveau de participation dans les assemblées ? [0] Moins de 50% [1] Entre 50% et 75% [2] Plus de 75%	0 si moins de 50% ; 1 si entre 50% et 75% ; 2 si plus de 75%.	Interview aux leaders de la coopérative.	
10	Conduite des présents dans les assemblées	Comment les assistants se comportent-ils dans les assemblés ? [-1] Très passifs [0] Passifs [0,5] Actifs [1] Très actifs	-1 si très passifs ; 0 si passifs ; 0,5 si actifs ; 1 si très actifs.	Interview aux leaders de la coopérative.	
11	Appartenance des	Les leaders appartiennent-ils à un groupe défini de familles ?	0 si oui ;	Interview aux leaders de	Si la réponse de

	leaders à un groupe défini de familles	[0]. oui [1]. non	1 si non.	la coopérative ; interview aux groupes de membres.	membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
12	Comment sont sélectionnes les leaders de l'organisation ?	Comment sélectionne-t-on les leaders du groupe ? [-1] Par une personne ou entité externe [0] Chaque leader choisit son successeur [0] Par un petit groupe de membres [1] Par tous les membres	0 ou 1 selon la réponse	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes ;	Si la réponse de membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
13	Ouverture de l'organisation (comment on y entre)	Comment entre-t-on dans ce groupe ? [0] Il faut naître dans le groupe [0] Entrer dans le groupe est obligatoire [0] Il faut une invitation [1] Librement	0 ou 1 selon la réponse	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse de membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
14	Présence d'exclus	Est-ce qu'il y a des exclus qui ne peuvent pas entrer ? [0] oui [1] non	0 si oui ; 1 si non.	Interview aux groupes de membres. Conclusion de l'observateur.	
15	Femmes dans le Conseil	Est-ce qu'il y a des femmes dans le conseil ? [0] non [1,5] oui	0 si non ; 1,5 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative.	
16	Genre du président	Quel est le genre du président ? [0] homme [2] femme	0 si homme ; 2 si femme.	Interview aux leaders de la coopérative.	
17	Jeunes dans le Conseil	Est-ce qu'il y a des jeunes dans le conseil ? [0] non [1,5] oui	0 si non ; 1,5 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative.	On considère jeune une personne qui a entre 15 et 25 ans.
18	Pourcentage des membres de l'organisation qui sont membres aussi d'autres organisations	Est-ce qu'il y a des membres qui sont aussi membres d'autres organisations ? [0] aucun/peu [1] beaucoup/tous	0 si non/peu ; 1 si beaucoup/tous.	Interview aux leaders de la coopérative et aux groupes de membres.	
19	Relation avec les familles les plus riches de la communauté	Comment les relations avec les familles les plus riches de la communauté sont-elles ? [1] positives [0] indifférentes	-1 si négative; 0 si indifférente ; 1 si positive.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on

		[-1] négatives			favorisera la première.
20	Relation avec les familles les plus pauvres de la communauté	Comment les relations avec les familles les plus pauvres de la communauté sont-elles ? [1] positives [0] indifférentes [-1] négatives	-1 si négative ; 0 si indifférente ; 1 si positive.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
21	Existence de conflits avec la communauté	Est-ce qu'il y a des conflits entre l'organisation et le reste de la communauté ? [0] oui [1] non	0 si oui ; 1 si non.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
22	Relation de collaboration avec d'autres organisations de la communauté	Est-ce que cette organisation a des relations de coopération avec d'autres organisation de la communauté ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	
23	Projets avec d'autres organisations de la communauté	Est-ce que cette organisation administre des projets en collaboration avec d'autres organisation de la communauté ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
24	Relation de collaboration avec des organisations d'autres communautés	Cette organisation a-t-elle des relations de collaboration avec des organisations d'autres communautés ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
25	Information sur les plans des autres organisations	Cette organisation est-elle informée sur les plans des autres organisations de la communauté et des organisations des autres communautés ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
26	Intensité des relations avec la municipalité	Comment peut-on définir les relations de cette organisation avec la municipalité ? [1] positives [0] indifférentes [-1] négatives	-1 si négative ; 0 si indifférente ; 1 si positive.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	
27	Présence d'un plan/programme du Gouvernement	Y a-t-il un plan ou programme public qui appuie cette organisation? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
28	Existence	Cette organisation est-elle informée sur les plans du gouvernement ?	0 si non ;	Interview aux leaders de	

	d'information sur les plans du Gouvernement	[1] oui [0] non	1 si oui.	la coopérative	
29	Existence d'appui par une ONG externe	Y a-t-il une ONG externe qui appuie cette organisation? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
30	Nombre de projets admis /en exécution	Combien de projets sont-ils en exécution (ou ont déjà été retenus) ? [0] aucun [1] de 1 à 4 [2] de 4 à 8 [3] plus de 8	0 si aucun ; 1 si de 1 à 4 ; 2 si de 4 à 8 ; 3 si plus de 8.	Interview aux leaders de la coopérative	
		D'accord avec l'observation de terrain et l'opinion des techniciens de CARE, Anacafé, une organisation moyennement efficace administre entre 1 et 4 projets.			
31	Disponibilité des anciens leaders à participer	Les leaders antérieurs sont-ils encore disponibles pour participer dans les activités de l'organisation ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
32	Pourcentage de membres qui ont acquis des capacités de leadership	Combien de membres de l'ORGANISATIONont-ils acquis des capacités de leadership ? [0] aucun/peu [0,5] quelques-uns [1] beaucoup/tous	0 si aucun/peu ; 1 si quelqu'un ; 2 si beaucoup/tous.	Interview aux leaders de la coopérative	
33	Existence de mécanismes de diffusion précédente de la information	Y a-t-il des mécanismes de diffusion de l'information avant les réunions ? [1] oui [0] non	0 si non 1 si oui	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	
34	Existence de mécanismes de diffusion des résultats	Y a-t-il des mécanismes de diffusion de l'information après les réunions ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	
35	Capacité de faire des rapports financiers	Cette organisation a-t-elle la capacité de réaliser des rapports financiers ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
36	Existence d'une planification	Cette organisation a-t-elle une planification des activités ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	

Tableau 18 : Questions pour mesurer le Capital Social des organisations officielles de leadership communautaire.					
N	Indicateur	Item	Codes	Source/Destinataires	Observations
1	Réunions du Conseil par mois	Combien de fois par mois le Conseil se réunit-il?	0 si moins de deux ; 1 si deux ou plus.	Interview aux leaders officiaux.	On notera immédiatement que dans le cas des organisations officielles on a décidé de présenter les questions exclusivement aux leaders officiaux. Les membres de l'organisation sont, dans ce cas spécifique, tous les membres de la communauté, dont l'opinion relative à la démocratie du gouvernement communautaire a été déjà enregistrée lors des questionnaires aux ménages/individus et des entretiens aux groupes.
		Selon les expertes du CIEN (Centre de Recherches Economiques Nationales), on considère efficace une organisation dont les leaders se réunissent au moins deux fois par mois.			
2	Absence dans les réunions du Conseil	Combien d'absents y a-t-il normalement ? [1] peu [0] beaucoup	0 si beaucoup ; 1 si peu	Interview aux leaders officiaux.	
3	Prise de décisions du Conseil	Comment prend-on une décision dans le Conseil ? [0] Le leader décide et informe après les autres membres [0,5] Le leader demande l'opinion aux autres membres et après il décide [1] Les membres du groupe décident ensemble à majorité [1,5] Les membres du groupe décident à l'unanimité	0 ; 0,5 ; 1 ;1,5 selon la réponse.	Interview aux leaders officiaux.	
4	Assemblées générales par an	Quelle est la fréquence des réunions de l'Assemblée ? [0] Moins que tous les deux mois [1] Tous les deux mois ou plus	0 si moins que tous les deux mois ; 1 si tous les deux mois ou plus	Interview aux leaders officiaux.	
		Selon les experts du CIEN, on considère efficace une organisation dont l'assemblée des membres se réunisse au moins tous les deux mois.			
5	Modalité de prise de décisions dans l'assemblée générale	Comment prend-on une décision dans le Conseil ? [0] Le leader décide et informe après les autres membres	0 ; 0,5 ; 1 ; 1,5 selon la réponse.	Interview aux leaders officiaux.	

		[0,5] Le leader demande l'opinion aux autres membres et après il décide [1] Les membres du groupe décident ensemble à la majorité [1,5] Les membres du groupe décident à l'unanimité			
6	Niveau de participation dans les assemblées	Quel est le niveau de participation dans les assemblées ? [0] Moins de 50% [1] Entre 50% et 75% [1,5] Plus de 75%	0 si moins de 50% ; 1 si entre 50% et 75% ; 2 si plus de 75%.	Interview aux leaders officiaux.	
7	Conduite des présents dans les assemblées	Comment les assistants se comportent-ils dans les assemblées ? [-1] très passifs [0] passifs [0,5] actifs [1] très actifs	-1 si très passifs ; 0 di passifs ; 0,5 si actifs ; 1 si très actifs.	Interview aux leaders officiaux.	
8	Appartenance des leaders à un groupe défini de familles	Les leaders appartiennent-ils à un groupe défini de familles ? [0] oui [1] non	0 si oui ; 1 si non.	Interview aux leaders officiaux.	
9	Femmes dans le Conseil	Y a-t-il des femmes dans le conseil ? [0] non [1,5] oui	0 si non ; 1,5 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
10	Genre président = maire	Quel est le genre du président ? [0] homme [2] femme	0 si homme ; 2 si femme.	Interview aux leaders officiaux.	
11	Jeunes dans le Conseil	Y a-t-il des jeunes dans le conseil ? [0] non [1,5] oui	0 si non ; 1,5 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	On considère jeune une personne qui a entre 18 et 25 ans.
12	Pourcentage des membres de l'organisation qui sont membres aussi d'autres	Y a-t-il des membres qui sont aussi membres d'autres organisations ? [0] aucun/peu [1] beaucoup/tous	0 si aucun/peu ; 1 si beaucoup/tous.	Interview aux leaders officiaux.	
13	Relation avec les familles les plus riches de la communauté	Comment sont les relations avec les familles les plus riches de la communauté ? [1] positives [0] indifférentes [-1] négatives	-1 si négative ; 0 si indifférente ; 1 si positive.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.

14	Relation avec les familles les plus pauvres de la communauté	Comment sont les relations avec les familles les plus pauvres de la communauté ? [1] positives [0] indifférentes [-1] négatives	-1 si négative ; 0 si indifférente ; 1 si positive.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
15	Existence de conflits avec la communauté	Est-ce qu'il y a des conflits entre l'organisation et le reste de la communauté ? [0] oui [1] non	0 si oui ; 1 si non.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	Si la réponse des membres est différente de celle des leaders, on favorisera la première.
16	Relation de collaboration avec d'autres organisations de la communauté	Est-ce que cette organisation a des relations de coopération avec d'autres organisation de la communauté ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	
17	Projets avec d'autres organisations de la communauté	Est-ce que cette organisation administre des projets en collaboration avec d'autres organisations de la communauté ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
18	Relation de collaboration avec des organisations d'autres communautés	Cette organisation a-t-elle des relations de collaboration avec des organisations d'autres communautés ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
19	Information sur les plans des autres organisations	Cette organisation est-elle informée sur les plans des autres organisation de la communauté et des organisations des autres communautés ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders de la coopérative	
20	Intensité des relations avec la municipalité	Comment peut-on définir les relations de cette organisation avec la municipalité ? [1] positives [0] indifférentes [-1] négatives	-1 si négative ; 0 si indifférente ; 1 si positive.	Interview aux leaders de la coopérative ; interview aux groupes de membres.	
21	Présence d'un plan/programme du gouvernement	Y a-t-il un plan ou programme public qui appuie cette organisation? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
22	Existence	Cette organisationest-elle informée sur les plans du	0 si non ;	Interview aux leaders	

	d'information sur les plans/activités du gouvernement	gouvernement ? [1] oui [0] non	1 si oui.	officiaux.	
23	Existence d'appui par une ONG externe	Y a-t-il une ONG externe qui appuie cette organisation ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
24	Nombre de projets admis /en exécution	Combien de projets sont-ils en exécution (ou ont été déjà retenus) ? [0] aucun [1] de 1 à 4 [2] de 4 à 8 [3] plus de 8	0 si aucun; 1 si de 1 à 4 ; 2 si de 4 à 8 ; 3 si plus de 8.	Interview aux leaders officiaux.	
25	Disponibilité des leaders précédents à participer	Les leaders précédents sont-ils encore disponibles pour participer aux activités de l'organisation? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
26	Pourcentage de membres qui ont acquis des capacités de leadership	Combien de membres de l'organisation ont acquis des capacités de leadership ? [0] aucun/peu [0,5] quelques-uns [1] beaucoup/tous	0 si aucun/peu ; 0,5 si quelqu'un; 1 si beaucoup/tous.	Interview aux leaders officiaux.	
27	Existence de mécanismes de diffusion précédente de l'information	Y a-t-il des mécanismes de diffusion de l'information avant les réunions ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
28	Existence de mécanismes de diffusion des résultats	Y a-t-il des mécanismes de diffusion successive de l'information, après les réunions par exemple ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
29	Capacité de faire des rapports financiers	Cette organisation a-t-elle la capacité de réaliser des rapports financiers ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	
30	Existence d'une planification	Cette organisation a-t-elle une planification des activités ? [1] oui [0] non	0 si non ; 1 si oui.	Interview aux leaders officiaux.	

En outre, les possibilités de désagréger l'indice sont multiples. Par exemple, on peut calculer le CS spécifique des femmes et des jeunes simplement en isolant des variables déjà considérées dans l'indice générique.

Tableau 19 : CS communautaire des femmes	
Variables	**Indicateurs**
Structuration du CS communautaire existant	Nombre d'organisations de femmes
Absence de violence et conflit dans la communauté	Présence de différences entre les femmes et les hommes qui provoquent des conflits.
Participation communautaire	Niveau de participation des femmes
Capacité de réaliser des projets	Nombre de projets communautaires administrés par des groupes de femmes
Capital social de la coopérative et d'autres organisations éventuelles	
Intégration des catégories faibles	Présence de femmes dans la *membership* Femmes dans le Conseil Genre du président
Capital social des organisations officielles	
Intégration des catégories faibles	Femmes dans le Conseil Genre du président = maire

Tableau 20 : CS communautaire des jeunes	
Variables	**Indicateurs**
Structuration du CS communautaire existant	Nombre d'organisations de jeunes Présence d'installations pour les jeunes
Absence de violence et conflit dans la communauté	Présence de différences entre les jeunes et les adultes qui provoquent des conflits.
Participation communautaire	Niveau de participation des jeunes
Capacité de réaliser des projets	Nombre de projets communautaires administrés par des groupes de jeunes
Capital social de la coopérative et d'autres organisations éventuelles	
Intégration des catégories faibles	Présence de jeunes dans la *membership* Jeunes dans le Conseil
Capital social des organisations officielles	
Intégration des catégories faibles	Jeunes dans le Conseil

3. Un indice du Capital Social

Notre analyse s'accorde avec celle de Grootaert (2002) en ce qui concerne le choix de garder la séparation des indicateurs mesurant les trois dimensions du CS (cognitif, structurel, d'action collective), le respect de la nature multidimensionnelle du concept et nous considérons que l'effort de conceptualisation n'est pas encore complètement achevé.

Par contre, nous croyons à la possibilité et la nécessité d'avoir un indice unique de la dimension spécifique du CS qu'on va considérer et qu'on a dénommé **Capital Social Communautaire Opérationnel (CSCO).** L'indice devra être agile, comparable entre communautés différentes et capable de donner une idée rapide de la capacité d'une communauté en termes d'action collective, effective ou potentielle, pour gérer démocratiquement son propre développement. Ceci est une condition nécessaire pour l'obtention d'un indice unique, tout en gardant la nature multidimensionnelle du concept ; ce sera l'explicitation de ses différentes composantes (en incluant la possibilité de les isoler) et surtout l'unité de l'approche : le niveau territorial communautaire et la nature opérationnelle de l'actif.

La pondération des différents indicateurs qui composent notre indice a été réalisée tout au long de la codification de chaque indicateur. Ici, on veut seulement remarquer que :

- Dans le cas où dans une communauté il existe **2 (ou plus) coopératives de café**, on prendra la valeur la plus haute de l'indicateur entre les deux. Cela ne nous empêche pas de valoriser la présence de deux coopératives car on se rappelle que ce cas est déjà valorisé par la question sur le nombre de coopératives existantes (score 1 si une ; score 3 si plus). Additionner les deux indicateurs ne nous paraît pas raisonnable car cela impliquerait une survalorisation excessive du CS des coopératives de café sur l'ensemble du CS communautaire.
- **On multiplie le score des organisations officielles par 2**, pour donner un poids majeur à leur CS. Effectivement, elles constituent un élément nécessaire pour n'importe quelle stratégie de développement, étant donné le système politique-administratif du pays.
- Dans le cas où dans la communauté il existe **d'autres organisations** (par exemple d'autres coopératives qui ne travaillent pas le café) qui peuvent être considérées pertinentes en relation avec la structuration du CS de la communauté (par exemple large *membership*, longue tradition, activisme etc.) on est obligé de les inclure. Dans ce cas, on leur appliquera l'indice du CS de la Coopérative de Café, en ajoutant 10 à l'indice du CSCO chaque fois qu'une de ses organisations obtient un score >= 23[50]. On considérera au maximum 3 organisations additionnelles.

On calculera l'indice du CSCO de chaque communauté en pourcentage par rapport au score maximum réalisable si tous les répondants avaient répondu de la façon la plus positive.

Le score maximum dans notre cas est 242. On le considère comme le niveau idéal de CSCO. Une communauté qui totalise ce score est un acteur organisé et conscient de son propre développement. On sait pas si elle a une dotation d'actifs suffisante (capital économique, financier etc..), mais elle a sûrement la capacité de s'organiser, de formuler et présenter des projets collectifs. Les différences de genre et d'âge n'affectent pas la participation. La gestion communautaire respecte les conditions de démocratie interne. Les gens perçoivent beaucoup l'unité sociale du groupe dont ils sont membres et sont disposés à participer, à s'aider. La communauté s'insère dans un cercle vertueux des relations plus ou moins institutionnalisées avec l'extérieur, ce qui lui permet d'accéder à plusieurs ressources (financements,

[50] On considère 23 comme le score minimum de CS d'une organisation pour entrer dans le calcul du CSCO, car la valeur maximum du CS de la Coopérative de café est 44.
23 est la moitié de 44 + 1. Au dessous de cette valeur une organisation n'est pas considérée de forme détaillée, mais seulement dans les questions générales qui concernent le CSCO.
Le CS de la coopérative a donc été pris comme référence. On remarque que si une coopérative obtient moins de 23, elle entre quand même dans le calcul du CSCO. Cette distorsion est due à la valorisation de l'organisation coopérative en tant que telle ainsi que de son potentiel.

projets, donations, formation etc.) et de participer à la planification de long terme qui se réalise au niveau municipal. Le contexte municipal est ouvert et réceptif, tout en agissant en ligne avec une perspective de décentralisation réelle. Dans le cadre municipal, la communauté interagit surtout avec le Bureau Municipal de Planification, qui est l'organisme préposé aux activités de coordination et planification du développement municipal. Les organisations de la communauté sont nombreuses, démocratiques et très actives. La synergie entre acteurs publics, privés et acteurs sociaux organisés garantit la gouvernance idéale.

Au contraire, le score minimum est - 41.

Dans le tableau suivant, on va détailler les composantes de l'indice.

Tableau 21 : Indice du CSCO		
	Score maximum	Score minimum
CSCO +	93	-28
Capital Social Communautaire de la Coopérative de Café +	44	-5
Capital Social Communautaire des Organisations officielles de leadership +	75	-8
Capital Social Communautaire des autres organisations importantes éventuelles (max 3 organisations)	10*3 = 30	0
Total	242	- 41

II - Méthode de recherche

Pour ce qui se réfère à la méthode de recherche, elle a été déterminée substantiellement par les objectifs du travail et par les ressources, tout en privilégiant la faisabilité du dessin choisi dans la condition de chercheuse autonome avec des ressources économiques limitées.

On a donc préféré limiter le travail à une étude exploratoire et explicative de la problématique choisie, qui nous a permis notamment de diagnostiquer la situation actuelle en termes de dotation communautaire de CS dans trois communautés de Alta Verapaz, et, au même temps, de définir des outils de mesure quantitative sur la base de trois études de cas.

En réalité, la relative homogénéité de la région considérée, du point de vu socio-économique, donne à ces études une réelle validité externe, tout en permettant de formuler une méthodologie de recherche rapide du CS au niveau communautaire, qu'on pourra généraliser au territoire régional et probablement national.

On remarque aussi que la perspective adoptée est de section, parce que la recherche se ferme à un moment temporel concret, afin de définir une ligne de base en termes de dotation de CS. Cela n'empêche pas l'utilisation de ces outils pour évaluer l'impact d'une stratégie ou d'un programme.

La stratégie de recherche adoptée prévoit une combinaison de techniques de recherche parmi lesquelles la révision de sources d'observation secondaire (statistiques et documents), l'observation systématique (participante et non participante) et l'étude de cas, les entretiens ouverts (plus ou moins structurés; individuels ou groupaux) et enfin le questionnaire standardisé. On pourrait inscrire toutes ces techniques dans deux approches principales :

- **"Évaluation Rurale Rapide" (ERR).** Dans la première phase, pendant le séjour dans les communautés, on a utilisé une série de techniques de recherche "rapide et brève" qui prétend générer des résultats peu précis, mais avec une évidence plus valable que les techniques des sondages quantitatifs classiques. Les ERR (et les méthodes analogues) ont commencé à être utilisées pendant les années 1970 comme une façon plus efficace et économique d'apprentissage

de la part de chercheurs externes (particulièrement sur les systèmes agricoles) qu'il l'était possible avec les grands programmes sociaux des sondages. Il s'agit notamment d'écouter les acteurs sociaux, en utilisant une combinaison créative de méthodes répétitives et de vérification, y compris le "croisement" des données de sources différentes ou obtenues avec des méthodes différentes. Ceci est fait d'habitude par une équipe multidisciplinaire, ainsi que notre travail a représenté une tentative beaucoup moins complexe. La limite de cette approche réside dans le fait qu'il s'agit d'un processus de nature extractive, dès lors que le projet appartient toujours aux chercheurs externes, bien que l'évaluation puisse être considérée en partie participative (ERP) lorsque les informations récoltées ont été partagées avec les gens des communautés, dans le but d'éviter le monopole professionnel de l'information, et générer une nouvelle confiance locale. Plus précisément, les techniques utilisées dans le cadre de la RRA suivantes :

- la technique **"participant observateur" dans les communautés** qui nous a donné la possibilité de nous familiariser avec les valeurs, les dynamiques, les relations internes, les structures et les conflits de la communauté;
- **la révision** des documents, des données et des rapports existants ;
- **les entretiens semi structurés** avec des informants clés (leaders formels, leaders des organisations locales, autres leaders communautaires) ;
- **les enquêtes auprès des ménages ;**
- **les entretiens avec les groupes (formels et informels) de la communauté,** en incluant les femmes et les jeunes.

- **"Recherche-action Participative" (RAP).** On a essayé de prévenir les limites d'une évaluation uniquement extractive en prévoyant l'utilisation d'une approche participative réelle, lors de la définition de la stratégie d'action pour le renforcement du Capital Social au niveau municipal. La RAP est une approche plus activiste, qui travaille pour déléguer du pouvoir à la communauté locale, ou à ses représentants, et pour manipuler les structures de pouvoir au niveau le plus élevé. Il s'agit de techniques notamment participatives, parce qu'elles partent de la connaissance des actifs locaux et des stratégies déjà existantes à travers les forums réalisées avec les leaders locaux, où De plus les stratégies proposées par les acteurs externes sont discutées et opérationnalisées de façon participative. Si les bénéfices que les méthodes ERR apportent aux communautés locales sont minimes, la méthode RAP, au contraire, travaille directement dans un contexte politique et du développement local pour apporter des structures d'organisation réelles, une défense locale efficace, et un changement durable dans les relations de pouvoir. Or, c'est connu que cette méthode donne des meilleurs résultats quand l'agence externe est bien connue par la communauté et peut lui demander un engagement des ressources à long terme. Dans notre cas, le fait que notre stratégie a été définie avec des agences externes comme CARE or ANACAFE, déjà engagées dans la zone depuis longtemps, a satisfait tout à fait cette exigence.

Pour conclure, on remarque la nécessité de choisir une combinaison de méthodes qui ne peuvent pas être toutes participatives à cause des limites en termes de temps et de ressources, mais aussi du fait que parfois les conflits et la position des groupes marginaux n'émerge pas dans le forum ou dans les situations organisées de participation. Toutefois, la question du propriétaire final du savoir et de la définition de la stratégie finale reste, à notre avis, une considération importante à éclairer pour que la recherche puisse participative.

Quant à l'observation systématique, on a réalisé un séjour de presque une semaine dans chacune des communautés. On a essayé de s'intégrer, autant que possible, dans la vie locale pour comprendre et documenter nos observations. Le fait de vivre dans les communautés objet d'étude nous a permis de partager intégralement la quotidienneté rurale, en incluant les aspects les plus familiaux comme les repas, les mariages, les cérémonies religieuses et les jours de marché. De plus, la disponibilité en termes de temps a garanti le choix des moments les plus indiqués pour réaliser les entretiens et les conversations, sans la limitation, vraiment fréquente dans les étapes de terrain, d'horaires obligés et restreints. Enfin ma

condition personnelle de femme jeune et seule, étrangère dans la communauté, a facilité l'intégration humaine, la conquête rapide de la confiance, la relation avec les femmes et en général la récolte d'information.

Néanmoins, on connaît bien le risque en termes de subjectivisme de cette méthode, surtout à cause du fait qu'il n'existait pas depuis longtemps une relation entre moi-même et la communauté. C'est pour cela qu'on a prévu l'intégration de différentes techniques.

L'appui du bureau régional d'Anacafé a permis la facilitation des aspects organisationnels, étant cette association présente dans chacune des communautés considérées. Dans deux communautés sur trois, le logement a été offert dans la même coopérative, alors que dans la troisième communauté, nous avons été hébergés par une famille indigène, associée à la coopérative.

A - Utilisation et discussion du SCAT

Concernant les outils d'analyse, on a fait principalement référence aux instruments de mesure du CS utilisés par la Banque Mondiale, et en particulier au SCAT (*Social Capital Assessment Tool*)[51], produit des travaux de recherche menés dans le cadre de la *Social Capital Initiative*, lancé par la BM en 1996, et qui a été testé dans des milieux ruraux et urbains, indigènes et non indigènes, notamment en Amérique Latine et en Inde.

Il représente, à notre avis, une des tentatives les plus intéressantes pour définir un outil de mesure du CS qui puisse être appliqué uniformément dans n'importe quel contexte, nation, ou région du monde. Bien sûr, l'importance du contexte reste énorme et par exemple les groupes qui représentent une accumulation de CS dans une réalité peuvent en causer la dépréciation dans une autre, ainsi que les activités que les gens considèrent adaptées pour menées collectivement sont différentes par rapport aux cultures ; mais ceci n'empêche pas de définir des catégories constantes pour analyser le CS (BM, 2002). On utilisera une version adaptée à la réalité guatémaltèque, à l'aide surtout des catégories utilisées dans le projet GUAPA.

Classiquement, le SCAT prévoit trois composantes :

- **Le profil de la communauté.** Il est généré au moyen des rencontres avec les groupes, spontanées ou pas, effectuées dans chaque communauté pendant les premiers jours de travail sur le terrain, pour se familiariser avec les caractéristiques de la communauté, ses frontières, sa définition par les acteurs et les activités qui y s'effectuent collectivement. De plus, cette étape donne la possibilité d'avoir une première approche avec les membres de la collectivité et de leur faire connaître les objectifs de la recherche. L'instrument en question se compose, à son tour, de deux éléments :
  - Les discussions avec les groupes, spontanées ou organisées à l'aide d'un guide semi structuré. De deux à quatre entretiens sont conduits dans chaque communauté, en relation avec sa plus ou moins grande homogénéité. Quelqu'un est proposé par sous-groupes, déterminés par rapport au genre ou à d'autres facteurs déterminants (âge par exemple). De plus des entretiens spontanés sont effectués n'importe quand, dans les lieux publics. Un guide d'entretien aide à la discussion. Il prévoit six sessions : la définition participative des frontières de la communauté, des actifs, des services etc., la discussion sur un cas d'action collective communautaire mené dans les trois dernières années, la discussion sur la *Community Governance* (l'identification des leaders, leur sélection) et sur le processus décisionnel à l'intérieur de la communauté, l'identification des organisations locales (formelles et informelles) et leurs caractéristiques, la définition des relations entre la communauté et ces organisations en termes d'accessibilité et de contribution, l'identification

51 Krishna et Shrader, 1999

des relations avec les organisations externes qui travaillent avec la communauté inclus le gouvernement local, les ONG nationales et internationales etc.
Les données produites dans cette phase sont qualitatives et notamment :

- -plan de la communauté, en indiquant la localisation des actifs communautaires et des services ;
- -liste des points de force en termes d'actifs et de services de la communauté ;
- -liste des points de faiblesse en termes d'actifs et de services de la communauté ;
- -liste des organisations/institutions formelles et informelles de la communauté ;
- -résumé du profil de la communauté en termes de CS.

- Les entretiens avec les leaders, structurés à l'aide d'un questionnaire. Ces entretiens collectent des informations basiques et de type quantitatif. Ils peuvent être effectués avec de 2 à 4 informants-clé/leaders (ou groupes d'informants clés) par communauté. Les questions proposées concernent les caractéristiques de la communauté (âgé, dimensions, activités économiques, contacts avec l'extérieur…) ; la disponibilité et la qualité des services (électricité, eau, égouts, ordures, communications, transportes, marchés, sécurité…); le poids du mouvement migratoire ; les ressources de la communauté en termes d'éducation (écoles, professeurs…) et de santé; les questions environnementales (problèmes, détérioration) ; les organisations communautaires et la capacité d'achever une résolution collective des problèmes ; l'identification des organisations locales ; l'identification des relations avec les organisations externes qui travaillent avec la communauté. Les réponses sont directement codées à l'aide d'un questionnaire spécifique.

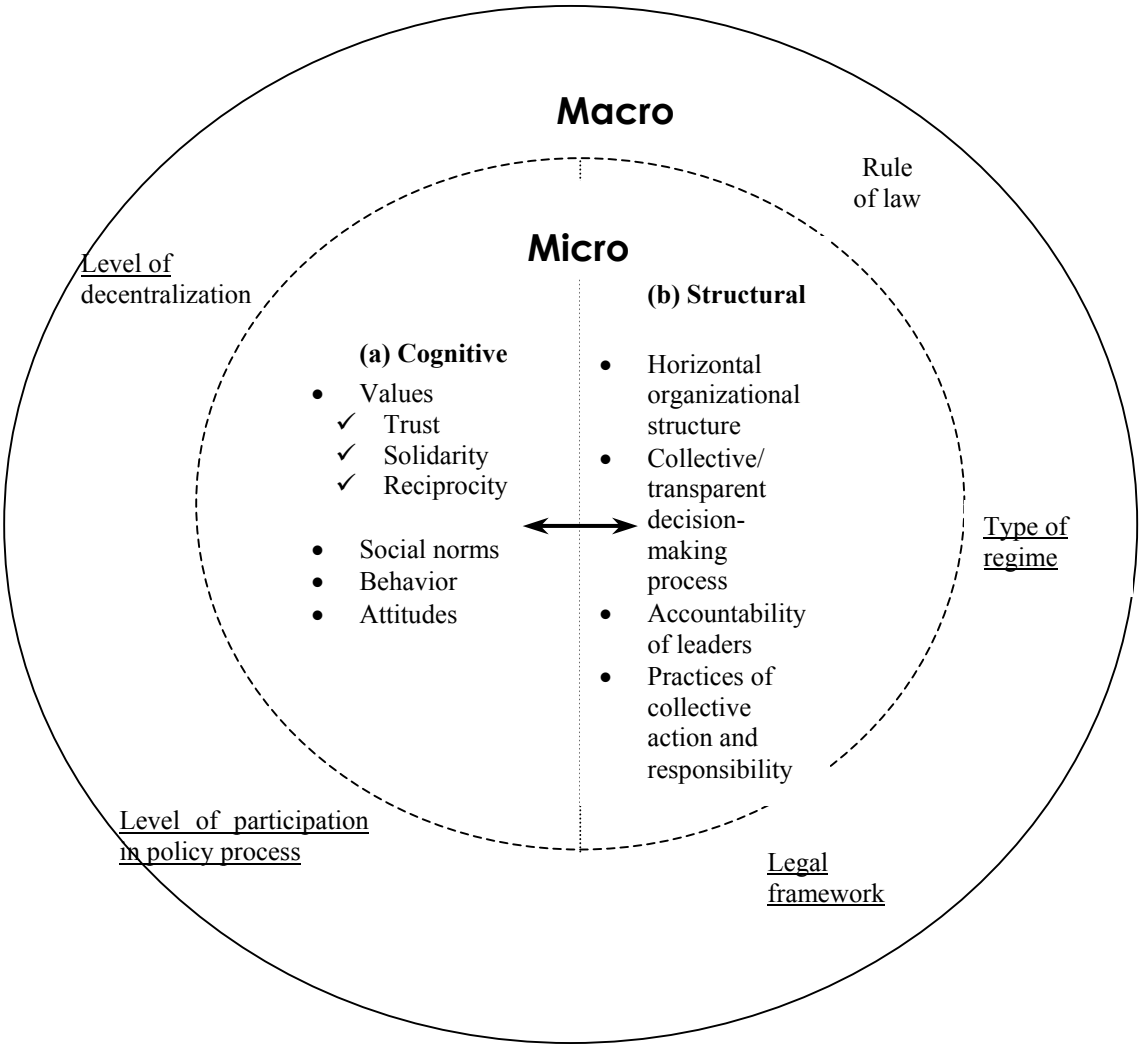
- **Les enquêtes au niveau des ménages.** La BM prévoit l'administration de cet instrument à un échantillon de 5 à 10 ménages dans chaque communauté. L'échantillon devrait être composé aléatoirement sur la base de la liste des ménages de la communauté. L'enquête en question est considérée comme la première source de données quantitatives sur le CS. Elle prévoit plusieurs sections :
  - introduction : cette section identifie le ménage sélectionné ;
  - caractéristiques du ménage : cette section enregistre tous les membres du ménage et leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques ;
  - dimensions structurelles du CS : cette section enregistre la participation des membres du ménage aux organisations/réseaux de la communauté, la qualité de cette participation, les caractéristiques des organisations (homogénéité/hétérogénéité, inclusion/exclusion …), mais aussi les attentes en termes d'appui mutuel et fonctionnement des réseaux pour saisir aussi les aspects plus informels du CS structurel, ainsi que l'importance des transferts et des relations sociales quotidiennes. En outre, on trouve dans cette section des questions liées à la cohésion sociale, à l'accès aux services, à la participation aux activités communautaires, à l'accès aux communications et aux sources d'information, à l'importance du conflit à l'intérieur de la communauté et à la participation civique et politique ;
  - dimensions cognitives du CS : cette section enregistre les normes et les valeurs de la communauté ainsi que le niveau de confiance et de solidarité. Ceci au moyen de questions plus ou moins indirectes, par exemple à l'aide de situations hypothétiques définies par rapport à la zone d'étude. Plus spécifiquement, on distingue confiance généralisée, confiance envers des catégories déterminées (politiciens, justice…) et solidarité (humaine et financière) ;
  - dimensions liées à l'action collective : cette dernière section considère ces aspects que l'on retient souvent comme des outputs du CS, mais qui dans une perspective dynamique peuvent être considérés aussi comme des composantes dans la mesure où elles créent une *path dependance*.

- **Le profil organisationnel** : ce dernier outil veut saisir les caractéristiques internes des différentes organisations locales (formelles et informelles) et leurs relations avec les autres organisations externes. Toutes les organisations sont profilées, à l'aide d'entretiens semi structurés qui sont

soumis aux leaders des organisations, à un groupe de membres et à des non membres. Un ou deux leaders par organisation sont concernés. Les informations collectées touchent les origines et l'histoire des organisations, la qualité des membres (pourquoi les gens rejoignent l'organisation, les groupes exclus, etc.), la démocratie interne (prise de décisions, efficacité etc.), les liens éventuels avec d'autres organisations, gouvernementales ou pas, au niveau local, national et international. Un *scoresheet* permet de coder toutes les informations quantifiables.

D'auprès A., Krishna et E., Shrader (1999) le cadre conceptuel pour la définition du SCAT est le suivant :

Fig. 4. Cadre conceptuel : niveaux et types de CS



Le CS est partagé essentiellement en deux niveaux : le macro et le micro. Le niveau macro concerne le contexte institutionnel dans lequel les organisations agissent et inclut les lois, le régime politique, le niveau de décentralisation et de participation dans le processus de formulation des politiques.
Le niveau micro, au contraire, concerne la contribution potentielle des organisations et des réseaux sociaux au développement. A l'intérieur du niveau micro, la figure en question remarque la distinction entre CS cognitif et structurel.

Bien qu'ils considèrent l'importance du niveau macro pour comprendre l'importance du rôle du CS dans le développement, les tenants du SCAT ne prévoient pas de le mesurer. En revanche l'instrument est focalisé sur le niveau micro (**les ménages**) et sur la façon dans laquelle ce niveau interagit avec la communauté et les institutions.

Comme on a noté à plusieurs reprises, on apprécie le caractère exhaustif du SCAT, et notamment le fait que :

- il essaye de définir un instrument de référence universel pour la mesure du CS, en identifiant les composantes du concept à mesurer, toute en conservant la flexibilité de l'adaptation au contexte ;
- il peut être utilisé pour réaliser un diagnostic initial du CS, mais aussi pour en évaluer l'évolution, conséquente par exemple à l'intervention de projets de développement dans la zone considérée;
- il adopte une perspective explicitement communautaire;
- il s'insère dans le cadre d'une analyse rurale rapide;
- il considère plusieurs types d'acteurs locaux, notamment les ménages, les organisations (membres et leaders), les groupes communautaires;
- il essaye de produire une quantification de l'information qualitative, notamment au moyen de l'utilisation des *scoresheets* ;
- il considère le CS comme un actif multidimensionnel et complexe ;
- il utilise une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives, ce qui assure la richesse de l'information récoltée, le croisement et la mise en discussion des données quantitatives etc.

Néanmoins, l'application de cet instrument au terrain, nous a permis de remettre en discussion certains aspects :

1. Premièrement,, on sait que le SCAT utilise comme unités d'analyse à la fois les ménages et la communauté, alors qu'il ne mesure pas le CS au niveau macro national. Les variables méso, au niveau communautaire, ne constituent pas non plus le pilier de l'évaluation quantitative. La source principale des informations quantitatives reste les ménages, tandis que les informations plutôt qualitatives relatives au profil communautaire et organisationnel fournissent le cadre d'analyse, tout en élucidant les explications possibles. En revanche, on a préféré utiliser les techniques plus classiques de la RRA, c'est-à-dire qu'on a cherché de ne pas centrer la récolte de l'information quantitative au niveau des ménages, mais de considérer un éventail d'acteurs différenciés, qu'on appellera ***stakeholders*** communautaires. Ce choix découle de la volonté de mettre la communauté et non les ménages au centre de l'analyse. On ne discute pas ici le fait que parfois l'analyse de la dotation de CS au niveau des ménages soit intéressante pour en comprendre les stratégies de survie et d'investissement, mais on s'est convaincu, pendant l'étape de terrain, que le seul investissement significatif en termes de CS doit être de niveau communautaire. C'est-à-dire qu'il doit déjà prévoir une dimension d'échelle pour être efficace.
   Cela implique l'adaptation de l'outil de mesure afin qu'il nous permette de connaître la dotation de CS au niveau communautaire. **Pour l'obtenir, on croit que le SCAT devrait bien réduire la préférence donnée aux enquêtes réalisées au niveau de ménages, en considérant un éventail d'acteurs qui entrent dans le processus d'accumulation, d'appropriation, et de destruction de cet actif :** les groupes communautaires, formels et informels, les informants clés de la communauté, les leaders des organisations officielles, les autres leaders communautaires, les leaders et les membres des organisations communautaires, les femmes, les jeunes, etc.... **On ne donnera donc pas une préférence aux ménages pour la récolte de l'information quantitative**. Par contre, on les inclura dans l'éventail d'acteurs qui, tous ensemble, nous fourniront l'information complète.
2. Après avoir appliqué le SCAT à la zone d'étude, on s'est rendu compte d'une autre faiblesse. Le SCAT veut représenter la nature multidimensionnelle du concept de CS et dans ce but, il remarque bien la distinction entre ses composantes structurelles, cognitives et d'action collective. A notre avis, l'excessive ampleur du point d'observation risque de se convertir en une limitation, ne nous permettant pas d'avoir une mesure claire et opérationnelle du CS. A cet égard, on pense avoir mieux déterminé l'étude en se concentrant sur le niveau communautaire (du côté territorial) et opérationnel (du côté théorique), en privilégiant donc

les pratiques sociales et seulement des aspects bien définis du CS structurel et cognitif. **En général, on croit que chaque tentative de mesure devrait partir de la définition d'un concept opérationnel de CS en relation avec le contexte et la stratégie d'intervention.**

3. **De plus, on pense que la formulation du SCAT ne met pas directement en relief la question des niveaux de CS, c'est-à-dire que la réflexion sur le CS *bonding*, *bridging* et *linking* reste implicite**. En revanche, on croit que l'importance potentielle de cet actif au niveau communautaire dépend lourdement de la dotation complémentaire en termes de CS *bridging* et *linking*. Une survalorisation de ces deux niveaux devrait être explicitement prévue lors de l'attribution des poids aux variables considérées dans la mesure du concept.
4. Le nombre excessif de questions et la complexité de la formulation s'adaptent avec difficulté aux conditions des milieux ruraux. Par exemple, poser une question sur « *l'effective efficacité du leadership* », est vraiment trop vague et complexe pour un paysan, qui probablement choisira au hasard une des possibles réponses. Même chose dans le cas où l'on présente une hypothèse avec des conditions irréelles et non facilement imaginables. Raison pour laquelle on a préféré réduire le nombre de questions et les simplifier.

Dans notre cas, on a appliqué :

- un questionnaire codifié applicable aux ménages/individus de la communauté et, d'une forme plus réduite, aux individus externes qui travaillent dans la communauté;
- un entretien semi structuré applicable aux groupes/individus leaders communautaires (officiaux ou pas) et, avec quelques modifications, aux groupes communautaires, plus un *scoresheet* pour le codifier.
- un entretien semi structuré applicable aux leaders des organisations (officiaux ou pas) et, avec quelques modifications, aux membres des organisations, plus un *scoresheet* pour le codifier.

Les trois instruments ont beaucoup de questions en commun, dans le but de croiser l'information.

B - Echantillon de l'enquête de terrain

La définition de la population d'étude a été partagée avec les techniciens d'Anacafé, bureau des petits producteurs[52], les mêmes qui ont fourni l'appui logistique à l'initiative. On a décidé de faire référence à 15 communautés rurales de la région Nord du Guatemala, toutes appartenant au département de Alta Verapaz et toutes caractérisées par la présence d'une coopérative de café (limitation de l'échantillon liée à la nature du partenaire/maître de stage). Le dessin de l'échantillon a été influencé par le manque de ressources humaines et financières, ainsi que par les objectifs du travail. On a préféré choisir 3 communautés parmi les 15, toutes appartenant à la même municipalité, San Pedro Carchá, dans le but de garder inchangé le cadre politique-institutionnel de référence. A l'aide des techniciens d'Anacafé, on a choisi trois communautés qui, dans la constance des caractéristiques socio-économiques (population totalement indigène, pauvreté extrême et infrastructures basiques peu développées) et de la présence d'une coopérative de café, présentent quand même des traits différenciés en termes de dimension et histoire de la coopérative, de dimension de la communauté, de patterns de l'organisation sociale.

Plus précisément, on a considéré le cas d'une coopérative ancienne et très active (Quixal) où la majorité de la population de la communauté est associée, le cas d'une coopérative jeune et avec un nombre d'adhérents encore réduit (Ichab) et le cas d'une communauté un peu plus grande avec deux coopératives de café (Tanchi).

Les unités d'analyse ont été diversifiées pour garantir le croisement des donnés et l'exhaustivité de l'information. On a considéré les individus et les ménages de la communauté, les organisations communautaires, les groupes formels et informels, les leaders officiels et les individus externes qui ont une relation avec la communauté. Néanmoins on remarque bien que l'approche de recherche est

52 Le bureau des petits producteurs d'Anacafé est né seulement en 2004. Il permet aujourd'hui la définition de stratégies plus ciblées vers cette catégorie.

communautaire et que les différentes unités ont été considérées toujours en tant que *stakeholders* par rapport à la communauté.

Comme on disait plus haut, on a adopté une approche d'Analyse Rurale Rapide, c'est-à-dire qu'on a interviewé ou enquêté un nombre réduit de ***stakeholders*** dans chacune des trois communautés, pour un total de 18 entretiens/enquêtes formelles par communauté, toutes effectués face à face. Dans chaque communauté on a inclus au moins les leaders de la coopérative de café, un leader officiel de la communauté, un groupe de femmes, 5 familles associées à la coopérative, un opérateur du secteur privé (commerçant), une famille ou un individu non associé à la coopérative, les leaders de toutes les organisations formelles présentes.

Dans chaque village d'étude on a réalisé 18 entretiens formels. On ne considère pas déterminant le fait d'interviewer un nombre égal de familles ou des leaders, par exemple. Dans le cadre d'une analyse rurale rapide l'intérêt réside dans la considération équilibrée de tous les acteurs pertinents. L'importance du rôle de l'analyste est donc claire, dans le but de garantir l'équilibre dans la représentation des intérêts.

Néanmoins on croit pouvoir définir des principes de base pour l'échantillonnage à niveau communautaire :

- garantir un équilibre entre d'un côté les entretiens aux ménages, aux individus et aux groupes communautaires normaux (qui répondent aux mêmes questions) et de l'autre côté les leaders (officiels ou pas) ;
- avoir la possibilité de confronter l'opinion des leaders officiels avec celle des non officiels ;
- considérer en détail toutes les organisations de la communauté qui ont une certaine stabilité, en s'assurant d'enregistrer l'opinion des leaders ainsi comme d'au moins 3-4 membres;
- considérer au moins un groupe de femmes ou de jeunes (quand ils existent) ;
- considérer obligatoirement les coopératives et les organisations officielles de leadership communautaire.

La préférence accordée aux familles associées à la coopérative a été un choix obligé à cause du fait que la coopérative garantissait la coordination logistique sur le terrain, et donc la même possibilité de visiter les familles et de traduire en q'ekchi', dans le cas d'absence d'un membre de la famille qui parlât espagnol. Cette limitation pourrait altérer en positif la dotation de CS de la communauté, en s'agissant de familles a priori dotées davantage de CS en tant qu'associées, mais à notre avis, la distorsion n'est pas significative, grâce à la présence des autres unités d'analyses (organisations, leaders, groupes communautaires etc.) qui ont une nature génériquement communautaire et non liée à la coopérative.

D'autre part une mesure du CS comme actif communautaire justifie une préférence pour les groupes de pointe par rapport à cet actif, ce qui par contre aurait été incorrect si ont était en train de mesurer le CS au niveau des ménages et ses déterminants.

Tableau 22 : Entretiens/enquêtes formels réalisés			
Stakeholders	Quixal	Tanchi	Ichab
Ménages membres de la coopérative	5	8	5
Ménages non-membres	1	0	2
Individus membres de la coopérative	0	1	1
Individus non-membres	0	1	
Groupes de leaders communautaires	1		
Leaders communautaires individuels	0	1	2
Individus externes qui ont une relation avec la communauté	1	1	3
Groupes communautaires	3		1
Groupes de membres d'organisations	1	1	2
Leaders d'organisations	4	3	1
Leaders des organisations officielles	2	2	1
Total	18	18	18

En ce qui concerne la sélection des familles/individus, on a pu réduire l'échantillon à un minimum de 6 par communauté en raison de la forte homogénéité de la population d'étude, autant en termes économiques qu'ethniques. La décision de réaliser les enquêtes par famille plutôt que singulièrement nous a permis de recueillir une information plus large et intergénérationnelle, en gagnant du temps. De plus, le fait que l'informateur était indifférentement le chef du ménage ou son épouse/fis/fille, tout en dépendant de la présence aléatoire dans la maison au moment de l'enquête, nous a évité tout problème de manipulation ou d'occultation des informations à cause du genre.

Les ménages ont été sélectionnés parmi ceux qui étaient associés à la coopérative. La sélection a été réalisée par le conseil de la coopérative, sur la base des demandes présentées par moi en termes de différenciation (au moins un ménage très pauvre, un ménage très impliqué dans la vie coopérative, un autre beaucoup moins, un ménage où le chef est une femme). Néanmoins, on a pensé qu'il était important d'enquêter dans chaque communauté au moins une famille ou un individu qui n'était pas associé à la coopérative.

Pour ce qui se réfère à l'identification des leaders et des groupes existants ainsi comme des organisations, le travail a été facilité par l'appui du bureau régional d'Anacafé qui travaille dans ces communautés depuis longtemps, ainsi que par la première étape exploratoire, de deux jours par communauté.

Aux entretiens formels on a ajouté évidemment un nombre imprécis d'entretiens informels et occasionnels, ainsi que l'observation continue.

C - Phasage

En ce qui concerne les phases prévues, on distingue deux moments fondamentaux : l'étape de terrain et celle de cabinet. Les deux sont détaillées dans le tableau suivant :

1
Etape de terrain (août- décembre 2005). Phases :
I. Pendant toute la période, recherche bibliographique et consultation des Bases de Données.
II. Août 2005 : - découverte du pays - récolte de matériel documentaire - première adaptation du SCAT au terrain avec des entretiens pilotes et l'aide du personnel d'Anacafé
III. Septembre : échantillonnage, réalisations des enquêtes et des entretiens dans la première communauté pilote : Quixal.
IV. Septembre/Octobre : - échantillonnage, réalisations des enquêtes et entretiens dans les deux autres communautés
V. Novembre/Décembre 2005 : formulation du premier état d'avancement et présentation aux communautés et au maître de stage; rencontres avec les autorités municipales et les organisations qui opèrent dans la zone pour l'idéation d'une stratégie de renforcement du Capital Social.

2
Etape de cabinet (janvier-avril 2006). Phases :
I. Janvier : présentation du premier état d'avancement aux encadreurs.
II. Février : traitement des données et formalisation de l'outil (diagnostic du CS).
III. Février/mars : vérification de l'outil et approbation par les encadreurs.
IV. Avril : Proposition du diagnostic et d'une stratégie de renforcement du CS à la municipalité de San Pedro Carchá. Finalisation de la rédaction de la thèse.

Par rapport au phasage des activités dans chacune des trois communautés, on a prévu approximativement :

Tableau 23 : Phasage des activités dans chaque communauté	
Etape de terrain :	Temps moyen prévu par communauté : 8 jours
1. Tour de la communauté, idéalement guidé par un leader pour avoir un premier aperçu de la zone, identifier les personnes-clé, les services, les infrastructures, etc.	Une journée
2. Réalisation du profil de la communauté : réalisation des entretiens spontanés, organisation et réalisation des entretiens organisés avec les groupes.	3-4 jours
3. Réalisation à la fois des enquêtes aux ménages et des entretiens avec les organisations	3-4 jours

D - Traitement des données

Le traitement de l'information récoltée a été effectué en deux étapes : la première a eu lieu tout au long de l'étape de terrain pour ne pas perdre des détails pertinents et de présenter un premier rapport aux communautés, au maître de stage et aux encadreurs entre décembre 2005 et janvier 2006.

En revanche, la formulation précise de l'outil d'analyse et mesure du CS a été perfectionnée dans la deuxième étape de cabinet, entre Montpellier et Ciudad de Guatemala, en même temps que la définition de la stratégie de renforcement du CS, formulée avec le Ministère d'Agriculture du Guatemala, le bureau régional de ANACAFE et une ONG internationale, CARE.

Comme on le spécifiait plus haut, il s'agit d'une analyse de type « étude de cas », bien qu'un des objectifs soit la définition d'un outil diagnostic du CS décidément quantitatif.

L'outil « Diagnostic du Capital Social Communautaire », a été enfin proposé au Bureau Municipal de Planification de la municipalité de San Pedro Carchá.

Chapitre VII
Analyse des résultats

I - Les trois études de cas

Comme on vient d'exposer, on a réalisé trois études de cas dans trois des 15 communautés qui constituent notre population d'étude. **Les trois communautés en question sont Quixal, Tanchi et Ichab.** Elles se situent dans une zone homogène, appartenant toutes à la municipalité de San Pedro Carchà, dans la partie centrale du département de Alta Verapaz, région II ou Norte du pays. La municipalité est une des plus étendues du pays avec un nombre impressionnant de communautés : presque 300 (INE, 2002)[53].

La confrontation avec la zone d'étude a été un choc. Le passage de la capitale du Guatemala (où je me suis logée pendant le premier mois) au terrain d'étude ne pouvait pas être plus net. Imaginez d'abord la métropole la plus dangereuse et chaotique d'Amérique Centrale, où des milliers d'autobus super économiques prêts à se briser en pièces détachées, et pourtant chargés de passagers, se croisent dangereusement parmi des nuages de fumée noire, tandis que les pickpockets essayent de gagner leur journée et les ex-pickpockets essayent de vous vendre n'importe quoi : du chewing-gum aux adhésifs du chat Sylvestre qui aime Jésus, de la lotion magique d'aloès qui rendra votre peau merveilleusement douce, aux boissons sucrées qui soulageront vos gorges irritées par le smog omniprésent. « Pas la peine d'y rester plus de deux jours », dit textuellement le guide de voyage Lonely Planet (2004).

Puis voilà, cinq heures de voyage et vous êtes dans les brumeuses montagnes de pineraies d'Alta Verapaz. La zone est riche en trésors naturels d'une beauté étonnante : des grottes de Lanquín aux piscines naturelles renommées de Semuc Champey. De plus, s'agissant d'une zone à dominance indigène, le paysage humain aussi change. Bien que les hommes q'ueqchi' et pokomchi' aient déjà abandonné leur costume traditionnel, les femmes des Verapaces utilisent couramment leur *cortes* (jupes) traditionnelles et des blouses aux couleurs vives, souvent tissées au crochet, nommées *huipiles*.

Tout d'abord, l'expérience de vie dans les communautés, bien que dure pour ce qui se réfère aux conditions hygiéniques et alimentaires, a été très fascinante. La disponibilité des gens à répondre aux questionnaires et à se faire interviewer, la sympathie, ainsi que l'hospitalité des familles ont été extraordinaires et inattendues.

D'autre part, la possibilité de vivre avec une famille ou dans une chambre de la propre coopérative, nous a permis de partager à fond la quotidienneté de la communauté et de disposer de la flexibilité de temps nécessaire pour s'adapter à son rythme de vie. Cela nous a permis de réaliser des entretiens beaucoup plus relaxés et de participer en plus aux cérémonies et aux fêtes locales.

Clairement, le fait que la majorité des gens parlât seulement une langue indigène, le q'eqchi', a été une limite importante en termes de communication, bien qu'on remarque la présence constante de traducteurs mis à disposition par la communauté, ce qui nous a permis de conclure les activités prévues. Pour ce qui concerne la communication quotidienne avec les gens, elle, on le sait bien, dépasse merveilleusement toutes limites linguistiques, mais le fait d'avoir appris presque une cinquantaine de mots en Q'eqchi' a quand même beaucoup aidé.

Comme on avait déjà remarqué dans la description du cadre contextuel, **il s'agit d'une zone extrêmement pauvre**. La plupart des maisons sont construites en planches et lames d'acier et le sol est en terre. A part les structures communautaires (les coopératives, les écoles, les petits commerces), peu de maisons sont construites en block ou brique, et encore moins en béton. Normalement, chaque maison se

53 450 selon le directeur du Bureau de Planification Municipale de San Pedro Carchà.

compose de deux zones, celle de jour où on trouve la cuisine et celle de nuit où dorment ensemble tous les membres de la famille. Une famille moyenne se compose de 6 membres.

La cuisine est généralement une installation bien loin de toute norme de sécurité. Il s'agit simplement d'une vieille table en bois ou d'un bidon coupé par la moitié, au dessus duquel on arrange le charbon, le bois et les écorces du maïs pour obtenir le feu. L'habitation, dépourvue de cheminée, en résulte complètement fumeuse au point que les gens souffrent souvent d'irritation aux yeux et de maladies aux poumons dues à la forte contamination. Cela s'aggrave d'avantage si on pense que le feu de la cuisine est aussi utilisé comme incinérateur de toutes les ordures ménagères de petite taille, compris les sacs et les bouteilles en plastique.

Les maisons ont aussi un petit porche désordonné où se trouve la pile (réservoir-lavoir). Très peu d'entre elles ont un réservoir d'eau en plastique qui garantit un peu plus de contrôle et d'hygiène. La majorité utilise l'eau pluviale, recueillie dans les conteneurs les plus divers, ou va chercher l'eau auprès de la source du village, avec un risque énorme en termes de contamination. A côté de la maison, dans la cour, il y a la latrine, dépourvue d'un système de drainage. Régulièrement, chaque ménage brûle les ordures solides accumulées, bien qu'une grande quantité de paquets, bouteilles, sacs etc. restent souverains dans la cour.

Le maïs domine l'alimentation de ces villages, ainsi comme celle du pays entier. « Aucune population n'a dépendu ni dépend tellement en vassalité d'un grain. Le maïs est pour les mayas comme le soleil pour les cigales. […] Partout dans l'Amérique indigène, le maïs distribue sa bonté, assouvit la soif et nourri le corps fatigué. Et il est savoureux et bon, offert de village en village sous plusieurs formes, notre pain quotidien, comme frère de tout aliment, avec sa saveur neutre, fine et voilée. […] Le blé et le riz qui nourrissent les frères, qui les ont changé ici pour le maïs, manquent de son énorme valeur matérielle, ainsi que de son contenu mythique[54] ».

Le maïs se mange surtout en forme de *tortillas*, qui accompagnent les repas comme le pain en Europe, mais il sait aussi se convertir en *tamales* et *chuchitos* (petits pains de masse de maïs cuite, qui peuvent être soit sucrés soit salés) et enfin en une boisson chaude (*atol*) délicieuse.

Or il s'agit d'une alimentation très pauvre et peu équilibrée, dépourvue des macronutriments essentiels comme les protéines (notamment ici les haricots noirs, quelques œufs, le poulet et le porc) et les vitamines (les fruits et les légumes), et dominée par les glucides. De plus, au sujet de l'alimentation, il faut considérer d'autres facteurs, parmi lesquels : le poids croissant dans l'alimentation des plus pauvres des fascinants sous-produits de l'occidentalisation massive, c'est-à-dire les boissons gazeuses (Coca-Cola, Seven-Up), les chips, les fast-foods, l'absence de la moindre conscience d'hygiène alimentaire dans les communautés, la précarité des conditions de réfrigération et de conservation des aliments, la contamination généralisée des eaux et l'absence d'eau potable dans la plus part des communautés, les conditions de précarité économique extrême. Tous ses éléments contribuent ensemble à déterminer une situation dramatique de dénutrition et morbidité, qui s'aggrave en particulier dans la période antérieure à la récolte du maïs (janvier-avril), où les gens sont mêmes obligés d'en acheter pour l'alimentation de la famille.

La vie dans la communauté est marquée par le rythme de l'activité agricole. Les femmes se lèvent très tôt, vers cinq heures, pour installer le feu et aller au moulin pour moudre le maïs, puis elles préparent le petit déjeuner, un repas essentiel pour les hommes qui vont travailler dans les champs, ainsi que pour les enfants. Il s'agit d'un vrai repas, avec une grande quantité de tortillas, un peu de poulet ou de haricots et parfois d'*atol.* Le café est omniprésent à tous les repas.

La journée se déroule dans les champs de maïs, de café ou de cardamome pour les hommes et pour les enfants qui n'ont pas la chance d'aller à l'école. Les femmes restent dans les maisons ou se réunissent dans les associations religieuses ; parfois, elles travaillent aussi dans l'agriculture, dans les écoles ou dans

54 Cardoza y Aragón, L.(2004) , Guatemala:las líneas de su mano. Editorial Universitaria, Guatemala

les petits commerces. Souvent, elles vont au marché de la ville pour vendre quelques produits du potager ou pour en acheter. On ne doit pas oublier que beaucoup de ménages ont une femme comme chef de famille, comme une conséquence du conflit armé qui a beaucoup affecté la zone d'étude. Les enfants travaillent ou vont à l'école, mais en général leur contribution aux affaires domestiques est énorme. Les mâles travaillent dans les champs avec leurs pères pendant l'après-midi, les filles aident leurs mères dans la maison ou prennent soin des petits frères et des petites sœurs, comme de véritables petites femmes.

Les hommes rentrent tard le soir, après les travaux dans les champs, une réunion dans la coopérative et peut être quelques verres en trop. A ce moment les femmes sont réunies dans la cuisine, en train de préparer le dîner. Elles rient et bavardent entre elles, avec une gaieté parfois difficile à comprendre. L'atmosphère est simple, familiale. Je pense à la vie des villages d'agriculteurs dans la France ou l'Italie des années 1930 ou 1940 et je l'imagine vraiment peu différente.

Le système de production de la zone est le typique système centraméricain, connu comme système maïs-haricots. Il se caractérise avant tout par des parcelles très réduites, généralement inférieures à 5 ha (qui se réduisent de plus en plus à cause des fragmentations résultantes des processus d'héritage) et par le haut niveau d'autoconsommation de la production. Les fermes de grandes dimensions se trouvent dispersées par le système et se dédient à la production de café, de bétail, de produits laitiers ou non-traditionnels. Néanmoins il n'y en avait aucune dans la zone spécifique qu'on a considérée. La majorité des producteurs indigènes possèdent leurs parcelles en se fondant sur des droits traditionnels, mais manquent de titres légaux, ce qui leur empêche souvent l'accès aux sources formelles de crédit.

Dans ce système, à part le maïs et les haricots, **la production de café et de légumes a aussi une importance remarquable**. Ils constituent d'importantes sources de revenu et représentent souvent des facteurs critiques, puisqu'ils déterminent le niveau de pauvreté d'une communauté. Dans les trois communautés observées, la production de légumes est vraiment négligeable. Elle n'est pas irriguée et sert principalement à l'autoconsommation ou à la vente sur les marchés de la ville ou des autres communautés. C'est donc seulement le café, et en moindre partie la cardamome, qui constitue le véritable élément propulseur de l'économie.

La majorité des sols est d'origine volcanique, sablonneuse et relativement fertile, bien que sur les versants les sols tendent à être superficiels et enclins à l'érosion, à cause notamment de l'exploitation incontrôlée des ressources en bois. L'utilisation d'engrais dans la production est limitée à la production de café, bien que la promotion de l'agriculture biologique par Anacafé et par d'autres ONG opérantes dans la zone, comme Adeec, essaye de réduire leur application.

Pour avoir une idée, un petit producteur moyen, sur un total de 3-4 ha, destine presque 1,5 ha à la culture du maïs et 0,5 aux haricots noirs. Le café et la cardamome, principales cultures commerciales occupent peu moins de 1,5 et 0,75 ha chacun, tandis que les arbres de fruits et les légumes occupent autour de 0,5 ha additionnels. La maison occupe l'espace qui reste. Quelques-uns possèdent aussi quelques poules et un petit cochon. Le processus de diversification, comme la production intensive des fruits et légumes, bien qu'elle constitue une des stratégies les plus récentes promues par Anacafé ainsi que par CARE, reste un mirage.

Enfin une autre possibilité de diversification des sources de revenus pour les hommes est l'émigration temporaire vers la côte ou dans les forêts du Petén, au nord.

L'accès au crédit est garanti au moyen de l'affiliation aux organisations de producteurs, notamment Anacafé et Fedecocagua, bien que dernièrement il se soit beaucoup réduit à cause de la crise du café. En revanche, les ONG et les organismes de coopération internationale agissent principalement au moyen de donations. Un type d'intervention à succès est celui adopté par CARE, qui opère avec des prêts à rendre (réutilisés dans la suite pour financier d'autres projets). Une autre source de crédit est représentée par les mêmes coyotes, uniquement à leurs fournisseurs fixes. **On peut dire qu'en général l'accès au crédit est vraiment minime et limité à des réseaux spécifiques.**

Quant aux services basiques, normalement chaque communauté a une école primaire officielle, plus une secondaire régulière ou concentrée dans les week-ends. Cela dérive de la réussite déjà citée dans la diffusion et la décentralisation de l'enseignement éducatif primaire, mais il reste toujours de nombreuses limites relatives, par exemple, à la qualité de l'enseignement, au fait qu'un grand nombre d'enfants n'assistent pas à l'école parce qu'ils sont obligés de travailler, à la précarité des installations et au nombre réduit de professeurs.

Encore plus grave nous a semblé la situation sanitaire des communautés. Elles n'ont pas toujours un centre de santé fixe. Faite exception pour les vaccinations principales qui sont plus ou moins garanties, pour les autres problèmes, il n'y a pas de solution alternative à celle d'un voyage d'une heure à l'hôpital de la ville. Un réseau intéressant de pharmacies populaires et traditionnelles est en train de se diffuser, mais le coût des médicaments, encore que subventionné, reste une forte limitation.

Pour ce qui se réfère au capital humain, la situation est décidément dramatique. Le pourcentage des gens qui ont fini l'école secondaire est minime et les uniques formations reçues sont internes aux réseaux des coopératives. Un certain nombre d'hommes et de jeunes parlent espagnol, surtout les associés aux coopératives, mais il s'agit d'une minorité. Les femmes parlent exclusivement q'ekchi', ce qui se révèle une des causes principales d'exclusion des activités qui pourraient avoir un horizon plus large que le communautaire.

1. Première étude de cas : la communauté de Quixal

Mon arrivée à la communauté de Quixal a été décidément enthousiasmante. J'ai été amenée sur le terrain en pick-up par un des représentants de l'unité de petits producteurs d'Anacafé de la capitale. La communauté en question se trouve à presque 14 kilomètres (45') de la capitale départementale, Cobán et la route n'est pas asphaltée pendant presque une demi heure. Néanmoins, il s'agit d'une route circulable pendant toute l'année, bien que très lente. Des services privés d'autobus et pick-up permettent la connexion régulière avec la ville de San Pedro Carchá pour 3 Qz (0,30 euro).

On est arrivé à la Coopérative Común Calebal approximativement à midi, mais il n'y avait personne, la zone était pratiquement désertique et la chaleur extraordinaire. Rappelons qu'on était en septembre et donc en pleine saison des pluies. La végétation autour était fascinante : un mélange bizarre de caféiers, de champs de maïs (*milpa*) associé aux haricots noir, de plantes de cardamome, de bananiers et d'orangers. En face de la coopérative, il y avait seulement un petit commerce (*tienda*), appartenant à la même coopérative, qui vendait quelques produits de base : œufs, sucre, sel, eaux, eau, riz, chewing-gums et bonbons, levure, farine, boissons de maïs en poudre, petits pains, au moins 10 types différents de chips, savons, bacs en plastique, papier toilette, bottes en caoutchouc, quelques médicaments essentiels (pour la fièvre, la gastrite, la diarrhée, le mal de tête et les parasites intestinaux) et vraiment peu de chose de plus. On a attendu presque trois heures, sans rien faire et rien voir, car le conseil de la coopérative était en ville. Il était convoqué à midi, mais on a compris ce que cela veut dire quand on parle de ponctualité *chapina* (guatémaltèque).

Un jeune homme de la communauté nous offre un pauvre repas dans sa maison en bois qui ne se trouve pas trop loin : du café, des *tortillas* délicieuses, du chili *cobanero* vraiment épicé et une demi-boîte chacun d'une sorte de purée de haricots noirs frits qui est une constante pour les locaux. La maison est extrêmement pauvre, un enfant tout nu joue dans le poulailler et on écoute la voix d'une femme dans la chambre à côté de la cuisine, mais elle n'apparaît jamais. Esteban, notre hôte, est un homme de petite taille, comme la quasi-totalité de la population. Il est brun et sympathique et nous regarde tandis qu'on mange, en demandant la valeur de l'euro en monnaie locale.

A quatre heures de l'après-midi, le conseil de la coopérative rentre à la base et la vie du village a tout l'air de s'animer. Un groupe actif de jeunes hommes colorés par le soleil agressif de ces altitudes, accommode et nettoie celle qui sera ma résidence pendant les dix jours successifs : la vieille salle de couture de la coopérative.

Celle-ci était donc ma première impression de la communauté : un village endormi et ensoleillé, la paresse de l'attente à la chaleur d'Amérique Centrale, la générosité d'une famille paysanne, l'activisme allègre de presque dix hommes affairés avec une toilette dégoûtante et les exigences contenues d'une jeune fille européenne (l'électricité, un clou pour ma moustiquaire, quelque chose à manger). Le reste de mon séjour à Quixal n'a pas vraiment changé cette impression initiale et cette communauté accueillante a vraiment marqué le départ de mon travail et de ma relation avec le contexte rural des indigènes q'ekchi'.

Dans cette première communauté, on avait prévu un séjour de 10 jours, un temps légèrement plus long de celui considéré suffisant pour ce type de diagnostic, dans le but de tester les outils de recherche définis dans l'avant projet structuré à Montpellier. Et effectivement, l'outil a été notablement révisé, à cause du fait que son application concrète nous a permis d'éliminer beaucoup de questions redondantes ou incompréhensibles pour les gens, mais aussi de réfléchir à nouveau sur les composantes du CS que l'on voulait inclure ou valoriser dans le diagnostic.

Au total, à Quixal, on a réalisé 18 entretiens formels, plus un grand nombre d'entretiens non programmés et informels : 6 ménages (dont 5 membres de la coopérative principale et un non-membre), 1 groupe de leaders de la communauté, 1 individu externe qui travaille dans la communauté (comme enseignant dans l'école primaire), 3 groupes communautaires (dont un groupe de femmes), 1 groupe de membres d'une organisation (notamment un groupe de jeunes), 4 leaders d'organisations, 2 leaders des organisations officielles de la communauté.

Tableau 24 : Entretiens/questionnaires réalisés à Quixal. (septembre2005)

Stakeholders	N
Ménages membres de la coopérative	5
Ménages non-membres	1
Individus membres de la coopérative	0
Individus non-membres	0
Groupes de leaders communautaires	1
Leaders communautaires individuels	0
Individus externes qui ont une relation avec la communauté	1
Groupes communautaires	3
Groupes de membres d'organisations	1
Leaders d'organisations	4
Leaders des organisations officielles	2
Total	18

Décrivons tout d'abord la communauté de Quixal. Il s'agit d'un petit village d'à peu près 800 habitants, tous indigènes. Les conditions de vie sont extrêmement précaires en rapport avec la situation de la zone. Le taux d'analphabétisme est autour de 37% (INE 2002). La plupart des maisons sont en bois et lames d'acier et n'ont pas d'eau potable, ni de système de drainage. Toutes les maisons ont des latrines sales et absolument hors norme. On peut faire la même reflexion en ce qui concerne les cuisines. La communauté a la chance d'avoir l'éclairage public, même dans les domiciles, fournie par l'entreprise privée DEOSA. La totalité des maisons pourvues d'électricité ont une radio, alors que la télévision reste à la portée d'une poignée des familles. Tous les gens indistinctement affirment d'écouter la radio chaque jour, ce qui donne à ce media un pouvoir non négligeable.

En ce qui concerne l'éducation, la communauté a une école primaire publique et seulement la deuxième année de l'éducation secondaire, garantit par une association salésienne, TalitaKumi. En revanche, il n'existe pas un véritable centre de santé, mais exclusivement un centre de convergence, fruit du processus de décentralisation impulsé par l'Etat dans le secteur de la santé[55], qui est actif mensuellement. Une pharmacie populaire est administrée par l'organisation Amserc, qui a l'appui du réseau national de l'association Asecsa et forme une seule structure avec la nouvelle coopérative d'achat du village. De toute façon, il s'agit d'une activité encore très jeune et qui, au moment donné, n'avait pas encore conquis la

55 En effet le centre fait partie d'un programme étatique, géré par l'Association mennonite Fundameno.

confiance des gens de la communauté. Cela est aggravé aussi, selon le président de l'association, par la conflictualité avec la coopérative historique de Comón Calebal.

L'activité dominante est agricole et le salaire normal est de 20 Qz par jour (plus un repas), c'est-à-dire presque 2 euros. La coopérative de Comón Calebal concentre la production de café parche (autour de 2500 q), alors que la production/vente de cardamome n'est pas du tout organisée. D'autres productions destinées à la consommation sont le maïs, les haricots noir, le chili, vraiment peu des fruits (oranges, mandarines, bananes plantains) et quelques légumes (güisquil, tomates, pommes de terres, ayotes). Quelques familles ont 3-4 poules, 1-2 dindes et un petit cochon.

Dans la communauté il y a 5 petits commerces, dont un fait partie de la coopérative de café et un autre de la coopérative d'achat. Quixal n'a pas de marché ; les plus proches se trouvent dans les communautés de Ichab (45' à pied) et Chiquixji (1h 30'), et bien sûr dans la ville.

Pour ce qui se réfère aux organisations de la communauté, elles sont nombreuses (10).

On remarque la présence de :

Tableau 25 : Organisations et groupes communautaires de Quixal (septembre 2005)

N	Organisation/Groupe de la communauté	Caractéristiques	Typologie
1	COCODE	Conseil de Développement Communautaire	*Bridging/Linking*
	Comités divers	Comité pro-amélioration, comité de santé, des eaux, des chemins, de l'électricité. Ils s'intègrent dans le COCODE ou sont en relation avec lui.	*Bridging/Linking*
2	Coopérative agricole Comón Calebal (90% de la population)	Coopérative de production et commercialisation du café	*Bridging/Linking*
3	Comité des femmes de la Coopérative agricole de café		*Bridging*
4	Coopérative d'Achat	Coopérative avec prédominance féminine	*Bonding*
5	Association AMSERC	Pharmacie communautaire	*Bonding*
6	Groupe de l'église catholique		*Bonding*
7	Groupe de l'église évangélique		*Bonding*
8	Groupe des jeunes catholiques		*Bonding*
9	Groupe des femmes couturières	Le groupe reçoit des cours de couture.	*Bonding*
10	Groupes des femmes de CARE	Petits projets productifs	*Bonding*

Pour ce qui concerne la présence d'institutions nationales ou internationales qui travaillent avec la communauté :

Tableau 26 : Organisations externes présentes à Quixal (septembre 2005)			
N	Organisation externe	Typologie	Concept
1	Centre de Coopération Suédoise	Coopération internationale au développement	Donation finalisée à l'amélioration de la qualité du café
2	Anacafé	Association Nationale Parapublique	Assistance fidéicommis ; formation agricole à propos de la production de café.
3	Fedecocagua	Fédération des Coopératives de Café	Assistance fidéicommis ; formation agricole à propos de la commercialisation de café.
4	Inacop	Institut National des Coopératives	Assistance et formation administrative aux coopératives.
5	Care	ONG internationale	Fonds à rendre pour financier des petits projets de soja, poulets, agriculture biologique et formation agricole.
6	Plan International	ONG internationale	Parrainage international ; donation d'un terrain de jeux pour les enfants.
7	Association Fundameno	ONG nationale mennonite	Exécution du programme étatique des *vigilantes* de santé.
8	Academia Lenguas Mayas	ONG nationale	Cours de formation en couture
9	Fondation Talita Kumi	ONG nationale salésienne	Education secondaire (seulement la deuxième année)
10	Asecsa	ONG Nationale	Soutien et financement à l'ONG communautaire AMSERC/pharmacie communautaire.
11	FEDECON (Fédération National de Coopératives de Consommation)	Fédération	Soutien (formation et financement) l'association AMSERC.

Pour ce qui se réfère enfin aux projets résultants de la gestion communautaire[56], on mentionne :

Tableau 27 : Projets communautaires à Quixal (septembre 2005)		
Exécutés récemment	En exécution	En suspens
(1) Cuisine de l'église	(4) Care - Production de Soja - Poulet à chair - Jardins potagers (1) Pépinière de café	(1) Laboratoire de médicaments traditionnels mayas

A propos des projets, on souligne qu'il s'agit de projets soit d'infrastructure, soit de production, ce qui est un constat intéressant. Dans la zone, en effet, la normalité est que la communauté soit impliquée dans des projets d'infrastructure basique et moins dans des projets productifs. La présence de CARE dans ce cas a été déterminante. Les projets en question sont administrés par des petits groupes de femmes (production de poulets) ou par des groupes mixtes. Ils ont été un véritable succès en termes de fonctionnement et de

56 On remarque ici qu'on a considéré seulement les projets récents. Les projets en suspens sont des projets qui ont été déjà approuvés.

permanence du groupe. Le mécanisme des fonds à rendre[57] utilisé par CARE a été très efficace en termes de stimulation de l'activité productive.

La condition de la coopérative agricole de Comón Calebal est très particulière. A part le fait qu'elle est largement acceptée par la communauté, autour de 90% des petits producteurs de la communauté y est associé et même les gens qui ne le sont pas participent aux activités organisées par la coopérative. Cela génère une certaine distorsion, puisque la coopérative agit de fait comme un véritable administrateur de la communauté, ce qui ne correspond pas à son mandat et enlève du pouvoir aux organismes officiels de gouvernement. Le COCODE, le maire auxiliaire et les comités limitent ses fonctions à la garantie de la sécurité et à la résolution des conflits, mais la véritable initiative et la planification du développement se situent dans la coopérative. Cela lui donne un caractère de type *bridging* qui dépasse l'intérêt restreint et *bonding* qui représente la règle pour la classification des coopératives. Cette coopérative fait donc l'intérêt de la communauté et de son développement intégral. De plus, sa connexion avec les réseaux d'Anacafé, de Fedecocagua et d'Inacop, ainsi que sa capacité d'attirer les projets de coopération, lui donnent un potentiel *linking* non indifférent. On rappelle aussi que cette coopérative coordonne les activités et la représentation des autres 14 coopératives de la zone inscrites à Fedecocagua.

L'enjeu est maintenant celui de considérer quel type de CS génère la coopérative de Comón Calebal. En effet, comme dans la majorité de ces réalités, le contrôle de l'organisation est dans les mains du conseil. Bien que l'organisation soit suffisamment démocratique et participative, avec une participation d'autour de 80%, soit dans le Conseil Directif soit dans l'Assemblée des associés, très peu d'entre eux connaissent les règles de fonctionnement et pourraient diriger les activités. Le Conseil Directif est formé d'une dizaine d'hommes dynamiques, parmi lesquels un jeune très doué, qui est le responsable du crédit.

Ce véritable monopole du CS de type *bridging* et donc de la capacité de planification proprement communautaire limite beaucoup la communauté. Pour nous comprendre, il s'agit de la communauté qui, parmi les trois, présente les plus hauts niveaux de CS et de solidarité communautaire. La vie à Quixal se rapproche beaucoup de ce qu'on imagine lorsqu'on parle d'un petit village indigène de la forêt ou les gens sont solidaires et la communauté garantie une véritable gouvernance.

Mais, dans une perspective dynamique et qui va au-delà des stratégies de simple subsistance, le fait que le CS *bridging* soit tout interne à la coopérative de café, en limite le dynamisme.

En premier lieu par le fait de redimensionner l'importance du COCODE, qui, dans le cadre de son intégration au processus de décentralisation, devrait être le véritable centre nodal de la communauté. Or, il n'a pas non plus la conscience du rôle qu'il pourrait avoir. Les représentants du COCODE affirment que leur rôle est celui de s'occuper des problèmes de la communauté, mais en absence de planification et de projets, cela signifie, pratiquement, régler les conflits ou solliciter des aides publiques pour l'obtention de réservoirs d'eau. D'autre part, les commentaires des gens de la communauté sont très clairs : le COCODE et le maire s'occupent seulement des conflits à l'intérieur de la communauté et parfois de la résolution de problèmes communs relatifs par exemple à l'eau ou aux chemins. Les questions de développement, les projets, le système de sécurité restent une affaire de la coopérative.

Avec ces considérations, on ne veut pas exclure d'alternatives stratégiques différentes par rapport à ce que le cadre légal de la décentralisation au Guatemala prévoit. Il s'agit plutôt de souligner les limites constitutionnelles d'une coopérative agricole, qui reste un acteur partiel, avec des intérêts spécifiques et un mandat spécifique. En synthèse, on ne croit pas qu'elle pourrait se convertir en un véritable centre de planification intégrale et, en fait, elle n'y arrive pas. De plus, la coopérative se trouve dans une phase de

57 Depuis quelques années CARE ne travaille plus avec des donations, mais avec de fonds à rendre. En réalité la différence n'est pas énorme, puisque les fonds rendus sont utilisés pour financier la suite du projet ou d'autres projets souvent avec le même groupe. Néanmoins, selon les représentantes de CARE pour la zone, l'option a été en effet gagnante, en termes de motivation des groupes et gestion efficiente.

crise financière, qui en conséquence n'affecte pas seulement l'organisation en tant que telle[58], mais rend toute la communauté très vulnérable en termes de capacité de planification et, par conséquent, de cohésion sociale. La capacité générique d'autopromotion de la communauté est en conclusion très faible et se traduit souvent en la recherche généralisée de donnants.

Les femmes de la coopérative Comón Calebal forment un groupe nombreux, mais actuellement ne se réunissent pas souvent et ne gèrent pas de projets. Seulement 4-5 d'entre elles parlent espagnol. L'atelier de couture qui a fonctionné pendant quelques années a terminé avec l'épuisement du financement. Les machines à coudre restent inutilisées dans la salle.

Seule une femme est présente dans le conseil de la coopérative, mais comme *vocale*, un rôle décidément mineur.

En ce qui concerne la *membership* de la deuxième coopérative de la communauté (la coopérative d'achat) et de l'association AMSERC (la pharmacie) qui lui est accolée, plus de la moitié de la *membership* est composée de femmes, et des femmes sont aussi dans les conseils, bien que la majorité des membres ne soient pas de Quixal. De plus l'organisation semble encore jeune et peu dynamique.

A part les groupes officiels des femmes des coopératives, d'autres petits groupes des femmes se sont constitués, mais ils restent des initiatives typiquement *bonding* : les groupes productifs de CARE et le groupe des 13 femmes qui est en train de recevoir une formation en couture par l'Académie de Langues Mayas (depuis juin 2005).

En voulant formuler des conclusions de type qualitatif au sujet du CS de cette communauté, on peut donc conclure que :

1. Pour ce qui se réfère au CS groupal, de type *bonding,* il est très diffusé et, qualitativement, de moyen niveau. Les deux coopératives (l'agricole et celle d'achat) sont des réalités intéressantes, vivaces et suffisamment démocratiques. Elles gèrent des projets productifs et communiquent bien avec les organisations officielles de la communauté. Les groupes religieux (catholique, évangélique, catholique juvénile) représentent aussi des réalités fortes et participées, qui de plus n'entrent pas en conflit entre elles. Le groupe des jeunes catholiques réalise aussi des petits projets productifs, bien qu'essentiellement grâce à la perspicacité de son leader.
2. Le rôle de la coopérative Comón Calebal, à cause de l'ampleur de sa base associative, permet de qualifier cette coopérative dans les organisations de type *bridging*, c'est-à-dire proprement communautaires, en dépit des divisions religieuses, de genre et de la différenciation économique naissante. Or, on a déjà souligné les limites d'une situation dans laquelle un seul acteur avec un mandat limité et une nature groupale prend en charge l'entière planification communautaire.
3. **Toujours pour ce qui concerne le CS *bridging*, les femmes et les jeunes représentent les anneaux les plus faibles des mailles du tissu social.** Les premières sont pénalisées par le fait de ne pas parler espagnol et d'être encore très étrangères au discours de genre et d'équité. Les jeunes, à part quelques exceptions, manquent de capacité d'autogestion et d'autopromotion. Le seul groupe juvénile, catholique, est en réalité complètement dirigé par son intelligent et actif instructeur, mais on ne remarque pas une participation active de la base. Pour mieux comprendre, le conseil du groupe est élu par les pères des jeunes associés.
4. On doit souligner aussi que ce qui rend le CS des groupes *bonding* et *bridging* de moyenne qualité est le fait que **des petits groupes ont le contrôle des organisations**. De la même manière, dans les cas où les femmes participent dans les conseils directifs des organisations génériques

58 La coopérative a démarré un processus de purification des cultures de café de pesticides et engrais de synthèse depuis l'année 1998/1999 pour arriver à produire du café biologique, mieux payé. Mais la combinaison des chutes de production due à la non-utilisation d'engrais et pesticides (la production est passée de 7000 qq. à 2000 qq. entre 2001/2002 et 2003/04), le manque de fonds et de financements de la coopérative et le fait que le café est vendu comme biologique seulement au bout de la septième année de production propre rend la situation très tendue. Beaucoup de producteurs sont en train de recommencer à produire de façon traditionnelle et ils attendent seulement d'avoir les moyens pour pouvoir acheter de nouveau les pesticides et les engrais. Le contrôle de la coopérative devient vraiment difficile.

(c'est-à-dire pas explicitement féminines), elles n'occupent jamais les fonctions de président où vice président, mais plutôt celles de trésorier ou *vocal*.

5. Enfin pour ce qui concerne le CS de type *linking*, qui devrait ouvrir la communauté à l'extérieur et lui permettre d'avoir une influence dans le cadre subrégional[59], départemental et même national, à Quixal la relation avec l'extérieur passe essentiellement par la connexion avec Anacafé, Fedecocagua, Inacop et FEDECON, par la présence de plus d'une ONG externe (CARE, Asecsa, Plan International) et par l'aide de la Coopération Internationale (notamment suédoise). Il s'agit d'interventions d'énorme intérêt puisqu'elles sont vraiment participatives et centrées sur les groupes de base. Leur faiblesse réside plutôt dans le manque étonnant de coordination, soit entre elles, soit avec le niveau municipal.
   Pour ce qui se réfère au CS *linking* proprement communautaire, qui devrait avoir son origine dans les organisations officielles de gouvernement communautaire, la faiblesse de ces organisations (COCODE, comités) limite considérablement son accumulation.
   La faiblesse principale du CS *linking* de Quixal réside donc dans sa caractérisation sectorielle, qui ne permet pas l'intégration et *l'empowerment* des citoyens en tant que tels, étant donné qu'il ne touche pas les aspects politiques et civiques de la participation. Le niveau municipal de gouvernement est vu comme accessible, mais il n'est pas du tout présent avec une stratégie de planification. Le niveau central de gouvernement reste complètement absent et inconnu.
6. En définitive, la perspective de développement de la communauté semble être faible et non appropriée par les mêmes acteurs. Les projets s'établissent avec facilité, mais ils se révèlent très peu soutenables, comme nous montre bien le cas du groupe de couture des femmes de la coopérative, qui termina avec la fin des cours et de l'offre de toiles. Le grave manque d'actifs financiers, organisationnels et de diffusion de capacités de direction rejoint l'absence de coordination entre les institutions externes qui interviennent dans les affaires communautaires en empêchant Quixal de progresser.

2. Deuxième étude de cas : la communauté de Tanchi

Tanchi a été la deuxième communauté visitée. Elle confine à Quixal, bien qu'elle se trouve à une altitude plus haute, touchant les 1200 m. Sa population est plus nombreuse, autour de 1700 personnes (INE, 2002) toutes indigènes, et le village apparaît déjà au premier coup d'œil bien plus allongé et dispersé. Ses conditions socio-économiques sont homogènes à la zone considérée, avec la remarquable différence du (environ 20 commerces). Cela détermine une naissante différenciation **poids joué à Tanchi par les activités commerciales** économique et motive aussi la plus grande fréquence des voyages à la ville (San Pedro Carchá). La route est circulable pendant toute l'année, bien que très lente. Des services privés d'autobus et pick-up permettent la connexion régulière avec Carchá pour 3 Qz (0,30 euro). Quelques petits commerces offrent aussi un service de téléphone public bien que extrêmement cher (2Qz par minute = 0,20 euro).

La plupart des maisons sont en bois et lames d'acier, bien que le pourcentage des structures en block soit ici légèrement plus haut qu'à Quixal. En revanche, le manque d'eau potable, ainsi comme d'un système de drainage reste généralisé. Un peu plus de la moitié des maisons ont l'électricité, bien que le service soit discontinu et continuellement sujet aux coupures de courant.

Le taux d'analphabétisme de la population au-dessus de 7 ans est autour de 46% (INE 2002). Pour ce qui concerne l'éducation, la communauté a une école pré-primaire et une primaire (depuis seulement deux ans et encore non officialisées) fournie par la coopérative Flor de Café grâce à l'aide de l'ONG Adeec, plus une école pré primaire et primaire publique. Pourtant cette dernière manque de matériaux didactiques, de professeurs, de bancs, de structures et sa directrice se plaint de n'avoir aucun appui du

59 On rappelle que le territoire de San Pedro Carchá a été divisé en 22 sub-régions, pour faciliter la communication de la municipalité avec les presque 300 communautés qui lui appartiennent.

Ministère. La communauté dispose aussi des trois années de l'éducation secondaire publique, en forme de *Telesecundaria*. Mais dans ce cas aussi la situation est précaire : l'école a seulement trois professeurs, dont un n'est pas payé par le ministère, mais est bénévole. De plus l'école n'a pas de bâtiment, mais utilise celui de l'école primaire pendant l'après-midi. Enfin, chose encore plus grave, l'école n'a pas non plus de matériaux audiovisuels, ce qui devrait être la caractéristique spécifique de ce type d'école.

En passant maintenant aux services sanitaires, Tanchi n'a pas un véritable centre de santé, mais seulement un centre de convergence appuyé par une association batiste de Cobán. Il est vraiment dans des conditions pitoyables, manque des médicaments et est actif seulement une fois par mois pour les vaccinations et les consultations. Le docteur n'est pas d'ici, mais de la ville.

L'association Asecsa appuie aussi une « pharmacie », c'est-à-dire un homme de la communauté qui vend dans sa maison des médicaments chimiques, ainsi que provenant de la tradition phytothérapique maya. Il fournit aussi des consultations, mais à cause du fait qu'il travaille dans plusieurs communautés de la zone, il n'est pas constamment présent dans la communauté.

L'église catholique et l'église évangélique ont presque le même poids dans le village, où l'on trouve aussi une église mormone. Ce culte concerne autour de 5% de la population.

Pour ce qui concerne les activités économiques, à part la diffusion des activités commerciales déjà citée, les deux coopératives Flor de Café et Maria Auxiliadora organisent la production de café parche (autour de 700 qq), et, pour ce qui se réfère à la deuxième coopérative, aussi la commercialisation de la cardamome.

On remarque à ce propos que les deux coopératives en question associent, ensemble, moins de la moitié des producteurs du village, soit de café soit de cardamome. Par conséquent, une grande partie de la production n'entre pas du tout dans le circuit coopératif, mais est vendue aux coyotes locaux par les producteurs particuliers ou, au maximum, au moyen de petits groupes occasionnels qui se forment continuellement.

Comme à Quixal, d'autres productions destinées à la consommation sont le maïs, les haricots noirs, le chili, vraiment peu de fruits (oranges, mandarines, bananes) et quelques légumes (güisquil, tomates, pommes de terres, ayotes), mais elles ne sont pas du tout organisées. La coopérative de Flor de Café, grâce à l'appui de l'association Adeec, gère un petit projet d'horticulture biologique.

Mon séjour dans la communauté de Tanchi a été vraiment frappant sur le plan humain, parce que j'ai été logée auprès d'une famille de la communauté associée à la coopérative Flor de Café. Cela a signifié partager la vie d'une famille pendant une semaine : dormir avec huit personnes dans la chambre, égrainer les épis de maïs avec les femmes dans la cuisine enfumée pendant la soirée et, en général, adopter les rythmes paysans d'une famille moyennement pauvre.

On ne veut pas être répétitifs, mais l'accueil de cette famille joyeuse et très unie a beaucoup aidé à comprendre l'esprit vivace de cette terre et sa chaleur.

Au total, on a réalisé 18 entretiens formels, plus un grand nombre d'entretiens non programmés et informels : 8 ménages (dont 4 appartenant à la coopérative Flor de Café et 4 à Maria Auxiliadora), 1 jeune membre d'une famille associée à une des coopératives, 1 commerçante non associée, 2 leaders des organisations officielles de leadership de la communauté, 1 leader religieux communautaire, 1 individu externe en relation avec la communauté (un enseignant de l'école primaire), 1 groupe de membres d'une organisation (notamment un groupe de femmes), et 3 leaders d'organisations.

Tableau 28 : Entretiens/questionnaires réalisés à Tanchi. (septembre/octobre 2005)	
Staekholders	N
Ménages membres de la coopérative Flor de café	4
Ménages membres de la coopérative Maria Auxiliadora	4
Ménages non-membres	0
Individus membres d'une des coopératives	1
Individus non-membres	1
Groupes de leaders communautaires	0
Leaders communautaires individuels	1
Individus externes qui ont une relation avec la communauté	1
Groupes communautaires	0
Groupes de membres d'organisations	1
Leaders d'organisations	3
Leaders des organisations officielles	2
Total	18

Pour ce qui se réfère aux organisations (9) de la communauté on remarque la présence de :

Tableau 29 : Organisations et groupes communautaires de Tanchi (octobre 2005)			
N	Organisation/Groupe de la communauté	Caractéristiques	Typologie
1	COCODE	Conseil de Développement Communautaire	*Bridging/Linking*
	Comités variés	Comité pro-amélioration, comité de santé, des eaux, des chemins, de l'électricité. Ils s'intègrent dans le COCODE ou sont en relation avec lui.	*Bridging/Linking*
2	Coopérative agricole Flor de Café (25 % de la population)	Coopérative de production et commercialisation du café	*Bridging/Linking*
3	Comité des femmes de la Coopérative agricole de café		*Bridging*
4	Coopérative agricole Maria Auxiliadora (25 % de la population)	Coopérative de production et commercialisation du café et de la cardamome	*Bridging/Linking*
5	Comité de femmes de la Coopérative agricole de café		*Bridging*
6	Groupe de l'église catholique		*Bonding*
7	Groupe des femmes de la Pastorale Catholique		*Bonding*
8	Groupe de l'église évangélique		*Bonding*
9	Groupe de l'église mormone		*Bonding*
10	Groupe des femmes qui reçoivent les cours de formation de Plan International		*Bridging*

Pour ce qui concerne la présence d'institutions nationales ou internationales qui travaillent avec la communauté :

Tableau 30 : Organisations externes présentes à Tanchi (octobre 2005)			
N	Organisation externe	Typologie	Concept
1	Centre de Coopération Suédoise	Coopération internationale au développement	Donation pour l'amélioration de la qualité du café
2	Coopération Canadienne	Coopération internationale au développement	Donation finalisée à doter la coopérative Maria Auxiliadora d'un fond et cours variés, aussi pour la présentation de demandes et projets (achevé) .
3	Anacafé	Association Nationale Parapublique	Assistance fidéicommis ; formation agricole à propos de la production de café.
4	Fedecocagua	Fédération des Coopératives de Café	Assistance fidéicommis ; formation agricole à propos de la commercialisation de café.
5	Inacop	Institut National des Coopératives	Assistance et formation administratives aux coopératives.
6	Plan International	ONG internationale	Parrainage international ; donation d'un terrain de jeux pour les enfants.
7	Association Batiste	Association Batiste de Cobán.	Appui au centre de convergence.
8	Asecsa	ONG Nationale	Appui et formation de la « pharmacie ».
9	*Plataforma agraria*	ONG Nationale	Appui à l'obtention de projets et financements.

Pour ce qui se réfère enfin aux projets qui résultent de la gestion communautaire[60], on mentionne :

Tableau 31 : Projets communautaires à Tanchi (octobre 2005)		
Exécutés récemment	En exécution	En suspens
(1) Omnisports (FONAPAZ) (2) Réservoirs individuels (FIS) (3) Fertilisantes (2004, FONAPAZ)		(1) Donation de Foguavi

La structuration organisationnelle de cette communauté est très intéressante. Comme on vient de le dire, on y trouve deux coopératives, mais, à la différence de ce qui se produit à Quixal, la *membership* de chacune est réduite par rapport à la population de la communauté, ce qui les empêche de se constituer comme des centres de leadership communautaire. Leur rôle reste limité aux activités productives et le CS qu'elles fomentent ne dépasse pas le niveau proprement *bonding*/groupal.

Les deux coopératives font partie du même réseau et nécessairement communiquent entre elles. Mais curieusement, elles ne coopèrent pas au niveau communautaire, ce qui nous montre la faiblesse du tissu organisationnel de la communauté.

Les organisations officielles de la communauté (Alcalde et COCODE) occupent entièrement leur rôle, c'est-à-dire qu'elles sont effectivement responsables de la planification du développement communautaire, ainsi que de la gestion quotidienne des affaires communes. Néanmoins la qualité de cette planification reste moyenne. Le maire de la communauté a effectivement une longue expérience dans la gestion des affaires communes et représente aussi la microrégion 16, dont Tanchi comme Quixal font

60 On remarque ici qu'on a considéré seulement les projets récents. Les projets en suspens sont des projets qui ont été déjà reçus.

partie. Le COCODE a obtenu un projet de réservoirs familiaux par le FIS, ainsi que l'aide de FONAPAZ pour l'omnisports et actuellement une autre demande est en suspens, à Mayabank, pour un projet de diversification des sources de revenu. En outre, les membres du COCODE se réunissent très souvent, bien que seulement une fois par mois avec toute la population.

Toutefois, bien que le croisement de la *membership* de différentes organisations (églises, coopératives, COCODES) leur permettent de se mettre en rapport avec une certaine agilité, on ne remarque aucune planification concertée entre les acteurs organisés. Le COCODE ne se met pas en rapport avec les coopératives en tant qu'acteurs du développement. Les relations restent personnelles et faibles. On peut conclure que la gestion communautaire reste dans les mains d'un petit groupe des gens qui parlent espagnol et dont les femmes et le reste des citoyens sont exclus.

Un cas intéressant pour exemplifier la situation dont on parle est celui du projet des réservoirs[61] obtenus par le FIS. Ce sont des conteneurs en plastique qui permettent aux familles de garder l'eau individuellement dans des conditions suffisamment hygiéniques. Or, beaucoup de familles n'ont pas obtenu leur réservoir, apparemment à cause de l'insuffisance de leur contribution en travail et en argent, mais selon beaucoup de témoignages aussi à cause du fait que pour être bénéficiaire il fallait s'inscrire au parti au pouvoir, le GANA.

Ces commentaires, de plus très répandus, jettent des ombres sur la démocratie de la gestion officielle et nous révèlent une réalité clientéliste et oligarchique. En réalité, du point de vue légal et institutionnel, le système paraît bien intégré dans le processus de décentralisation, bien que le maire communautaire affirme de ne pas avoir une véritable communication avec la municipalité. Néanmoins, la lacune généralisée de formation et d'interventions privées ou publiques dans ce sens, empêche la communauté de participer collectivement dans la définition de sa propre trajectoire.

Les femmes restent exclues à priori de toute dynamique de ce type. Généralement, elles ne parlent pas espagnol, exception faite pour le peu d'entre elles qui gèrent des petits commerces ou qui sont maîtresses à l'école. Leur présence est dominante, en revanche, dans les associations religieuses. Les deux coopératives de café prévoient aussi les classiques comités de femmes. Celui de la coopérative Flor de Cafè semble être solide. Aucune femme ne parle espagnol, de sorte que l'entretien a été réalisé à l'aide d'un des hommes de la coopérative, mais elles sont actives et intéressées : elles se réunissent tous les huit jours, avec une participation d'environ 80% (bien que très timide), conduisent des activités d'horticulture organique et de couture et ont des idées pour le futur (ce qui n'est pas si fréquent dans la zone!) comme produire des savons, du pain ou implanter un élevage de poules pondeuses.

Mais elles disent que les problèmes sont toujours les mêmes : pas d'aide, pas de financements, absence de la municipalité comme du gouvernement central, les prix trop bas pour ce que la communauté produit, les prix trop hauts pour le panier de base que chaque famille est obligée d'acheter. Actuellement, il n'y a aucun programme public ou ONG/agence de coopération qui appuie cette organisation.

Le groupe de femmes de la deuxième coopérative est beaucoup moins actif et organisé et actuellement ne gère aucun projet.

Les deux coopératives, Flor de Café et Maria Auxiliadora, sont deux petites organisations classiques, avec peu d'actifs et beaucoup de problèmes financiers, menacées par la concurrence des acheteurs de la ville. La première a une femme dans le conseil, comme porte-parole et aussi des jeunes hommes doués et aux idées claires. Son conseil et sa structure furent complètement renouvelés en 1999, pour surmonter une grave crise d'organisation. Cela démontre une certaine capacité de réaction de l'organisation, qui par la suite a bien su chercher de l'aide et de l'appui à l'extérieur. En excluant le réseau classique de Anacafé/Fedecocagua/Inacop, elle a été appuyée aussi par la Coopération suédoise, pour un projet gouvernemental de maïs/haricots en 2003 et par l'ONG Adeec en ce qui concerne l'assistance technique à

61 Ce sont des conteneurs en plastique qui permettent aux familles de garder l'eau individuellement dans des conditions suffisamment hygiéniques.

la production d'horticulture et café biologique (la coopérative est dans sa quatrième année de production *propre*).

La deuxième coopérative est aussi en phase de restructuration. Elle aussi a reçu beaucoup d'aide en dehors du réseau classique, par exemple de la Coopération canadienne (donation, mais aussi formation pour la présentation de projets et demandes), du gouvernement au moyen de l'intermédiation d'une ONG (*Plataforma Agraria*) et dernièrement (2004) de FONAPAZ.

Les deux coopératives n'incluent pas dans leur *membership* les familles les plus riches de la communauté, évidemment non intéressées. En revanche, elles incluent souvent les familles les plus pauvres. Enfin, on remarque qu'ici, comme à Quixal, les informations sur les autres organisations, ainsi que sur les plans gouvernementaux, passent à travers Fedecocagua qui fonctionne comme diffuseur de contacts et d'information. Les relations de ces organisations avec la municipalité ou le gouvernement sont au contraire presque nulles et les projets et plans gouvernementaux qui pourtant y sont présentes ne sont pas le résultat d'une planification, mais de l'aide ponctuelle de quelques ONG.

En passant maintenant à des conclusions de type qualitatif au sujet du CS de cette communauté, on peut conclure que :

1. Pour ce qui se réfère au CS groupal/*bonding* il est, du point de vue qualitatif, de niveau moyen. Les deux coopératives sont des réalités intéressantes et suffisamment démocratiques, qui, bien qu'elles ne dépassent pas le niveau *bonding* à l'intérieur de la communauté, profitent du réseau dont elles font partie en générant du CS *bridging* externe. Elles communiquent avec les organisations officielles de la communauté grâce au croisement des membres et communiquent aussi entre eux bien que pas de forme structurée. Leurs limites sont les classiques du contrôle de l'organisation par un conseil restreint.
   Les groupes religieux (catholique, évangélique, mormon, juvéniles) représentent aussi des réalités fortes et participées, qui entrent peu en conflit entre eux, mais qui n'ont aucun projet productif ni aucune incidence dans la planification du développement. Enfin, on souligne que, malgré les dimensions notables du village, le nombre total d'organisations est réduit.
2. La participation des femmes reste limitée aux groupes de type *bonding* (groupes religieux, groupes de femmes des coopératives). Elles ne sont pas présentes en absolu dans les occasions d'accumulation de CS bridging/communautaire ou intercommunautaire. Les jeunes non plus ne s'occupent pas des affaires communautaires. Ils ont la chance d'avoir un complexe omnisports dans la communauté, ce qui peut-être favorise leur interaction, mais n'entrent pas dans les organisations. Les groupes catholiques juvéniles ne sont pas non plus structurés et n'ont pas de projets.
3. **Le CS de type *bridging* est proprement concentré par les organisations officielles de leadership de la communauté**. Dans le village de Tanchi, il n'existe pas d'autres organisations qui dépassent le niveau groupal de l'association humaine. Le CS *bridging* du COCODE est pourtant de niveau moyen, puisque, bien qu'il soit effectivement adapté pour assumer le rôle de planificateur qui lui appartient, son niveau de démocratie interne et de transparence reste douteux. Les organisations ne se mettent pas en rapport avec le COCODE en tant que telles et les femmes, les jeunes, ainsi qu'une énorme partie de la population sont pratiquement exclus de la participation active dans l'organisation.
4. En ce qui concerne le CS de type *linking* à Tanchi, la relation avec l'extérieur passe essentiellement par la connexion avec le réseau connu d'Anacafé, Fedecocagua et Inacop, mais aussi par la présence de plus d'une ONG externe (Adeec, Asecsa, Plan International, *Plataforma Agraria*) et par l'aide de la Coopération Internationale (notamment canadienne et suédoise). Exception faite pour le réseau des coopératives, dont on souligne le potentiel, les autres interventions se caractérisent malheureusement par leur nature ponctuelle et par l'incapacité de se mettre en réseau. Enfin pour ce qui se réfère au CS *linking* proprement communautaire, qui vient des organisations officielles de gouvernement communautaire, il nous a semblé aussi de médiocre qualité. Il est vrai que le COCODE fonctionne discrètement en tant que catalyseur de projets et fonds et que son président, le maire auxiliaire, est aussi le représentant de la Microrégion 16, ce qui lui donne la possibilité de connaître et cordonner au moins les relations entre les autres

COCODES de la microrégion et leur représentation auprès du COMUDE. Mais deux éléments nous éclaircissent une situation bien loin d'être idyllique. En premier lieu, le fait que c'est le même maire auxiliaire de Tanchi qui nous a informé sur le manque d'une véritable communication avec la municipalité. En deuxième lieu, **bien qu'elle possède tous les atouts pour l'implémentation d'une planification efficace, la communauté de Tanchi présente en revanche une situation de grande division interne, de manque de collaborations effectives entre les organisations et de clair absence de démocratie dans la gestion du leadership officiel.** A ce propos, ce n'est pas un hasard que beaucoup de demandes aient échoué (par exemple, la demande d'aide municipale pour la maintenance de la route et pour l'amélioration des conditions précaires de l'école, etc.) sans que les leaders puissent en expliquer les raisons. Quant aux projets réussis, il s'agit surtout d'interventions sanitaires/d'infrastructure/sociales, mais pas de projets productifs.

3. Troisième étude de cas : la communauté de Ichab

La dernière communauté visitée a été Ichab, qui confine aussi à Quixal, mais en descendant vers le Sud. Depuis Ichab, un service continu de minibus privés nous connecte à la capitale du département, Cobán. Les minibus passent chaque demi heure et le voyage coûte 4 Qz (presque 0,4 euro). La situation socio-économique paraît légèrement plus grave dans cette communauté que dans les précédentes. Le revenu journalier normal est de 10 Qz (1 euro !) tandis que dans les autres communautés de la zone il arrive jusqu'à 20-25 Qz. Le niveau d'analphabétisme arrive à 50% (INE, 2002). Il y a quelques mois, l'eau de la communauté, qui provient d'une source située dans la communauté voisine de Pequischul, s'est révélée gravement contaminée, causant un certain nombre de cas d'hépatite. On perçoit instantanément une atmosphère différente aux autres communautés. Quelques ivrognes animent les chemins inondés par les pluies torrentielles et le souvenir encore vif d'un brutal assassinat par vengeance insinue dans ma perception de la vie communautaire les tons désespérés et un peu violents qui n'en faisaient pas encore partie.

Mon séjour a duré presque une semaine. J'ai été logée dans une chambre de la coopérative, accompagnée par une jeune fille qui a partagé les nuits et les repas avec moi, sans jamais me donner la possibilité de rester vraiment seule. Le contrôle de la coopérative sur mes mouvements a été total, probablement pour des raisons de sécurité.

Au total, on a réalisé 18 entretiens formels, plus un grand nombre d'entretiens non programmés et informels : 7 ménages (5 associés à la coopérative et 2 non associés), 1 jeune fille membre d'une famille associée à la coopérative, 3 individus externes en relation avec la communauté (en tant que membres de la coopérative mais qui habitent dans la communauté voisine), 2 groupes de membres d'une organisation (notamment le groupe de femmes de la coopérative et le groupe des bonne sœurs), un groupe communautaire mixte, 1 leader d'une organisation, 1 leader des organisations officielles de la communauté et 2 leaders communautaires (le maire et un professeur).

Tableau 32 : Entretiens/questionnaires réalisés à Ichab (octobre 2005)

Stakeholders	N
Ménages membres de la coopérative de café	5
Ménages non-membres	2
Individus membres de la coopérative	1
Individus non-membres	0
Groupes de leaders communautaires	0
Leaders communautaires individuels	2
Individus externes qui ont une relation avec la communauté	3
Groupes communautaires	1
Groupes de membres d'organisations	2
Leaders d'organisations	1
Leaders des organisations officielles	1
Total	18

La représentation de la communauté que les entretiens/questionnaires nous donnent est peu positive. Ichab est une communauté pauvre, dépourvue des services basiques les plus essentiels : pas d'écoles (les enfants vont dans la voisine communauté de Kaquigual), pas d'eau potable, un centre de convergence appuyé par Plan International et actif seulement depuis juin 2005 qui manque des médicaments essentiels. La route principale qui traverse la communauté est pratiquable toute l'année, mais se trouve en très mauvais état à cause de la circulation importante qui la parcourt. Un peu plus de 60 familles, moins de la moitié, ont l'électricité dans leur maison ce qui génère un sentiment répandu de discrimination auprès des ces ménages qui ne peuvent pas se le permettre. Trois fois par semaine, un petit marché est organisé au couvert et un des petits commerces de la communauté offre aussi un service de téléphone public très cher (2 Qz par minute).

Pour ce qui se réfère aux organisations de la communauté leur nombre est réduit (6) ; on remarque la présence de :

Tableau 33 : Organisations et groupes communautaires de Ichab (octobre 2005)

N	Association/Groupe de la communauté	Caractéristiques	Typologie
1	COCODE	Conseil de Développement Communautaire	*Bridging/Linking*
	Comités variés	Comité pro-amélioration, comité de santé, des eaux, des chemins, de l'électricité, comité pro- femme. Ils s'intègrent dans le COCODE ou sont en relation avec lui.	*Bridging/Linking*
2	Coopérative agricole *Corazón de los Mayas* (25 % de la population)	Coopérative de production et commercialisation du café	*Bridging/Linking*
3	Comité des femmes de la Coopérative agricole de café		*Bridging*
4	Groupe des bonnes sœurs		*Bonding*
5	Groupe de l'église catholique		*Bonding*
6	Groupe de l'église évangélique		*Bonding*

Pour ce qui concerne la présence d'institutions nationales ou internationales qui travaillent avec la communauté :

Tableau 34 : Organisations externes présentes à Ichab (octobre 2005)

N	Organisation externe	Typologie	Concept
1	Anacafé	Association Nationale Parapublique	Assistance fidéicommis ; formation agricole à propos de la production de café.
2	*Centro Cooperativo Sueco*	Amélioration de la qualité du café, Projet 80-20	Donation
3	Fedecocagua	Federación de Coopérativas de Café	Assistance fidéicommis ; formation agricole à propos de la commercialisation de café.
4	Inacop	Institut National des Coopératives	Assistance et formation administrative aux coopératives.
5	Plan International	ONG internationale	Parrainage international ; centre de santé ; formation en santé.
6	Care	ONG internationale	Fonds à rendre pour financier des petits projets de poulets à chair.

Pour ce qui se réfère enfin aux projets qui résultent de la gestion communautaire[62], on mentionne :

Tableau 35 : Projets communautaires à Ichab (octobre 2005)		
Exécutés récemment	En exécution	En suspens
	(1) poulets à chair (individuellement)	Demande à : (1) **Fis** (réservoirs, prévu en 2006) (2) ***Plataforma agraria*** (crédit pour la transformation de café, demandé à travers la coopérative Comón Calebal.

La coopérative de Ichab, Corazón de los Mayas, constitue un élément de rupture très intéressant dans le contexte communautaire. Effectivement, le siège de la coopérative a été transféré à Ichab seulement en mars 2005 à cause de la vente d'une ferme de propriété de la coopérative de Quixal, au moyen d'un prêt de Fedecocagua. Toutefois, 70% des membres de la coopérative habitent à Kaquigual, la communauté voisine. **Cette condition initiale d'intrus influence clairement les relations de la coopérative avec le reste de la communauté, ainsi qu'avec ses organisations officielles.** De plus, il faut souligner que la communauté a vécu récemment l'expérience de la faillite d'une autre coopérative de café, celle du Nuevo Porvenir, provoquée apparemment par les mauvais choix financiers de son contesté conseil. Si on y ajoute le fait que l'ex-président de la coopérative est l'actuel maire auxiliaire de la communauté, on pourra bien comprendre le climat de tension interinstitutionnelle dans lequel on va tester notre diagnostic. Tout d'abord, le fait que la coopérative représente seulement 25 % des producteurs de la communauté rend sa position très similaire à celle des deux coopératives de Tanchi, c'est-à-dire qu'elle se retrouve à jouer comme un acteur parmi les autres à l'intérieur de la communauté. La structure de la coopérative n'est pas encore complètement formalisée. Le groupe de femmes, par exemple, n'a pas encore été légalisé et la coopérative ne dispose pas d'un système d'archives, ni d'une planification d'activités. Son conseil paraît très uni et incontestablement confiant dans le choix mutualiste et démocratique, mais la participation du reste des membres est faible. Le conseil parle d'une participation à la seule assemblée organisée par an d'environ 65%, qui est déjà une valeur plus basse que les taux déclarés par les autres coopératives, mais notre impression après avoir assisté à quelques réunions extraordinaires est celle d'une participation encore plus faible. Il faut bien souligner aussi que **la coopérative est le seul groupe organisé de la communauté avec une finalité productive.** Des petits projets de poulets à chair appuyés par CARE qui auparavant étaient administrés par des petits groupes de dix femmes, se sont convertis aujourd'hui en des projets de gestions individuelles de 25 poulets chacune, à cause notamment de l'échec dans le fonctionnement des groupes. La même cause (déflagration des groupes) est attribuée par le maire à l'échec de la demande d'appui au Fond National pour le Logement (FOGUAVI). Plus en général, **on a pu collecter plusieurs témoignages éprouvant l'incapacité des groupes à s'organiser et le bas niveau d'aide mutuelle entre les voisins et les familles de la communauté.** Dans les situations de crise les stratégies de type individuel-familial semblent donc prévaloir.

Le COCODE de Ichab est aussi une organisation très faible. Le maire auxiliaire nous répond avec simplicité en disant que dans les assemblées communautaires, c'est le conseil qui décide et que seulement après il informe la communauté. Cette information est d'autre part confirmée par les gens qui le considèrent normal. Le COCODE n'administre pas non plus de projets communautaires, ni de subventions étatiques et il n'a pas du tout la capacité pour administrer un processus approprié de planification communautaire. Les gens ne lui attribuent aucune confiance dans la résolution de problèmes communs et effectivement les nombreux échecs qui ont eu lieu à Ichab semblent motiver leur sentiment de méfiance. Par exemple, malgré l'intervention de la municipalité et des autorités judiciaires pour résoudre l'assassinat du jeune père de famille dont on parlait précédemment, les coupables sont encore en liberté bien qu'ils soient bien connus par tous les membres de la communauté.

En voulant donc proposer des conclusions de type qualitatif au sujet du CS de cette communauté, on peut conclure que :

62 On remarque ici qu'on a considéré seulement les projets récents. Les projets en suspens sont des projets qui ont été déjà reçus.

- Le CS groupal/bonding est très faible et se fonde sur la déficience des précurseurs culturels du CS. **Le manque de confiance envers les autres et surtout dans l'organisation sociale des intérêts, motivée par les antécédents communautaires, est éclatant.** Les groupes religieux (catholique, évangélique, bonnes soeurs) représentent des réalités participatives, qui n'entrent pas en conflit entre elles mais, comme d'habitude, ils n'ont aucun projet productif ni la moindre incidence dans la planification du développement. La coopérative *Corazón de los Mayas* représente la seule réalité prometteuse, encore qu'elle n'est pas vraiment intégrée dans la communauté et est déficitaire en termes de base participative réelle. Le conseil de la coopérative se compose exclusivement d'hommes, dont seuls deux parlent espagnol. Pour l'admission des membres comme du conseil, c'est ce dernier qui décide dans les assemblées générales. Le groupe de femmes de la coopérative (autour de 20 membres), encore non officialisé, existe déjà depuis près de 8 ans. Son conseil ne parle pas non plus espagnol et le groupe n'a pas ni projets ni aucun type d'aide. Néanmoins à cause de sa vivacité, il pourrait représenter un bon point de départ pour l'instauration d'une stratégie mutualiste et pour l'approfondissement de la dynamique de genre. Le projet à long terme du conseil est effectivement celui d'étendre l'affiliation des petits producteurs d'Ichab à la coopérative, tout en promouvant le choix mutualiste encore étranger à cette population.

- La participation des femmes reste donc limitée aux groupes de type *bonding* (groupes religieux, groupes de femmes de la coopérative). L'unique exception est représentée par le groupe *bridging* des femmes du centre de convergence, où l'ONG Plan International fournit des cours de formation en santé et commence à intégrer aussi quelques jeunes. Mais ni les femmes ni les jeunes ne s'occupent des affaires communautaires. Ces derniers n'ont pas non plus la moindre occasion d'amusement. Les groupes religieux juvéniles ne sont pas structurés et n'ont pas de projets.

- **Le CS de type *bridging* est donc une affaire exclusive des organisations officielles de leadership de la communauté, et comme on la déjà noté, il est de mauvaise qualité.** Le COCODE se compose exclusivement d'hommes adultes et la communauté n'a pas de voix dans la prise des décisions. Le COCODE n'entre pas en rapport avec la coopérative bien qu'elle soit l'unique organisation productive de la communauté. Un détail de grande pertinence est l'opinion collective sur la nature obligatoire de la participation communautaire. « Si on ne participe pas, le maire nous le reproche lors de l'assemblée », c'est la réponse la plus commune. Bien que la thèse qui soutient la nature nécessairement spontanée du CS soit contestée, nous croyons que la possibilité considérable d'être critiqués si on ne participe pas dévalue ultérieurement le CS de la communauté.

- Le réseau des coopératives, dans lequel *Corazón de los Mayas* est aussi inséré, permet comme toujours l'accumulation d'une certaine dotation de CS *bridging* externe. A ce propos, nous pouvons souligner la présence d'une demande d'aide, encore en suspens, présentée collectivement à l'ONG nationale *Plataforma Agraria* à travers une proposition du conseil de la coopérative de Quixal.
- En ce qui concerne enfin le CS de type *linking,* à Ichab la relation avec l'extérieur passe comme toujours par les canaux du réseau de Anacafé/ Fedecocagua/Inacop, des ONG externes qui travaillent dans la communauté (CARE et Plan International) et de la Coopération Internationale (notamment suédoise). Exception faite pour le réseau de coopératives dont on souligne le potentiel, les autres interventions se caractérisent par leur nature ponctuelle et par l'incapacité de se mettre en réseau.
  Le CS *linking* officiel est évidemment de médiocre qualité. Ichab fait partie de la microrégion 20, ce qui permet au COCODE de collaborer potentiellement avec les autres communautés des alentours, mais l'impression de faiblesse organisationnelle est bien confirmée par les dramatiques

conditions de la communauté et par le fait que le COCODE n'administre aucun projet et ne reçoit aucune aide, ni publique ni privée[63].

4. Considérations générales sur le Capital Social.

D'un point de vue théorique, on peut dire que l'expérience de terrain nous a permis d'identifier un facteur discriminant fondamental. On s'est rendu compte promptement qu'on ne peut pas parler de CS communautaire en se référant exclusivement aux réseaux internes à la communauté, à sa supposée unité de type *bridging*, si on ne parle pas en même temps de **CS de type *linking*** (relations verticales), c'est-à-dire des liens de la même communauté, en tant que telle, avec l'extérieur, public ou privé. En d'autres termes, on pourrait dire qu'un investissement visant à renforcer seulement le CS *bridging* de la communauté (son unité sociale) et sa structuration n'a pas de sens, est illusoire et trompeur, parce qu'il ne sera jamais soutenable. Cette position est bien loin de vouloir nier l'importance du CS *bridging*, qui dans sa dimension *intra-communautaire* est une ressource importante de survie, et qui dans ses dimensions *intercommunautaires* représente la base des organisations de deuxième niveau, véritable voix des marginaux dans des contextes plus amples. Nous avons simplement voulu noter de cette façon l'importance d'une composante nécessaire (le CS *linking*), bien que non suffisante.

Dans le cadre de la décentralisation au Guatemala, parler de CS social *linking* signifie en premier lieu parler des relations de la communauté avec la municipalité. C'est la municipalité qui devient le pivot de la garantie de la participation du territoire local à la définition de sa propre trajectoire de développement, puisque, selon le cadre légal défini en 2002, les ressources et la planification de long terme nécessaires à garantir une trajectoire de développement soutenable devraient arriver de la municipalité. Malheureusement, comme on l'avait déjà noté dans la description du cadre contextuel du pays, le processus de décentralisation et de planification du développement local au Guatemala est encore inachevé, exception faite pour quelques exemples de bonnes pratiques.

Le cas de la municipalité de San Pedro Carchá, à laquelle appartiennent les trois communautés observées, ne se démarque pas du médiocre contexte général.

On reporte à la suite l'interview au directeur du Bureau de Planification Municipale de San Pedro Carchá[64].

1. **La municipalité de San Pedro Carchá a-t-elle déjà institué un Conseil Municipal de Développement (COMUDE) ?**

- Oui, il est présent.

2. **La municipalité a-t-elle déjà institué un Bureau Municipal de Planification (OMP)?**

- Oui, il est aussi présent.

3. **Est-ce que cette municipalité perçoit le IUSI (Impôt Unique sur les Immeubles) en autonomie ?**

- Oui, depuis1999.

4. **Pensez-vous que les ressources de ce bureau soient suffisantes ?**

- Non, absolument pas. Nos ressources sont très faibles, soit celles destinées au fonctionnement, soit celles destinées à l'investissement. Mais c'est la municipalité aussi qui a un problème d'insuffisance de ressources, surtout si on considère que San Pedro Carchà est une des municipalités les plus étendues à niveau national, avec presque 450 communautés.

5. **Cette municipalité a-t-elle l'appui de quelques ONG ?**

- Oui, de Plan International.

6. **Est-ce que ce bureau a reçu des cours de formation au sujet de la décentralisation ?**

Oui, notamment par le gouvernement, Plan International et Adp.

7. **Est-ce que dans le personnel qui travaille dans ce bureau il y a des gens avec une maîtrise et une expérience professionnelle ? Combien ?**

63 Une demande de réservoirs (*TINACOS*) pour l'eau est en suspens et le conseil prévoit son approbation avant la fin de 2006.

64 Le modèle de l'interview se trouve en annexe (13).

- Oui, mais seulement une personne, moi (Ingénieur).

8. Considérez-vous l'actuel personnel suffisant ?

Non, pas du tout. On est seulement trois : moi et deux techniciens. On aurait vraiment besoin de personnel, surtout des planificateurs. On devrait être au moins cinq.

9. L'organigramme de ce bureau est-il organisé par secteurs ? Et le personnel ?

- Non, pas du tout. On s'occupe collectivement d'Education, Santé, Agriculture, Infrastructure (eau, drainage).

10. Est-ce qu'il y a un enregistrement actualisé des besoins des communautés auprès de la municipalité ?

-Oui, c'est ce qu'on appelle la Banque des Projets. La dernière mise à jour remonte à février 2006. Le problème est que, après, ce n'est pas possible de répondre à tous, principalement à cause de l'absence de fonds.

11. Combien de profils de projets ont-ils été élaborés l'année dernière ?

- 50 profils.

12. Et combien d'études de pré-investissement ?

- Seulement 20. Sur ce point, on est encore déficitaires.

13. Est-ce que cette municipalité travaille sur la base d'une planification à long terme ?

- Oui, il s'agit d'une planification sur 15 ans, à partir de 2000.

14. Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les organisations officielles des communautés (COCODES, Comités, Maires Auxiliaires) ?

- Cette municipalité a été divisée en 22 subrégions. Les représentants des COCODES des 22 subrégions se réunissent au moins chaque mois dans le COMUDE (qui comprend le maire, les promoteurs de développement de la communauté, le Bureau Municipal de Planification etc.). Ils font aussi des réunions extraordinaires. Tous les 15 jours, il y a en outre des rencontres avec les maires de toutes les communautés et enfin chaque lundi il y a toujours beaucoup de gens qui viennent ici pour présenter leurs problèmes et demandes. Enfin, la communication se réalise aussi au moyen de la radio dans les zones rurales et de la télévision dans les zones urbaines.

15. Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les ONG qui travaillent dans la zone ?

- Cette année cette rencontre n'a pas encore eu lieu, mais on prévoit une rencontre tous les trois mois à partir du mois d'avril.

16. Avec quelle fréquence la municipalité consulte-t-elle les représentants du secteur privé qui travaillent dans la zone (coopératives, entrepreneurs, commerçants)?

- On n'a pas prévu de rencontres de ce type.

17. Est-ce que la municipalité considère comme suffisante sa disponibilité en ressources technologiques (ordinateurs, logiciels, personnel formé) ?

- Les ressources technologiques sont maigres. On a des ordinateurs et des logiciels, mais très peu de personnel. De plus, on aurait besoin de techniciens experts en systèmes d'information géo-référentielle. On a seulement un GIS et on a besoin d'un équipement de topographie et de licences pour les programmes de géo-référence. On a seulement une moto et 450 communautés à visiter !

18. Est-ce que cette municipalité a déjà sollicité son intégration au processus de décentralisation ?

- Oui, le processus d'évaluation est en cours.

Nous savons également que l'autonomie financière (Recettes propres/Recettes totales) de la municipalité de San Pedro Carchá est très basse, un peu moins de 12% en 2005 (Ministère de Finances, 2006). Cela réduit considérablement la capacité de planification et d'intervention du gouvernement local. A cette faiblesse, on doit ajouter, selon l'interview, le manque de personnel, d'équipement, de planificateurs, de fonds et la structure encore indéfinie du Bureau Municipal de Planification, sans aucune sectorisation ni la conséquente spécialisation du personnel.

En deuxième lieu, toujours en considérant le CS linking, on devra considérer d'autres acteurs externes, nationaux (entreprises, exportateurs, coyotes, consommateurs, ONG, associations parapubliques) comme internationaux (importateurs, consommateurs, ONG, bureaux de la coopération au développement des pays tiers etc.) qui agissent dans la zone d'étude. En temps de globalisation dominante, ils se révèlent être de véritables acteurs à prendre en compte même dans le plus local des processus.

Comme on avait déjà considéré dans la description du cadre spécifique, on a considéré comme des acteurs *institutionnels* ceux qui avaient un poids pertinent dans le contexte, à cause de leur enracinement ou du poids spécifique de l'organisation, et qui pourraient donc constituer des acteurs déterminants dans la définition d'une stratégie. On y inclut notamment Anacafé, Fedecocagua et Care. En outre, on va considérer d'autres acteurs qui ont un poids mineur ou qui à cause de leur mandat constitutionnel ne pourraient pas vraiment être inclus dans le cercle restreint des acteurs institutionnels. On se réfère ici aux « *coyotes* » et à des organisations mineures comme Asecsa, Plan International, Adp, Adeec etc.

En ce qui concerne nos premières réflexions en termes de CS, nous avons confirmé nos hypothèses de départ. Effectivement, les communautés de la zone considérée sont riches en termes de ***bonding* organisations**, surtout à caractère religieux, qui se composent principalement de femmes. En revanche, on remarque le manque de participation presque total des femmes aux mécanismes organisationnels communautaires de planification du développement, qui sont plutôt *bridging* et dans une moindre mesure *linking*.

La famille étendue reste un important réseau *bonding* à utiliser pour gérer le risque, bien que l'homogénéité des conditions de pauvreté extrême diminue la signification de cette possibilité et laisse chacun vraiment seul. Les associations de voisinage ne semblent pas non plus fonctionner.

En ce qui concerne **les coopératives,** qui dans la zone en question s'occupent de la production de café ou de la consommation/achat, elles sont généralement classifiées parmi les organisations de type *bonding*, surtout quand le nombre de membres est réduit par rapport à la population de la communauté, tout en formant un groupe restreint et homogène. Néanmoins, en plus de remarquer la valeur ajoutée de cette forme d'organisation en termes de formation des membres et de sensibilisation à la participation communautaire, on note aussi le fait qu'au moins une des coopératives considérées (Comón Calebal, Quixal) peut être bien classifiée comme organisation de type *bridging*, proprement communautaire, à cause de l'ampleur du nombre de membres, qui couvre presque 90% de la population, tout en la transformant en organisation leader de la communauté. De plus, le fait que les coopératives dont on parle aient su établir entre elles tout un réseau des relations formalisées, permet décidément de qualifier comme *bridging* au moins leur CS externe.

Pourrait-on affirmer que les coopératives sont des organisations *socialement intelligentes* par nature ? (Schvarstein, 2004).[65] Les compétences organisationnelles, nécessaires à l'exercice effectif de la responsabilité sociale, sont-elles intrinsèques au dessin de la coopérative ? Les coopératives ont-elles une prédisposition constitutionnelle à l'accumulation de CS ? Les valeurs et les principes de l'organisation coopérative en font sûrement une organisation très particulière, qui, au moins théoriquement, a de la valeur ajoutée soit en terme de responsabilité sociale soit de potentiel dans l'accumulation de CS. Nous présentons à la suite les principes du coopérativisme tels qu'ils ont été synthétisés par l'Alliance Coopérative Internationale.

Tableau 36 : Principes du coopérativisme

1. Adhésion volontaire et ouverte ;
2. Gestion démocratique par les associés ;
3. Participation économique des associés ;
4. Autonomie et indépendance ;
5. Education, formation et information ;
6. Coopération entre les coopératives ;
7. Intérêt pour la communauté.

Source : www.coop.org/ica (Alliance coopérative internationale), 2005.

65 L'auteur considère **socialement responsable** une organisation qui établit un ensemble de pratiques obligatoires et volontaires orientées à promouvoir la satisfaction des besoins sociaux de ses membres, ainsi que des membres de la communauté. Parmi les besoins, l'auteur inclut la santé, l'accès à la justice, l'éducation, le logement, le transport, la sécurité. **L'intelligence sociale** d'une organisation est l'ensemble des compétences nécessaires à l'exercice de la responsabilité sociale des organisations.

L'intérêt réside à ce point dans la compréhension de la qualité réelle du CS coopératif. Sûrement, il s'agit d'organisations prometteuses, qui plus que d'autres ont su créer ou garder un certain sentiment mutualiste et qui représentent une instance totalisante pour les gens. En effet, dans ces communautés, la coopérative n'a pas seulement en charge l'organisation de la production et de la commercialisation du produit en question, mais fonctionne comme un réseau de protection intégrale. Les gens s'adressent à elle pour avoir une aide financière, par exemple. De plus, quelques coopératives gèrent aussi une école primaire ou une crèche pour les enfants des associés, s'occupent de funérailles et organisent un service de sécurité.

Les coopératives, en tant qu'unités d'un réseau plus large, permettent aussi l'accès à des cercles intercommunautaires, départementaux ou nationaux. Par exemple, les coopératives de café qui existent dans nos communautés sont membres d'Anacafé, mais aussi de Fedecocagua (l'organisation de deuxième niveau qui commercialise et exporte le café de la zone) et de INCAP (l'Association Nationale des Coopératives). Cette pluri-appartenance multiplie les occasions de recevoir une formation, de l'assistance technique et des financements. L'importance déterminante de ces interventions est encore plus évidente aujourd'hui qu'elles se sont notablement réduites, après une période plus aisée qui a coïncidé avec l'injection de fonds américains après l'ouragan Mitch et qui a déterminé la profusion de prêts, de cours de formation, d'échanges de d'expériences au moyen des visites auprès de bonnes pratiques instaurées. La faiblesse de fonds suivant cette période, due au fait que le premier fidéicommis est presque épuisé (premier fidéicommis 1990-2009[66]) et à la grave crise du secteur, risque de réduire Anacafé au rôle d'assistant technique, en privant les coopératives d'un fournisseur important et stable de ressources financières. A son tour, la faiblesse économique des coopératives a affaibli considérablement leur force d'attraction. Ces coopératives aujourd'hui ne sont pas dans la condition de pouvoir payer immédiatement les apports en grain (café) des associés ni de leur faire de prêts. Elles sont obligées d'attendre la vente du café récolté à Fedecocagua pour payer les petits producteurs. L'attente n'est souvent pas du tout commode pour ces derniers, qui deviennent une cible facile pour des coyotes locaux, les acheteurs de la ville qui offrent des prix plus bas, moins de garanties et aucun des avantages de l'organisation coopérative, mais qui paient au comptant et proposent souvent des prêts à leur clientèle fixe. Le résultat sur le moyen et long terme est l'affaiblissement de l'organisation coopérative, ainsi que la qualité et le standard que cette dernière impose à la production de café, ce qui risque de porter préjudice à la dynamique virtuose existante.

On ne cache pas que la plupart des coopératives sont en réalité dirigées par des groupes très restreints, facilités par la compréhension de la langue espagnole et les cours de formation reçus. Seule une petite proportion des membres est donc démocratiquement active.

Toutefois, il faut cependant soulever la potentialité indiscutable de cette forme d'organisation, bien qu'elle n'arrive pas à renverser la structure sociale fortement discriminatoire où elle opère.

De leur côté, les COCODES et Comités (des eaux, de l'électricité, des routes etc.), les organisations officielles de gouvernement communautaire, ont désormais une structure consolidée et formellement

66 Le premier fidéicommis spécifiquement destiné aux petits agriculteurs a été exécuté par Anacafé avec des fonds du gouvernement guatémaltèque (peu moins d'un million de $) et l'aide de la coopération américaine (1,5 millions $). Il couvre la période 1990-2009 Le taux d'intérêt des prêts est de 10,5 % pour les producteurs individuels et de 7,5% pour les producteurs organisés. Le crédit est destiné au renouvellement des caféiers, à la maintenance et récolte de café, à l'établissement de pépinières avec de la semence de haute qualité recommandée par Anacafé, à la construction/amélioration et au capital de travail dans le cadre de processus de commercialisation et transformation.

Le nouveau fidéicommis pour l'appui à toutes les catégories de producteurs de café (petits, moyens et grands) est financé exclusivement par le gouvernement national (100 millions de $). Anacafé n'est plus l'unité exécutive, mais elle fait partie du comité consulteur. Le programme s'adresse exclusivement à la diversification de cultures, à l'agro-industrialisation, à la commercialisation et à la restructuration de la dette. Cela est motivé par le fait qu'à cause de la crise du café des dernières années beaucoup des producteurs n'ont pas pu payer leurs dettes antérieures. Ce deuxième fidéicommis couvre la période 2001-2016.

démocratique, mais effectivement le manque de compétences et la rareté des formations reçues empêchent leurs leaders de se constituer comme un véritable centre de planification concertée, comme la loi le prévoit. Ces organisations restent en conséquence dominées par des petits groupes dynamiques qui parlent espagnol, dans une condition de monopole de l'information. Cela déprécie la valeur d'un acteur indispensable dans le processus d'accumulation du CS. Il s'agit effectivement de l'acteur le plus proprement *bridging*, puisqu'il devrait concerner démocratiquement tous les membres de la communauté. Notamment, on souligne l'incompétence de ces instances pour ce qui concerne la coordination et la planification participative du développement, et par contre leur fréquente appartenance à des logiques clientélistes.

Les groupes typiquement *bridging* des femmes et des jeunes constituent également une composante très faible du CS de ces villages. Il est effectivement très rare de se croiser avec des situations stimulantes, qui, bien sûr, ajouteraient un potentiel énorme aux communautés. Mais la position subordonnée des femmes dans la gestion communautaire est éclatante. La majorité ne parle pas espagnol, n'a pas du tout étudié et a une moyenne de 5 enfants. Néanmoins, chaque coopérative prévoit un comité de femmes et beaucoup d'organisations travaillent avec des femmes, au moyen de petits projets productifs (surtout de production de poulets et tissus). Mais évidemment le problème est structurel et montre un retard de développement tristement connu, qui n'envisage pas encore une stratégie globale et efficace. On peut conclure que le CS des femmes est encore plus déficitaire du CS indifférencié.

Cependant la position des jeunes est encore plus grave, complètement en dehors de la vie de la communauté, exception faite pour les organisations religieuses. Ils n'ont pas de lieux de rencontre, sont éloignés de la ville et de ses possibilités et ont un air résigné, pas du tout proactif. Bien sûr, beaucoup d'entre eux étudient et travaillent en même temps dans les maisons et les champs de la famille, de sorte que les définir comme paresseux ou désintéressés serait injuste, mais l'impression finale était pour moi celle d'une indifférence générale et dangereuse et d'un manque de participation dans toute question communautaire et civique.

En voulant maintenant commenter la dotation de *linking* social capital de ces communautés, nous remarquons d'abord que les deux canaux principaux sont ceux officieux prévus par les lois et tous internes à la relation de décentralisation, et d'autres réseaux privés/publics plus flexibles et en principe moins dominés par les jeux politiques.

- La capacité de transmission des besoins et des réponses stratégiques entre le niveau communautaire et le municipal est vraiment déficitaire, bloquée dans les manœuvres clientélistes et la faiblesse des propres structures/organismes destinés à cette coordination. Il en résulte la grave impuissance de tout mécanisme de planification concertée et stratégique, l'absence d'une planification intégrée au niveau municipal comme communautaire et l'isolement dangereux des communautés. La municipalité de San Pedro Carchá prévoit dans son organigramme un Bureau de Planification Municipal, dont le nouveau directeur a tout l'air d'être une personne compétente et aux idées bien claires, mais les limites financières et de personnel du Bureau, ainsi comme la jeunesse du processus, ne lui permettent pas encore de renverser la situation.
- Au sujet du potentiel d'autres types des réseaux, on peut se permettre par contre d'être un peu plus optimiste. **Ce sont surtout les coopératives de production du café qui forment un réseau d'une certaine pertinence, à cause de l'importance du café comme produit national et de l'histoire de l'organisation productive qui est derrière ANACAFE.** Effectivement, les 15 coopératives qui composent notre population d'étude ont formé spontanément un acteur unique, guidé par la coopérative Comón Calebal qui est désormais reconnue comme le leader du groupe au niveau d'Anacafé ainsi que de Fedecocagua. De l'appartenance aux réseaux de Anacafé/Fedecocagua/Inacop découlent plusieurs avantages, en plus des avantages commerciaux, comme la possibilité de recevoir des cours de formation, des subventions, des financements, de visiter des cas de bonnes pratiques dans d'autres départements etc. En effet, à la question de savoir s'ils croient avoir une influence quelconque sur les dynamiques à niveau départemental ou national, les leaders des organisations officielles (COCODES) répondent vigoureusement que non, tandis que les leaders des organisations coopératives considèrent pouvoir jouer un rôle au moyen de l'appartenance au réseau cité.

Malheureusement, la crise du café de 2001 et l'absence de fonds qui en résulta ont beaucoup menacé la capacité d'attraction du choix mutualiste, et en absence d'un appui public renouvelé au secteur, on pourrait craindre l'épuisement des ressources du réseau en faveur des relations privées et ponctuelles avec les acheteurs qui viennent de la ville (les coyotes), et au détriment de la pression pour la qualité et l'amélioration productive.

Un réseau similaire à celui des coopératives de café est formé par les coopératives d'achat qui reçoivent le soutien de la **FEDECON** (Fédération Nationale des Coopératives de Consommation). Une pharmacie maya traditionnelle est souvent attachée à ces coopératives, gérée avec l'appui de l'association nationale **ASECSA**. Il s'agit d'initiatives essentiellement dirigées par des groupes de femmes et qui montrent un certain intérêt en termes d'occasions de formation, d'appui et de financements.

- D'autres ouvertures *linking* sont représentées par la présence d'ONG étrangères ou nationales. Dans les trois communautés objet d'étude, on a rencontré **CARE**, **Plan International**, **ASECSA, Adeec** et quelques autres. Il s'agit généralement d'une présence réduite et ponctuelle, dans la plus part des cas non cordonnée avec les autres acteurs organisés de la communauté, ni objet d'une planification intégrale et participative. **On retient à ce propos que l'absence de coordination entre les acteurs du développement, qui, par contre, serait facile dans des réalités aussi restreintes, soit une des déterminantes majeures des maigres résultats et de l'absence de soutenabilité de la coopération au développement.**
- La composante participative *linking* (vote, activités politiques…) dans les communautés considérées est aussi très faible : bien qu'on remarque un haut pourcentage de votants, la participation effective et consciente dans les affaires municipales ou départementales est presque nulle. Cela devient éclatant en ce qui concerne femmes et jeunes. Les seules possibilités participatives sont, comme on disait, toutes internes aux réseaux des coopératives et des associations, qui, au contraire, ont la limite constitutionnelle de leur nature sectorielle.

On parle donc de niveaux extrêmement faibles de CS *linking*, ce qui empêche cet essentiel propulseur du développement de dépasser la logique ponctuelle des interventions classiques, tout en laissant les communautés dans un isolement dangereux et résigné, qui apprend trop peu des bonnes pratiques passées et n'arrive pas à se rendre autonome.

3. Application du diagnostic aux trois études de cas : résultats quantitatifs

Tableau 37 : Mesure du Capital Social Communautaire Opérationnel

Communauté	CS générique	CS du COCODE	CS de la coopérative de café	CS d'autres organisations éventuelles	CS total	% de valeur max
1. Quixal	38	29	29,5	10	107,5	**44**
2. Tanchi	42	37	25,5	0	104,5	**43**
3. Ichab	19,5	25	15,5	0	60	**25**
Valeur minimum	-28	-8	-5	0	-41	
Valeur maximum	93	75	-44	30	242	

Tableau 38 : Mesure du CS des femmes et des jeunes

Communauté	CS des femmes	% de la valeur max.	CS des jeunes	% de la valeur max.
1. Quixal	9	**32**	4	**20,5**
2. Tanchi	6,5	**23**	2	**10**
3. Ichab	5	**17,5**	1	**5**
Valeur minimum	-1		-1	
Valeur maximum	28,5		19,5	

A - Discussion des résultats quantitatifs

A présent, on est arrivé à la quantification du CS communautaire opérationnel. Le défi implicite dans l'exercice de quantification est celui de montrer la coïncidence entre l'analyse qualitative effectuée à l'aide de la théorie du CS et de quelques éléments de la sociologie de réseaux et les résultats de l'application des outils de mesure du CS.

En premier lieu, les totaux nous montrent la faiblesse des communautés d'étude en termes de cet actif. En effet, les trois communautés ont obtenu des valeurs inférieures à la moitié de la valeur maximale de l'indice. Cette première conclusion ne nous étonne pas. A travers l'analyse qualitative, on avait déjà remarqué le déficit communautaire par rapport à la dotation de CS.

Les facteurs qui parmi les autres causent et rendent permanente cette faiblesse sont fondamentalement, à notre avis :

- les conditions socio-économiques de pauvreté extrême ;
- le fait que le processus de décentralisation soit encore inachevé, c'est-à-dire le manque d'une véritable volonté politique vouée à renverser les conditions d'énorme inégalité causées par un système centraliste et oligarchique ;
- la condition de discrimination des femmes, des jeunes et des indigènes qui ne parlent pas espagnol, ce qui est notamment un problème socioculturel ;
- l'incapacité des acteurs qui interviennent dans les communautés, dans le cadre de la coopération au développement, de se cordonner entre eux, ce qui rend ces interventions ponctuelles et pas soutenables.

En deuxième lieu, la comparaison entre les trois communautés objet de notre analyse, montre une situation similaire pour les deux premières, Quixal et Tanchi et une position nettement en retard pour Ichab. Encore une fois le résultat est correct.

En effet, bien que Quixal et Tanchi aient des caractéristiques très différentes en termes de structuration du CS, le résultat final pour les gens est le même. D'un côté, le catalyseur du CS *bridging* et la coopérative anomale Comón Calebal (à Quixal), de l'autre, il s'agit du COCODE (à Tanchi), en ligne d'autre part avec la direction vertueuse prévue dans le cadre de la décentralisation. Les ouvertures *linking* sont garanties dans le premier cas par le réseau des coopératives, appuyé par Anacafé/Fedecocagua/Inacop et dans le deuxième cas, par le réseau public tout interne au processus de décentralisation.

Mais la qualité du CS *bridging* engendré reste moyenne dans les deux cas : à Quixal, à cause des limites d'une organisation professionnelle qui se retrouve à planifier le développement de toute la communauté en tant que telle ; à Tanchi à cause des limites des organisations officielles de *leadership* en termes de base démocratique et transparence. Auprès des gens et pour ce qui concerne la stratégie de développement, la conclusion est la même, et malheureusement médiocre.

Le résultat quantitatif désagrégé nous permet quand même de percevoir la différence entre les deux situations : Tanchi présente des valeurs plus hautes dans la colonne du CS générique et du CS du COCODE, alors que Quixal dépasse Tanchi en termes de CS de la Coopérative. Il faut également souligner que Quixal est aussi aidé par la contribution du CS de l'Association AMSERC (la Pharmacie Populaire), la seule qui ait obtenu un score suffisant pour entrer dans le compte final.

Enfin Ichab présente des résultats bien plus préoccupants, avec un indice total du CS d'à peine 25%. Ce résultat confirme parfaitement l'analyse qualitative proposée. En effet, la condition de Ichab diffère considérablement des conditions des deux autres communautés : la coopérative est jeune et encore peu acceptée, il y a un manque de confiance généralisé dans les autorités officielles de la communauté ainsi que dans les groupes organisés, l'accumulation d'expériences échouées de fonctionnement groupal est en train de générer une dangereuse *path dependance* et enfin les organisations officielles de *leadership* sont de médiocre qualité.

Concernant les résultats de l'isolement du CS des femmes et des jeunes, les résultats quantitatifs sont clairs.

Les valeurs obtenues dans toutes les communautés sont toujours très en dessous de la moitié de la valeur maximum. Ceci est le résultat de la réalité de forte discrimination qui caractérise la société guatémaltèque en général et notamment le contexte rural. La plupart de femmes ne parlent pas espagnol et sont de fait exclues du COCODE ainsi que des positions de responsabilité à l'intérieur du conseil des organisations communautaires. Les groupes de femmes des coopératives administrent rarement des projets productifs et en général dépendent beaucoup du conseil masculin de l'organisation. En ce qui concerne les jeunes, ils sont dangereusement abandonnés à eux-mêmes : isolés de la ville et de ses possibilités, ils ne savent pas s'organiser et aucune organisation ne travaille avec eux. Leur unique chance paraît être l'école, pour le peu d'entre eux qui peuvent se permettre d'y aller.

Quixal présente les valeurs les plus hautes soit dans le cas du CS des femmes soit dans celui du CS juvénile. Effectivement, Quixal est la seule communauté parmi celles observées où on trouve des groupes de femmes avec de petits projets productifs et un groupe organisé de jeunes catholiques. De plus, la *membership* de la coopérative d'achat et celle de l'association-pharmacie Amserc est formée majoritairement par des femmes.

A Tanchi, les groupes de femmes sont moins organisés et n'ont pas de projets. Il y a un omnisports pour les jeunes, mais il n'y a aucune organisation juvénile. Le groupe de femmes de la coopérative Flor de Café est actif et a beaucoup d'idées, mais pour le moment il ne reçoit pas d'aide et ne collabore avec aucune organisation externe.

Enfin, pour ce qui concerne Ichab, aucun groupe bien organisé de femmes n'est présent. Le groupe des femmes de la coopérative de café est encore indéfini, n'administre aucun projet et n'a pas non plus beaucoup d'initiative. Le groupe des bonnes sœurs n'administre pas non plus de projets et se trouve complètement isolé de la vie réelle de la communauté. Les jeunes ne se réunissent pas dans des groupes et n'ont aucune installation pour s'amuser, comme un omnisports ou un terrain de jeux.

Pour conclure, nous pouvons ainsi affirmer que la mesure quantitative du CS communautaire obtenue au moyen de l'application de l'outil modélisé synthétise bien la dotation de CS des communautés considérées. Effectivement, le résultat quantitatif coïncide avec les observations de type qualitatif effectuées auparavant. Néanmoins, on veut souligner le fait qu'un indice du CS, encore qu'il soit potentiellement désagrégeable, nous donne un type d'information très synthétique.

De ce fait, n'importe quelle tentative pour mesurer cet actif devrait reconnaître ses propres limites et être toujours accompagnée par une analyse qualitative qui reste inévitable. D'autre part, la définition des différentes composantes du CS et la schématisation dirigée à la quantification enrichissent et simplifient aussi l'analyse qualitative, en empêchant le CS de se convertir en un inutile concept attrape-tout.

Chapitre VIII
Bilan et perspectives

I - Le Capital Social et la lutte contre la pauvreté

« **L'accueil qu'a obtenu le concept de CS est dû en partie à ses potentialités pour repenser les questions de développement,** de pauvreté et d'inégalité sociale, alors que le modèle néolibéral, ne semble pas apporter des éléments qui contribuent à la cohésion sociale, mais au contraire de gros risques de fracture»[67].

En général, le lien entre CS et pauvreté vient essentiellement de l'étendue du concept même de développement, qui de simples questions de croissance du PIB embrasse désormais les questions de développement humain et l'expansion des capacités des gens.

Ainsi, l'analyse de la pauvreté ne se limite pas, comme auparavant, à la quantification des ressources, des biens et des services des pauvres et à la difficulté d'y avoir accès -soit aux carences matérielles-, mais s'enrichit avec la considération de la structure des opportunités et des capacités qu'ont les individus pour développer une vie digne. L'analyse des résultats des stratégies et des politiques de développement s'insère de ce fait dans une perspective sociale et politique, dans laquelle le CS assume un rôle crucial.

Les raisons sont plutôt intuitives. La faiblesse du panier d'actifs possédé par les pauvres (leur force de travail, la maison, les relations familiales, le capital humain), ainsi que leur fréquent isolement rendent souhaitable leur association pour s'en sortir et font du CS une intéressante source non monétaire de pouvoir et d'influence, ainsi que d'information et d'opportunités. Le CS de type *bonding* et *bridging* diminue la vulnérabilité et augmente les opportunités d'individus privés d'autres ressources par le simple fait de leur coordination et leur permet d'acquérir un pouvoir majeur de négociation dans n'importe quel contexte. En outre, le CS de type *bridging* externe et *linking*, en liant les groupes de base aux réseaux plus larges de type intercommunautaire, ainsi que départemental et national, augmente les possibilités d'accès à d'autres ressources et le dépassement de la condition d'isolement.

Un grand nombre d'études ont établi une relation directe entre le CS, défini comme la capacité de développer et utiliser des types différents de réseaux sociaux, et la réduction de la pauvreté, ainsi qu'un impact plus indirect du CS sur le sentiment d'inclusion sociale, le bien-être des ménages et l'habileté de gérer le risque. Un exemple très intéressant est représenté par les études de cas réalisées par l'équipe de chercheurs de *l'International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics* (ICRISAT). Leur argument est que le CS est central pour comprendre comment les ménages ruraux, et la communauté rurale en général, adoptent et bénéficient de technologies agricoles améliorées. En d'autres termes, la capacité de coopérer et de travailler ensemble se révèle cruciale pour l'adoption, la diffusion et l'impact des innovations dans n'importe quel domaine, comme celui des technologies, des institutions ou des processus socio-économiques.

Un des cas d'études de ces chercheurs le plus intéressant est celui de l'échange de semence de *pigeonpea* résistants au flétrissement, dans les régions de Vidharbha et Marathwada du Maharashtra, en Inde. L'échange s'effectue de producteur à producteur, dans un cadre d'absence de soutien public et d'indifférence du secteur privé. Les relations d'amitié, la communauté et les réseaux informels jouent ici un rôle décisif dans la diffusion initiale de la technologie et dans la production et distribution des semences. Ce qui est encore plus étonnant, selon les chercheurs, c'est la diffusion de l'information autour

67 Raczynski, D., Serrano, C. *Programas de superación de la pobreza y el capital social. Evidencias y aprendizajes de la experiencia en Chile*, in CEPAL, 2005. *Aprender de la experiencia. El capital social en la superación de la pobreza*. Arraigada, I. Editora. Libros de CEPAL, N° 86. Naciones Unidas, Santiago de Chile.

de la nouvelle option technologique, qui normalement prend plus de temps dans le cas d'absence de soutien des vulgarisateurs agricoles et d'efforts du marché. Le cas démontre aussi l'intérêt, au moment de l'introduction d'une innovation agricole, de se diriger directement vers les producteurs, car les gouvernements et le secteur privé agissent dans des contraintes institutionnelles et des préjugés spécifiques.

Ces études suggèrent donc que le CS joue un rôle clé en permettant aux ménages de profiter des ressources de capital humain qui se rendent disponibles dans la forme de pratiques de nouvelles cultures et de connaissances technologiques. En outre, l'action collective permet de surpasser la faiblesse de la dotation de capital financier, humain et naturel. Produire de la R&D de façon participative serait donc un défi prometteur.

Depuis déjà une dizaine d'années, **la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes des Nations unies** (**CEPAL**) a développé une ligne de travail qui met en relation les programmes de lutte contre la pauvreté avec le CS.

Selon Bebbington (2005)[68], un des effets les plus positifs des discussions sur le CS et la pauvreté a été l'élaboration de la notion de ***stratégie de vie*.** On peut la définir comme la forme dans laquelle une personne satisfait certains objectifs de vie, au moyen de l'utilisation, de la combinaison et de la transformation d'un ensemble d'actifs. Les objectifs de vie peuvent être différents (augmentation du revenu, amélioration de l'expérience et de la qualité de vie, *empowerment* sociopolitique) et ils ne se réduisent pas au progrès économique. La réduction de la pauvreté impliquerait une amélioration d'un ou de plusieurs de ces objectifs.

A leur tour, les *actifs* des pauvres sont les moyens qu'ils ont pour poursuivre ces objectifs et on parle notamment de :

- capital humain : les actifs qu'une personne possède comme conséquence des caractéristiques propres de sa condition humaine : connaissances, santé, habilités, temps et autres ;
- capital social : les actifs qu'on possède comme conséquence des relations avec les autres et de la participation aux organisations ;
- capital produit : les actifs physiques (comme les infrastructures, la technologie, le bétail, le semis etc.) et les actifs financiers (comme l'argent, le capital de travail et les actifs physiques qui sont facilement convertibles en argent) ;
- capital naturel : les actifs comme la qualité et la quantité des ressources naturelles auxquelles on a accès ;
- capital culturel : les ressources et les symboles qu'on a comme résultat de la culture dont on fait partie.

L'accès à ces moyens et les formes dans lesquelles les gens peuvent les transformer, reproduire et accumuler sont clairement conditionnés par les institutions et les structures sociales. C'est à partir de cette considération que le CS assume son rôle le plus pertinent. Bien sûr en tant qu'actif, il a aussi une valeur en soi, relativement par exemple au sens d'appartenance et au pouvoir qu'il peut engendrer. Néanmoins, on est d'accord avec Bebbington (ibid.) lorsqu'il soutient que la valeur principale du concept réside dans le fait qu'il facilite l'accès à d'autres ressources.

Pour conclure, on croit pouvoir affirmer que l'importance du CS dans la lutte contre la pauvreté dérive du fait qu'il augmente *l'empowerment* des pauvres, étant donné que la pauvreté n'est plus vue

68 Bebbington, A, 2005. *Estrategias de vida y estrategias de intervención. El capital social y los programas de superación de la pobreza,* in CEPAL, 2005. *Aprender de la experiencia. El capital social en la superación de la pobreza*. Arraigada, I. Editora. *Libros* de CEPAL, N° 86. *Naciones Unidas*, Santiago de Chile.

comme un déficit d'actifs des secteurs moins privilégiés, mais principalement comme une faiblesse en termes d'*empowerment.*

La question change donc et devient plutôt : quel type de CS permet de lutter contre la pauvreté et surtout est-ce qu'on peut le promouvoir ?

La théorie est généralement unanime pour considérer que les liens de type *bonding*/groupal promouvant l'intégration communautaire aident à gérer le risque et à survivre, mais ne permettent pas vraiment de dépasser les conditions de pauvreté. Par contre, le CS de type *bridging*/pont et *linking*/échelle qui ouvre la communauté aux réseaux sociaux et aux institutions externes est bien plus fertile, mais en même temps plus rare. C'est effectivement ce dernier qui permet *l'empowerment*, la véritable discriminante entre les pauvres et les non pauvres.

Pour ce qui se réfère à la possibilité de créer ou d'augmenter intentionnellement par une instance externe le CS des communautés qui en sont pauvres, la dispute conceptuelle est, en revanche, encore ouverte. D'autre part, ce sont les mêmes fondateurs de la théorie qui en doutent, comme R. Putnam qui le considère un processus extrêmement lent dans les sociétés « a-civiques », par exemple au Sud de l'Italie.

On sera d'accord dans ce cas avec ceux qui le pensent possible.

Nous retiendrons notamment la position de Durston (2002) qui traite le cas de la construction du CS communautaire dans la zone orientale du Guatemala, tristement connue pour sa culture individualiste, avec des taux bas de participation dans les organisations communautaires. Il analyse en particulier le Programme de Développement Rural pour les Petits Producteurs de Zacapa et Chiquimula (**PROZACHI**), un projet conjoint du Ministère d'Agriculture du Guatemala (MAGA), du Fond International de Développement Agricole (FIDA), de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), du Programme Mondial d'Alimentation (PMA) et de l'Ambassade des Pays-Bas. Au moment où sont commencées les activités du programme, en 1991, il n'y avait pratiquement aucune organisation de base importante, exception faite pour quelques comités civiques formés par les bénéficiaires passifs de quelques ONG de charité.

Néanmoins, une analyse plus profonde révéla l'existence diffuse de groupes locaux d'ascendance, c'est-à-dire de petits réseaux de familiers et voisins qui descendent d'un ancêtre commun, qui semblent se retrouver dans toutes les zones montagneuses d'Amérique Latine. Entre eux, des liens multiples basés sur la parenté s'établissent, ce qui renforce la coopération et la confiance.

La force de PROZACHI résida dans l'intuition de travailler avec un système de 400 **Groupes Noyau**, chacun formé par 7-12 ménages unis par des relations de voisinage étroit, comme base de la participation et de la formulation de demandes. Presque 40 promoteurs locaux diffusaient, maison par maison, les bénéfices de la participation.

Dans les années suivantes, les communautés commencèrent à former de façon plus autonome des conseils communautaires qui regroupaient les groupes organisés de chaque communauté, ainsi que des comités au niveau municipal et enfin en 1998 une association régionale.

Selon Durston, ce processus est nettement en contradiction avec la théorie des temps longs de Putnam (Dusrton, 2002). Un des aspects qui permet de l'expliquer est la présence des groupes locaux d'ascendance dont on parlait, mais il y a aussi d'autres facteurs qu'il ne faut pas oublier : l'identité commune fondé sur les racines indigènes *ch'orti* et sur la condition de paysans ruraux, la mémoire historique des coopératives agricoles et des comités de promotion d'infrastructure locale promus dans les années 1960 par la Mission Belge de l'église catholique (réprimés à la fin des années 1960), la réduction de la répression à partir des années 1990 et la disparition des Commissariats Militaires et des Patrouilles d'Autodéfense Civile qui étaient dans les communautés, le début de *l'empowerment* des femmes paysannes par le programme PROZACHI au moyen de leur inscription au Registre Civile et de la formation de groupes productifs de femmes incorporés aux discussions communautaires, le fait que les

promoteurs du PROZACHI vivaient en permanence dans les villages en question. L'ensemble de ces conditions gênera des relations stables, renforcées par l'attente d'interactions futures et par les relations affectives qui naquirent tout au long de l'expérience.

Ces facteurs contribuèrent à la création de CS, mais la réalisation de ce potentiel fut le résultat des initiatives du PROZACHI et, à partir de 1997, du Fond d'Investissement Social (FIS), qui réalisent des programmes de formation en habilités sociales, en organisation, en diagnostic, en communication et en planification, qui aident la formation d'associations locales et qui protègent les institutions paysannes des pressions externes.

Les conclusions de Durston (Ibid.) sur la question sont simples :

- en premier lieu, on peut penser que dans toutes les sociétés paysannes, il existe des types de relations familiales et de voisinage comme celles qui à Chiquimula ont représenté la base du CS ;
- en deuxième lieu, la répétition fréquente d'exercices de confiance et de coopération entre les paysans stimule une disposition croissante à coopérer, tout en créant une histoire récente de coopération qui joue contre le passé conflictuel et qui se fonde sur des normes alternatives en abandon qui étaient déjà dans la complexité culturelle du système ;
- finalement, la réciprocité verticale résulta d'une composante indispensable de la construction de CS communautaire, c'est-à-dire que bien que les nouveaux petits groupes communautaires (Groupes Noyau) fussent contrôlés par les vieux leaders (maintenant formalisés) de manière verticale et factionnelle, cela n'a pas empêché la coopération entre les groupes, jusqu'au niveau régional. Les leaders des petits groupes ont agi comme des administrateurs du CS du groupe et ont administré les ressources humaines de leurs parents et voisins, auprès desquels ils doivent rendre des comptes. Le résultat fut effectivement un réseau dense de relations, alors qu'initialement il y avait un système social dispersé ;
- la réalité clientéliste de la zone, dominée par les petits chefs locaux, a eu besoin d'une intervention externe pour fomenter le CS communautaire. Cette intervention modifia la structure des opportunités, mais, à partir de cela, il faut souligner aussi la rapidité de la transformation des stratégies des acteurs, en contraste avec la position de Putnam.

La question que Durston (ibid.) se pose est si un appui externe de ce type représente aussi une forme de clientélisme ou plutôt de semi-clientélisme selon la définition de Fox (1996) qui veut que l'intervention du PROZACHI et du FIS se rapprochent. En effet, ils fonctionnent partiellement de manière clientéliste, comme cadres protecteurs des nouveaux acteurs embryonnaires. Néanmoins, ils s'identifient avec les bénéficiaires en établissant des relations plus démocratiques de réciprocité verticale, ce qui facilite l'accès des paysans aux ressources publiques et aux alliés réformistes au niveau central.

Selon Durston, le système socioculturel des communautés rurales, dans lequel est encastré son CS, peut être effectivement considéré comme un quatrième système à côté du système de l'Etat, de la société civile et du marché. Il n'est pas correct de parler d'un schisme entre ces systèmes et d'un isolement total des communautés, car cela ne correspondrait pas à la réalité. Même les communautés les plus pauvres et isolées sont contrôlées par les forces de l'Etat et mobilisées pour voter dans les élections. En revanche, nous sommes obligés d'admettre que ces relations s'insèrent dans un système de clientélisme et lobbysme endémique qui s'établit entre les élites de la société civile et du marché et l'Etat. En Amérique Latine en particulier, le clientélisme se manifeste principalement comme des chaînes d'agents politiques qui manient des relations paternalistes et inégales avec leurs clients grâce au monopole de l'information et au contrôle de la distribution des bénéfices. Parmi les clients, les communautés rurales ont un poids non indifférent et il ne s'agit pas de relations occasionnelles mais d'une véritable forme de CS que l'on ne peut pas ignorer.

Le clientélisme constitue le principal exemple de CS et est l'une des composantes du problème de perpétuation de la pauvreté. Néanmoins, sur ce point, la position de Durston est claire. Il distingue

plusieurs types de clientélisme, selon la définition de Fox (1996) : du clientélisme de type autoritaire et répressif, sans doutes nocif et violent, au clientélisme passif et paternaliste qui transforme le CS en réceptivité passive de produits et génère dépendance, à ce qu'on appelle le semi-clientélisme. Avec ce terme, on se réfère à la relation privilégiée qui peut se créer entre les courants politiques réformateurs et les secteurs défavorisés de la population, ce qui arrive quand les secteurs réformistes démocratiques obtiennent le contrôle d'un organisme public et proposent un nouveau rapport qui promet de donner du pouvoir à ses bénéficiaires en ce qui concerne leurs capacités d'autonomie et négociation. Selon l'auteur, il s'agit subséquemment d'une ressource positive qui constitue l'organisation autonome et forme la gestion et l'esprit participatif.

Le caractère de la relation entre les organismes publics de développement rural et les communautés pauvres est essentiellement ambigu, à cause du fait qu'il dépend beaucoup des qualités personnelles du fonctionnaire public et de sa capacité de contracter un compromis collectif, non individuel, avec la communauté. Mais il s'agit quand même d'une relation bien nécessaire si l'on considère le fait que les organisations communautaires et micro-régionales doivent franchir une série d'obstacles et que l'un d'entre eux est l'opposition d'intérêts traditionnels plus puissants. Cela serait très difficile si ces organisations ne comptaient pas sur l'aide des fonctionnaires publics qui travaillent sur le terrain et leur offrent un CS d'échelle.

A Zacapa et Chiquimula, le CS communautaire émergea effectivement de la synergie entre le semi-clientélisme et les précurseurs de réciprocité déjà présentes dans les groupes paysans locaux d'ascendance.

On pourrait dire que l'introduction du semi-clientélisme, bien qu'il ne soit pas l'idéal dans une optique d'autogestion, débilita le clientélisme autoritaire, surtout au moyen de la naissance d'un acteur social paysan au niveau régional. Le semi-clientélisme a donc toléré et ensuite renforcé la formation du CS communautaire. Finalement, le semi-clientélisme constitue selon Durston (ibid.) le contexte fluide d'un changement systémique possible.

La conclusion de Durston est que l'on peut aussi créer du CS paysan dans des situations non-civiques et qu'on peut le faire en un temps rapide. A Chiquimula, la dépendance culturelle historique constitua un obstacle mineur pour le CS par rapport à l'obstacle structurel du clientélisme autoritaire. Une fois ce dernier renversé, l'application des méthodes de formation en capacité organisationnelle et la protection des projets de développement ont permis de créer du CS communautaire intentionnellement et en peu d'années.

Une deuxième conclusion est la considération que n'importe quelle stratégie de renforcement du CS implique la considération des multiples formes de CS qui sont antérieures à l'intervention et le fait que ces formes influent sur la qualité de vie, les niveaux de pauvreté et les stratégies de vie des gens. Or, la majorité des programmes n'investissent pas suffisamment dans ce type de connaissance préalable, avec toute une série de conséquences en termes de manque d'efficience et d'efficacité qui vont de la débilitation du CS existant à la capture de l'intervention par des réseaux étroits d'acteurs plus puissants.

Par définition, les initiatives qui tendent à construire des confiances, à produire des réseaux et des relations et à articuler des processus sociaux basés sur la capacité des gens de coopérer, impliquent du temps, des ressources et des méthodologies. Si l'on n'assigne pas aux processus le temps de maturation qu'ils requièrent, on risque d'annuler leur impact de moyen et long terme et donc leur soutenabilité. La sectorisation et la ponctualité des interventions coupent la réalité en catégories et n'arrivent pas à agréger un regard intégral au processus de développement local. Le résultat est très souvent paradoxal : les programmes sont efficients en termes de couverture et de résultats, mais à cause du fait qu'ils travaillent d'une manière isolée, ils perdent en impact et efficacité et surtout ils ne considèrent pas les relations sociales qui sont à la base du CS.

La coproduction des interventions et des programmes, publics comme non gouvernementaux, est donc la clé essentielle de programmes de succès et doit s'insérer dans une optique de recherche-action.

Coproduction signifie donc un pari sincère et pas instrumental pour chercher ensemble le sens et la pertinence des problèmes et ses solutions possibles, pondérer les coûts alternatifs des options qui sont adoptées et assumer la responsabilité du succès ou de l'échec. Mais on ne doute pas que cela est possible à mesure qu'on dispose d'une très forte volonté politique d'étendre la participation, de disposer des ressources nécessaires et de les redistribuer ainsi que de surpasser la pauvreté et l'exclusion de secteurs larges de la population.

Une autre conclusion importante est à notre avis le fait que les agents externes ont une fonction déterminante dans l'accumulation de CS par les communautés rurales. C'est rare que ces propres communautés développent toutes seules des capacités d'autogestion et de participation politique sans recevoir aucun appui de l'extérieur.

Une fois adoptée la position selon laquelle le CS peut être intentionnellement renforcé de l'extérieur, nous pouvons maintenant définir quelles en sont les stratégies principales.

C'est toujours Durston (Ibid.) qui les a synthétisé en parlant de :
- l'appui à la formation du CS communautaire rural en fournissant les méthodologies disponibles ;
- le travail en synergie et coproduction avec la communauté, en fomentant le lien affectif entre la communauté et l'agent individuel ;
- *l'empowerment* des acteurs sociaux embryonnaires faibles, en protégeant la formation d'acteurs nouveaux sur la scène municipale, micro-régionale et régionale, car la lutte contre la pauvreté rurale passe aussi par la société civile, c'est-à-dire par l'augmentation du contrôle collectif que les pauvres ont sur les relations qu'ils maintiennent avec les autres secteurs sociaux, surtout avec les plus avantagés.

Plus en détail, le premier point identifié, l'appui à la formation du CS communautaire rurale, impliquera à son tour :
- l'expansion du rayon de confiance au moyen de l'itération des pratiques de coopération dans la conviction que même l'obstacle représenté par l'existence de factions internes peut être partiellement aplani au moyen de procédures diverses, comme le règlement de la compétence entre les factions ou la proposition de buts communs plus amples qui exigent une administration intergroupe ;
- la complexification du système communautaire au moyen d'un processus de diversification institutionnelle qui se génère à partir de l'expansion du rayon de confiance et permet, par exemple, de définir des institutions communautaires de sanction locale ou d'administrer des ressources en commun ;
- le déroulement de procédures de recherche-action dirigées vers *l'empowerment* des communautés, comme à l'analyse des précurseurs ou au diagnostic du CS existant.

Pour ce qui se réfère aux acteurs externes qui peuvent jouer un rôle important dans le renforcement intentionnel de CS, on croit que l'Etat doit nécessairement être pris en considération en tant qu'acteur clé. Or il est vrai que, par exemple, les tentatives de décentraliser, qui sur le papier s'insèrent vertueusement dans le processus *d'empowerment* du local, demeurent souvent limitées à cause du fait qu'elles se limitent à un processus de déconcentration au niveau municipal, mais sans lui donner vraiment le pouvoir et les ressources pour gérer le processus de développement de façon autonome et surtout sans prendre en considération le rôle crucial des institutions locales communautaires. D'ailleurs, quand on a tenu compte des institutions locales, et qu'il y a eu une certaine coordination entre les institutions centrales et locales, formelles et informelles, il se peut que cela ait été fait aux dépens d'une participation populaire plus large à cause de la présence dans les communautés d'hiérarques locaux ou de groupes avantagés qui arrivent à s'imposer sur la population.

Il est évident que *l'empowerment* ne serait jamais un processus neutre du moment qu'il change les relations de pouvoir et donc provoque des conflits, qui souvent sont internes aux intérêts du secteur public. Cependant cela ne peut pas justifier l'élimination d'un acteur institutionnel du processus.

Cela rend plutôt indispensable le fait que d'autres acteurs clés s'ajoutent à l'Etat dans la gestion synergique du développement communautaire, c'est-à-dire les organisations de base, les ONG nationales et internationales, le secteur privé.

Dans le tableau suivant, on propose un éclaircissement des relations qui pourraient s'instaurer entre CS, développement et stratégies de renforcement du CS dans notre contexte spécifique. On remarque que l'essai n'a pas la prétention d'être exhaustif.

Comme l'analyse des résultats quantitatifs l'a montré, les niveaux de CSCO dans les trois communautés objet d'étude sont très faibles, spécialement quand on considère de forme isolée la condition des femmes ou des jeunes.

Cela signifie que la possibilité d'augmentation de l'actif CSCO est encore énorme. *(Voir tableaux pages suivantes)*.

II- Les stratégies possibles pour le renforcement du CS dans la zone d'étude

Un des aspects les plus enthousiasmants de notre expérience de terrain dans les communautés de Alta Verapaz a été l'intégration à une table ronde de discussion sur les stratégies de coopération au développement dans la zone d'étude. Il s'agissait d'une initiative promue par l'ONG internationale CARE, qui avait pour mission de créer une concertation institutionnelle entre les acteurs de développement de la zone. Cela nous a permis de réfléchir sur les stratégies concrètes de renforcement du CS, au delà des objectifs initiaux de notre travail qui se limitaient à la réflexion théorique sur le CS dans sa relation avec la lutte contre la pauvreté et à la définition d'un diagnostic du CSCO.

Tout d'abord, il faut souligner qu'une des plus grandes faiblesses de la coopération au développement dans la zone observée est à notre avis l'absence de coordination et synergie parmi les acteurs du développement. Les interventions des ONG nationales et internationales ainsi que des agences publiques restent isolées et ponctuelles, ce qui ne les rend pas soutenables.

En outre, le contexte d'intervention est celui dont on a parlé amplement, d'une décentralisation inachevée et encore entravée par des logiques clientélistes et sectaires. Le résultat est que, bien qu'au niveau communautaire, les organisations officielles de *leadership* (COCODES et Comités) soient actives et formellement démocratiques, la faible participation des gens dans la gestion communautaire et donc la faiblesse du CS bridgeur (interne) enlèvent à ces structures la force d'une base réellement démocratique.

La même faiblesse semble se reproduire dans la relation entre les COCODES et le COMUDE, au niveau municipal. Le manque de formation en culture organisationnelle et planification participative, ainsi que sur les thèmes de la décentralisation affaiblissent la qualité de la relation, tandis que les logiques clientélistes et de parti lui enlèvent le potentiel de rupture. La planification au niveau municipal est donc de très basse qualité et si on y ajoute le manque de ressources, le cadre final est piteux. Finalement, le niveau municipal n'est pas non plus capable d'organiser la participation structurée des ONG qui opèrent dans la zone, ni du secteur privé à la définition d'une trajectoire partagée de développement.

Quant aux organisations locales autres que les officielles, c'est-à-dire surtout les coopératives, elles constituent des réalités intéressantes soit en termes de CS *bridging*/groupal, soit en termes de réseaux intercommunautaires (CS *bridging* externe). Les coopératives de café forment effectivement déjà un réseau formel au moyen de leur appartenance au réseau plus large de ANACAFE/Fedecocagua/Inacop. Elles échangent des visites et parfois coordonnent leurs activités auprès du siège de Fedecocagua à Cobán ou d'Anacafé à Cobán et dans la Capitale.

Tableau 39 : La relation entre CS et développement dans la pratique.		
Composante du CSCO	**Quels seraient-ils les effets de son renforcement ?**	**Comment la renforcer ?**
Structuration du CS communautaire existant	La création de groupes locaux nouveaux faciliterait l'accès aux différentes ressources (crédit, occasions de formation, projets etc.) et, en général, produirait tous les avantages qui découlent de l'organisation humaine. Normalement, les gens des communautés reconnaissent la valeur ajoutée du travail en équipe. La seule communauté déçue par rapport à ce thème est Ichab, qui a assisté à de nombreuses faillites d'organisations et initiatives groupales.	Nous sommes d'accord avec Durston (2002) quand il considère la création de CS par une entité externe comme possible. Comme dans le cas du PROZACHI, on croit qu'un projet de développement devrait appuyer la formation de groupes et d'activités de type collectif. Cependant, cette intervention devrait se baser sur les précurseurs de CS de la communauté et sur les réalités déjà existantes. C'est pour cela qu'un diagnostic ex-ante des organisations/groupes locaux, ainsi que des réseaux communautaires informels est fondamental.
Absence de violence et des conflits dans la communauté	La résolution des conflits communautaires, bien qu'en partie physiologique, faciliterait les initiatives de coopération intracommunautaire et le dialogue sur les problèmes communs. La disposition des gens à participer et à s'engager augmenterait à mesure qui s'accroît leur sentiment de confiance interpersonnelle.	Une intervention externe ne peut pas être neutre par rapport aux conflits d'une communauté. Un diagnostic ex-ante correct permet de les connaître. La force d'un projet réside, à notre avis, dans sa capacité d'aider les acteurs à parvenir à une bonne gouvernance territoriale en dépit des clivages. Par exemple, dans la communauté de Quixal, il y a une certaine opposition entre la coopérative historique Comón Calebal et la nouvelle coopérative d'achat, bien que leur mandat constitutionnel soit en effet différent. La possibilité d'une coopération entre les deux organisations serait par contre souhaitable, étant donné leurs activités parfaitement complémentaires (production et achat/pharmacie).
Inclusion sociale communautaire	La diffusion des services de base doit être une priorité dans n'importe quelle stratégie de développement. L'amélioration des conditions de vie, ainsi que des possibilités de s'éduquer et de se soigner est une pré-condition de développement, ainsi que d'engagement.	La diffusion de services de base est encore insuffisante au Guatemala. Bien que le pays ait remporté des résultats pas dédaignables dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les conditions générales restent précaires. Les centres de santé des communautés sont souvent dépourvus de médicaments de base ainsi que de personnel. Un grand nombre d'enfants ne va pas à l'école parce qu'ils doivent travailler dans les champs de la famille : une action de sensibilisation auprès des familles est donc souhaitable. L'électricité est souvent une prérogative d'un nombre restreint de familles, ce qui génère un sentiment d'exclusion. L'eau potable est la granda absente. Le retard de l'Etat dans ce sens est impardonnable.
Collaboration entre les organisations locales	Les collaborations entre les organisations locales sont le fondement de la planification participative et territoriale qui est désormais reconnue comme la voie unique pour un	Les entités externes, ainsi comme la municipalité et les COCODES au niveau communautaire, devraient promouvoir la coopération entre les organisations et les groupes locaux dans le cadre d'une

	développement durable. Dans le cas de Tanchi, par exemple, j'étais étonnée par l'absence de coordination entre les deux coopératives de café, bien qu'elles fassent partie des mêmes réseaux en dehors de la communauté. Les possibilités d'enrichissement réciproque ne sont pas du tout exploitées. Néanmoins, les deux coopératives ont des aspects complémentaires : la coopérative Maria Auxiliadora, par exemple, s'occupe aussi de la commercialisation de cardamome, ce qui pourrait intéresser Flor de Café. Le groupe de femme de cette dernière est beaucoup plus actif que celui de Maria Auxiliadora, mais n'arrive pas à trouver des financements. Or, exception faite pour les réseaux communs, les deux coopératives ont aussi des interlocuteurs qui diffèrent. L'échange d'expériences et la planification conjointe au niveau communautaire sont donc souhaitables.	planification communautaire intégrale. Les tables rondes de discussions, les demandes conjointes et les réunions doivent être encouragées.
Collaborations des organisations locales avec d'organisations d'autres communautés	L'ouverture des organisations d'une communauté aux relations avec d'autres organisations similaires, mais situées dans d'autres communautés engendre la possibilité d'échanges d'expériences (accumulation de CH), ainsi que la formation des réseaux de deuxième niveau indispensables pour consolider le pouvoir de négociation des petits producteurs, ce qui à son tour permet de changer les règles du jeu qui conditionnent l'accès aux ressources.	Le réseau de Anacafé/Fedecocagua/Inacop, mais aussi celui de Asecsa/Fedecon travaillent déjà dans ce sens. Néanmoins, à notre avis, il faudra resserrer ces réseaux autour de stratégies concrètes et dans le cadre du contexte sociopolitique territorial.
Relations avec le gouvernement	L'accès aux ressources du gouvernement a une importance énorme pour les communautés, tout d'abord au niveau du sentiment d'abandon qu'elles sentent. Les relations du niveau local de gouvernement avec les organisations communautaires et ses réseaux permettent de structurer des collaborations durables et garantissent la planification territoriale.	Une cartographie des interventions, formulée à partir du niveau municipal, serait souhaitable dans le but de rationaliser la présence publique sur le territoire. Le canal représenté par le système des Conseils doit être consolidé, car bien qu'il soit une construction légale parfaite, il manque de ressources, de formation, de personnel.
Relations avec les ONG externes (internationales ou nationales)	Les relations avec les ONG externes permettent à la communauté d'accéder à d'autres ressources (financières, de formation etc.), compensant souvent l'indifférence étatique. La limite de ce type d'interventions, qui effectivement sont en train de se multiplier, se trouve dans l'absence de coordination avec le reste de la communauté. L'amélioration du bien-être des ménages généralement ne survive pas à la conclusion des projets, ce qui n'augmente pas la confiance	L'amélioration du contenu des liens de la communauté avec les ONG externes passe, à notre avis, par la coordination des différentes interventions au niveau de la planification communautaire.

	des gens envers les acteurs externes. Asecsa, ainsi que CARE et Plan International ne travaillent jamais dans une optique de planification communautaire. Ils soutient des petits projets avec quelques familles ou en appuyant une organisation (comme CARE qui à Quixal appuie les familles de la coopérative Comón Calebal ou Asecsa qui appuie la coopérative d'achat).	
Connexions avec l'extérieur (services, infrastructure etc.)	L'amélioration des connexions des communautés rurales avec la ville, ainsi que la réduction du taux d'analphabétisme augmentent l'accès aux ressources. L'isolement tait le dialogue et les occasions d'échange, ce qui est particulièrement dangereux dans une société raciste comme celle du Guatémala .	Le retard de l'Etat dans ce sens est impardonnable. Les acteurs externes qui agissent dans la zone doivent considérer ces connexions comme des priorités.
Contexte légal et politique de la décentralisation	L'efficacité du processus de décentralisation et du système des Conseils de Développement devrait garantir la planification participative et territoriale. Malheureusement elle est encore inachevée, substantiellement à cause de l'absence de volonté politique.	Le fait de mettre les gouvernements locaux en condition de pouvoir gérer un processus de planification décentralisée implique le fait de les doter des ressources nécessaires et de les former.
Participation communautaire	L'augmentation de la participation des gens de la communauté dans les activités communautaires, d'abord enrichit leur vie et améliore leur sentiment d'inclusion, d'unité sociale et de confiance interpersonnelle. Ensuite cela leur permet un contrôle majeur sur les processus décisionnels qui les concernent. Dans les trois communautés considérées, la participation générale était moyenne, mais celle de femmes et des jeunes était très basse. Les femmes ne parlent pas espagnol et n'ont aucune formation. De ce fait, elle sont exclues de la plupart des occasions de planification. Les jeunes sont complètement absents dans les lieux où on discute des questions communautaires. Contrairement aux femmes, qui parfois revendiquent une participation majeure, ils sont totalement désintéressés.	Les stratégies de développement devraient avoir parmi leurs objectifs stratégiques celui de l'élargissement de la participation, spécialement celle des jeunes et des femmes, dans la planification du développement : par exemple en prévoyant des cours de formation ciblés ou en établissant des quotas de participation des femmes ou des jeunes dans les tables rondes de discussions sur n'importe quel projet ou intervention.
Capacité de réaliser des projets	La capacité d'identifier, demander et exécuter des projets est un atout essentiel pour une communauté parce qu'elle lui permet d'accéder à des types différents des ressources et de déclencher une dynamique virtuose de développement autogéré.	**Les exercices de planification participative** promus par certaines organisations dans le pays (par exemple **FAO**) représentent des cas de bonnes pratiques extrêmement intéressantes, du moment qu'elles aident la communauté à identifier ses problèmes et leur causes, ainsi que les solutions possibles. Malheureusement, aucune intervention de ce type n'est présente dans la zone d'étude.

		De plus, les COCODES, censés coordonner le processus de planification participative au niveau communautaire, n'ont reçu aucune formation sur ce sujet.
Démocratie pour la prise des décisions au niveau communautaire	Les organisations officielles de gouvernement communautaire sont contrôlées par une minorité d'hommes, indigènes, mais qui parlent espagnol. A Ichab, par exemple, les gens étaient tous d'accord quand ils affirmaient que les leaders de la communauté décident sur les questions communes, en informant successivement le reste de la population. Et ils le considéraient comme normal. Le *downside* du CS joue donc en contraire du développement. L'amélioration des conditions de participation et de transparence aurait des effets directs sur le bien-être des gens et des ménages, ainsi que sur la qualité du processus de planification.	Comme le démontre bien le cas du PROZACHI, cité par Durston (2002), la présence de relations de type clientéliste dans les communautés est une donnée avec laquelle on est obligé de se confronter. Mais la promotion de relations de collaborations entre les groupes, ainsi que d'initiatives d'inclusion progressive et thématique des gens, peut vraiment changer le *pattern* des relations établies.
CS des organisations communautaires		
Démocratie interne	Les organisations communautaires sont souvent dominées, elles aussi, par des petits groupes d'hommes, qui ont étudié. Augmenter la participation des membres dans la prise des décisions aurait sûrement des effets en termes d'appropriation et donc de loyalisme envers l'organisation elle-même. Les coopératives, surtout dans les périodes de crise, ont du mal à contrôler les comportements de leurs associés, par exemple en ce qui concerne l'utilisation d'engrais chimiques dans le cas des coopératives qui ont décidé de produire du café biologique. Dans ce cas, une appropriation majeure de l'organisation par ses membres pourrait garantir davantage l'accomplissement des règles. De plus, elle revitaliserait le potentiel de l'organisation, souvent dirigée toujours par le même groupe de personnes.	La pression pour atteindre des niveaux majeurs de démocratie interne est une obligation des organisations plus larges dans lesquelles les organisations communautaires s'insèrent. Anacafé, Fedecocagua et Asecsa, par exemple, ont, à notre avis, l'influence suffisante pour pousser les organisations locales dans cette direction.
Intégration des catégories faibles	La participation des jeunes et des femmes augmenterait directement leur sentiment d'inclusion et de bien-être. De plus, elle pourrait accroître la capacité d'innover de l'organisation et attirer davantage les donneurs internationaux.	La pression pour l'intégration des catégories faibles est aussi une responsabilité des organisations plus larges dans lesquelles les organisations communautaires s'insèrent. Anacafé, Fedecocagua et Asecsa, par exemple, connaissent bien la situation dans laquelle se trouvent leurs organisations associées et, comme on le disait auparavant, ont le pouvoir pour les pousser dans cette direction.

Capacité et culture organisationnelle	Les organisations locales manquent généralement de connaissances de type organisationnel. Elles ne savent pas faire une planification, ni des rapports financiers. Il n'y a pas de mécanismes de diffusion de l'information avant une réunion, ni après. Elles ne savent pas comment identifier et proposer un projet. Les techniciens d'Anacafé, comme ceux de Fedecocagua et d'Inacop nous confirmaient qu'il est vraiment difficile de faire comprendre aux dirigeants des organisations l'importance des archives, par exemple. Bien que souvent ces grandes organisations leur fournissent les logiciels et la formation nécessaire, ils restent fidèles aux instruments traditionnels, notamment au vieux cahier. L'amélioration des capacités et de la culture organisationnelle des organisations communautaires aurait donc une grande importance en termes d'amélioration de la qualité de la production, du contrôle de la filière, ainsi comme des stratégies adoptées.	Quelques donneurs internationaux (par exemple la Coopération Canadienne avec la coopérative Maria Auxiliadora de Tanchi), ainsi comme Anacafé, Fedecocagua et Inacop ont déjà travaillé là-dessus, mais le défi reste énorme.
CS des organisations officielles de leadership communautaire		
Démocratie interne	La démocratisation des organisations officielles de la communauté, comme les COCODES et les Comités a du retard qui n'est pas acceptable. Le contrôle de ces organisations par des petits groupes, de forme clientéliste et inefficiente, représente la normalité, à des niveaux encore plus éclatants que dans les autres organisations. En effet, parmi les trois études de cas réalisées, la situation était plus grave à Tanchi et Ichab où les organisations officielles occupaient pleinement leur rôle de leadership (au contraire de Quixal où la coopérative de café était dominante). Comme on disait plus haut, le grand absent est la société civile. La majorité des gens, et notamment les jeunes et les femmes, n'ont pas la formation pour intervenir dans les questions communautaires, mais surtout ils n'ont pas non plus la conscience que cela c'est un droit et un devoir pour eux. Le potentiel que ces catégories pourraient développer si on les intégraitt, est à notre avis extraordinaire.	L'absence d'institutions démocratiques et transparentes au niveau communautaire est à présent un échec du processus de décentralisation, ainsi que du mécanisme des Conseils de Développement. Cela ne nous surprend pas trop, en réalité, compte tenu des conditions du pays. Le manque de volonté politique est évident. A cet égard, on croit que si l'Etat n'a pas la volonté claire d'intervenir là-dessus, les organisations externes qui agissent dans la communauté, et notamment les acteurs institutionnels, devraient prévoir explicitement des apports dans ce sens comme une composante obligatoire de n'importe quelle intervention. Or, normalement, ils entrent dans les communautés avec des petits projets d'infrastructure ou de production, mais ne prévoient pas une ligne d'action centrée sur ce thème.
Relations avec les autres organisations de la communauté	L'absence de coordination entre les organisations officielles et les autres organisations de la communauté en tant que	Ici, il s'agit pareillement d'un échec du processus de décentralisation et du mécanisme des Conseils de Développement

telles (et non comme relations entre les individus qui croisent leur appartenance aux différentes organisations) est, à notre avis, très grave. La gouvernance territoriale est inexistante et cela empêche un développement sain. En revanche, elle permettrait à la communauté de négocier mieux, de rationaliser ses efforts, ainsi que les ressources qu'elle reçoit et de formuler des stratégies plus participées.

qui devrait imposer aux organisations communautaires officielles une gestion de ce type.

Le rôle des acteurs institutionnels devient donc important, car ils peuvent exercer une pression dans ce sens autant au niveau municipal, que communautaire. Par exemple, ils pourraient conditionner leur fonds au fait que les projets proposés viennent des tables rondes formées par toutes les organisations d'une communauté et le vérifier.